

MOHAMED LEBJAOUI
1926 - 1992

VÉRITÉS SUR LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Né à Alger en 1926, Mohamed LEBJAOUI est de ceux pour qui l'insurrection de novembre 1954 a été le signal du grand espoir et le début du long combat. Membre du premier C. N. R. A., premier responsable F.L.N. du mouvement syndical de la Révolution algérienne, premier chef de la Fédération de France du F.L.N., il est bientôt arrêté et demeure en prison plus de cinq ans à Fresnes et à la Santé. Il est dans l'opposition depuis la prise du pouvoir par Boumediene.

Après le déluge de littérature pendant la guerre d'Algérie, un grand silence s'est fait depuis l'indépendance. Le voici rompu par un de ceux qui furent parmi les dirigeants de la Révolution. C'est une série de témoignages, partiels, mais irrécusables, sur des épisodes aussi importants que les contacts avec Jacques Chevallier, le maire d'Alger, la mort mystérieuse d'Abane Ramdane, les débuts de l'implantation du F.L.N. en métropole, le ravitaillement en armes des maquis et les démêlés intérieurs du G.P.R.A. Des vérités destinées à en susciter d'autres.

Mohamed LEBJAOUI

VÉRITÉS SUR LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE



Mohamed LEBJAOUI

MTLD UGTA PCA UGEMA CRUA
PPA CCE OS FLN ALN GPRA CN
PPA MNA CNRA GPRA ALN ANP

VÉRITÉS SUR LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

PPA MNA UGTA PCA MTLD CNR
MTLD UGTA PCA UGEMA CRUA
PPA CCE OS FLN ALN GPRA C



MOHAMED LEBJAOUI

Vérités sur la Révolution algérienne

ANEP

Ce livre est dédié à la mémoire de Ramdane Abane, Larbi Ben M'hidi, Mostefa Ben Boulaïd, Mourad Didouche, Arezki Bouzrina, Ahmed Ghermoul, Mohamed Drarini, Fetouma Zemiti,
Zarktouni, Allal ben Abdallah, Ferhat Hached, Hedi Chaker,
ainsi qu'à la mémoire de tous les militants — avec ou sans uniforme — tombés dans le combat pour la liberté et l'indépendance du Maghreb.

Avant-propos

Pourquoi ce livre, me demandera-t-on, et pourquoi maintenant? D'abord parce que tous les ouvrages consacrés jusqu'ici à la guerre d'Algérie comportent des récits fantaisistes, parfois outrageusement romancés et, en tout cas, en ce qui concerne le F.L.N., nombre de graves inexactitudes. La raison en est, en partie, qu'aucune étude d'ensemble n'a été écrite du côté algérien, par un acteur direct. J'ai voulu combler cette lacune.

Ensuite parce que le moment est venu, je crois, de prendre un peu de recul par rapport à des événements qui ont suscité tant de passion. Un dirigeant révolutionnaire, l'heure de l'action passée, doit savoir s'exprimer sereinement et sans haine, quelles que soient les souffrances qu'aient subies son peuple, sa famille ou lui-même.

En ouvrant, pour la première fois, les dossiers secrets du F.L.N., je souhaite aussi faire œuvre de pionnier. L'un de mes espoirs, ma certitude même est que je susciterai, si j'ose dire, des vocations d'historiens, que ce livre incitera d'autres responsables algériens à faire le récit de leur expérience.

Je pense avoir montré, en même temps, qu'il n'y a pas eu, de notre part, hostilité systématique à la communauté européenne. Dans sa grande majorité, mis à part les gros colons et les profiteurs de la colonisation, elle était composée d'hommes et de femmes qui, nés en Algérie, l'aimaient passionnément, même si cette passion devait parfois conduire certains d'entre eux à des attitudes aberrantes : ils étaient, eux aussi, victimes

du système colonial. Pas davantage, faut-il le répéter, notre combat ne fut dirigé contre le peuple français, mais contre ce système, l'impérialisme, qui opprimait l'Algérie, théoriquement au nom du peuple de France, en fait, au bénéfice de quelques-uns dont la patrie n'était pas la France, mais la recherche du profit maximum dans un mépris total de l'homme.

Je ne prétends pas, enfin, avoir fait œuvre exhaustive : le sujet est trop vaste, beaucoup d'archives sont aujourd'hui inaccessibles et, dans les circonstances actuelles, je n'ai pu toucher tous les témoins qu'il eût fallu. Mais ce n'est qu'un début...

PREFACE

Si la première réédition de "Vérités sur la révolution algérienne", [1] a coïncidé avec la célébration du dixième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, la présente réédition du même ouvrage se situe dans le prolongement de la commémoration du cinquantième anniversaire du 1er novembre 1954. Deux étapes qui interpellent la mémoire collective du peuple algérien.

Le hasard n'a qu'une part relative dans cette programmation, lorsque l'on sait que Mohamed LEBJAOUI, de son vivant, a su avec constance, être présent aux principaux rendez-vous de l'histoire de la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale. Ultime signe du destin, sa mort survenue le 24 février 1992, a coincidé avec la création de l'U.G.T.A., dont il a été l'initiateur de sa création et l'un de ses cofondateurs.

La relation des principales étapes de cette lutte, menée par le FLN et les "vérités" révélées dans cet ouvrage, présentent de l'auteur, directement impliqué dans cette geste collective, l'image d'un homme de conviction et de devoir. J'ai eu le privilège de le connaître avant de le rencontrer. Je l'ai connu à travers la profonde amitié qui le liait à mon père, MOUFDI ZAKARIA, cet autre militant de la cause nationale, élargie à la dimension Maghrébine, cet autre homme de devoir qui a dû comme lui s'opposer aux hommes de pouvoir. Ils ont été tous deux contraints, de ce fait, à l'exil sitôt l'indépendance du pays recouvrée ; cette indépendance pour laquelle ils se sont si longtemps battus. Ils ont refusé d'en être les rentiers en s'obstinant à en demeurer les comptables. L'on peut dire, avec le recule du temps, qu'ils ont eu le tord d'avoir raison trop tôt, à propos de la démocratie, des droits de l'homme, de l'économie de marché, ...bref, tous les thèmes devenus des poncifs à l'ère de la mondialisation.

Leur commune liberté d'esprit les a rapprochés et ils se sont accrochés à cette amitié cimentée par leur commune épreuve. Ils communiquaient à distance, presque quotidiennement par téléphone, entre Tunis et Genève. J'étais parfois associé à leurs conversations portant, la plupart du temps, sur le sort de l'Algérie. J'ai ainsi connu Si Mohamed à travers sa voix ; une voix chaleureusement amicale qui exprimait, d'une façon simple, des préoccupations d'une grande hauteur de vue. Il forçait de ce fait, le respect et l'admiration. Notre rencontre à Genève n'a fait que confirmer l'idée que je me faisais de lui; un être d'exception à la modestie naturelle et à la volonté inébranlable.

[1] La première édition date de 1970 aux éditions Gallimard.

Il illustrait parfaitement l'image de "force tranquille" trop souvent usurpée par d'autres.

Le témoignage qu'il livre dans "Vérité sur la révolution algérienne" révèle les traits de sa personnalité. J'ai eu l'occasion de lire cet ouvrage dès sa parution en 1970. C'était alors une œuvre de précurseur. Car on y découvrait des informations et des précisions inédites, à l'époque : La liste complète du "groupe des 22" réuni l'été 1954 chez Elias DERICHE pour programmer le déclenchement de la lutte armée quelques mois plus tard, le 1er novembre ; la préparation du congrès de la Soummam en collaboration avec ABANE Ramdane et Amar OUZEGANE ; La création de l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) et l'UGCA (Union Générale des Commerçants Algériens), ainsi que la mise en place des structures de la Fédération de France du FLN ; les pages sombres de la Révolution algérienne avec l'assassinat de ABANE Ramdane en décembre 1957 et de Mohamed KHIDER en 1967, sans compter les conflits internes qui ont miné le parcours du FLN avant et après l'indépendance du pays.

Relisant cet ouvrage aujourd'hui, en janvier 2005, soit trente cinq années plus tard, j'ai ressenti le choc d'une fulgurance : La révélation d'un nouvel éclairage, à la lumière des drames vécus par l'Algérie indépendante et plus particulièrement au cours de la dernière décennie, dominée par le déchaînement d'une violence criminelle qui a imposé au pays une tragique descente aux enfers. Rien de commun avec la violence assumée par le FLN, au cours de son combat libérateur.

Les analyses de Frantz FANON dans les "Damnés de la terre" proposent un cadre théorique et une grille de lecture que confirme avec la simplicité de l'évidence Mohamed LEBJAOUI dans ses "Vérités sur la révolution algérienne". En effet, cette violence est le fruit d'une longue maturation et d'une lutte ininterrompue du peuple algérien depuis la conquête du pays par la France. La lutte armée a été l'ultime recours après l'échec des différentes formes de revendications animées par les mouvements, associations et partis politiques algériens.

Si l'auteur a insisté sur le rôle de l'Emir Khaled dans la naissance du premier parti nationaliste algérien, l'Etoile Nord Africaine (ENA), c'est pour marquer symboliquement la filiation entre deux formes de luttes incarnées l'une par l'Emir Abdelkader et l'autre par son petit-fils, l'Emir Khaled. La première ayant opposé une résistance armée à la conquête coloniale française ; le lieu de mobilisation était le milieu rural organisé sur une base tribale. La seconde a pris la forme d'un "légalisme revendicatif" activant principalement en milieux urbain par la mobilisation et l'agitation politiques, dans le cadre de l'organisation partisane.

Le FLN a réalisé la synthèse des deux formes de luttes ; à la fois armée et politique, mobilisant à la fois le milieu rural et le milieu urbain et s'étendant sur l'ensemble du territoire national, voire même en débordant ses frontière pour interpeller la communauté internationale et à travers elle, la conscience universelle. Car la lutte de libération menée en Algérie a aspiré, par son exemplarité, à l'universalité. C'est ce soucis d'exemplarité qui a constamment motivé les faits et gestes de Mohamed LEBJAOUI relatés dans son ouvrage. Partant de la conviction que la violence, portée par la lutte armée, était l'ultime recours, il fallait veiller à cantonner cette violence au niveau du moyen et éviter qu'elle ne devienne une fin en soi.

Dans cette perspective, la violence devait être soumise à un projet politique libérateur, inscrit dans le sens du progrès et de la modernité. C'est pour répondre à ce soucis et conscient de l'importance de l'enjeu, que l'auteur, sous la direction de ABANE Ramdane et en collaboration avec Amar OUZEGANE, a contribué à la rédaction de la "Plate forme" adoptée au Congrès de la Soummam en 1956. Par delà les réserves des uns et les critiques des autres, le principal mérite de ces assises historiques, a été d'imprimer un saut qualitatif à la lutte armée en se dotant d'un cadre doctrinal et d'une structure organisationnelle. Ce sont justement les deux conditions nécessaires à la soumission de la violence, à une vision politique et à une organisation lui permettant à la fois de garantir l'efficacité de son action et sa conformité à l'impératif éthique. C'est ainsi que "l'acte de violence", assumé par le mouvement de libération nationale, acquiert sa légitimité en oeuvrant à mettre fin à "l'état de violence" imposé par l'ordre colonial, à travers son système discriminatoire, spoliateur et répressif.

Certes la pratique sur le terrain n'a pas toujours su éviter certaines dérives qui sont allées à l'encontre des principes éthiques déclarés. Mohamed LEBJAOUI ne le nie pas, mais il l'impute au manque de formation politique de ses auteurs.

Il a eu lui-même à maintes reprises l'occasion, pour ainsi dire, de "corriger le tir" en appliquant certaines décisions dans un sens plus conforme à l'idée qu'il se faisait d'une révolution, dont le caractère libérateur était étroitement lié à sa part d'humanité et de générosité. Il s'est ainsi évertué à épargner, autant que possible, la vie des civils et à mettre fin aux

liquidations physiques dans le conflit opposant le FLN au mouvement messaliste MNA (Mouvement National Algérien) qui était principalement implanté en France. C'est par la vertu d'un travail en profondeur d'organisation, d'information et de sensibilisation mené par l'auteur, à la tête de la Fédération de France, que le FLN a réussi, progressivement, à évincer le MNA et à occuper le terrain politique sur l'ensemble de l'Hexagone.

Homme de dialogue et de médiation, Mohamed LEBJAOUI a jouer un grand rôle de rassembleur en favorisant l'intégration, au sein du FLN, de certains militants communistes et d'autres issus de formations politiques considérées comme modérées.

C'est cette même aptitude au dialogue, servie par une intelligence du cœur qui sait aller à l'essentiel, qui lui a permis de jeter des ponts et de nouer des relations de confiance avec les hommes de bonne volonté situés dans "l'autre camp", notamment les libéraux d'Algérie et les militants de gauche en France. Le récit détaillé des discutions avec le maire d'Alger, Jacques CHEVALLIER et les précisions données sur l'organisation, à Alger, de l'intervention d'Albert CAMUS en faveur de la "trêve civile en Algérie" est une précieuse contribution à l'histoire des occasions manquées dans la recherche d'une solution pacifique au "problème algérien".

C'est encore en homme de dialogue et de tolérance qu'il a participé activement à la définition de la position du FLN à l'égard des israélites d'Algérie. L'appel du FLN a cette communauté, le 1er octobre 1956, a été largement diffusé et a connu un grand retentissement. Ce texte a été rédigé par Mohamed LEBJAOUI qui a poursuivi ses efforts dans le même sens, en France, en aidant à créer en février 1957, le "comité des algériens israélites pour la négociation". Son engagement personnel dans cette action était dictée par sa conviction qu' "un révolutionnaire authentique ne doit avoir aucune complaisance, même indirecte, pour l'antisémitisme". Il a ainsi, très positivement contribué à conférer à la Révolution algérienne l'image d'un mouvement historique anti-raciste et tolérant.

Arrêté quelques jours plus tard, il reconnaît honnêtement qu'il n'a subi ni torture, ni brutalité au cours de son interrogatoire par la police française. Il n'en continuera pas moins à militer, en détention, en organisant, notamment à Fresnes, puis à la Santé, des grèves de la faim pour obtenir le régime politique en faveur des prisonniers FLN.
Son compagnonnage à la Santé avec les dirigeants arrêtés (BEN BELLA, KHIDER, BOUDIAF, AÏT AHMED, BITAT et LACHERAF) lui a permis de nouer une solide amitié avec eux et d'avoir une affinité particulière avec les deux premiers (BEN BELLA et KHIDER).

Mais le soutien qu'il a apporté, à l'aube de l'indépendance, au Bureau politique, en tant que dirigeant de l'amicale des algériens en France et en Europe qu'il venait de créer en remplacement de la Fédération de France du FLN, n'a entamé ni sa liberté de pensée, ni son sens critique. C'est ainsi qu'il n'a pas hésité à marquer ses distances vis à vis des pratiques suivies, au cours du Congrès du FLN en 1964, à propos de l'élaboration de la "Charte d'Alger" et de la désignation des instances dirigeantes du parti. Son souci de faire prévaloir les méthodes démocratiques de discussion et les critères objectifs de représentation au sein de ce Congrès, lui a dicté son refus de faire partie de la nouvelle direction du FLN ainsi que de l'équipe gouvernementale, et ce, malgré l'intervention insistante du Président BEN BELLA. Il a su, très tôt, s'opposer à ce qui va être l'une des principales causes des dérives qui ont dévoyé la gestion des affaires du pays ; à savoir, la mobilisation des allégeances au détriment de la promotion des compétences.

Son retrait volontaire de toute responsabilité officielle, à partir du Congrès de 1964, lui a permis de préserver son autonomie et de se placer au-dessus des conflits de personnes qui ont surgi au niveau de la direction du pays. Désormais homme d'influence, il entreprit avec succès des démarches auprès du Président BEN BELLA pour obtenir sa grâce au profit de Hocine AÏT AHMED, condamné à mort par la justice algérienne.

Dans la lancée, il déploya, en compagnie de Ahmed AÏT EL HOCINE et Zoubir BOUADJADJ, un effort de médiation qui aboutit à l'accord FLN - FFS qui mit fin à la dissidence de ce dernier en Kabylie. Une autre médiation a été menée par la même équipe entre BEN BELLA et KHIDER, au sujet des "fonds du FLN". Le texte de l'accord, consigné dans un procès-verbal, figure dans le présent ouvrage. Mais le coup d'Etat du 19 juin 1965 survenu entre-temps, n'a pas permis de donner suite à cet accord. C'est sans hésitation que Mohamed LEBJAOUI s'est opposé à ce coup de force en se posant en défenseur de la légalité et en estimant que les conflits au sein du pouvoir, quelle que soit leur gravité, ne peuvent être réglés en dehors des instances régulières du parti ou de l'Assemblée Nationale.

D'ailleurs l'une de ses préoccupation, au cours de l'entrevue qu'il a eu avec Houari BOUMEDIENE, le lendemain du coup d'Etat, a été d'obtenir des garanties sur la sécurité des responsables arrêtés et

notamment de HADJ BENALLA, alors Président de l'Assemblée Nationale et en charge du Parti. L'amitié sincère qui le liait à ce dernier s'est renforcée à l'épreuve du temps et des vicissitudes de la vie politique. Il passa très tôt du refus à l'opposition déclarée en créant, dès août 1965, l'O.C.R.A

(Organisation Clandestine de la Révolution Algérienne). Pour préserver, dans ce contexte, sa liberté de mouvement il a été contraint à un exil douloureux. Il n'a mis fin à cet exil qu'en 1991 à la faveur de l'abolition du système du parti unique et de l'ouverture sur le pluralisme.

Une telle évolution, malgré son caractère précipité et improvisé, n'a pas manqué de susciter quelque espoir chez l'auteur qui avait de nombreux griefs à l'égard d'une application déviante du système de parti unique. Dans son "dialogue avec un ami français", reproduit, en conclusion de son ouvrage, il porte un jugement sans appel sur " la faillite totale" de ce système qu'il considéra comme "totalement discrédité" et dénonça, dans la même lancée, les "démago-socialistes" qui, selon lui, ont le plus déconsidéré "l'idéal socialiste, surtout dans l'esprit des ouvriers et des paysans".

Cette attitude critique a été, sans doute, inspirée par sa sensibilité sociale aiguisée par les longues années de militantisme syndical aussi bien ouvrier que commerçant. C'est ce qui a fait la singularité du personnage qui, étant jadis un commerçant prospère, était en même temps férus de lecture marxiste. L'on peut estimer, à cet égard, qu'il a été l'homme des synthèses fécondes et des confluences fraternelles.
Elles ont nourri sa grande aptitude au dialogue et sa remarquable faculté d'écoute. Elles ont également développé son sens de la mesure qui rendait, à ses yeux, dérisoire tout ce qui était excessif.

Ces différentes qualités sont également dues, dans une certaine mesure, à sa condition de fils de la Casbah ; ce quartier d'Alger qui vibrait aux pulsations de toute l'Algérie et que l'auteur a su remarquablement décrire : "la Casbah, c'est une sorte de condensé de notre histoire et de nos traditions. Le vrai creuset dans lequel se refaisait sans cesse l'unité de notre peuple. Marcher dans ses rues, dans ses ruelles, au milieu des Chaouias, des Biskris, des Kabyles, des Oranais, des Constantinois, des Mozabites, des Sahraouis, des Tlemcéniens, des Chaàmbas, des Blidis, des Aurèsiens qui se mêlaient aux Algérois, aux Israélites et même aux Européens, c'était faire un voyage quotidien à travers l'Algérie". Ce passage significatif résume, à lui seul, les références ataviques d'un homme qui a porté l'Algérie au cœur, et qui s'est singularisé par sa remarquable

élégance, non seulement vestimentaire, mais plus fondamentalement morale.

C'est ce qui fait la valeur de son témoignage présenté dans cet ouvrage. Mais un témoignage qui ne vaut pas seulement pour l'Histoire, mais également pour le présent et l'avenir. Car il exprime l'espoir et la volonté de bâtir une Algérie conforme aux belles espérances portées par la lutte libératrice menée par des hommes tels Mohamed LEBJAOUI ; une Algérie qui saura tirer les leçons de ses dures épreuves ; qui s'attellera résolument à la re-fondation d'un état où la justice et le droit s'imposent à tous ; où le sens de la citoyenneté se substitue au sens de la communauté ; où la référence identitaire s'accorde avec l'aspiration à la modernité et à l'universalité ; enfin une Algérie fraternelle réconciliée avec elle-même et unie en assumant sa diversité. Puisse la méditation des "Vérités" de Mohamed LEBJAOUI montrer la voie pour la réalisation d'un tel rêve.

Slimane CHIKH
Alger, janvier 2005

PREMIÈRE PARTIE

RÉVOLTE ET CONTRADICTIONS

I

De l'émir Abd el-kader à Ben Bella

Le 1er novembre 1954, éclatait la Révolution algérienne. Cette action, dont l'importance n'apparut, sur le moment, qu'à une infime minorité d'observateurs, était l'aboutissement d'un double processus : à l'échelle historique, du mouvement de résistance à la conquête française qui avait commencé dès les débuts de l'occupation; sur un plan plus immédiat, des initiatives d'un groupe de militants nationalistes en rupture avec les appareils des organisations traditionnelles.

Ce groupe, dont nous verrons plus loin l'origine, prit la décision de l'action armée au cours de la réunion dite « des 22 », tenue le dimanche 25 juillet 1954 chez Elias Deriche, au Clos Salembier (Alger), sous la présidence de Mostefa Ben Boulaïd. La liste complète des 22 participants de cette réunion historique n'ayant jamais été publiée, je crois nécessaire de la donner ici :

Mostefa Ben Boulaïd, Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi, Mourad Didouche, Rabah Bitat, Zoubir Bouadjadj, Othman Belouizdad, Mohamed Merzougui, Ahmed Bouchaïb, Boudjemâa Souïdani, Abdelhafid Boussouf, Hadj Benala, Abdelmalek Ramdane, Benaouda Ben Mostéfa, Lakhdar Ben Tobbal, Youcef Zirout, Moktar Badji, Mohamed Méchatti, Abdeslem Habachi, Rachid Mellah, Saïd Bouali, Abdelkader Lamoudi.

A l'ordre du jour de la réunion, figuraient trois points, exactement formulés ainsi :

1. Election de la direction.

2. Unité à la base ou pour une « bonne » scission du Parti.
3. Action limitée ou illimitée.

Après une discussion approfondie, les 22 décidèrent l'unité à la base et une action illimitée destinée à se poursuivre jusqu'à la victoire. Et ils élirent une direction composée de cinq membres, auxquels devait se joindre ultérieurement un sixième : Ben Boulaïd, Ben M'hidi, Boudiaf, Didouche, Bitat, puis Krim Belkacem, avec lequel Ben Boulaïd était déjà en contact, comme il l'était par ailleurs avec Ben Bella, rencontré en Suisse.

Dans les trois mois qui suivirent, ce « directoire » de six membres tint plusieurs réunions secrètes : notamment chez Zemmouri Larbi, à Birmandreis, chez Layachi Mohamed, traminot d'Hydra, et chez Boukchoura Mourad, artisan maroquinier de Pointe Pescade.

Ils décidèrent en particulier de se répartir la responsabilité des différentes « zones » d'opérations (le terme « wilaya » ne fut adopté que par la suite). Ben Boulaïd prit la zone 1 (Aurès), Didouche la zone 2 (Nord-Constantinois), Krim la zone 3 (Kabylie), Bitat la zone 4 (Algérois), Ben M'hidi la zone 5 (Oranie). Boudiaf fut chargé de la coordination entre l'intérieur et l'extérieur.

Au cours des semaines qui précédèrent le 1er novembre, les réunions des Six se firent presque quotidiennes, un contact étroit étant maintenu, d'autre part, avec le responsable de l'extérieur, Ben Bella. Bitat, notamment, après Ben Boulaïd, alla le voir en Suisse, où il avait des papiers au nom de Méziani. Ben Bella, à son tour, tenait informés Khider et Aït Ahmed.

Finalement, les Six arrêtèrent au 1er novembre le déclenchement de l'action armée et en fixèrent les objectifs. Boudiaf se rendit au Caire, où se tenait alors Ben Bella, pour l'en informer et lui communiquer à l'avance les premiers buts assignés aux combattants.

Cette action, pour être pleinement comprise, doit être replacée dans une histoire qui, pendant près de 125 ans, vit le peuple algérien lutter sous des formes diverses, mais de façon ininterrompue, contre la conquête et la colonisation françaises. Il y eut, rappelons-le, plusieurs mouvements armés, dont on ne citera que les principaux.

Sitôt après la reddition du Dey (Alger, 1830), l'émir Abd el-kader organisa, durant dix-sep ans, la résistance armée à l'envahisseur.

Puis l'occupation de la Grande-Kabylie — la première dans l'histoire du Maghreb — n'exigea pas moins de dix ans, de 1847 à 1857.

Pour s'opposer, ensuite, au vol des terres au profit de la colonisation, une série de révoltes éclateront les unes après les autres :

— Insurrection du bachagha Mokrani, chef militaire du mouvement politico-religieux du cheikh Ahadad (1871).
— Insurrection de Bou-Baghla, de Boumaza.
— Insurrection des Oulad Sidi-cheikh à Aïn Sefra, en 1880.

En 1916, l'insurrection des Aurès et de Mascara (Beni-Choukrane) aura pour but de s'élever contre la circonscription des adolescents.

L'insurrection de Marguerite-Miliana, en 1920, sera à nouveau un mouvement dirigé contre les expropriations.

Enfin, la révolte de Sétif et Guelma, en 1945, se traduira par le massacre de 45 000 musulmans, selon le rapport officiel du général Tubert.

Mais ces épisodes sanglants ne sont que les flambées les plus spectaculaires d'un combat politique dont il faut marquer brièvement les principales étapes et les divers aspects, au moins depuis la Première Guerre mondiale :

1. *1919* — Mouvement de l'émir Khaled, petit-fils de l'émir Abd el-kader et ancien capitaine de l'armée française.

2. *1925* — Mouvement du Dr Bendjelloul et de la Fédération des élus du département de Constantine. Il groupe des délégués financiers, des conseillers généraux et municipaux, des présidents de djemaâ, et revendique essentiellement la représentation des Algériens musulmans au Parlement français. La Fédération est présidée par Bendjelloul. Ferhat Abbas en est

vice-président. L'exemple est suivi par les élus d'Alger, avec le Dr Bachir, et les élus de l'Oranie. Tous bénéficient d'un large soutien du peuple.

3. *1927* — Mouvement islahi. De retour du Hedjaz, le cheikh El Okbi inaugure un mouvement de réforme religieuse contre le maraboutisme et la superstition : d'abord dans sa ville natale, Sidi Okba, puis à Alger. Il lance un journal, l'*Islah*. D'autres prédicateurs se lèvent aussi pour réclamer le retour à l'Islam authentique : Ben Badis, dont le rayonnement et l'autorité morale seront considérables, Bachir Brahimi, M'barek El Mili.

Avec leurs partisans, ils s'unissent en 1932 dans l'Association des Ouléma qui gagne rapidement une grande audience d'abord dans toutes les couches de la population citadine. Son président sera Ben Badis, ses deux vice-présidents, El Okbi et Brahimi.

Son programme : liberté du culte musulman, officialisation de la langue arabe, instruction des enfants algériens dans les deux langues, liberté du pèlerinage à La Mecque. Un slogan résume toutes ses aspirations : « L'Islam est notre religion, l'Algérie est notre patrie, la langue arabe est notre langue. »

4. *1936* — Congrès musulman algérien. Réuni sur l'initiative du cheikh Ben Badis, désormais personnalité de tout premier plan, il rassemble toutes les tendances :

— les élus, en majorité partisans de l'assimilation;

— les Ouléma, nationalistes;

— les militants : P.P.A., syndicalistes, communistes, S.F.I.O.

Le Congrès élit son comité exécutif. Il comprend, en dehors du P.P.A. qui, après avoir participé aux travaux du Congrès, a refusé de désigner ses candidats, les noms les plus connus du monde politique algérien.

Son président est le docteur Bendjelloul, son premier vice-président le cheikh Ben Badis, son secrétaire général Belhadj, professeur naturalisé français, membre de la S.F.I.O. On y trouve aussi Ferhat Abbas, cheikh Bachir Ibrahimi, cheikh El Okbi, Lamine Lamoudi, directeur du périodique *La Défense*, Benhoura, directeur de *La Justice*, Léchani, directeur de *La Voix des humbles*, organe des instituteurs « d'origine indigène », Hadj Amara, adjoint du maire d'Alger, le Dr Bachir, de Blida, Me Kadi, avocat à Tlemcen, etc.

Au bureau du comité exécutif sont aussi élus le professeur Bencheneb, qui deviendra beaucoup plus tard le premier ambassadeur français d'origine arabe et Amar Ouzegane, secrétaire du Parti communiste algérien.

Une organisation des jeunesses du Congrès musulman est constituée. Elle est dirigée par Omar Aïchoune, militant exemplaire du mouvement national qui jouera, avec modestie, un rôle considérable pendant la Révolution.

Dans l'intervalle, en 1924, avait été créée à Paris, sur l'initiative de l'émir Khaled et avec le soutien du Parti communiste français, l'Etoile Nord-Africaine, dont Messali Hadj prendra la direction deux ans plus tard.

En 1934, après maints incidents, Messali rompt définitivement avec les communistes. Le 11 mars 1937, il fonde le Parti du peuple algérien (P.P.A.) qui sera dissous en 1939. Messali Hadj est président du P.P.A. et Moufdi Zakaria, l'auteur de l'hymne national algérien, son vice-président.

6. Après le débarquement allié, Ferhat Abbas rédige en 1943 le *Manifeste des élus algériens* et recueille les signatures de nombreux élus anti-colonialistes, auxquels se joignent même quelques élus administratifs. Sur cette base, et avec l'appui du P.P.A. clandestin, il lance un mouvement de masse, les Amis du Manifeste et de la Liberté, qui édite un journal, *Egalité*.

En 1946, Ferhat Abbas rompt avec le P.P.A. et crée l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (U.D.M.A.), qui enverra des députés à la première et à la seconde Assemblée Constituante française. Il fonde et dirige l'hebdomadaire *La République Algérienne*.

La même année, 1946, le P.P.A. interdit lance une organisation de masse légale, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.) dont le président sera Mezerna, et l'organe *L'Algérie libre*. Cinq députés du M.T.L.D.,

dont Khider, seront élus à la seconde Assemblée Constituante française.

7. En 1920, après le Congrès de Tours qui avait vu la naissance du Parti communiste français, une « région algérienne » du P.C.F. avait été créée, sur le mot d'ordre d'indépendance des colonies. C'est l'époque de la campagne contre la guerre du Maroc, en 1925-1926. Les premiers adhérents algériens sont des intellectuels. Un hebdomadaire est publié, *La Lutte sociale*.

En août 1935, une délégation conduite par Amar Ouzegane, participe, à Moscou, au VII[e] Congrès du Komintern. La région algérienne du P.C.F. est admise à constituer un parti indépendant. La création officielle du P.C.A. sera proclamée à l'occasion de son premier Congrès, à Alger, le 4 juillet 1936. Le P.C.A. demeure cependant sous la tutelle du Parti communiste français.

Dissous par le gouvernement Daladier à la fin de 1939, le P.C.A. se reconstituera clandestinement en 1940. Ses militants emprisonnés seront libérés en 1943, mais *La Lutte sociale* ne sera pas autorisée à reparaître. Elu premier secrétaire en 1946 (lors du dernier Congrès du Parti), Amar Ouzegane sera exclu fin 1948, après avoir été remplacé dès 1947 (au 3[e] Congrès) par Larbi Bouhali.

8. Le mouvement syndical algérien, à partir de 1920, suivra un cours analogue à celui du Parti communiste. La C.G.T. unitaire (C.G.T.U.), séparée alors de la C.G.T., a pour mot d'ordre « classe contre classe » et réclame l'indépendance de l'Algérie. Les syndicats recherchent l'adhésion des travailleurs algériens mais, selon la loi coloniale, les directions des fédérations d'industrie, des unions locales ou des syndicats sont entre les mains des Européens.

1936 voit un intense mouvement de grèves qui entraîne des augmentations de salaires, des lois sociales, la reconnaissance de la liberté syndicale et de la liberté de réunion, enfin la suppression du code de l'indigénat dans ses aspects répressifs.

La C.G.T. sous tutelle française se transforme plus tard en Union générale des Syndicats algériens (U.G.S.A.), autonome, qui, en 1956, verra tous ses militants algériens rejoindre en masse l'U.G.T.A., la centrale ouvrière fondée par le F.L.N.

Après ce bref panorama, il convient sans doute de revenir plus en détail sur la personne et sur l'activité de l'émir Khaled, qui sont à l'origine de tout le mouvement national algérien de la période contemporaine.

C'est en 1919, on l'a dit, que débute, en Algérie, l'action politique de l'émir. Il organise des réunions dans la capitale et parcourt ensuite tout le pays. Ses principaux meetings ont lieu les jours de marché, au milieu d'une grosse affluence. Le prestige de son nom, le rayonnement de sa personnalité, son extraordinaire talent d'orateur lui donnent une audience exceptionnelle et de nombreuses personnalités se regroupent autour de lui. Ses principaux lieutenants sont Berrahal et surtout Sadek Denden, qui dirigea le journal *Ikdam*, destiné à soutenir l'action de l'émir.

Bientôt, sa réputation déborde même les frontières de l'Algérie. On parle de lui en Tunisie, au Maroc, en Syrie. Il devient une des personnalités de premier plan du monde arabe.

Un incident survenu à Alger augmente encore son prestige auprès des masses. Un député français, dans un discours, avait tenu des propos offensants pour le peuple algérien. L'émir le provoque en duel. Mais le député, effrayé par la réputation de courage de cet ancien capitaine de l'armée française, formé à Saint-Cyr, refuse de se battre.

Cependant, l'administration coloniale commence à s'inquiéter. Khaled, successivement, a été élu triomphalement conseiller municipal, puis conseiller général, enfin délégué financier. Les représentants de la grosse colonisation le dénoncent comme un agitateur dangereux et leur presse réclame son expulsion.

En 1923, il est convoqué par le gouverneur général, Théodore Steeg :

— Emir, lui dit celui-ci, je ne vous cache pas que cette entrevue pourrait revêtir un caractère dramatique si vous ne

faisiez pas preuve de compréhension. Je vous prie de m'écouter attentivement.

— Je vous écoute.

— Le gouvernement français m'a chargé de vous dire que si vous acceptez de cesser toute agitation politique, il vous sera fait une situation digne de votre rang. Dans le cas contraire, des décisions très graves vous concernant seront prises.

L'émir n'a pas un instant d'hésitation :

— La proposition de votre gouvernement, réplique-t-il, est injurieuse. Je refuse catégoriquement. Algérien responsable et élu du peule, je demeure fidèle à l'Algérie.

— Emir, déclare Steeg, je me vois contraint d'exécuter les ordres de mon gouvernement. Je vous informe donc que vous êtes condamné à l'exil pour toujours.

L'émir se lève :

— Dès demain, dit-il, le peuple algérien connaîtra la proposition injurieuse qui m'a été faite et la décision arbitraire qui me frappe. A travers moi c'est, une fois de plus, l'ensemble du peuple qui est victime de votre injustice.

Comme il se prépare à quitter le bureau du gouverneur général, celui-ci le prie de demeurer encore quelques instants. Et, pour tenter de le démoraliser, il lui montre une liste de musulmans, fonctionnaires et caïds, qui ont signé, par avance, une déclaration approuvant son exil. Avec douleur, l'émir reconnaît les signatures de quatre ou cinq amis dont il attendait mieux. Mais il se borne à secouer la tête.

Dès cet instant, il est en état d'arrestation. Les autorités coloniales, apparemment, connaissant son sens de l'honneur, n'avaient pas douté de son refus et tout avait été préparé pour son départ. A sa sortie du bureau de Steeg, il est conduit sous escorte à son domicile, déjà cerné par la police. Tout contact avec ses amis et, bien entendu, avec le peuple lui est interdit.

Dans la nuit du surlendemain, il est emmené, *manu militari*, au port d'Alger, avec sa femme, sa fille, alors mariée au fils du grand cadi Bensaci, ses deux fils, l'émir Hachemi, l'aîné, et l'émir Abdelkader, ainsi que son neveu, l'émir Aniss. Un bateau

est là, prêt à partir, pour une destination inconnue de l'illustre passager.

Cinq jours plus tard, l'émir et sa famille sont débarqués en Egypte, à Alexandrie, où les autorités locales lui réservent une réception digne de son rang.

Il demeurera un an dans la ville, mettant à profit ce séjour forcé pour rédiger un programme politique et jeter les grandes lignes des conférences qu'il se propose de faire en Europe. Il reçoit aussi la visite d'émissaires du gouvernement soviétique qui l'assurent de leur sympathie et de leur soutien dans sa lutte pour l'indépendance. L'U.R.S.S., à l'époque, s'efforçait d'entrer en contact avec tous les dirigeants des peuples colonisés, pour les aider à se soulever, partout où c'était possible, contre les puissances impérialistes. La solidarité des travailleurs avec les peuples opprimés était un mot d'ordre systématiquement répandu par toute la littérature communiste à destination des peuples de l'Orient, de l'Asie et de l'Afrique.

Vers la fin de 1923, une nouvelle réunion, plus importante, se tient secrètement aux environs de Rome entre des dirigeants communistes et l'émir, venu, pour l'occasion, d'Alexandrie.

La France, à ce moment-là, était gouvernée par le « Bloc National » de Millerand et Poincaré. Mais, au début de 1924, les élections générales portent au pouvoir le « Cartel des Gauches » et Edouard Herriot devient Président du Conseil.

Des élus de gauche, à la demande de l'émir, interviennent auprès du nouveau gouvernement pour que l'exilé soit autorisé à séjourner en France. Herriot accepte et Khaled arrive à Paris, en mai 1924.

Son but était d'abord d'entrer en liaison avec l'émigration algérienne, déjà importante à l'époque, et avec les milieux politiques français, puis de se rapprocher du pays, car toute activité politique en France pouvait avoir de grandes répercussions en Algérie.

Peu après son arrivée, il prend ainsi contact avec l'Algérien Ahmed Belghoul :

— Dans le combat, lui dit-il, ton grand-père était déjà avec

le mien. Toi, tu dois être avec moi au service de l'Algérie.

Belghoul accepte avec enthousiasme et comme il continue, avec respect, à dire « Emir », celui-ci l'arrête :

— Plus jamais d'émir entre nous : nous sommes deux militants d'une même cause.

Quelques jours plus tard, une réunion se tient au domicile de Belghoul, 23 rue de Cherroy (17ᵉ). Il y a là l'émir Khaled, Jacques Doriot, membre du Bureau politique du Parti communiste français et Ahmed Belghoul.

Doriot réaffirme le soutien de l'Union soviétique et du P.C.F. à l'action de l'émir Khaled pour l'indépendance de l'Algérie et de tous les pays d'Afrique du Nord. Les communistes, insiste-t-il, sont prêts à soutenir les luttes de libération nationale, même si elles sont dirigées par des musulmans non communistes. Il promet que le P.C.F. mettra toutes les ressources de ses organisations à la disposition de l'émir pour le travail politique que celui-ci compte mener en France.

Khaled, pour sa part, expose longuement son programme et indique à Doriot que c'est Ahmed Belghoul qui assurera, en son nom, la liaison permanente avec le P.C.F., dont le secrétaire général est alors Pierre Sémard.

D'autres réunions ont lieu, toujours chez Belghoul, car l'émir, à l'époque, habite un hôtel situé rue des Dames (17ᵉ). Et, le 12 juillet 1924, une grande conférence est organisée à la Salle des Ingénieurs Civils, rue Blanche.

La réunion est présidée par le professeur algérien Ahmed Bahloul. André Berthon, avocat à la Cour et député communiste de Paris, siège à la tribune aux côtés de l'émir Khaled. La salle est comble et des milliers d'Algériens, venus de toutes les régions de France, qui n'ont pu y trouver place, se pressent à l'extérieur.

Quand l'émir, vêtu d'un costume national blanc, se lève pour prendre la parole, la foule, debout, en délire, scande son nom et, selon les directives secrètes du petit-fils d'Abd el-kader, diffusées par des militants répartis dans l'assistance, clame le mot d'ordre de l'indépendance de l'Afrique du Nord.

Khaled, vrai tribun, qui s'exprime avec la même aisance en arabe et en français, évoque les souffrances morales et

matérielles du peuple algérien, la brutalité et l'injustice de la domination coloniale. Et, plaçant pour des raisons tactiques l'action naissante de son mouvement dans le cadre de la légalité du moment, il revendique pour les Algériens l'égalité des droits avec les Européens d'Algérie.

Devant le succès remporté, une seconde réunion est organisée une semaine plus tard, le 19 juillet, dans une salle beaucoup plus grande, la salle Auguste-Blanqui (13ᵉ). Elle est présidée par un des premiers grands amis de notre peuple, Victor Spielman. Le professeur Bahloul, inquiet de l'ampleur prise par le mouvement, avait préféré s'abstenir.

L'enthousiasme des Algériens émigrés est indescriptible. Le programme de l'émir, le mot d'ordre d'indépendance se répandent en France et gagnent même l'Algérie. Khaled décide alors de créer une organisation politique structurée qui sera, en fait, le premier vrai parti politique algérien. Il la baptise l' « Etoile Nord-Africaine », — voulant clairement marquer la solidarité, dans la lutte, de tous les pays du Maghreb. Il était en effet, à l'époque, en contact secret avec l'émir marocain, Abdelkrim, aussi bien qu'avec Sultan Al Atrache, chef des Druses de Syrie. Dans son esprit, il fallait, le jour venu, disperser les forces colonialistes en déclenchant un soulèvement généralisé en Algérie, au Maroc (dans le Rif) et en Syrie, dans le Djebel Druze. Lui-même devait se rendre au Tafilalet (Maroc) afin d'y faire débuter l'action armée.

Quant à l'organisation des premiers éléments, déjà nombreux, de l'Etoile Nord-Africaine, il la confie à Belghoul. Messali Hadj, qui deviendra plus tard, et jusqu'à la Révolution, le chef le plus prestigieux du mouvement nationaliste algérien, est ainsi recruté, juste après ces deux manifestations. A titre d'assesseur, il fait partie des dix membres qui composent le premier comité exécutif de l'E.N.A. Le premier Comité central, lui, comprend soixante-dix membres. Mais comme Ahmed Belghoul, chargé de missions secrètes, reste dans une demi-clandestinité, la présidence de l'organisation est confiée à Si Mohand Djaffal, qui possède un café restaurant rue de Chartres (18ᵉ), militant d'une intégrité et d'un courage exemplaires.

Mais le gouvernement français, à son tour, s'inquiète et, prenant contact avec l'émir, renouvelle les propositions et les menaces qu'avait formulées, en son temps, le gouverneur général Steeg. Il ne manque pas de sougligner au leader algérien que son autorisation de séjour en France n'a été délivrée qu'à titre provisoire.

Le même scénario se déroule donc. Aux offres qu'on lui fait, Khaled répond par un refus indigné et catégorique. Son expulsion est aussitôt décidée. Comme il est complètement démuni, vingt-cinq Algériens, réunis au café Royal (boulevard des Italiens) décident de ne laisser à personne d'autre le soin d'y remédier. Ils collectent 25 000 francs et les remettent à l'émir, qui, pour la seconde fois, gagne Alexandrie.

De nombreux émissaires lui rendent aussitôt visite, ce qui préoccupe suffisamment le consul de France pour l'inciter à faire organiser une perquisition à son domicile. Furieux, Khaled le provoque en duel. Mais, prudent, le consul refuse de se battre et préfère faire pression sur le roi Fouad pour obtenir l'expulsion de l'émir. Fouad, qui craint pour son trône, cède et le proscrit se rend à Damas, où il s'installe.

Belghoul, dès lors, lui fera rapport, régulièrement, sur l'activité du mouvement et sur les missions secrètes dont il est chargé ici et là. Lors d'une de ces visites, Khaled l'emmène sur la tombe de son grand-père, l'émir Abd el-kader (enterré à Damas et dont les cendres seront ramenées en Algérie après l'indépendance), pour y faire le serment solennel de poursuivre le combat jusqu'à l'indépendance nationale.

En juin 1926, le premier président de l'Etoile Nord-Africaine, Si Mohand Djaffal, malade, démissionne pour raison de santé. Vu sa situation personnelle, semi-clandestine, Belghoul propose à Messali Hadj de le remplacer, mais, sur son refus, il accepte lui-même d'être candidat. Evidemment élu, Belghoul devient donc le second président de l'E.N.A. Mais en août, parti en mission en Algérie, il est arrêté à Hammam Bou Hadjar (Oranie) et enfermé pour cinq mois à la prison de Aïn Elârba.

Victor Spielmann et le socialiste Crétois interviennent auprès du gouverneur général de l'époque, Maurice Violette, considéré comme un homme de gauche, et obtiennent sa libération. Mais l'administration coloniale signifie à Belghoul une interdiction de séjour dans toute l'Afrique du Nord. Quittant donc l'Algérie, il regagne Paris en décembre 1926. Dans l'intervalle, c'est Messali Hadj qui a assumé ses fonctions à la direction de l'Etoile. D'accord avec l'émir Khaled, Belghoul lui propose de continuer, et Messali ne quittera plus, dès lors, la présidence du mouvement.

Belghoul, en effet, dans le même mois de décembre, a rendu visite à l'émir, alors à Beyrouth. Celui-ci l'a informé que le roi d'Arabie, Abdelaziz Ibn Séoud, lui a offert le poste de chef d'état-major de son armée. Très touché de cette marque de confiance, Khaled a néanmoins refusé : se considérant comme mobilisé dans le combat pour l'indépendance de l'Algérie et du Maghreb, il ne voulait pas se détourner de cette tâche, à son avis primordiale.

En 1929, éclate la première crise entre l'Etoile et le Parti communiste français. Les responsables de la première reprochent au second de vouloir faire de leur mouvement une simple organisation parallèle sous contrôle communiste. Les dirigeants du P.C. rétorquent aux responsables de l'E.N.A. qu'ils ne traduisent pas, à cet égard, la volonté réelle de leurs militants.

Pour trancher le différend, Belghoul propose d'organiser une réunion en présence de représentants du P.C.F., afin que les militants algériens puissent exprimer clairement leur volonté.

La séance se tient peu après, dans un local du 45 rue de Bretagne (4e). En présence de deux représentants du P.C.F., d'un communiste algérien et d'un communiste tunisien, sont rassemblés les membres du Comité central et du Comité exécutif de l'Etoile Nord-Africaine, plus quelques centaines de militants. On demande aux assistants de dire s'ils doivent dépendre du P.C.F. ou constituer une organisation indépendante, groupant des musulmans algériens nationalistes. A l'unanimité, les assistants se prononcent pour l'indépendance de l'Etoile Nord-Africaine.

Le mouvement se développa donc de façon autonome jusqu'à sa rupture complète, en 1934, avec le Parti communiste. Ahmed Belghoul, pendant toute cette période, resta en contact

régulier avec l'émir Khaled, installé en Syrie. Celui-ci souhaitant rentrer en Algérie lui remit, en 1934, un mandat lui donnant tous pouvoirs pour négocier en ce sens (voir photocopie ci-jointe). Sa mort, malheureusement, survenue en 1936, rendit la mission sans objet.

Sur cet échiquier politique assez complexe, la décision de passer à l'insurrection devait néanmoins revenir à un groupe d'hommes assez restreint issu de l'un des principaux mouvements, le M.T.L.D., à l'issue d'une série de péripéties qu'il faut maintenant résumer.

A la fin de 1947, à l'instigation de Mohamed Belouizdad, un organisme clandestin destiné à l'action directe fut constitué au sein du M.T.L.D. : l'Organisation Spéciale, ou O.S., qui regroupa quelques-uns des militants les plus conscients et les plus décidés. Parmi les principaux : Belouizdad, Ben Bella, Aït Ahmed, Boudiaf, Didouche, Hadj Benala, Ben M'hidi, Souïdani...

Mais les activités de l'O.S. ne tardèrent pas à inquiéter les membres les plus timorés de la direction du M.T.L.D., soucieux de légalisme, en même temps qu'elles attiraient l'attention de la police française. En mars 1950, un conseiller municipal suspect de trahison était enlevé par Didouche, un des principaux responsables de l'O.S. Malheureusement, la voiture dans laquelle on le transportait tomba en panne. Les gendarmes, intervenus par hasard, découvrirent l'homme, chloroformé. Didouche et ses deux compagnons réussirent à s'enfuir; mais la police, qui n'avait eu jusqu'alors que des soupçons, eut la révélation de l'existence de l'O.S. Contre-attaquant aussitôt, la direction du M.T.L.D., par tactique, accusa la police d'avoir fabriqué l'affaire pour fomenter un complot contre le parti.

L'alerte, cependant, avait été trop chaude. Soucieuse d'en éviter le renouvellement, la direction du M.T.L.D. décida, fin 1950, de dissoudre l'O.S. tandis que ses membres, jugés compromettants, étaient isolés, écartés de toute responsabilité au sein du parti.

Je soussigné, déclare donner plein pouvoir à Sid Ahmed Belghoul, pour me représenter devant mes frères Nord Africains, les membres de l'Autorité Française civile et militaire, tout homme ayant une situation politique, tout français ami de la justice et de l'équité, la presse française et indigène en France et dans l'Afrique du Nord, faire les démarches nécessaires par toutes voies légales auprès du ministère du Gouvernement, du Parlement et des Assemblées Algériennes, en vue de mon retour en Algérie qu'une décision administrative m'en éloigna, malgré les garanties consacrées par la loi du 4 Février 1919.

Mazzé (Syrie) le 15 Juin 1934

Khaled

Les plus en vue de ces membres, identifiés par la police, tels Didouche, Bitat, Ben M'hidi, Boudiaf prirent d'ailleurs aussitôt la clandestinité et le maquis. Leur situation était difficile. Recherchés par la police, ils étaient d'autre part en butte à l'hostilité systématique de la direction du M.T.L.D. qui multipliait les brimades à leur égard.

Résolus à poursuivre leur action militante, les clandestins décident alors de préparer, au sein du M.T.L.D., une organisation parallèle vouée au déclenchement de l'action armée. Ils fixent même une date : le 21 septembre 1952. Mais le projet, insuffisamment mis au point, est ajourné.

Entre-temps, un conflit entre Messali et la majorité du Comité central du M.T.L.D. se développe sourdement. Il aboutit, fin septembre 1953, à une scission du mouvement entre les éléments dits « messalistes » et ceux qu'on nommera « centralistes ». Mais l'attitude des deux tendances à l'égard des clandestins de l'ancienne O.S. n'est guère différente.

En mars 1953, des congrès départementaux du M.T.L.D. avaient été organisés à Alger, à Constantine, à Oran et en Kabylie. Ces congrès devaient élire des délégués à un Congrès national, chargé notamment d'éliminer les éléments clandestins, considérés par la direction comme des extrémistes dangereux. Les clandestins, eux, avaient réclamé un seul Congrès national, sans congrès départementaux préalables. Mais la direction, après avoir donné des assurances en ce sens, les avait ensuite reniées.

Ainsi le Congrès choisit-il la lutte dans la légalité, la participation aux élections, etc. Ben Khedda fut élu secrétaire général, tandis qu'étaient éliminés plusieurs responsables fidèles à Messali, notamment Mezerna et Moulay Merbah.

Le premier se montra menaçant : « Vous verrez dans six mois, déclara-t-il, ce qu'il en coûte d'écarter les fidèles du seul vrai leader, Messali ! »

Effectivement, six mois plus tard, Messali commence une lutte ouverte contre la majorité du Comité central, qu'il dénonce publiquement dans des tracts, des circulaires, des lettres adressées directement aux responsables. Il accuse la direction d'être composée de réformistes et non de révolutionnaires.

Le Comité central réplique en accusant Messali de pouvoir personnel et d'incompétence.

A l'écart de ce conflit qui déroute les militants, les clandestins se réunissent alors chez Naït Merzoug Abderrahmane, rue Médée, à Alger, et chez Abdelhak, aux Tagarins. Ils condamnent à la fois le Comité Central et Messali et décident, en octobre 1953, la publication d'un bulletin périodique, *Le Patriote*. Celui-ci est destiné à l'information des militants de base qui réclament la fin des luttes intestines. Trois numéros sont publiés, dont Boudiaf et Ben M'hidi sont les principaux rédacteurs.

Puis, comme les luttes intestines continuent, avec un byzantinisme qui échappe à presque tous les militants, les mêmes clandestins décident, vers janvier 1954, de créer un « Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action » (C.R.U.A.). Boudiaf, Ben M'hidi, Ben Boulaïd et Didouche en sont les têtes principales. Le C.R.U.A. prend contact avec les militants de base et exige la tenue d'un seul Congrès national groupant les représentants des deux tendances, avec la participation des clandestins.

Non seulement la suggestion n'est pas retenue, mais on assiste à deux congrès séparés, l'un en Algérie organisé par le C.C., l'autre en Belgique organisé par Messali. Ces deux congrès ayant ainsi consacré la scission, les clandestins procèdent à la dissolution du C.R.U.A. et, pour sortir de l'impasse, décident à la fois de récuser l'une et l'autre tendance et de préparer la révolution armée.

Sélectionnant les responsables jugés « valables » dans toutes les régions d'Algérie, ils développent une activité clandestine qui aboutit à la réunion des 22. Mais, les Kabyles n'ayant pu y assister, un congrès de maquisards de Kabylie est organisé en août 1954 dans la région de Mirabeau, en présence de Bitat. La réunion confirme la décision de passer à l'action armée prise par les 22 et enregistre l'accord de Krim qui est nommé responsable de la zone kabyle. Chaque zone, à ce moment, est divisée en trois régions, chaque commandant de zone devant désigner le responsable de chaque région.

Dès lors, toute l'activité se concentre sur la préparation

pratique de l'insurrection : fabrication de bombes, récupération d'armes et de matériel, recrutement des meilleurs militants, etc.

Le 1er novembre 1954, les initiateurs de la Révolution ne sont qu'un petit groupe. Mais, issus du combat clandestin, révoltés par l'attentisme et les prudences de dirigeants dépassés, ils savent que seule l'action armée pourra refaire l'unité du mouvement national en entrainant l'adhésion de l'immense majorité du peuple. Leur enthousiasme et leur détermination les conduisent à cette décision historique. Le manque de formation politique de certains d'entre eux n'évite malheureusement pas des conséquences négatives sur le développement de la lutte.

II

Mon 1er Novembre

Ce 1er Novembre, à Alger, pour l'Algérien moyen, fut à peu près comme toutes les journées historiques : il ne saisit généralement pas toute l'ampleur de ce qui commençait.

Il ne le pouvait pas. Certes, les événements de Tunisie, du Maroc, avaient sensibilisé l'opinion musulmane à une action possible — qui se fût inscrite d'elle-même dans la tradition de résistance de notre peuple. Mais les divisions du mouvement national, d'autre part, paraissaient exclure une telle initiative.

Aussi, quand la presse, sous d'énormes manchettes, annonce la série d'attentats qui, au matin du 1er novembre 1954, se sont produits dans toute l'Agérie, les réactions sont partagées.

Chez les jeunes, acquis aux idées nationalistes, la satisfaction prédomine. Parmi les cadres politiques traditionnels, l'inquiétude l'emporte. Ils savent par expérience que chaque révolte est réprimée avec brutalité au prix, souvent, de milliers de victimes innocentes. Certains pensent même — de plus ou moins bonne foi — qu'il pourrait s'agir d'une provocation colonialiste visant à mater le mouvement national.

Les Européens, de leur côté, passent de l'indignation à la colère : d'autant plus qu'un certain désarroi est visible dans les milieux officiels. Quelques-uns, prenant brusquement conscience de la misère du peuple algérien, commencent à songer à des mesures de caractère social pour, de leur point de vue, « couper l'herbe sous le pied aux agitateurs ».

Mais chez tous, il faut bien le dire, une question s'impose

et reste sans réponse : qui a osé déclencher ce mouvement, dont le caractère visiblement coordonné n'a pas manqué de frapper tous les esprits? « Front de Libération Nationale » : le nom ne dit évidemment rien à personne et beaucoup, sans toujours y croire, y voient la main de Messali.

Ne faisant pas partie, quant à moi, du groupe restreint qui vient de déclencher l'action, j'agite d'autant plus ces problèmes que cette initiative rejoint ce que je pense depuis longtemps : seule la lutte armée, dépassant les combinaisons politiques habituelles et faisant éclater le cadre colonial, permettra à l'Algérie de conquérir son indépendance.

Si je n'appartenais pas, avant le 1er Novembre, à ce groupe auquel je devais me joindre aussitôt, sans doute est-ce d'abord une question d'âge. Plus jeune que les hommes du C.R.U.A., je n'avais pas vécu de l'intérieur, comme eux, toutes les vicissitudes du mouvement national.

Adolescent, j'avais dévoré avec passion tous les classiques du marxisme. Comme beaucoup de jeunes nationalistes algériens, je m'étais enthousiasmé pour Lénine, pour la Révolution d'Octobre. Soucieux d'une action politique rationnelle, exempte d'un verbalisme trop fréquent chez nous, j'avais approché de près le Parti communiste algérien, où je comptais des amis. Mais j'avais bien vite constaté sa faiblesse majeure : simple annexe du Parti français, recrutant beaucoup en milieu européen, le P.C.A. était sérieusement coupé des réalités nationales algériennes. Il est juste de dire néanmoins qu'une fois engagés dans la lutte, les militants communistes, aussi bien européens que musulmans, feront preuve d'un grand patriotisme, de courage et d'esprit de sacrifice, dans le combat, devant la police et dans les prisons. Quand ils proposèrent de se joindre au F.L.N. beaucoup de frères, se souvenant des heurts passés, étaient d'avis de refuser. J'intervins personnellement auprès d'Abane pour appuyer au contraire leur demande, mais en exigeant leur adhésion à titre individuel comme ce fut le cas pour les membres des autres formations. « Si nous acceptons même le féodal qui veut risquer sa vie à nos côtés, dis-je, nous n'avons aucune raison de refuser des communistes. » Et il en fut ainsi décidé.

En 1947, nous n'en étions pas encore là et j'étais désespéré, de voir les divisions, les rivalités qui paralysaient les partis politiques algériens. C'est ainsi que dès cette année, j'eus l'idée, avec quelques amis, de créer un « Comité des Partisans de l'Union » dont le but — la gageure, faudrait-il dire — était de rassembler en un même lieu, pour discuter de tous les problèmes, les responsables des divers partis, mouvements et syndicats. Il y avait là Boualem Moussaoui, qui était au P.P.A., Dahmani, de l'Association des Ouléma, Bouchama, membre du Comité Central du P.C.A., des syndicalistes, des sans-parti, Hocine Merzougui, Mustapha Kateb...

Le Comité démarra bien, tant à Alger que dans le bled, en Kabylie notamment où l'on enregistrait, à nos réunions, une affluence considérable attirée par le mot d'ordre d'unité d'action. La presse progressiste, surtout *Alger Républicain*, rendait compte de nos initiatives. Et nous réussîmes une prouesse jugée presque impossible : une réunion, à la Salle des Fêtes de l'Hôtel de ville d'Alger où se retrouvèrent, sous ma présidence, des représentants qualifiés de toutes les tendances. En particulier : Hadj Cherchali, pour le P.P.A., Ahmed Boumendjel, pour l'U.D.M.A., Cheikh Khereddine, au nom des Ouléma, Ahmed Akkache, du P.C.A., Rouzeaud, de la C.G.T., Michel Rouzé, d'*Alger Républicain*. Avant la séance, pour en fixer l'orientation, j'avais eu d'importants entretiens avec Ferhat Abbas, Messali Hadj, le secrétariat du P.C.A., les responsables des Ouléma et de la C.G.T.

Mais, comme on peut le penser, les structures en place étaient trop puissantes et, faute d'une véritable action concrète à mener ensemble, l'initiative tourna court. Certes, à la réunion, tous les orateurs saluèrent le principe de l'unité d'action, ce qui contribua à populariser ce mot d'ordre. Mais rien, pratiquement, n'en sortit.

C'est ce spectacle de désunion qui, petit à petit, m'amena à penser que la lutte politique, si elle devait se poursuivre sous cette forme, ne sortirait pas des palabres vaines. Si l'on voulait parvenir à briser la domination coloniale, il fallait envisager des solutions plus radicales. La lutte armée, ici comme ailleurs,

était le seul levier d'une action révolutionnaire. Mais cette expérience préalable fut décisive dans mon choix d'une telle solution.

Ainsi, le 1er Novembre, sans avoir le moindre contact avec ceux qui avaient pris l'initiative du combat, donnai-je immédiatement mon adhésion au mouvement.

Cette adhésion toute morale, cependant, il fallait la traduire en acte. Je m'y employai dans deux directions : en recherchant le contact, évidemment, avec des responsables du F.L.N.; mais sans attendre, en constituant un réseau avec tous ceux que je pouvais toucher, susceptibles de partager mon point de vue. Notre premier acte fut de collecter des médicaments et quelques pistolets qui furent envoyés au maquis en Kabylie.

Le réseau prit rapidement de l'ampleur. De proche en proche, y adhérèrent d'anciens militants aussi bien que des sans-parti, des ouvriers comme des commerçants, des employés, des femmes et des intellectuels. Englobant toutes les activités, il s'étoffa petit à petit au point de devenir une force réelle et de participer à tout ce qui se faisait d'important à Alger. Plusieurs de ses membres devaient assumer, par la suite, un rôle dirigeant.

Mes contacts avec le Front, eux, furent pris par deux voies : à Alger, d'abord, par l'intermédiaire de H'didouche[1], le beau-frère de Yacef Saadi, modeste marchand de légumes de la place Randon, qui était l'un des responsables de la capitale; en Kabylie ensuite (au début de 1955) avec Krim Belkacem, que j'allai voir, accompagné de H'didouche et d'Amar Ouzegane. Mon ami d'enfance Boualem Moussaoui, déjà engagé dans l'action, joua un rôle primordial dans ces contacts.

Krim, à l'époque, s'était installé au douar Tirmitine, qu'il avait transformé en un véritable P.C. clandestin où il pouvait évoluer en toute sécurité.

La situation était paradoxale, mais très caractéristique des ambiguïtés algériennes. La région, en effet, se trouvait traditionnellement sous le contrôle du bachagha Smaïl, un des plus fermes soutiens de la « présence française ».

1. Ne pas confondre avec Mourad Didouche, membre du Comité des 22, qui, issu d'une famille aisée, donna tout ce qu'il possédait au F.L.N, avant de mourir au combat. Une grande avenue d'Alger porte aujourd'hui son nom.

Dès le début de la Révolution, Krim avait essayé d'établir un contact avec sa famille, mais en vain. Quelque temps plus tard, il organisa donc une attaque contre un car en service dans la région et dont le receveur était un des cousins du bachagha. Tous les voyageurs durent descendre. Parmi eux, ironiquement, se trouvait le père de Krim. Comme les autres, il dut regarder brûler le car, incendié par les maquisards, et repartir à pied. Le cousin du bachagha, lui, fut fait prisonnier et amené à Krim.

Celui-ci ordonna de le bien traiter et envoya un émissaire à la famille Smaïl : « Versez 500 000 francs au F.L.N. et votre parent sera libéré. »

Le bachagha accepta et paya. Ce fut la première somme de quelque importance dont disposa Krim pour organiser son maquis kabyle.

Mais il ne s'en tint pas là. Payant d'audace, il fit savoir au bachagha qu'il voulait le rencontrer personnellement et se rendit à sa demeure. Là, il lui offrit le choix :

— Ou nous concluons un accord, ou je mets la région à feu et à sang, sans épargner aucun membre de la famille.

— Quel accord? demanda le bachagha.

— Liberté de mouvement pour nos hommes dans le douar Tirmitine, « couverture » à l'égard des Français, possibilité de soigner nos blessés et d'organiser des collectes.

Une fois de plus, le bachagha accepta et le douar resta longtemps, pour l'état-major de la wilaya kabyle, le plus sûr des refuges.

C'est là que je vis Krim pour la première fois, début 1955. Amar Ouzegane m'accompagnait. H'didouche, au nom du Front, avait préparé le voyage. Première étape : Tizi Ouzou, où un horloger, membre de l'organisation, reçut le mot de passe. Il nous conduisit aux environs de Mirabeau, d'où nous poursuivîmes à pied jusqu'au sommet de la montagne.

Nous passâmes toute la journée avec Krim, pour discuter un certain nombre de problèmes politiques et d'organisation.

Cela nous permit, peu après, d'envoyer au maquis kabyle la première mitrailleuse dont il disposa.

Avec des munitions, elle avait été volée à la caserne d'Orléans, à Alger. H'didouche et Ghermoul la chargèrent dans un camion appartenant à un grand charcutier européen de la capitale, et dont le chauffeur, Omar Ouargli, ancien contrôleur des tramways algériens, était un sympathisant du F.L.N. Son chargement de charcuterie était destiné aux casernes françaises de Kabylie, ce qui constituait le meilleur des laissez-passer. A chaque barrage de gendarmes rencontré, il lui suffisait, en soulevant sa bâche, de dire fièrement : « Charcuterie pour soldats »... pour que toutes les patrouilles lui ouvrent la route — sans imaginer la présence d'une mitrailleuse derrière le paravent de saucissons et de boîtes de singe...

Ce ne fut que la première d'une série d'actions qui firent de notre réseau le plus important d'Alger : ce qui explique qu'il resta vivant, d'une certaine manière, par les liens créés entre ses membres, même lorsque ceux-ci, comme il était normal, se trouvèrent entièrement intégrés au sein du F.L.N.

Cette intégration fut le fait d'Abane qui arriva à Alger en 1955 pour prendre en main l'organisation de la capitale. Il demanda aussitôt à me voir et nous eûmes une discussion politique assez serrée.

Entièrement acquis, en effet, à la lutte armée à outrance, j'étais soucieux, en même temps, d'une action politique en profondeur. Je voulais aussi entraîner dans le combat le maximum de monde, appartenant à tous les milieux, et même, si possible, une partie de la communauté européenne.

Je l'expliquai à Abane en développant un de mes thèmes favoris : il fallait isoler la grosse colonisation pour lui porter les coups les plus durs. Il fallait détacher d'elle le maximum d'éléments européens pour affaiblir au maximum son influence politique. En France même, enfin, nous devions mener un travail politique considérable pour amener les libéraux français à comprendre notre lutte et à se dresser eux aussi, à Paris, contre le lobby que formaient Alain de Sérigny et consorts.

Abane, je dois le dire, était sceptique sur de telles possibilités. Il n'en admit pas moins certaines de mes vues et une grande amitié naquit entre nous qui, comme on le verra, ne cessa de s'approfondir par la suite.

Pour assurer le développement de notre lutte, je proposai ainsi, dans une note à l'intention d'Abane, la création de trois centrales syndicales : l'une pour les ouvriers, la seconde pour les commerçants, la troisième pour les paysans. Abane accepta et, dans une maison de la rue des Abderrames, quelque temps plus tard, fut signé l'acte de naissance de l'U.G.T.A., dont je m'honore d'avoir été l'un des cofondateurs. Un des plus grands syndicalistes algériens, le regretté Aissat Idir, en devint secrétaire général. Il fut élu ensuite membre du C.N.R.A. avant d'être assassiné par les parachutistes. La liaison avec moi devait être assurée successivement par Mohamed Drarini, Djilani M'barek et Ali Yahia, futur ministre.

En ce qui concerne l'U.G.C.A. (Union générale des commerçants algériens), je rencontrai beaucoup plus de scepticisme. Je parvins néanmoins à convaincre les frères et j'organisai personnellement un Congrès à Alger en 1956. Comme pour l'U.G.T.A., il s'agissait d'une organisation apparemment légale dont les statuts étaient régulièrement déposés. Toutes deux avaient leur journal, *L'Ouvrier algérien* pour l'U.G.T.A., *Al iqtiçad al Djezaïri* pour l'U.G.C.A. Celle-ci, parmi ses principaux dirigeants, comptait Omar Aïchoune, déjà militant responsable du F.L.N., Abbas Turqui et Akli Belloul.

Seule la centrale paysanne ne vit pas le jour : je dus partir pour la France avant de l'avoir mise sur pied et le projet ne fut malheureusement pas poursuivi.

Ayant eu l'initiative de créer ces organisations, je fus naturellement désigné comme responsable national F.L.N. de tout le mouvement syndical ouvrier et patronal. A ce titre, je dirigeai moi-même les activités de l'U.G.T.A. et de l'U.G.C.A. J'organisai, en particulier, les grèves de vingt-quatre et quarante-huit heures qui se déroulèrent d'abord dans l'Algérois, puis dans toute l'Algérie. Les autres frères de la direction ne tardèrent pas à constater l'efficacité du système : les grèves étaient rendues beaucoup plus spectaculaires, aux yeux des observateurs étran-

gers, par la fermeture de tous les magasins, qui transformait les villes algériennes en désert.

Confirmé dans mes responsabilités de dirigeant du mouvement syndical après le Congrès de la Soummam — dont je parlerai dans un instant — je participai aussi à la rédaction de l'organe central du F.L.N., *El Moudjahid*, auquel ne collaboraient, à l'époque, que les responsables nationaux. Mes articles, souvent non signés, l'étaient parfois du pseudonyme de Mourad.

Voulant, à ce moment-là, donner à notre mouvement syndical une plus grande audience, je posai le problème de son affiliation à une centrale internationale. Ce qui permettrait, par ailleurs, d'entretenir des contacts étroits avec l'U.M.T. marocaine et l'U.G.T.T. tunisienne.

Mais lorsque je proposai à la direction que cette affiliation soit faite non à la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) mais à la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats Libres), je provoquai une telle stupéfaction que plusieurs frères crurent à une plaisanterie. Ce n'en était pas une :

« Le but principal, expliquai-je, doit être d'étendre l'audience internationale de notre mouvement. Il s'agit de nous faire reconnaître par tous, et pas seulement par nos alliés naturels, comme les représentants du peuple algérien. Or le soutien de la F.S.M., de toute façon, nous est acquis. En adhérant à la C.I.S.L., nous ferons éclater les contradictions qui existent entre la France colonialiste et ses alliés, notamment les Etats-Unis. »

Et pour illustrer mon idée, je fis observer que la C.I.S.L. avait apporté à nos frères tunisiens de l'U.G.T.T. et du Néo-Destour une aide non négligeable.

Après une discussion serrée, j'obtins gain de cause, mais il s'agissait maintenant d'obtenir l'adhésion. Or la partie n'était pas jouée, car la pseudo-centrale ouvrière créée par le M.N.A., l'U.S.T.A. avait déjà, pour sa part, établi des rapports avec la C.I.S.L. et tentait d'enlever son affiliation. Grâce à mes efforts, fermement soutenus par Ahmed Ben Salah, à l'époque secrétaire général de l'U.G.T.T. et membre du Comité exécutif de la C.I.S.L., nous finîmes par obtenir gain de cause. Ahmed Taleb, actuel ministre de l'Education nationale du gouvernement Boumediene, avait pu participer aux délibérations avec la caution d'Ahmed Ben Salah, qui l'avait intégré à la délégation tunisienne comme s'il s'agissait d'un représentant de l'U.G.T.T. La décision ne fut arrachée que par une seule voix de majorité.

Nous n'eûmes pas à regretter cette opération. La C.I.S.L., par la suite, apporta un concours efficace au développement de l'U.G.T.A. et à celui du F.L.N. Elle mit la France en accusation devant les instances internationales, notamment à l'O.N.U. Et Irving Brown, son secrétaire général, fut même, pour cette raison, interdit de séjour en Algérie par Robert Lacoste. Comme nous disposions par ailleurs, et comme prévu, du soutien de la F.S.M., on peut dire que le mouvement algérien réussit à amener sur des positions convergentes, au moins dans l'intérêt de sa lutte, les deux grandes centrales mondiales antagonistes.

III

Albert Camus à Alger

Beaucoup de choses, en ce temps-là, commencèrent de façon très anodine. L'histoire de la conférence d'Albert Camus, par exemple, qui devait provoquer le premier ébranlement sérieux de la communauté européenne, tout en manifestant, à qui savait voir, la force grandissante du F.L.N.

Dès 1955, une fois les premiers réseaux constitués, nous avions songé à étendre l'influence du Front à certains milieux européens libéraux, afin d'isoler davantage la grosse colonisation et de mieux faire comprendre notre lutte.

Or, il existait à Alger, à l'époque, un groupe d'hommes remarquables à tous points de vue, mais très éloignés des problèmes politiques. Il comprenait notamment Jean de Maisonseul, Poncet, Miquel, Simounet, dont les préoccupations étaient surtout culturelles et orientées, en particulier, vers les questions de théâtre. Plusieurs d'entre nous avaient avec eux des contacts fréquents et il fut décidé, d'un commun accord, de créer un « Comité pour la défense du théâtre d'expression arabe », dont la pauvreté des moyens était, à leurs yeux, scandaleuse.

Nous avons donc commencé à nous réunir, à parler. Et ces discussions si passionnées, si concrètes, paraissent presque, avec le recul, étrangement irréelles. La guerre était commencée, une guerre qui serait sans merci. Des hommes tombaient chaque jour. Mais de jeunes Européens, de jeunes musulmans pouvaient encore se retrouver, en feignant d'ignorer tout cela, pour s'entretenir de théâtre...

Faut-il parler d'illusions persistantes ou de possibilités méconnues? Rien n'indique mieux, en tout cas, à quel point les Européens les plus éclairés en apparence étaient loin de comprendre à la fois la réalité de la situation et ce que pensaient vraiment les « Arabes ». Il y avait là, de notre côté, Boualem Moussaoui (futur ambassadeur à Paris), Amar Ouzegane, Mouloud Amrane, moi-même et quelques autres. Tous, nous étions militants responsables du F.L.N. Aucun de nos amis français ne le savait, — ni eût imaginé un instant que la chose pût être possible. Les « fellaghas », les Aurès, la montagne ou le bled étaient pour eux un monde lointain, primitif, un peu barbare. Nous étions, nous, des civilisés, capables de parler, comme eux, de poésie et de théâtre... C'est dire le chemin qu'il fallait parcourir.

Mais c'étaient des hommes ouverts et nous pensions qu'à travers ces contacts nous les amènerions à se poser, petit à petit, les véritables problèmes :

— Etant donné la situation du pays, expliquions-nous, et l'état de guerre qui s'installe, un vrai théâtre d'expression arabe ne pourra s'épanouir que la paix revenue.

Ils l'admirent d'autant plus vite qu'ils n'avaient pas tardé à s'apercevoir que toutes leurs démarches auprès des autorités, si culturelles qu'elles fussent, étaient irrémédiablement faussées par le climat de méfiance dû à la guerre.

— Mais que pouvons-nous faire? demandent-ils.

— Peut-être, suggérons-nous, orienter différemment nos efforts. Renoncer provisoirement à l'action culturelle. Et, en dehors de préoccupations strictement politiques, contribuer, à notre niveau, à rapprocher le retour à la paix.

Ainsi, délaissant le théâtre, nous mettons-nous à travailler dans ce sens. Sans beaucoup d'illusions de notre part, je l'avouerai. Tout laissait prévoir, déjà, l'intensification plutôt que l'apaisement du conflit. Mais, on le sait bien, le pire n'est pas toujours sûr. Et puis, tout ce qui pouvait éclairer notre lutte, faire éclater la mauvaise foi de nos adversaires, rapprocherait, à sa manière, l'heure de la paix...

Une suggestion, bientôt, est lancée :

— En attendant la fin de la guerre, qui ne dépend pas de nous, tentons au moins d'épargner la vie des civils innocents, tant musulmans que français.

L'idée, évidemment, porte la marque des rêves humanitaires qu'on nourrissait encore. Elle se rattache au mot d'ordre de « trêve civile » que Camus devait lancer dans l'*Express*. Et c'est à Camus, bien entendu, que pensent nos amis européens en faisant cette proposition. Plusieurs d'entre eux lui étaient liés personnellement. Pour tous, il était une manière de maître à penser : le plus prestigieux de ces Français d'Algérie, attachés à cette terre qui les avait vu naître, angoissés de voir monter la haine entre deux communautés qu'ils auraient voulu inséparables.

— Si nous demandions à Camus de venir?

Qui, le premier, lança l'idée? Poncet ou Miquel, sans doute. Un peu à notre instigation, je pense. Pour nous aussi, Camus était *quelqu'un*, malgré des hésitations, des prudences, que beaucoup des nôtres comprenaient mal et que nous avions, pour notre part, tranchées en adhérant au F.L.N. Mais nous étions musulmans, lui européen. En dépit de tout ce qui pouvait nous rapprocher sur le plan intellectuel, cette différence sur le plan social, ne pouvait que prendre le pas sur tout le reste.

Camus vint à Alger le 18 janvier 1956. Soustelle était encore, pour peu de jours, gouverneur général. Le Front républicain, aux élections françaises, venait de l'emporter. Le mot d'ordre de paix en Algérie avait été son principal slogan. Le nouveau gouvernement, disait-on, songeait à négocier. Ne pouvait-on précipiter les choses en isolant, au milieu même de la communauté européenne, le petit clan des ultras?

Tel est au moins notre espoir, ce jour-là, quand débarque à Alger l'auteur de *L'Etranger*. Tout de suite, une réunion est organisée avec lui pour préciser la teneur, et surtout l'organisation pratique de la conférence qu'il doit faire. Nous sommes là, avec ses amis algérois : et Camus nous apparaît à la fois tendu et décidé, résolu, mais inquiet, net dans ses jugements, mais incertain sur les remèdes, — et encore loin, surtout, des réalités du moment.

Cette guerre, explique-t-il, est criminelle et stupide. Il faut tenter de l'arrêter. Mais il faut aussi, d'ores et déjà, s'efforcer de préserver les populations civiles, des deux côtés. Et vite : sinon le fossé entre les deux communautés se creuserait tellement qu'il éloignerait plus encore le moment de la paix.

Le peuple algérien, dit-il encore, a droit à la liberté. Mais les Français sont également chez eux en Algérie. Et l'indépendance future du pays exigera une direction politique réunissant, en fonction de leur importance respective, les représentants des deux communautés.

Camus, en fait, jugeait l'indépendance de l'Algérie logique et inévitable. Mais on ne pouvait y parvenir, pensait-il, qu'à l'issue de plusieurs étapes qu'il voyait étalées sur quelques dizaines d'années : l'une des premières devant être une sorte d'autonomie interne, en étroite association avec la France.

C'était, évidemment, une position très éloignée de la nôtre, et il ne pouvait être question, au moins lors de ce premier contact, de lui répondre par le programme du F.L.N.

Camus, au demeurant, en arrive vite à sa grande idée du moment : obtenir du gouvernement français l'acceptation des règles de la « trêve civile »; et du côté algérien, obtenir la même acceptation non seulement du F.L.N., mais aussi du M.N.A., — qu'il considérait, à tort, comme une force aussi importante. En venant personnellement à Alger, il espère renforcer le groupe de ses amis du Comité et, grâce à une réunion commune franco-musulmane, faire progresser cette idée dans les deux communautés. Il souhaite aussi, en marge des activités officielles, prendre contact avec des Algériens nationalistes, — sans oser croire qu'il pourra rencontrer des représentants du F.L.N.

Des invitations sont donc lancées pour la conférence. Elle avait été prévue, initialement, à l'Hôtel de ville d'Alger. Mais nous avons appris très rapidement que les milieux ultras avaient décidé de la saboter : ils avaient fait imprimer de fausses cartes d'invitation, identiques à celles du Comité de la trêve civile, afin de peupler la salle de leurs hommes de main.

Nous tenons donc avec Camus une nouvelle réunion, très restreinte, pour étudier la situation. Cela se passe au Cercle du

Progrès, place des Martyrs, l'ancien siège de l'Association des Ouléma. Il n'y a là que Moussaoui, Ouzegane, Mouloud Amrame, Omar Aïchoune, moi-même, et, avec Camus, deux ou trois amis, dont Jean de Maisonseul. Tout de suite, notre hôte admet que nos informations sont exactes. Il a rencontré lui-même un très haut fonctionnaire, qu'il connaît personnellement, et celui-ci ne lui a pas caché que sa vie pourrait être menacée : l'écrivain vient de faire campagne pour le Front républicain aux côtés de Mendès France, que les ultras tiennent pour un de leurs pires ennemis. Et il se demande un moment si, pour éviter des heurts déplorables, il ne vaudrait pas mieux renoncer à la réunion prévue.

Nous le déconseillons vivement et je fais une proposition :

— Au lieu de l'Hôtel de ville, tenons la réunion ici (au Cercle du Progrès). La provocation ultra sera déjouée et nous pourrons garantir la sécurité des assistants.

Le Cercle du Progrès, en effet, se trouve à la lisière de la Casbah et nous nous faisons forts d'organiser un service d'ordre efficace.

Après quelques hésitations, Camus accepte. Et il revient aussitôt sur les perspectives de la trêve civile. Il est persuadé, nous dit-il, que le gouvernement français l'approuvera et fera cesser les attaques de l'armée contre les civils musulmans.

— J'en doute, répliqué-je franchement. La logique du système colonial, lorsque sa domination est mise en cause, mène inévitablement à la terreur par l'argument de la responsabilité collective des populations civiles.

Camus ne me suit pas et exprime la crainte inverse : que le F.L.N. et le M.N.A. n'acceptent jamais le principe d'une trêve à l'égard des civils.

— La position du M.N.A., dis-je, serait sans grande portée : d'après tout ce que nous savons, c'est le F.L.N. qui dirige la Révolution algérienne et a les sympathies de la majorité du peuple.

Mais la discussion, visiblement, piétine. Camus a pris contact avec Soustelle qui lui a tenu des propos lénifiants, sans s'engager, bien entendu, à rien de précis. Cet entretien, et ceux

qu'il a eus avec d'autres personnalités, ont pourtant suffi à le convaincre de la bonne volonté des autorités françaises. C'est le F.L.N., à ses yeux, qui fait problème et ce que nous disons ne lui paraît refléter que notre opinion personnelle.

Aussi décidé-je de faire un pas de plus. Prenant Camus en tête à tête, et lui demandant le secret, je lui révèle, abruptement, mon appartenance au Front. Il me regarde, suffoqué. Mais tout aussitôt, la joie l'emporte : il a, enfin, devant lui, un représentant du F.L.N....

Répondant d'emblée aux questions qu'il se pose, je lui explique les objectifs de la Révolution. Le F.L.N., lui dis-je, ne dépend ni de Moscou, ni du Caire, comme il a tendance à le croire. Et nous ne sommes ni des antifrançais, ni des ennemis de la communauté européenne. Nous sommes prêts à considérer les Français d'Algérie comme des citoyens à part entière. Mais, jusqu'à présent, c'est nous qui ne le sommes pas. Et notre lutte continuera en s'amplifiant jusqu'à ce que l'indépendance nationale apporte au peuple algérien la liberté avec la dignité... Ses propos, ajouté-je, me confirment l'efficacité de la propagande colonialiste, puisqu'un homme comme lui, qui connaît et aime l'Algérie mieux que bien d'autres, doute encore du sens de ce combat.

Prodigieusement intéressé, Camus laisse éclater son émotion quand je lui dis, pour conclure :

— Le F.LN. est prêt à respecter les règles d'une trêve civile, dans la seule mesure où le gouvernement français acceptera, lui aussi, de les mettre en œuvre.

— Alors, s'exclama-t-il, c'est peut-être gagné!

Je tempère son enthousiasme en lui redisant ma conviction que les autorités françaises n'y consentiront pas. Mais il me coupe et, textuellement :

— Puisque vous, F.L.N., acceptez, dit-il, si le gouvernement français refuse, je prendrai mon bâton de pèlerin et je parcourrai la France pour dire la vérité et le dénoncer publiquement...

Nous reparlons brièvement de la réunion. Et comme il est obsédé par le souci d'éviter tout affrontement entre les deux

communautés, je l'assure que je me chargerai personnellement d'organiser un service d'ordre important et efficace.

— Quant à ce soir, lui dis-je, des informations que nous avons reçues font état d'un projet d'enlèvement, pour saboter la réunion. Si vous préférez ne pas regagner votre hôtel (il logeait au Saint-Georges), nous pouvons vous héberger où vous voudrez.

Après un moment de réflexion, il refuse, craignant qu'on ne l'accuse de dérobade. Puis, au moment de nous séparer, dans un élan soudain, il m'embrasse :

— A partir de maintenant, Lebjaoui, me dit-il, je veux que vous me considériez comme un frère...

Le jour de la réunion arrive donc et, quelques heures avant, nous retrouvons un Camus troublé, perplexe. Des informations alarmantes lui sont parvenues. On parle d'une grande manifestation des ultras. Toujours préoccupé d'éviter des heurts, il envisage à nouveau de tout annuler.

Je lui confirme qu'une démonstration ultra aura certainement lieu, en effet, dès que la réunion aura débuté. Mais ce serait une faute grave, ajouté-je, que d'y renoncer. Cela découragerait tous ceux qui, encore timidement, tentent de briser le climat de méfiance et d'hostilité entre les deux communautés. Cela marquerait le triomphe des ultras qui sauraient, désormais, qu'il leur suffit de menacer pour tenir le haut du pavé. Combien de musulmans, enfin, et de Français libéraux, ne tiendraient pas ce renoncement pour une manière de désertion, pour une lâcheté?

Piqué au vif, il bondit :

— Je parlerai, réplique-t-il, à n'importe quel prix. Ces Algérois à la tête chaude qui voudraient me faire reculer, qu'ils sachent que je suis moi-même un Algérien avec une tête aussi chaude que la leur.

En coulisse, pendant ce temps, un problème inattendu, cocasse par certains côtés, mais révélateur, se pose à nous. Nul ne sait, bien entendu, que la réunion est pratiquement « co-organisée » par le F.L.N. Certains musulmans sont venus là comme

à une manifestation traditionnelle d' « amitié franco-algérienne ». Or Camus tient à ce que figure à la tribune, auprès de lui et de ses amis européens, un membre de la communauté musulmane. Mais nous ne pouvons choisir pour cela des militants ou des sympathisants du Front, que ce serait désigner à la police. Et les personnalités plus « neutres » que nous faisons toucher se récusent les unes après les autres. Les uns, pensant qu'il s'agit d'une conférence « officielle », craignent de se marquer aux yeux du F.L.N. D'autres, plus subtils, mais ne pouvant mettre d'étiquette sur la réunion, préfèrent n'y assister qu'en spectateurs.

Un fauteuil a bien été réservé, à la tribune, pour Ferhat Abbas. Mais celui-ci, qui n'est pas encore à la direction du Front, ignore le rôle que nous avons joué. Il n'arrivera qu'en retard pour occuper sa place.

Finalement, l'un de nos amis aperçoit dans la salle le Dr Abdelaziz Khaldi, grand amateur de réceptions et de tribunes d'honneur. Aussitôt approché, il accepte celle-ci avec empressement et prend place auprès d'Albert Camus [1].

Sur un autre plan, moins futile, nous avons mobilisé un service d'ordre impressionnant. Plus de 1 200 militants ont été disposés aux abords et à l'intérieur de la salle. Beaucoup sont armés, mais nous avons donné pour instruction formelle d'éviter au maximum tout incident. Omar Aïchoune et Mohamed Abdenour y contribuèrent efficacement.

Dans la salle, d'ailleurs, règne une magnifique atmosphère de fraternité, d'espoir. Pour la première fois sans doute depuis le début de la Révolution, se trouvent mêlés, côte à côte, les éléments les plus divers de toutes les communautés ethniques ou religieuses d'Algérie : et certains se regardent comme s'ils ne s'étaient jamais vus. C'est une manière de prodige, à l'époque, il faut bien le dire, de voir ainsi réunis en dehors de toute

1. Le Dr Abdelaziz Khaldi, qui ne cessait de critiquer le F.L.N. — au Cercle franco-musulman, lieu de rencontre à l'époque de tous les collaborateurs et de tous les candidats à une chimérique troisième force — sera condamné à mort par le Front. Mais, ayant été mis au courant, j'intervins personnellement pour que la décision ne soit pas appliquée. Par l'intermédiaire d'un militant d'Alger, Braham Bouksani, je lui fis adresser un simple avertissement.

opération officielle, de toute la préfabrication habituelle en pareil cas, des gens aussi variés, y compris les représentants des autorités religieuses, sauf le Grand rabbin [1].

La coupure n'apparaît qu'à l'extérieur. La place des Martyrs, lorsque Camus prend la parole, est envahie par des milliers de manifestants ultras, déchaînés, qui scandent « Mendès au poteau! » et menacent à chaque instant de rompre les cordons de gendarmes. Mais les nôtres sont là aussi, entourant le pâté d'immeubles où se trouve le Cercle du Progrès, encadrant les milliers de musulmans qui n'ont pu trouver place dans la salle, mais résolus, autant que faire se peut, à éviter tout affrontement. Derrière la « frontière » marquée par la police, ils restent dignes, silencieux, n'affichant aucune attitude agressive, malgré les provocations et les injures.

« Camus au poteau! Camus au poteau! »

Les cris parviennent jusqu'à la salle et l'écrivain, qui vient de commencer son exposé, blêmit. Il jette un coup d'œil dans notre direction, me regarde, continue courageusement. Dehors, loin de se calmer, la rumeur augmente. Les hurlements se rapprochent. Bientôt des pierres sont lancées contre les vitres des grandes fenêtres du Cercle. Plusieurs volent en éclats. Les assistants réagissent en soutenant l'orateur de leurs applaudissements.

Mais la tension, visiblement, monte. Des émissaires, venus de la place des Martyrs, nous disent leur inquiétude. La police risque d'être débordée. Camus n'est pas en danger : les nôtres se substitueront à elle, mais ce sera le choc, sanglant sans doute. Désireux de l'éviter à tout prix, Camus lit maintenant son texte de plus en plus vite, pour abréger la réunion. Quand celle-ci se termine, des musulmans et des Européens qui semblaient vraiment, ce jour-là, se retrouver, partent ensemble en petits groupes, discutant à perte de vue, indifférents aux hurlements qui continuent de monter des rangs ultras. Puis ils se dispersent vite, dans les petites rues, selon les conseils qu'on leur a donnés.

1. Celui-ci, apprîmes-nous par la suite, avait préféré s'abstenir, craignant qu'il ne s'agît d'une tentative de dissocier du F.L.N. la communauté musulmane, et ne voulant pas paraître s'y associer.

Certains ouvrages consacrés à la guerre d'Algérie se sont étendus longuement sur cette tentative d'Albert Camus et sur ses motivations. Les motifs qu'eut le F.L.N. de s'y associer, en revanche, n'ont jamais été expliqués. Or cette décision ne fut prise par sa direction nationale qu'après une longue et sérieuse discussion. En acceptant d'appuyer le mouvement pour la trêve civile, cette direction visait à favoriser un rassemblement des Européens libéraux, dans l'espoir de les gagner progressivement à l'idée d'une négociation directe avec le Front.

Il s'agissait ensuite de populariser ce mot d'ordre de négociation au sein de la communauté européenne tout entière, afin qu'elle en arrive à considérer le F.L.N. comme le représentant authentique et exclusif du peuple algérien.

Nous voulions enfin assurer le prolongement, en France même, de ce mouvement, grâce à la voix d'Albert Camus. Notre acceptation du principe de la trêve civile n'était pas une manœuvre. Le F.L.N. entendait, d'abord, assurer l'intégrité physique du peuple algérien : or les victimes quotidiennes étaient avant tout algériennes, beaucoup plus que françaises. En le proclamant bien haut, nous désarmions la propagande colonialiste, nous satisfaisons certains milieux français de gauche, hostiles aux ultras mais réticents à notre égard.

Nous ne nous faisions, je l'ai dit, pas beaucoup d'illusions. Nous ne pensions pas que le gouvernement français pût jamais s'engager dans cette voie. Mais si, par extraordinaire, il acceptait, nous n'avions rien à perdre. S'il refusait, nous faisions la preuve de sa mauvaise foi. La décision du F.L.N. témoignait donc de sa maturité politique. Les résultats confirmèrent d'ailleurs cette analyse. C'est à partir du mouvement de la trêve civile que le F.L.N. commença de bénéficier, en Algérie même, du concours de nombreux libéraux européens [1].

1. Des éléments chrétiens nous apportèrent une aide précieuse sous des formes multiples. Et ils finirent par entraîner avec eux une grande partie de la hiérarchie ecclésiastique. L'évolution de Mgr Duval, archevêque d'Alger, aujourd'hui cardinal, vers des positions de plus en plus anticolonialistes, est caractéristique des résultats de ce mouvement.

Camus, quand nous le revîmes après la réunion, Ouzegane, Moussaoui et moi, ne parlait plus le même langage. Lui, qui, jusqu'alors, distribuait « équitablement » la responsabilité des horreurs de la guerre entre le F.L.N. et l'armée française, commençait à mieux comprendre la situation, — tant dans sa signification politique que dans ses aspects « opérationnels », pourrait-on dire.

Il ne devait pas tarder à se rendre compte, en tout cas, que le gouvernement français ne voulait à aucun prix de la trêve civile. Le 6 février, lorsque le nouveau président du Conseil, Guy Mollet, vint à Alger pour un séjour qui devait rester mémorable, le Comité pour la trêve civile lui demanda audience. Mais Mollet avait été si « choqué » par la réception que lui avaient ménagée les ultras, qu'il n'accepta de le recevoir que discrètement, en pleine nuit, pour que personne ne le sût. Dans la délégation, il y avait (ce dont il ne se doutait évidemment pas) deux responsables du F.L.N., Ouzegane et Moussaoui. Mollet prodigua de bonnes paroles mais ne cacha guère qu'il n'y aurait pas de trêve, civile ou non.

Quelque temps plus tard, le grand ami de Camus, Jean de Maisonseul, si pacifique et si fraternel à l'égard de tous, était jeté à la prison de Barberousse par le socialiste Lacoste, ministre du gouvernement à direction socialiste, issu de cette victoire du Front Républicain, à laquelle avait tant travaillé Albert Camus.

Je devais revoir celui-ci par la suite, à Paris, peu avant mon arrestation. Nous allâmes déjeuner au *Hoggar*, restaurant aujourd'hui disparu, réputé pour son couscous, dont Camus raffolait.

La longue conversation que nous eûmes alors me permit de constater avec plaisir, que Camus, en un an, avait beaucoup évolué. Il avait une compréhension beaucoup plus juste des aspirations du peuple algérien. Et je suis, pour ma part, convaincu que si le F.L.N., après mon arrestation, avait renoué avec lui des rapports confiants, son intelligence autant que son amour de l'Algérie l'aurait encore rapproché de nous. Sa mort brutale, un an plus tard, laisse la question en suspens. De lui, je ne garde donc que cette dernière image. A la sortie du *Hoggar*, au moment de nous séparer, il me serra le bras :

— Lebjaoui, me dit-il, j'habite rue Madame. Ma maison est à vous. Vous pouvez vous y réfugier quand bon vous semblera.

ANNEXE

POUR UNE TRÊVE CIVILE EN ALGÉRIE

Voici le texte intégral de la conférence prononcée à Alger par Albert Camus :

Mesdames, Messieurs, malgré les précautions dont il a fallu entourer cette réunion, malgré les difficultés que nous avons rencontrées, je ne parlerai pas ce soir pour diviser, mais pour réunir. Car c'est là mon vœu le plus ardent. Ce n'est pas la moindre de mes déceptions — et le mot est faible — d'avoir à reconnaître que tout se ligue contre un tel vœu et que, par exemple, un homme, et un écrivain, qui a consacré une partie de sa vie à servir l'Algérie, s'expose, avant même qu'on sache ce qu'il veut dire, à se voir refuser la parole. Mais cela confirme en même temps l'urgence de l'effort d'apaisement que nous devons entreprendre. Cette réunion devait donc avoir lieu pour montrer au moins que toute chance de dialogue n'est pas perdue et pour que, du découragement général, ne naisse pas le consentement au pire.

J'ai bien parlé de « dialogue », ce n'est donc pas une conférence en forme que je suis venu prononcer. A vrai dire, dans les circonstances actuelles, le cœur me manquerait pour le faire. Mais il m'a paru possible, et j'ai même considéré qu'il était de mon devoir, de venir répercuter auprès de vous un appel de simple humanité, susceptible, sur un point au moins, de faire taire les fureurs et de rassembler la plupart des Algériens, français ou arabes, sans qu'ils aient à rien abandonner de leurs convictions. Cet appel, pris en charge par le comité qui a organisé cette réunion, s'adresse aux deux camps pour leur demander d'accepter une trêve qui concernerait uniquement les civils innocents.

J'ai donc seulement à justifier aujourd'hui cette initiative auprès de vous. Je vais tenter de le faire brièvement.

Disons d'abord, et insistons sur ce point, que par la force des choses, notre appel se situe en dehors de toute politique. S'il en était autrement, je n'aurais pas qualité pour en parler. Je ne suis pas un homme politique, mes passions et mes goûts m'appellent ailleurs qu'aux tribunes publiques. Je n'y vais que forcé par la pression des circonstances et l'idée que je me fais parfois de mon métier d'écrivain. Sur le fond du problème algérien, j'aurais d'ailleurs, à mesure que les événements se précipitent et que les méfiances, de part et d'autre, grandissent, plus de doutes, peut-être, que de certitudes à exprimer.

Pour intervenir sur ce point, ma seule qualification est d'avoir vécu le malheur algérien comme une tragédie personnelle et de ne pas pouvoir, en particulier, me réjouir d'aucune mort, quelle qu'elle soit. Pendant vingt ans, avec de faibles moyens, j'ai fait mon possible pour aider à la concorde de nos deux peuples. On peut rire sans doute à la mine que prend le prêcheur de réconciliation devant la réponse que lui fait l'histoire en lui montrant les deux peuples qu'il aimait embrassés seulement dans une même fureur mortelle. Lui-même, en tout cas, n'est pas porté à en rire. Devant un tel échec, son seul souci ne peut plus être que d'épargner à son pays un excès de souffrances.

Il faut encore ajouter que les hommes qui ont pris l'initiative de soutenir cet appel n'agissent pas non plus à titre politique. Parmi eux se trouvent des membres de grandes familles religieuses qui ont bien voulu appuyer, selon leur plus haute vocation, un devoir d'humanité. Ou encore des hommes que rien ne destinait, ni leur métier, ni leur sensibilité, à se mêler aux affaires publiques. Pour la plupart, en effet, leur métier, utile par lui-même à la communauté, suffisait à remplir leur vie. Ils auraient pu rester à l'écart, comme tant d'autres, et compter les coups, quitte à exhaler de temps en temps quelques beaux accents mélancoliques. Mais ils ont pensé que bâtir, enseigner, créer, étaient des œuvres de vie et de générosité et qu'on ne pouvait les continuer au royaume de la haine et du sang. Une telle décision, si lourde de conséquences et d'engagements, ne leur donne aucun droit sauf un seul : celui de demander qu'on réfléchisse à ce qu'ils proposent.

Il faut dire enfin que nous ne voulons pas obtenir de vous une adhésion politique. A vouloir poser le problème sur le fond, nous risquerions de ne pas recevoir l'accord dont nous avons besoin. Nous pouvons différer sur les solutions nécessaires, et même sur les moyens d'y parvenir. Confronter de nouveau des positions cent fois définies, et déformées, serait, pour le moment, ajouter seulement au poids d'insultes et de détestations sous lequel étouffe et se débat notre pays.

Mais une chose du moins nous réunit tous qui est l'amour de notre terre commune, et l'angoisse. Angoisse devant un avenir qui se ferme un peu plus tous les jours, devant la menace d'une lutte pourrissante, d'un déséquilibre économique déjà sérieux, chaque jour aggravé, et qui risque de venir tel qu'aucune force ne sera plus capable de relever l'Algérie avant longtemps.

C'est à cette angoisse que nous voulons nous adresser, même et surtout chez ceux qui ont déjà choisi leur camp. Car même chez le plus déterminé d'entre ceux-là, jusqu'au cœur de la mêlée, il y a une part, je le sais, qui ne se résigne pas au meurtre et à la haine, et qui rêve d'une Algérie heureuse.

C'est à cette part qu'en chacun de vous, Français ou Arabes, nous faisons appel. C'est à ceux qui ne se résignent pas à voir ce grand pays se briser en deux et partir à la dérive que, sans rappeler à nouveau les erreurs du passé, anxieux seulement de l'avenir, nous voudrions dire qu'il est possible, aujourd'hui, sur un point précis, de nous réunir d'abord, de sauver ensuite des vies humaines, et de préparer ainsi un climat plus favorable à une discussion

enfin raisonnable. La modestie voulue de cet objectif, et cependant son importance, devrait, selon moi, lui valoir votre plus large accord.

De quoi s'agit-il? D'obtenir que le mouvement arabe et les autorités françaises, sans avoir à entrer en contact, ni à s'engager à rien d'autre, déclarent, simultanément, que pendant toute la durée des troubles, la population civile sera, en toute occasion, respectée et protégée. Pourquoi cette mesure? La première raison, sur laquelle je n'insisterai pas beaucoup est, je l'ai dit, de simple humanité. Quelles que soient les origines anciennes et profondes de la tragédie algérienne, un fait demeure : aucune cause ne justifie la mort de l'innocent. Tout au long de l'histoire, les hommes, incapables de supprimer la guerre elle-même, se sont attachés à limiter ses effets et, si terribles et répugnantes qu'aient été les dernières guerres mondiales, les organisations de secours et de solidarité sont parvenues cependant à faire pénétrer dans leurs ténèbres ce faible rayon de pitié qui empêche de désespérer tout à fait de l'homme. Cette nécessité apparaît d'autant plus urgente lorsqu'il s'agit d'une lutte qui, à tant d'égards, prend l'apparence d'un combat fratricide et où, dans la mêlée obscure, les armes ne distinguent plus l'homme de la femme, ni le soldat de l'ouvrier. De ce point de vue, quand bien même notre initiative ne sauverait qu'une seule vie innocente, elle serait justifiée.

Mais elle est justifiée encore par d'autres raisons. Si sombre qu'il soit, l'avenir algérien n'est pas encore tout à fait compromis. Si chacun, Arabe ou Français, faisait l'effort de réfléchir aux raisons de l'adversaire, les éléments, au moins, d'une discussion féconde pourraient se dégager. Mais si les deux populations algériennes, chacune accusant l'autre d'avoir commencé, devaient se jeter l'une contre l'autre dans une sorte de délire xénophobe, alors toute chance d'entente serait définitivement noyée dans le sang. Il se peut, et c'est notre plus grande angoisse, que nous marchions vers ces horreurs. Mais cela ne doit pas, ne peut pas se faire, sans que ceux d'entre nous, Arabes et Français, qui refusent les folies et les destructions du nihilisme, aient lancé un dernier appel à la raison.

La raison, ici, démontre clairement que sur ce point, au moins, la solidarité française et arabe est inévitable, dans la mort comme dans la vie, dans la destruction comme dans l'espoir. La face affreuse de cette solidarité apparaît dans la dialectique infernale qui veut que ce qui tue les uns tue les autres aussi, chacun rejetant la faute sur l'autre, et justifiant ses violences par la violence de l'adversaire. L'éternelle querelle du premier responsable perd alors son sens. Et pour n'avoir pas su vivre ensemble, deux populations, à la fois semblables et différentes, mais également respectables, se condamnent à mourir ensemble, la rage au cœur.

Mais il y a aussi une communauté de l'espoir qui justifie notre appel. Cette communauté est assise sur des réalités contre lesquelles nous ne pouvons rien. Sur cette terre sont réunis un million de Français établis depuis un siècle, des millions de musulmans, Arabes et Berbères, installés depuis des siècles, plusieurs communautés religieuses, fortes et vivantes. Ces hommes

doivent vivre ensemble, à ce carrefour de routes et de races où l'histoire les a placés. Ils le peuvent, à la seule condition de faire quelques pas les uns au-devant des autres, dans une confrontation libre. Nos différences devraient alors nous aider au lieu de nous opposer. Pour ma part, là comme partout, je ne crois qu'aux différences, non à l'uniformité. Et d'abord, parce que les premières sont les racines sans lesquelles l'arbre de liberté, la sève de la création et de la civilisation, se dessèchent. Pourtant, nous restons figés les uns devant les autres, comme frappés d'une paralysie qui ne se délivre que dans les crises brutales et brèves de la violence. C'est que la lutte a pris un caractère inexpiable qui soulève de chaque côté des indignations irrépressibles, et des passions qui ne laissent place qu'aux surenchères.

« Il n'y a plus de discussion possible », voilà le cri qui stérilise tout avenir et toute chance de vie. Dès lors, c'est le combat aveugle où le Français décide d'ignorer l'Arabe, même s'il sait, quelque part en lui-même, que sa revendication de dignité est justifiée, et l'Arabe décide d'ignorer le Français, même s'il sait, quelque part en lui-même, que les Français d'Algérie ont droit aussi à la sécurité et à la dignité sur notre terre commune. Enfermé dans sa rancune et sa haine, personne alors ne peut écouter l'autre. Toute proposition, dans quelque sens qu'elle soit faite, est accueillie avec méfiance, aussitôt déformée et rendue inutilisable. Nous entrons peu à peu dans un nœud inextricable d'accusations anciennes et nouvelles, de vengeances durcies, de rancunes inlassables se relayant l'une l'autre, comme dans ces vieux procès de famille où les griefs et les arguments s'accumulent pendant des générations, et à ce point que les juges les plus intègres et les plus humains ne peuvent plus s'y retrouver. La fin d'une pareille situation peut alors difficilement s'imaginer et l'espoir d'une association française et arabe, d'une Algérie pacifique et créatrice, s'estompe un peu plus chaque jour.

Si donc nous voulons maintenir un peu de cet espoir, jusqu'au jour du moins où la discussion s'engagera sur le fond, si nous voulons faire en sorte que cette discussion ait une chance d'aboutir, grâce à un effort réciproque de compréhension, nous devons agir sur le caractère même de cette lutte. Nous sommes trop ligotés par l'ampleur du drame et la complexité des passions qui s'y déchaînent, pour espérer obtenir dès maintenant l'arrêt des hostilités. Cette action supposerait en effet des prises de positions purement politiques qui, pour le moment, nous diviseraient peut-être plus encore.

Mais nous pouvons agir au moins sur ce que la lutte a d'odieux et proposer, sans rien changer à la situation présente, de renoncer seulement à ce qui la rend inexpiable, c'est-à-dire le meurtre des innocents. Le fait qu'une telle réunion mêlerait des Français et des Arabes, également soucieux de ne pas aller vers l'irréparable et la misère irréversible, lui donnerait des chances sérieuses d'intervenir auprès des deux camps.

Si notre proposition avait une chance d'être acceptée, et elle en a une, nous n'aurions pas seulement sauvé de précieuses vies, nous aurions restitué

intransigeances, nous aurions préparé le terrain à une compréhension plus juste et plus nuancée du problème algérien. En provoquant, sur un point donné, ce faible dégel, nous pourrions espérer un jour défaire, dans son entier, le bloc durci des haines et des folles exigences où nous sommes tous immobilisés. La parole serait alors aux politiques et chacun aurait le droit de défendre à nouveau ses propres convictions, et d'expliquer sa différence.

C'est là, en tout cas, la position étroite sur laquelle nous pouvons, pour commencer, espérer de nous réunir. Toute plate-forme plus vaste ne nous offrirait, pour le moment, qu'un champ de discorde supplémentaire. Nous devons être patients avec nous-mêmes.

Mais à cette action, à la fois limitée et capitale, je ne crois pas, après mûre réflexion, qu'aucun Français ni aucun Arabe puisse refuser son accord. Pour bien nous en persuader, il suffira d'imaginer ce qui adviendrait si cette entreprise, malgré les précautions et les limites étroites où nous la renfermons, échouait. Ce qui arrivera, c'est le divorce définitif, la destruction de tout espoir, et un malheur dont nous n'avons encore qu'une faible idée. Ceux de nos amis arabes qui se tiennent aujourd'hui courageusement auprès de nous dans ce « no man's land » où l'on est menacé des deux côtés et qui, déchirés eux-mêmes, ont déjà tant de difficultés à résister aux surenchères, seront forcés d'y céder et s'abandonneront à une fatalité qui écrasera toute possibilité de dialogue. Directement ou indirectement, ils entreront dans la lutte, alors qu'ils auraient pu être des artisans de la paix. L'intérêt de tous les Français est donc de les aider à échapper à cette fatalité.

Mais, de même, l'intérêt direct des modérés arabes est de nous aider à échapper à une autre fatalité. Car si nous échouons dans notre entreprise et faisons la preuve de notre impuissance, les Français libéraux qui pensent qu'on peut faire coexister la présence française et la présence arabe, qui croient que cette coexistence rendra justice aux droits des uns comme des autres, qui sont sûrs, en tout cas, qu'elle seule peut sauver de la misère le peuple de ce pays, ces Français auront la bouche fermée.

Au lieu de cette large communauté dont ils rêvent, ils seront renvoyés alors à la seule communauté vivante qui les justifie, je veux dire la France. C'est dire qu'à notre tour, par notre silence ou de propos délibéré, nous entrerons dans la lutte. Pour illustrer cette double évolution, qu'il faut craindre et qui dicte l'urgence de notre action, je ne puis parler au nom de nos amis arabes. Mais je suis témoin qu'elle est possible en France. De même que j'ai senti ici la méfiance arabe envers tout ce qu'on lui propose, on peut sentir en France, vous devez le savoir, la montée du doute et d'une méfiance parallèle qui risquent de s'installer si les Français, déjà impressionnés par le maintien de la guerre du Rif après le retour du Sultan et par le réveil du fellaghisme en Tunisie, se voient contraints par le développement d'une lutte inexpiable, de penser que les buts de cette lutte ne sont pas seulement la justice pour un peuple, mais la réalisation, aux dépens de la France, et pour sa ruine définitive, d'ambitions étrangères. Le raisonnement que se

tiendront alors beaucoup de Français est le symétrique de celui de la majorité des Arabes s'ils venaient, perdant tout espoir, à accepter l'inévitable. Ce raisonnement consistera à dire : « Nous sommes français. La considération de ce qu'il y a de juste dans la cause de nos adversaires ne nous entraînera pas à faire injustice à ce qui, dans la France et son peuple, mérite de survivre et de grandir. On ne peut pas nous demander d'applaudir à tous les nationalismes, sauf au français, d'absoudre tous les péchés, sauf ceux de la France. A l'extrémité où nous sommes et puisqu'il faut choisir, nous ne pouvons pas choisir autre chose que notre propre pays. »

Ainsi, par le même raisonnement, mais tenu en sens inverse, nos deux peuples se sépareront définitivement et l'Algérie deviendra pour longtemps un champ de ruines alors que le simple effort de la réflexion pourrait aujourd'hui encore changer la face des choses et éviter le pire.

Voilà le double danger qui nous menace, l'enjeu mortel devant lequel nous nous trouvons. Ou nous réussirons, sur un point au moins, à nous associer pour limiter les dégâts, et nous favoriserons ainsi une évolution satisfaisante, ou nous échouerons à nous réunir et à persuader, et cet échec retentira sur tout l'avenir. Voilà ce qui justifie notre initiative et décide de son urgence. C'est pourquoi mon appel sera plus que pressant. Si j'avais le pouvoir de donner une voix à la solitude et à l'angoisse de chacun d'entre nous, c'est avec cette voix que je m'adresserais à vous. En ce qui me concerne, j'ai aimé avec passion cette terre où je suis né, j'y ai puisé tout ce que je suis, et je n'ai jamais séparé dans mon amitié aucun des hommes qui y vivent, de quelque race qu'ils soient. Bien que j'aie connu et partagé les misères qui ne lui manquent pas, elle est restée pour moi la terre du bonheur, de l'énergie et de la création. Et je ne puis me résigner à la voir devenir pour longtemps la terre du malheur et de la haine.

Je sais que les grandes tragédies de l'histoire fascinent souvent les hommes par leurs visages horribles. Ils restent alors immobiles devant elles sans pouvoir se décider à rien, qu'à attendre. Ils attendent, et la Gorgone un jour les dévore. Je voudrais, au contraire, vous faire partager ma conviction que cet enchantement peut être rompu, que cette impuissance est une illusion, que la force du cœur, l'intelligence, le courage, suffisent pour faire échec au destin et le renverser parfois. Il faut seulement vouloir, non pas aveuglément, mais d'une volonté ferme et réfléchie.

On se résigne trop facilement à la fatalité. On accepte trop facilement de croire qu'après tout le sang seul fait avancer l'histoire et que le plus fort progresse alors sur la faiblesse de l'autre. Cette fatalité existe peut-être. Mais la tâche des hommes n'est pas de l'accepter, ni de se soumettre à ses lois. S'ils l'avaient acceptée aux premiers âges, nous en serions encore à la préhistoire. La tâche des hommes de culture et de foi n'est, en tout cas, ni de déserter les luttes historiques, ni de servir ce qu'elles ont de cruel et d'inhumain. Elle est de s'y maintenir, d'y aider l'homme contre ce qui l'opprime, de favoriser sa liberté contre les fatalités qui le cernent.

C'est à cette condition que l'histoire avance véritablement, qu'elle innove, qu'elle crée, en un mot. Pour tout le reste, elle se répète, comme une bouche sanglante qui ne vomit qu'un bégaiement furieux. Nous en sommes aujourd'hui au bégaiement et, pourtant, les plus larges perspectives s'ouvrent à notre siècle. Nous en sommes au duel au couteau, ou presque, et le monde marche à l'allure de nos avions supersoniques. Le même jour où nos journaux impriment l'affreux récit de nos querelles provinciales, ils annoncent le pool atomique européen. Demain, si seulement l'Europe s'accorde avec elle-même, des flots de richesses couvriront le continent et, débordant jusqu'ici, rendront nos problèmes périmés et nos haines caduques.

C'est pour cet avenir encore inimaginable, mais proche, que nous devons nous organiser et nous tenir les coudes. Ce qu'il y a d'absurde et de navrant dans la tragédie que nous vivons, éclate dans le fait que, pour aborder un jour ces perspectives qui ont l'échelle d'un monde, nous devons aujourd'hui nous réunir pauvrement, à quelques-uns, pour demander seulement, sans prétendre encore à rien de plus, que soit épargnée sur un point solitaire du globe une poignée de victimes innocentes. Mais puisque c'est là notre tâche, si obscure et ingrate qu'elle soit, nous devons l'aborder avec décision pour mériter un jour de vivre en hommes libres, c'est-à-dire comme des hommes qui refusent à la fois d'exercer et de subir la terreur.

IV

« *Si Lacoste savait ça...* »

— Voulez-vous rencontrer le maire d'Alger?

— Faut-il comprendre que le maire d'Alger désire nous rencontrer?

Ce dialogue, dans un refuge clandestin de la capitale, entre un agent de liaison du F.L.N. et des dirigeants de la Révolution recherchés par la police, a d'abord de quoi surprendre.

Il illustre assez bien, en réalité, la situation paradoxale qui règne à Alger à cette époque, les possibilités, les chances peut-être qui subsistent, à la veille des plus terribles affrontements.

Car Alger, en 1956, est une ville au bord du drame. La Révolution a éclaté depuis moins de deux ans. Des régions entières du pays lui sont acquises. L'organisation F.L.N. est solidement implantée dans les grandes villes. Mais la guérilla urbaine n'a pas encore atteint son point culminant. Malgré les victimes qui, des deux côtés, sont déjà tombées, malgré l'atrocité de certains épisodes, on peut dire, en un sens, que l'irréparable n'est pas accompli. La guerre n'est pas totale. Elle n'a pas pris ce caractère inexpiable que lui donneront bientôt l'envoi du contingent, les horreurs de la répression, la tentative d'écrasement, par la force, de la volonté d'indépendance du peuple algérien, — et qui aboutira finalement, après l'action de l'O.A.S., au départ massif de la communauté européenne.

En 1956, le fossé n'est pas encore définitif et on le voit bien dans la capitale où, de tout temps, quelques petits groupes d'Européens « libéraux » s'étaient opposés à la grosse coloni-

sation pour soutenir au moins certaines revendications des mouvements nationalistes. Comme on vient de le voir avec l'épisode Camus, le déclenchement de la Révolution les a laissés désorientés et déchirés. Désorientés parce que cet acte décisif a été, largement, le fait d'hommes nouveaux, ou relativement inconnus, extérieurs aux états-majors traditionnels des mouvements nationalistes. Déchirés parce qu'ils sont, pour la première fois, acculés à un choix — qu'ils préféreraient éviter — entre une grosse colonisation qu'ils récusent et un F.L.N. dont ils jugent excessive la revendication d'indépendance et dont le recours à la lutte armée les plonge dans l'angoisse.

Parmi ces hommes se trouvent surtout des intellectuels mais aussi, depuis peu, une personnalité officielle de premier plan : Jacques Chevallier, maire d'Alger, ancien secrétaire d'Etat à la Guerre dans le cabinet Mendès France.

Son itinéraire est révélateur. Appartenant à une grande famille algéroise, il se situait, dans sa jeunesse, plutôt à droite. Son entrée dans le ministère Mendès avait été saluée par Alain de Sérigny, dans *L'Echo d'Alger,* comme une victoire de la communauté européenne. Lors de la dernière campagne électorale, il avait été soutenu par les ultras. Puis, évoluant sans cesse, il avait inauguré une politique d' « ouverture » avec les élus municipaux du M.T.L.D., ce qui lui avait valu progressivement la méfiance de ses anciens amis. Homme de bonne volonté, il s'efforçait de comprendre la situation mais rien ne laissait prévoir une évolution très rapide : pour lui comme pour l'immense majorité des Européens — pour Camus lui-même, on l'a vu — l'idée d'une Algérie indépendante reste à peu près impensable.

Or, Jacques Chevallier compte à ce moment-là, parmi ses principaux collaborateurs, un Algérien d'une trentaine d'années, Reda. Et ce Reda, recruté d'abord par le réseau que j'avais constitué à Alger, venait de donner son adhésion au Front, après en avoir été un sympathisant dévoué et enthousiaste.

Il l'avait donnée, bien entendu, à l'insu de son « patron ». Mais il tenait celui-ci, non seulement pour un homme intelligent, capable de comprendre les événements mieux que beau-

coup de dirigeants de la communauté européenne, mais pour un homme courageux et loyal.

— J'ai avec lui, nous faisait-il dire depuis quelques semaines, des conversations presque quotidiennes sur la situation dans le pays. Car il essaie de s'informer directement en prenant contact avec les musulmans les plus divers.

Rien, là, néanmoins, que d'assez normal de la part d'un maire soucieux de sa ville. Et rien n'annonçait ce qui allait suivre lorsque Reda, un beau jour, nous transmet ce message :

— Chevallier ne sait pas que je suis au Front, mais il imagine probablement que je peux avoir des contacts. Il m'a exprimé le souhait de pouvoir rencontrer un dirigeant de la Révolution.

Nous nous regardons. Dans le petit réduit de la Casbah où l'agent de liaison vient de nous faire son rapport, il y a, avec moi, deux autres frères non moins surpris. La proposition est insolite, mais intéressante. Elle peut aussi cacher un piège. Nous n'avons d'ailleurs jamais vu Reda, dont les rapports ne me parviennent qu'à travers trois intermédiaires et nous ne savons pas jusqu'à quel point nous pouvons faire confiance à son jugement :

— Ne dis ni oui ni non, lui conseillons-nous. Suis l'affaire et continue de nous informer.

Reda, de sa propre initiative, alla un peu plus loin. Touché par l'apparente sincérité de Jacques Chevallier, il lui révéla qu'il avait le contact avec des dirigeants du Front. De ce jour, les suggestions du maire devinrent plus pressantes, plus précises. Devant Reda, il affichait son angoisse. La situation, disait-il, était grave; de jour en jour, elle se dégradait. Si cela continuait, un tel fossé se creuserait entre les communautés européenne et musulmane que nul ne pourrait plus le combler. Suivit une proposition plus étonnante encore que la première :

— Si tu peux toucher ces dirigeants, déclara-t-il à Reda, dis-leur que je suis prêt, le cas échéant, à leur donner refuge dans mon propre domicile, à El Biar. J'y dispose d'une pièce secrète, complètement insoupçonnable.

L'affaire tournait au roman policier, avec cloisons mobiles, chambres mystérieuses et portes dérobées.

Mais la proposition est d'une telle importance que nous en informons aussitôt Ben Khedda et Amar Ouzegane. Puis nous en discutons, Abane Ramdane, Ben M'hidi et moi-même. Nous ne sommes pas d'accord. Mes deux compagnons sont méfiants, sceptiques. Ils craignent même qu'il puisse s'agir d'un traquemard. Chevallier, à leurs yeux, est habile, trop habile. Il l'a prouvé en donnant quelques postes importants, dans sa mairie, à des élus du M.T.L.D. : initiative que beaucoup de militants avaient trouvée suspecte.

Je suis d'un avis différent :

— La vigilance, dis-je, nous interdit évidemment de nous réfugier chez lui. Mais il peut être utile d'examiner les possibilités nouvelles qui semblent s'offrir. S'il veut jouer au plus malin, nous avons les moyens de déjouer ses plans. Nous pouvons même le prendre à son propre piège.

En fait, sans connaître personnellement Chevallier, j'avais assez d'informations pour deviner en lui un être courageux et lucide. Je fais donc une proposition :

— Acceptons le contact, dans des conditions choisies par nous et auxquelles il devra se plier. Puis mettons-le à l'épreuve.

La discussion est longue, difficile, mais on finit par tomber d'accord. Une rencontre, soigneusement préparée, sera organisée, dont Jacques Chevallier devra accepter toutes les modalités, et dont il n'aura à discuter aucun point. A nous seuls de juger de quelle façon notre sécurité sera garantie. Le maire d'Alger, s'il est sincère, devra pratiquement se livrer entre nos mains.

Reda, aussitôt informé, nous fait, sans tarder, parvenir la réponse : Chevallier accepte, — « avec enthousiasme », précise-t-il.

Immédiatement, quatre militants responsables sont chargés de superviser toute l'opération, de prendre en charge le maire d'Alger et de l'amener au rendez-vous : Omar Aïchoune, Hocine El Mahdaoui, Abderrhamane Hafiz, Dahmane Rebaïne [1]. Une

1. Rebaïne, alors employé dans une limonaderie à Kouba, sera arrêté quelques mois plus tard. Torturé férocement, il mourut en héros sans avoir dit un

vingtaine d'autres suivront, en divers points, le déroulement du scénario, pour éviter toute surprise et déjouer une filature éventuelle.

A l'endroit convenu, Chevallier monte en voiture avec trois de nos hommes. Ils s'assurent, par tous les moyens possibles, qu'ils ne sont pas suivis. Pour plus de sûreté, ils changent d'automobile en cours de route et alors seulement se dirigent vers l'endroit convenu.

Nous avions choisi pour lieu de rendez-vous deux petites maisons de la rue Ampère, dans le quartier du Ruisseau, faciles à surveiller et situées l'une en face de l'autre. J'étais dans l'une. Chevallier est amené dans l'autre. Et, après seulement toutes les vérifications nécessaires, une fois assuré qu'il n'y a aucune filature, aucun piège, on le fait pénétrer dans celle où je me trouve, dans une chambre du premier étage.

Il est ému, visiblement, mais chez moi la méfiance domine. J'ai trente ans. Il en a quarante-cinq : grand, mince, élégant, le visage expressif, il marque en me voyant une légère surprise. Est-ce là un de ces égorgeurs, de ces bandits de grand chemin que la presse d'Alger décrit avec complaisance? Nous nous jaugeons en silence pendant une fraction de seconde avant de nous serrer la main et je lis dans ses yeux une sorte de curiosité inquiète.

A vrai dire, je le comprends. Il ne me connaît pas et il est à ma merci. Il est maire d'Alger et il a en face de lui, il le sait, un des dirigeants nationaux du F.L.N. Il risque deux fois sa vie : chez nous, mais aussi — mais surtout en réalité — du côté des siens, sans parler de sa carrière politique, qui serait immanquablement brisée si on le savait ici. Cela me conduit à lui accorder un préjugé favorable. Mais seuls comptent les actes. J'entre aussitôt dans le vif du sujet.

— Le seul fait que vous soyez ici, lui dis-je, que j'aie accepté de vous rencontrer vous indique que nous ne mettons pas tous les Français dans le même sac et que, sur ce point,

seul mot. Reda, lui aussi, mourut sous la torture pendant la « bataille d'Alger » : et Chevallier, peu après, subira chez lui à El Biar une perquisition de la police militaire.

comme sur bien d'autres, votre propagande officielle nous calomnie. Mais sachez aussi qu'une telle rencontre n'implique aucune concession sur nos objectifs, tels qu'ils ont été publiquement définis. Cela étant, pourquoi souhaitez-vous nous voir?

Un peu crispé, il réplique aussitôt qu'il se tient d'abord pour un Algérien, lui aussi, que ce pays est le sien, qu'il l'aime autant que moi et qu'à son poste de responsable, son premier souci est de tout faire pour abréger la guerre :

— A Alger, notamment, poursuit-il, je voudrais pouvoir arrêter les attentats, le terrorisme. La guérilla urbaine fait des victimes innocentes, des deux côtés d'ailleurs. Si vous acceptiez de la stopper, je vous promets, moi, de faire tout ce qui est en mon pouvoir, pour que la répression ne s'abatte plus, de manière aveugle et systématique, sur les musulmans, comme je sais qu'elle le fait. Il faut stopper cet enchaînement. Il faudrait faire d'Alger une ville fraternelle, un lieu de rencontre exemplaire entre Français et Musulmans. C'est à nous, d'abord, de nous comprendre mutuellement, d'apprendre à vivre ensemble, au lieu de nous côtoyer sans nous connaître. Certains officiels frangaouis viennent ici faire du tourisme pendant trois jours, puis ils retournent à Paris avec des idées toutes faites et préconisent des solutions qui méconnaissent toutes les réalités du pays. A nous, Algériens, français et musulmans, de dégager, ensemble une politique réaliste pour notre patrie commune, et de la leur imposer. Même les pires colonialistes de chez nous ne pourront alors que s'incliner. D'ailleurs, ils partiront, ceux-là, et ce sera tant mieux!

Tandis qu'il parle, je sens son effort pour éviter toute formule équivoque, toute expression blessante ou qui pourrait prêter à malentendu. Visiblement, il cherche un vrai dialogue. Cela me confirme dans mes sentiments à son égard et je m'efforce de lui répondre sur le même ton :

— La violence, lui dis-je, nous ne l'aimons pas plus que vous. Nous n'y avons eu recours qu'en dernier, après avoir épuisé tous les autres moyens. Mais la lutte armée est le seul que nous ait maintenant laissé le colonialisme pour reconquérir notre liberté, notre dignité.

Je lui fais un bref historique du mouvement national algé-

rien depuis 1830; je lui rappelle la faillite de toutes les tentatives menées légalement par les partis traditionnels et je conclus :

— Sachez qu'aujourd'hui, pour les patriotes algériens, il n'y a qu'une certitude inébranlable : seule la lutte armée peut sortir l'Algérie captive de la prison colonialiste.

— Mais, s'exclame-t-il, vous aurez en face de vous une machine de guerre écrasante!

— Nous le savons, dis-je. Je vous dirai même que la modestie de nos moyens, au départ, avait rendu sceptiques bien de nos anciens dirigeants. Mais le Viêt-nam nous a appris aussi que des peuples colonisés pouvaient affronter victorieusement la plus impressionnante des armées. D'ailleurs, toutes les anciennes colonies, maintenant, se libèrent. Notre combat n'est pas séparable de celui mené par la Tunisie et le Maroc. Et nous aurons, le jour venu, tous les appuis internationaux nécessaires. Il n'est plus question de revenir en arrière.

« En ce qui concerne le terrorisme, continuai-je, nous nous limitons pour l'instant à quelques objectifs précis : mouchards, tortionnaires, gardiens de prison qui martyrisent les détenus. Mais nous nous efforçons d'éviter les victimes civiles, alors que dans nos djebels et dans nos campagnes, des villages entiers ont été détruits, des milliers d'innocents massacrés, ce qui peut d'ailleurs provoquer des réactions populaires imprévisibles, même par nous. »

Angoissé, il répète :

— Cette guerre sera terrible, je n'ose imaginer le nombre de victimes qu'elle va faire.

— Le souci de tout dirigeant responsable est de mettre fin à ces épreuves et de ne pas prolonger la guerre un jour de plus qu'il n'est nécessaire. Mais ce souci est inséparable de notre détermination de parvenir au but fixé, c'est-à-dire l'indépendance nationale. Le colonialisme nous a contraints à cette guerre, c'est à lui d'abord d'en faire cesser les causes.

J'ajoute que je peux lui prouver notre volonté d'épargner les populations civiles.

— Nous sommes prêts à entrer immédiatement en négociation avec le gouvernement français pour trouver une solution politique au conflit sur la base de l'indépendance nationale. S'il est assez intelligent pour comprendre que cette issue est inéluctable, la guerre peut s'arrêter demain.

Chevallier me demande s'il peut faire état de cette position auprès de certaines personnalités gouvernementales.

— Assurément, lui dis-je. Ce n'est pas une attitude tactique, mais un des fondements même de notre politique.

Il me demande ensuite de préciser d'autres aspects de la politique du Front. Je le fais aussi largement que possible, répondant à ses questions, à ses objections. Il ne tarde pas à se détendre et je le sens grave, attentif, jusqu'au moment où, avec chaleur, il se met à plaider la cause de la communauté européenne.

Je n'ai jamais entendu, je dois le dire, avocat plus éloquent défendre avec plus de sincérité, plus de vigueur, les vrais intérêts des Français d'Algérie. Les choses, assurément, auraient pu tourner différemment si cette communauté européenne, au lieu de suivre les porte-parole de la grosse colonisation, s'était groupée autour d'hommes comme Jacques Chevallier.

La discussion a pris un tour si passionné que nous en avons presque oublié, l'un et l'autre, le côté assez extraordinaire de la situation. Rebaïne, à ce moment-là, entre dans la pièce pour apporter du café et des gâteaux secs. Plein d'aisance, maintenant, le maire d'Alger parle presque comme s'il se trouvait dans une maison amie. Mais nous avions décidé de le mettre à l'épreuve et, soudain, je change de sujet :

— Vous n'ignorez pas que nous nous cachons, lui dis-je, que nous sommes recherchés par la police. Seriez-vous disposés à faire établir, pour certains d'entre nous, de fausses cartes d'identité?

Nous fabriquions déjà, bien entendu, à cette époque, de fausses pièces d'identité. Mais il pouvait être utile d'en avoir de vraies, si je puis dire, et présentant tous les caractères de l'authenticité.

— Oui, répond Chevallier sans hésitation.

— Reda, lui dis-je, vous apportera les photos nécessaires et vous les lui établirez. Nous nous chargerons de mettre les noms nous-mêmes.

Sans la moindre objection, il me demande quand il pourrait me rencontrer de nouveau.

— Le jour où je le jugerai utile, lui dis-je, vous me trouverez devant vous sans que nous ayons eu besoin de rien décider.

Puis je pars, le premier, évidemment. Et quand il est confirmé que tout s'est passé sans accroc, alors seulement nos hommes reconduisent en ville le maire de cette cité qui, déjà, lui échappe.

Nous eûmes les cartes. L'une pour Ben Khedda, l'autre pour moi-même. Nous avions, peu après, transmis les deux photos par l'intermédiaire de Reda et les « vraies fausses cartes » nous étaient revenues par la même voie, avec une efficacité dont je ne connus qu'un peu plus tard les circonstances très peu administratives. Et dans des circonstances qui ne l'étaient pas moins...

Un mois environ après la rencontre de la rue Ampère, Jacques Chevallier reçoit une invitation à déjeuner d'un de ses amis personnels. Hamma Bengana, député, qu'il connaît depuis longtemps, appartient à l'une des plus grandes familles algériennes. Son défunt père, bachaga du Sud, dernier grand seigneur du désert, était tenu par la France pour un de ses meilleurs alliés. Et la famille habite, à El Biar, une magnifique propriété où fréquentent traditionnellement le Tout-Alger et de nombreuses personnalités officielles. Le maire d'Alger, lorsqu'il arrive, est donc introduit, comme d'ordinaire, dans un immense salon, somptueusement meublé, où le reçoit son ami Bengana. Puis celui-ci, en s'excusant, se retire un instant. Et Chevallier, stupéfait, voit alors, d'un grand fauteuil, au dossier si haut qu'on ne peut, de derrière, deviner si quelqu'un y est assis, se lever la dernière personne, sans doute, qu'il s'attendait à rencontrer là.

Je jouis un instant d'une surprise qu'il ne cherche pas à dissimuler. Hamma Bengana, en fait, avait été intégré depuis

quelque temps parmi les sympathisants du F.L.N. et c'est nous, bien entendu, qui lui avions donné l'ordre, ce jour-là, d'inviter son ami Chevallier.

— Vous tenez parole, me dit-il, beau joueur, mais dans des conditions qui me prouvent qu'aujourd'hui le F.L.N. est partout. Nous nous sommes vus une première fois dans une modeste maison du Ruisseau. Aujourd'hui, c'est dans ce palais. Que Bengana, lui aussi, soit membre du Front, voilà qui me dépasse...

Bien d'autres, il faut le dire, en auraient été « dépassés », à cette époque, y compris parmi les nôtres. Mais l'épisode n'est pas sans intérêt, dans la mesure où il illustre, lui aussi, la complexité d'une situation que tout ne portera que trop à simplifier.

La maison Bengana, en réalité, ne devait pas tarder à être transformée, du moins pour un temps, en refuge pour nous : le plus sûr parce que le plus insoupçonnable. Abritée des regards par les arbres de son immense parc, protégée des enquêtes par la réputation du vieux bachaga, elle abritera nos blessés, nos réunions clandestines, nos dépôts d'armes.

Nous n'avions, il faut le dire, rien négligé pour cela. Un jour, le F.L.N. avait ordonné le boycottage, par les enfants algériens, des écoles françaises. Presque aucun d'eux ne s'y rendit. Mais nous ordonnâmes à Bengana d'y envoyer les siens : sa famille n'était-elle pas connue pour sa « francophilie »? Ignorant le dessous des cartes, quelques responsables locaux du front demandèrent que des sanctions soient prises. Nous éludâmes, expliquant que la direction nationale prendrait directement l'affaire en main. Bengana, en attendant, devait à sa « bonne attitude » de conserver toutes ses relations officielles, avec Lacoste notamment et Chaussade, secrétaire général du G.G.

Celui-ci, un jour, exprima le vœu de pouvoir venir, avec sa femme, visiter la maison Bengana, célèbre pour son style mauresque. Et Hamma, très ennuyé, vint me demander conseil :

— Que puis-je faire? Il m'a déjà invité chez lui. Normalement, c'est maintenant à moi. Mais je ne peux...

— Pourquoi? dis-je en souriant de sa stupéfaction. Au contraire : invite-le un soir à dîner.

Chaussade vint donc, escorté de voitures de police, pour une réception telle que Bengana savait en organiser.

Vingt mètres plus loin, dans une autre pièce, Ben M'hidi, Ouzegane et moi-même étions aussi en train de dîner.

— Jamais un repas ne m'a paru plus long, devait nous confier notre hôte, après le départ de son invité officiel.

Mais de ce jour-là la maison Bengana fut encore plus tabou aux yeux de la police...

Jacques Chevallier, quant à lui, avait visiblement décidé de faire un pas de plus. Sitôt remis de sa stupeur, et comme je le remercie, courtoisement, pour les cartes d'identité, il se met à me raconter comment les choses se sont passées.

Faire de fausses cartes, quand on est maire, n'est pas si simple qu'on le croit. Il est difficile de le demander à ses subordonnés. Et l'on n'a pas l'habitude de les établir soi-même. Mi-effrayé encore de sa propre audace, mi-amusé quand même, il m'explique donc comment, accompagné de son « complice » F.L.N. Reda, il s'est rendu en cachette, en pleine nuit, dans sa propre mairie, au bureau de l'état civil. Là, tous les tiroirs étant fermés à clé, il a dû les forcer pour découvrir les tampons de l'Hôtel de Ville. Mais il a pu, ainsi, apposer les cachets sur nos cartes et sur les photos avant d'essayer de tout remettre en place, pour que ses employés ne se doutent de rien. Et, comme un enfant qui risque d'être pris en faute :

— Si Lacoste savait ça... soupire-t-il, en achevant l'histoire.

Mais il a aussi, pour l'heure, d'autres soucis en tête. Nous sommes à la fin de 1956. Le F.L.N. prépare une grande « grève de huit jours » destinée à mobiliser pour la première fois, sur l'ensemble du territoire, les masses algériennes tout en manifestant au monde la volonté de notre peuple. Toute la presse du colonialisme se déchaîne contre cet acte, dont la répression marquera, en effet, le début de la « bataille d'Alger ». Plus encore que lors de notre premier entretien, Chevallier est inquiet, angoissé :

— On dit que cette grève est insurrectionnelle...

— Elle n'est pas insurrectionnelle, répliqué-je. Elle est semblable à celles qui ont déjà eu lieu, avec simplement une plus grande ampleur. Ce sont les autorités qui la présentent ainsi, pour justifier d'avance une répression brutale. Nous savons que, depuis un certain temps, elles cherchent un prétexte pour essayer de briser ce qu'elles appellent le « terrorisme », et livrer les villes aux militaires.

— Le prétexte, en effet, importe peu. Sachez qu' « *ils* » sont décidés à en finir avec les bombes et les attentats par tous les moyens.

— Leurs moyens sont si puissants, dis-je, qu'ils peuvent évidemment faire les plus grands dégâts. Mais comme on vient de le voir à Budapest, des patriotes assoiffés de liberté peuvent faire face aux tanks, même à mains nues...

Revenant à nos précédents entretiens, il évoque alors, à nouveau, la nécessité de la négociation. Selon lui, le gouvernement français serait peut-être disposé à engager des pourparlers.

— Lacoste n'y comprend rien, s'exclame-t-il, mais beaucoup de ministres reconnaissent déjà en privé qu'il n'y a pas d'autre issue.

Il se trouve que la décision, à ce moment-là, venait d'être prise de m'envoyer en France, afin de prendre la tête de la Fédération de France du F.L.N. Chevallier évidemment l'ignorait et, non moins évidemment je ne lui en dis rien. Mais je signale, en passant, que je dois prochainement partir en France. Et j'ajoute que chaque fois que l'occasion s'en présenterait, je réaffirmerais la décision du F.L.N. d'accepter toute négociation sérieuse qu'on pourrait offrir. Ce à quoi j'étais, en effet, parfaitement décidé. Il réfléchit un moment :

— Mais ne risquez-vous rien? demande-t-il. J'ai peur qu'il ne vous arrive quelque chose...

Peut-être pense-t-il qu'allant à Paris, je peux prendre des contacts, amorcer une négociation.

Moi, à vrai dire, je songe d'abord aux conditions de mon voyage. Un premier projet prévoyait que je me déguiserais en

boulanger pour prendre, à Alger le bateau pour la France. La boulangerie qui servait le pain à ce navire comprenait dans son personnel des militants du Front qui me prendraient en charge. D'autres militants, membres de l'équipage, veilleraient sur moi pendant la traversée et se chargeraient de mon débarquement à Marseille.

Mais Abane, jugeant le plan peu sûr, l'avait déconseillé; et j'étais en train d'en étudier un autre lorsque la remarque de Chevallier, soudain, m'offrit une ouverture, évidemment plus séduisante.

— Qu'y pouvez-vous? dis-je, d'un ton neutre.

Rapidement, il échafaude un plan que je complète, on s'en doute, avec satisfaction. Il peut, propose-t-il, me faire partir en France en toute sécurité et par avion. Une seule condition : que Bengana m'accompagne, car il est député. Mais, dans ce cas, il me fait établir lui-même de nouveaux faux papiers au nom du frère de Bengana. Et il veille personnellement à mon embarquement.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Bengana, bien entendu, accepte. La carte d'identité est établie par Chevallier qui, décidément, s'y habitue. Le départ, conseille-t-il ensuite, doit avoir lieu un dimanche : c'est le jour où la surveillance est la plus réduite à l'aéroport. Pour plus de sûreté, néanmoins, il nous accompagne lui-même, le jour venu, flanqué d'un de ses adjoints qui semble ne se douter de rien. Moustachu, doté de lunettes, je saute tous les contrôles, grâce à mon cicerone, qui présente lui-même nos papiers. Et, salué respectueusement par le policier de service, j'embarque avec Bengana dans l'avion, juste au moment du décollage. Hocine El Mahdaoui qui, en même temps qu'une dizaine de frères, qui ne se connaissaient pas entre eux, était venu veiller à ce que tout se passe sans accroc, peut repartir rassuré...

Environ quatre heures plus tard, arrivant à Paris, je me sépare de Bengana en pleine ville, je déchire soigneusement les papiers au nom de son frère; pendant près de deux heures je m'assure que je n'ai pas été suivi et, alors seulement, je gagne un refuge sûr.

Grâce au maire d'Alger, — mais sans qu'il s'en doute — la Fédération de France du F.L.N. vient de recevoir un nouveau chef dont la mission principale est de « porter la guerre en territoire français ».

Si Lacoste, évidemment, avait su ça...

POST-SCRIPTUM

Le Figaro littéraire ayant choisi de publier ce chapitre avant la sortie du livre, a été très légitimement soucieux d'en communiquer le texte à Jacques Chevallier. Celui-ci a répondu par la lettre suivante, que ce journal a publiée en même temps que mon texte, dans son numéro du 3 novembre 1969.

Alger, le 24 octobre 1969.

J'ai perdu de vue depuis des années Mohamed Lebjaoui que j'ai rencontré la dernière fois à Paris chez mon regretté ami Alexandre Chaulet, alors vice-président national de la C.F.T.C. — peu après l'indépendance de l'Algérie. Il sortait de prison après plusieurs années de détention pour ses activités F.L.N.

M. Mohamed Lebjaoui ne m'a pas communiqué le texte que vous m'adressez et où il me met en cause.

Cela me paraît d'ailleurs explicable, étant donné la position personnelle de l'intéressé qui, actuellement placé dans l'opposition et coupé de ce fait de son pays depuis la chute de Ben Bella, doit s'interroger sur l'usage qui pourrait être fait par un témoin de ses révélations sur tel ou tel point du drame algérien.

Je ne saurais donc lui faire grief de cette omission.

Cela étant, les faits relatés par M. Lebjaoui sont exacts, à l'exception de quelques erreurs qu'il paraîtrait souhaitable de rectifier pour serrer de plus près la vérité. Je ne vois que des avantages à ce que vous les lui fassiez connaître.

1. Quand il est fait mention d'un entretien que j'eus avec mon attaché de cabinet, le regretté Reda Messibah : « Si tu peux toucher ces dirigeants, dis-leur que je suis prêt à leur donner refuge dans mon propre domicile d'El Biar — j'y dispose d'une pièce secrète complètement insoupçonnable », cela ne correspond pas à la réalité, pour plusieurs raisons.

La première, c'est que le maire d'Alger, à cause de ses opinions libérales, était le plus suspect de tous les Algériens.

Depuis mon appartenance au gouvernement Mendès France, classé comme bradeur de l'Algérie d'une part, et, d'autre part, faisant suite à la manifes-

tation de masse de février 1956 contre ma demeure, à la suite de l'assassinat au col de Sakhamodi d'un El-Biarois, l'architecte Ritter, tous mes faits et gestes étaient minutieusement surveillés sous le prétexte hypocrite de veiller à ma sécurité.

Responsable d'une ville de six cent mille habitants, dans la tempête et la tuerie, astreinte au couvre-feu, je n'eus jamais le droit de bénéficier d'un laissez-passer permanent pendant le couvre-feu, comme en possédaient tous les officiels.

Quand, en septembre 1957, mon père agonisa, une nuit à El Biar, je ne pus, bien que maire de la ville, le conduire d'urgence en clinique qu'en profitant d'une ambulance municipale qui, elle, était munie d'un laissez-passer.

Mon père transporté dans cette clinique, où il devait trois jours plus tard décéder, ce fut l'ambulance munie de laissez-passer qui me ramena à mon domicile dans la nuit.

Proposer donc comme refuge le Bordj eût été, à l'époque, un véritable traquenard, une souricière où tout non-habitué eût été repéré dès son arrivée et inquiété.

Mais que Reda Messibah eût dit cela imprudemment à M. Lebjaoui ne me paraît pas invraisemblable.

Reda était un garçon plein de dévouement mais affecté d'un défaut qui lui coûta la vie : il voulait paraître... Ce qui est grave dans la clandestinité.

Pénétré de l'importance de ses fonctions, il en ajoutait sans cesse, jusqu'à l'affabulation. Il inventait, organisait, réglait tout sans trop savoir en définitive comment ça tournerait.

Lorsque, après l'avoir tiré une première fois d'un mauvais pas grâce à Paul Teitgen et malgré les assurances lénifiantes de Massu, les paras le reprirent, sans raison d'ailleurs, quatre jours après sa sortie du camp de Paul Cazelles, ils crurent avoir affaire à un personnage considérable alors qu'il n'était qu'un ancien et modeste agent de renseignements et de liaison. Depuis dix ans, on ne l'a plus revu — comme tant d'autres, et pour cause.

La seconde raison qui m'autorise à relever cette erreur est que, loyal vis-à-vis de mon pays, je ne faisais pas partie d'un quelconque réseau de soutien au F.L.N.

Pour moi, seule comptait une politique : celle de la négociation qui, arrêtant une inutile boucherie, permettrait d'organiser les transitions indispensables à la gestion de l'Algérie par elle-même.

Proposer mon toit pour qu'on en discute librement, une fois prises et assurées avec les instances officielles les sécurités indispensables à chacune des parties, s'entendait. C'est certainement ce que j'ai dit à Reda.

C'est ce que je fis d'ailleurs en 1962, en accord avec M. Fouchet, lorsque Farès, Susini, Gardes, etc., vinrent au Bordj pour tenter d'arrêter la tuerie O.A.S. Cette procédure sauva des milliers de vies humaines.

J'aime les situations nettes et claires. C'est pourquoi la proposition rapportée par Reda à Mohamed Lebjaoui ne peut être qu'une narration déformée par Reda, qui a omis d'ajouter que c'était pour pouvoir discuter et négocier.

2. Affaire des fausses cartes d'identité. La narration qui en est faite, quant à la façon dont elles ont été établies, est inexacte, pour la raison fort simple que les mairies ne délivraient plus, depuis les « événements », de cartes d'identité. Sinon, il n'y eût eu que de fausses cartes en circulation. Dans les services municipaux comme ceux d'Alger, groupant quatre mille agents, il y avait deux mille musulmans, qui n'eussent point refusé d'en établir.

Certes, des cachets municipaux que chacun pouvait fabriquer à sa guise pouvaient être imprimés sur des cartes d'identité. Mohamed Lebjaoui le reconnaît lui-même. Je l'ai rappelé en d'autres temps (octobre 1958) dans un petit ouvrage, *Nous Algériens*, page 148, que j'ai publié après mon éviction de la mairie.

Mais, en réalité, c'était les services de sécurité des préfectures qui avaient à cette époque le monopole de l'établissement des pièces d'identité.

Dans le cas qu'évoque M. Lebjaoui ce furent de hauts fonctionnaires amis du Gouvernement général de l'Algérie dont je tairai les noms qui établirent, à ma demande, deux cartes d'identité en blanc, sans que je leur dévoile les noms de ceux auxquels elles étaient destinées, ce qui dans tous les cas m'eût été difficile puisque je les ignorais moi-même. Tout ce que je savais, et c'était notre contrat avec M. Lebjaoui, c'est que c'étaient des négociateurs qui iraient chez Guy Mollet.

Un épisode du récit est à supprimer, car le petit scénario du maire allant de nuit établir de fausses cartes est une pure invention. Je n'ai jamais fait une telle relation à Mohamed Lebjaoui. Je reconnais une nouvelle fois la touche romanesque de mon pauvre ami Reda, qui, en cette occasion, a voulu se donner de l'importance en jouant les « carbonari ». Le problème n'était pas là.

Le problème était de faire passer sans histoire en France des personnalités importantes qui allaient pour négocier, c'est-à-dire qui allaient tenter d'empêcher l'irréparable boucherie et l'exode probable.

3. M. Lebjaoui termine en disant que « sans que le maire d'Alger s'en doute, la Fédération de France du F.L.N. vient de recevoir un nouveau chef ».

Que le résultat ait été celui-là, c'est certain. Je veux bien jouer les « cocus » en l'occurrence. Mais, au départ, le contrat était différent.

J'ai eu la fâcheuse déformation, durant vingt ans de vie publique agitée, de conserver quelques notes et de consigner chaque jour après quelque événement important ce qui me paraissait remarquable.

Je lis donc que le 27 décembre 1956, M. Aichoun, de l'U.G.C.A., m'a demandé le contact pour une personnalité de premier plan de la rébellion.

Le 30 décembre 1956, à 11 heures, M. Aichoun vient me chercher pour m'amener chez ce personnage inconnu. Depuis lors j'ai appris que c'était Lebjaoui. Tout ce que ce dernier conte de l'approche est exact, à ce détail près que la première pièce où je fus introduit avait sa cheminée ornée d'une

excellente photographie barrée de tricolore du général de Gaulle. Peut-être s'en souviendra-t-il?

Mais ce que j'aimerais qu'il rappelle, c'est que la raison « officielle » de son départ en France était de prendre contact avec M. Guy Mollet. Lacoste avait, en effet, à son cabinet un certain Brutelle qui, à l'époque, était déguisé en capitaine. (Je crois que, depuis lors, il a occupé quelque emploi important au parti socialiste.)

M. Brutelle et son épouse auraient été à l'époque amis d'Aichoun. Cela étant, il s'agissait bien de rencontrer Mollet pour négocier. C'est la raison pour laquelle j'ai trouvé auprès de l'entourage de Lacoste les appuis qui ont permis à M. Lebjaoui de se rendre à Paris. Car autour de Robert Lacoste, et malgré lui, un certain climat était à la négociation.

Conclusion.

Voilà donc les faits tels qu'ils furent.

Si M. Lebjaoui, dont je ne saurais mettre en doute la bonne foi, veut tenir compte de ces déclarations d'un témoin, tant mieux, la vérité historique n'en sera que meilleure.

S'il n'y tient pas, je ne vois, pour ma part, nul inconvénient à ce que vous acceptiez son texte avec ses erreurs et à ce que vous le publiiez ainsi.

Comme l'affaire d'Algérie m'a procuré suffisamment d'occasions d'être vilipendé, alors que je cherchais à éviter l'irréparable, ce sera pour moi une occasion de plus, en recevant leur prose, de me rappeler le temps où mes malheureux concitoyens disaient en lisant Alain de Serigny : « Ce traître de Chevallier veut nous livrer... » (comme s'il eût été tout-puissant), alors qu'il ne pensait qu'à les sauver.

Tout cela n'a plus guère d'importance, aujourd'hui. L'Algérie vit et devient un grand pays. Qu'elle ait dominé ses misères, que la France n'en ressente point l'abandon, c'est cela l'essentiel. Le reste est subordonné.

Faites donc comme vous l'entendrez. Je vous donne bien volontiers mon accord sur ce que vous ferez.

JACQUES CHEVALLIER

Ne souhaitant pas paraître ouvrir une polémique, je me suis, à l'époque, abstenu de répondre à mon tour. Ici néanmoins, et pour l'histoire, je tiens à préciser les points suivants :

1. En ce qui concerne l'offre de refuge dans sa villa, j'ai dit qu'elle nous avait été transmise par Reda. Il est donc tout à fait possible que celui-ci ait quelque peu déformé le message, comme le pense Jacques Chevallier, qui déclare n'avoir proposé sa demeure que pour des contacts éventuels entre représentants français et algériens.

2. Pour les fausses cartes d'identité, en revanche, le récit m'a été fait par Jacques Chevallier lui-même. Mais je précise que je n'ai inclus cet épisode dans mon livre que parce que j'ai appris qu'il ne voyait pas d'inconvénient, aujourd'hui, à ce que j'y fasse moi-même allusion.

A un journaliste français, auteur de deux livres récents sur la guerre d'Algérie, il a en effet confirmé l'affaire des fausses cartes en ajoutant avec un sourire « J'ai cambriolé ma propre mairie ». Et certes, il est exact que les services municipaux ne délivraient plus, à cette époque, de nouvelles cartes d'identité. Mais les anciennes étant toujours en service, il suffisait, pour authentifier les fausses, de les antidater et de les froisser un peu... L'une de ces cartes, d'ailleurs, existe toujours, avec les cachets de la mairie d'Alger.

3. Un détail, en passant, pour la petite histoire. La photo remarquée par Jacques Chevallier n'était pas celle du général de Gaulle, mais le portrait dédicacé d'un vieil ami de la famille Kalafat (qui habitait la maison) : le général Delmas, originaire de Bordeaux, marié depuis longtemps à une Algérienne de confession musulmane et dont j'ignore s'il a quelque lien de parenté avec l'actuel Premier ministre. J'avais conseillé moi-même de le laisser en place, car il pouvait faire bon effet en cas de perquisition.

4. Enfin et surtout, je ne voudrais pas que Jacques Chevallier eût, même rétrospectivement, le sentiment d'avoir été dupé. J'allais à Paris, certes, prendre la tête de la Fédération de France du F.L.N., mais je n'étais pas moins résolu, comme je l'ai dit, à saisir toutes les occasions possibles de négocier. Tout comme, à Alger déjà, je n'eusse pas hésité — en conformité avec la politique du F.L.N. — à rencontrer même Lacoste si cela eût présenté la moindre utilité. Dès mon arrivée à Paris, je pris une série de décisions encourageant les contacts dans ce sens, notamment par l'intermédiaire du regretté Jean Amrouche.

Celui-ci, avec d'autres, devait faire ressortir que le F.L.N. était le représentant authentique et exclusif du peuple algérien et qu'il était prêt à négocier immédiatement sur la base de l'indépendance nationale.

Malheureusement — et contrairement à ce qu'il laissait dire en privé — une déclaration de Guy Mollet reprenant son trop fameux triptyque : « Cessez-le-feu, élections, négociations », à laquelle je répondis aussitôt par un communiqué public, rendirent vain cet espoir.

Jacques Chevallier — faut-il le dire? — n'a jamais fait partie d'un réseau de soutien au F.L.N.

S'il m'a aidé à gagner la France, ce n'est pas pour soutenir le Front, mais uniquement pour essayer de frayer la voie à une éventuelle négociation entre le F.L.N. et le gouvernement français, qu'il désirait profondément.

Pour lui, j'en porte témoignage, seule cette politique de négociation pouvait garantir les intérêts bien compris de la communauté européenne et la nécessaire amitié entre une Algérie indépendante et la France.

V

La guerre en France?

Quand j'arrivai en France en janvier 1957, la situation était relativement simple. Une organisation F.L.N. embryonnaire essayait à la fois de faire reconnaître son autorité par l'émigration algérienne, d'informer l'opinion française et de déjouer, bien entendu, l'action de la police.

Le problème le plus urgent était évidemment le premier. Pour des raisons faciles à comprendre, la majorité des travailleurs algériens en France étaient, depuis longtemps, messalistes. L'évolution politique qui, à l'intérieur du mouvement, avait conduit à écarter le vieux leader et s'était traduite, à l'extérieur, par le déclenchement de la révolution, échappait à beaucoup d'entre eux. Attachés sentimentalement à Messali Hadj, ils voyaient dans cette révolution l'aboutissement normal de son combat pour une Algérie libre et n'imaginaient pas qu'il pût lui rester étranger. Il n'était pas question de le leur reprocher, mais de leur faire comprendre, politiquement, la situation nouvelle.

Une première tentative en ce sens avait été faite, avant même le 1er Novembre, pour clarifier la situation, mais elle n'avait abouti qu'à la compliquer. Les « centralistes », en effet, avaient essayé de s'organiser, mais le byzantinisme du conflit qui les opposait aux « messalistes » ne leur avait pas permis de réussir : leur influence était restée insignifiante.

Après l'insurrection, déclenchée précisément pour mettre fin, par l'action, à ce genre de controverses, les perspectives

étaient différentes. Un ancien militant du M.T.L.D., Mourad Tarbouche, contacté par Boudiaf, fut donc chargé de constituer des cellules du F.L.N. au sein de l'émigration. Son travail fut intense mais bref, car il fut arrêté assez vite. Un Comité lui succéda, composé de Guerras Abderrhamane, Foudil Bensalem, Mechati Mohamed et Ahmed Doum. Installé au début de 1956, il eut la tâche difficile de jeter les premières bases de l'organisation du Front.

Ainsi le territoire français fut-il divisé, en un premier temps, en quatre zones : la wilaya du Nord, la wilaya 1 de Paris (rive gauche), la wilaya 2 de Paris (rive droite), la wilaya de l'Est, basée à Nancy, la wilaya du Sud, avec Marseille et Lyon. Il s'y ajoutait la région de Bordeaux, provisoirement rattachée à Marseille. Dans le cadre de cette structure d'ensemble, le Comité commença de créer un peu partout des cellules du F.L.N. Mais les difficultés étaient énormes, le M.N.A. continuant à exercer son autorité sur la plus grande partie des travailleurs et la confusion régnant dans les esprits quant au rôle exact du Front dans la conduite de la Révolution.

L'organisation restant très faible, Salah Louanchi, à quelque temps de là, fut envoyé d'Alger pour se mettre à la disposition du Comité Fédéral afin de l'aider, essentiellement, sur le plan de l'information et de la propagande. Il apparaissait en effet que sans une telle information, intelligemment conduite tant dans les milieux algériens que dans l'opinion française, aucune action politique efficace ne pourrait être menée.

Sur ces entrefaites, l'ensemble du Comité fédéral fut arrêté, sauf Salah Louanchi qui, resté seul, ne put assurer qu'une sorte d'intérim, en attendant que la nouvelle direction du F.L.N. mise en place par le Congrès de la Soummam prît les décisions qui s'imposaient.

C'est ainsi qu'en novembre 1956, étant donné l'importance de l'émigration algérienne en France dans la stratégie globale de la Révolution, le C.C.E. décida de désigner un membre du C.N.R.A. pour prendre la tête de la Fédération de France. Je fus choisi. Et j'arrivai pour prendre mon poste, dans les conditions que j'ai dites, à un moment où, sur tous les

plans, la conduite de la Révolution prenait un tournant décisif.

Mon premier souci, évidemment, fut de m'informer moi-même. Il m'apparut aussitôt que la situation n'était pas seulement floue, mais dangereuse. La force du M.N.A., malgré les efforts entrepris, restait considérable. Dans certaines régions, notamment dans le Nord, sa prééminence était nette; et ses groupes de choc, armés, nombreux, déterminés, liquidaient systématiquement les militants qui tentaient d'implanter le F.L.N. Les nôtres ripostant par les mêmes moyens, un détestable enchaînement de meurtres et de représailles tendait à s'installer. Ma première résolution fut, dès que possible, d'arrêter ces tueries. Le M.N.A., j'en étais persuadé, ne pouvait être vaincu que politiquement, non par une violence fratricide qui décimerait les meilleurs militants, à la plus grande joie des forces de répression. C'est le F.L.N., non le M.N.A., qui avait déclenché l'insurrection du 1er Novembre. C'est le F.L.N., non le M.N.A. qui dirigeait la Révolution, qui menait la lutte sur le territoire national et traduisait désormais les aspirations de l'immense majorité du peuple. C'est donc lui qui devait organiser, pour le même combat, les travailleurs algériens en France. Il suffisait de les en convaincre : leur attitude, alors, ne ferait pas de doute.

Mais il fallait, pour cela, qu'existe une organisation capable de mener ce combat politique. Je réunis donc, peu après mon arrivée, les chefs de wilaya pour voir où en était l'implantation du mouvement, et installer le nouveau Comité fédéral.

Avant mon départ, le C.C.E. avait décidé, en principe, qu'Ahmed Boumendjel ferait partie de ce comité, ainsi qu'un certain responsable de wilaya française, déjà en fonction. Mais, en tant que membre du C.N.R.A., il m'avait reconnu, en même temps, toute latitude de prendre, sur place, les décisions que je jugerais opportunes. Ce qui me permit, assez vite, de m'écarter sur divers points importants, au vu de la situation en France, des recommandations générales que j'avais reçues.

Pour commencer par l'organisation, je constatai aussitôt que le chef de wilaya prévu n'avait aucune des qualités nécessaires à un responsable fédéral. Je décidai de l'écarter et de le remplacer par Adnani, dit Pedro, alors responsable régional à

Lyon, dont le travail du moment se révélait excellent et qui devait rester membre du Comité fédéral jusqu'à l'indépendance. Ahmed Boumendjel, bien entendu, était parfaitement qualifié. Je constituai donc ainsi le Comité Fédéral : *Chef* : Mohamed Lebjaoui. *Membres* : Salah Louanchi, Ahmed Boumendjel, Adnani et Ahmed Taleb. Ce dernier avait été responsable de l'organisation des étudiants, dont je reparlerai dans un instant.

Deux autres militants, dont Tayeb Boulharouf travaillaient jusqu'alors en liaison avec le Comité fédéral, et le C.C.E., après mon arrivée à Paris, m'avait écrit pour me demander de leur ôter toute responsabilité. Je ne les connaissais ni l'un ni l'autre; mais, après les avoir rencontrés et suivi leur travail, j'estimai qu'une telle mesure — dont j'ignorais totalement sur quels « rapports » elle était fondée — serait une injustice. Je les maintins donc en fonction, les appelant même, parfois, à participer à des réunions du Comité fédéral.

Cela fait, une autre question se posa, touchant l'orientation à donner à notre action. A mon départ d'Alger, les recommandations adoptées par le C.C.E. quant à ma mission étaient relativement nettes. J'étais chargé de « porter la guerre en France » : c'est-à-dire de monter des opérations de représailles dans les villes et les campagnes françaises chaque fois qu'une exaction colonialiste d'envergure serait commise en Algérie. Pour tout Algérien abattu, un civil français devait l'être. L'idée était simple et évidemment significative d'un certain état d'esprit. Il s'agissait de sensibiliser l'opinion française à la réalité de la guerre, de lui faire comprendre qu'elle était responsable de ce qui se faisait en son nom en Algérie et qu'en continuant de fermer les yeux, elle finirait par en subir les conséquences.

« Il faut du sang à la une dans tous les journaux », m'avait dit Abane en guise d'au revoir.

Mission accessoire, qu'il m'avait confiée en même temps : assurer le plus rapidement possible la liquidation physique de Messali Hadj.

Mais ces « recommandations » étaient faites au nom du C.C.E., dont j'étais devenu membre de fait. Je ne m'estimais

donc lié par elles que dans la mesure où l'analyse sur laquelle elles reposaient se révélerait juste.

Or, après examen de la situation en France, des moyens de l'organisation et des possibilités, tant matérielles que politiques, dont nous disposions, il m'apparut qu'il n'en était rien En ce qui concerne Messali, d'ailleurs, j'étais hostile, par principe, à sa liquidation. Quels que fussent ses torts, j'estimais que l'assassiner serait un crime qui ne pouvait que nuire à la cause algérienne.

J'ajournai donc toute action qui risquerait de prendre un caractère aventuriste et me fixai, dans l'immédiat, des objectifs précis : implanter l'organisation du F.L.N. dans toutes les régions de France, installer des structures solides, détecter des cadres valables, constituer des groupes de choc capables de remplir intelligemment leur mission; créer en même temps des organisations parallèles permettant d'encadrer l'ensemble de la population algérienne en France; établir enfin des rapports solides avec les milieux français les plus divers afin de les éclairer en permanence sur le sens de notre action.

Sur le premier point, une structure fut adoptée qui, assurant un contrôle étroit de l'émigration, permit à la fois de mener une action efficace dans les conditions de la clandestinité, et de déjouer les infiltrations d'éléments étrangers. Cette structure fut très efficace. Au moment où, beaucoup plus tard le F.L.N. atteindra sa puissance maximum, la situation se présentera ainsi! A la base, la cellule groupait 6 ou 7 militants. On trouvait ensuite : le groupe (15 à 20), la section (60 à 100), la kasma (150 à 300), le secteur (600 à 900), la région (1 800 à 2 700), la zone (5 200 à 8 000), l'amala (11 000 à 15 000), la wilaya (25 000 à 30 000). Le comité fédéral donne ses directives aux chefs de wilaya qui les répercutent dans toute l'organisation. Les décisions sont appliquées immédiatement et sans discussion. A partir de la région, tous les échelons étaient contrôlés par un comité responsable de trois membres : un chef et deux adjoints. Pour le Comité Fédéral lui-même, ce principe fut adopté et la direction assumée par moi-même, assisté de Salah Louanchi et Ahmed Taled, ce dernier remplissant notamment les

fonctions de trésorier, — tâche dont il s'acquitta avec une intégrité reconnue par tous.

Une autre décision capitale fut celle de généraliser le système des cotisations. Outre qu'elle assurait à l'organisation, sans intermédiaire, les fonds indispensables, elle concrétisait le lien qui devait lui attacher les travailleurs algériens. Un certain désordre existait, à l'époque, dans ce domaine. Du fait de l'organisation insuffisante du F.L.N., la plupart des Algériens de France qui voulaient aider la Révolution cotisaient directement dans leurs villages respectifs. Les Kabyles envoyaient de l'argent en Kabylie, les Oranais dans les douars d'Oranie, etc. Pour clarifier la situation, j'adressai un message à Abane ainsi qu'aux responsables des wilaya, pour obtenir que les chefs de maquis écrivent eux-mêmes en France, en demandant de ne plus cotiser au hasard dans les villages : tous les Algériens de France devaient, désormais, s'en tenir à l'autorité de leur Fédération. La seconde étape fut la création des organisations parallèles : A.G.T.A. (Amicale Générale des Travailleurs Algériens) destinée à regrouper les travailleurs selon une formule syndicale, et l'A.G.C.A. (Amicale Générale des Commerçants Algériens), qui devait remplir le même rôle à l'égard des commerçants.

Tout comme en Algérie, mon souci était de conjuguer les possibilités d'action légale et illégale en utilisant l'arsenal juridique français lui-même. Ce qui explique le nom choisi. Certains frères auraient préféré créer tout simplement une fédération française de notre U.G.T.A. algérienne; mais cela signifiait une dissolution automatique en cas de dissolution de la centrale algérienne : donc une clandestinité qui ne m'apparaissait pas nécessaire dans la mesure où elle était évitable et où l'organisation clandestine du F.L.N. existait de toute façon.

En adoptant le système de l'Amicale, au contraire, nous tournions en notre faveur la propre légalité du colonialisme. Nous impliquions en outre que nous tenions la France pour un pays étranger dans lequel nous pouvions créer des Amicales, au même titre que n'importe quelle autre communauté étrangère.

Je rédigeai moi-même le tract annonçant la naissance de

ces deux organisations, tout en recommandant à tous les travailleurs algériens en France de continuer à militer dans leurs syndicats respectifs et de manifester à l'égard de leurs camarades ouvriers français une entière solidarité dans les luttes revendicatives. Restaient les étudiants, groupés déjà en association (U.G.E.M.A.), mais où beaucoup d'éléments ne paraissaient pas avoir pleinement assimilé les principes de notre politique. Accompagné de Boulharouf, je réunis donc les responsables dans une chambre de la Cité Universitaire. Il y avait là Balaouane (futur ministre de l'Information), Mohamed Khemisti (premier ministre des Affaires étrangères de l'Algérie indépendante), Redha Malek (qui deviendrait directeur du *Moudjahid* à Tunis, puis ambassadeur à Paris), Benhabylès et Lakhdari.

Mon but était, d'une part d'expliquer nettement la politique du F.L.N. sur la base des décisions politico-militaires du Congrès de la Soummam; d'autre part d'essayer de détecter quelques cadres susceptibles de renforcer l'organisation qui, sur ce plan, était très insuffisamment pourvue. Ainsi désigné-je trois militants pour constituer, sous ma direction, une sorte de secrétariat permanent du Comité Fédéral : Mohamed Harbi, Mohamed Chérif Sahli et Redha Malek qui venait de l'U.G.E.M.A.

L'appareil du Front ainsi structuré, je pus passer rapidement à l'étape suivante, plus proprement politique, de mon travail : la préparation de la « grève de huit jours », synchronisée avec celle d'Algérie, qui devait manifester avec éclat la « représentativité » et la puissance du F.L.N.

Dès mon arrivée d'ailleurs, j'avais lancé une campagne de recrutement accéléré, appuyée par la publication de tracts qui sortaient à raison d'un tous les trois ou quatre jours. L'enjeu était important car la presse et les observateurs français, même les plus informés, se demandaient encore à ce moment qui, du F.L.N. et du M.N.A., représentait réellement la révolution algérienne.

Or, si je voulais arrêter des tueries fratricides, je n'en étais que plus décidé à liquider politiquement le M.N.A.

La grève nous en fournit l'occasion. Lorsqu'elle fut décidée, en effet, dans la foulée des grands mouvements qui secouaient en même temps l'Algérie, le M.N.A. sentit le danger. Il prit conscience du déferlement de la puissance F.L.N. en France et, voulant perpétuer la confusion, il décréta lui-même la grève afin de pouvoir la reprendre à son compte.

Mais il commit une erreur tactique. Croyant peu en l'efficacité de notre travail politique en profondeur, doutant de la réussite du mouvement, pensant peut-être aussi que la police réussirait à le briser rapidement, il n'ordonna qu'une grève de trois jours.

Je compris aussitôt que c'était l'occasion de démontrer concrètement notre représentativité et la faillite du M.N.A. Toute l'organisation fut mobilisée et le but fut atteint au-delà de tout espoir. Au bout des trois premiers jours, non seulement la grève ne s'arrêta pas, mais elle se développa et s'amplifia jusqu'au huitième jour. Ce succès total, marquant le triomphe du F.L.N., impressionna profondément les milieux politiques et l'opinion française. On peut dire qu'à partir de ce moment l'autorité dirigeante du F.L.N. ne fut plus contestée. Le M.N.A. pouvait encore nuire, aux prix d'actions criminelles qui, d'ailleurs, se firent de plus en plus rares : il ne représentait plus une force politique.

Pour exploiter cette victoire, je créai un comité chargé des contacts avec les libéraux français. A la différence, en effet, de certains dirigeants du F.L.N. qui ne voulaient tenir aucun compte de l'opinion française, je pensais que certains appuis pouvaient être précieux pour faire éclater les contradictions de la guerre et faire pression sur le gouvernement. Un des meilleurs éléments que j'avais choisis pour cette tâche devait être Jean Amrouche. Un autre, qui avait déjà mis à notre disposition son domicile algérois, devait nous apporter une aide efficace : Abderrhamane Farès, futur président de l'Exécutif Provisoire créé par les accords d'Evian. Des militants furent chargés des contacts avec la gauche.

Un autre fruit du renforcement politique du F.L.N. fut l'affaire des officiers algériens. Ayant pris contact avec certains de ces officiers incorporés dans l'armée française, notamment le

lieutenant Rahmani et le capitaine Zerguini, nous mîmes ensemble sur pied un projet destiné à manifester spectaculairement leur ralliement au Front : ils devaient déserter l'armée française et entrer dans l'A.L.N. en se mettant aux ordres des chefs maquisards; ils devaient agir en même temps auprès des officiers et soldats algériens cantonnés en Allemagne, pour les entraîner dans le mouvement et organiser leur désertion avec armes et bagages. Au jour J, prenant courageusement leurs risques, beaucoup d'officiers algériens passent la frontière française. Quelques-uns sont arrêtés. Le choc psychologique est énorme. La seconde partie du plan, en revanche, du fait d'une indiscrétion commise par un officier, ne put être menée à son terme.

Il me fallait enfin appliquer la décision de principe prise, avant mon départ, par le C.C.E. : faire sentir à l'opinion française qu'elle était « concernée » par les crimes commis en son nom sur le sol algérien.

Je l'ai dit : partisan de la violence révolutionnaire, j'étais néanmoins, humainement aussi bien que politiquement, hostile à des attentats aveugles. Les seules personnes que je me proposais de viser étaient quelques traîtres et les tortionnaires qui, après leurs méfaits en Algérie, venaient exercer leurs talents ici. Je n'en estimais pas moins nécessaire de « porter la guerre en France », mais sous une forme plus souple et si possible témoignant de plus d'imagination. Pour commencer, je réorganisai l'O.S. (Organisation Spéciale), c'est-à-dire les groupes de « choc », en les plaçant directement sous mon autorité, pour éviter tout bavure.

Puis j'étudiai, avec les autres responsables, plusieurs actions spectaculaires destinées à donner aux Français un aperçu relativement peu grave, mais très pénible, de ce que pouvait être la guerre.

La première visait à rendre le métro totalement inutilisable pour un temps indéterminé. Une nuit, nos commandos auraient fait sauter tous les points névralgiques du réseau, ce qui était relativement facile, — en veillant, bien entendu, à ne pas faire de victimes. La même nuit, tous les dépôts d'autobus

devaient être incendiés. Ce qui eût évidemment, le lendemain, fait quelque impression sur la population parisienne.

Un autre projet tendait à organiser une émission pirate à la radio-TV et la mise au point avança assez vite.

Un autre encore prévoyait des opérations de commando dans deux grands journaux en vue de tirer des éditions pirates portant en première page, sous un titre en caractère d'affiche, un appel du F.L.N. au peuple français. Le drapeau algérien, la même nuit, eût été hissé sur la Tour Eiffel. Un frère de l'O.S., séduit par le caractère sensationnel du projet, proposa même. pour faire plus de bruit, de faire sauter simplement la Tour elle-même. Mais outre que cela eût été, techniquement, plus difficile, j'étais trop attaché à ce symbole de Paris pour l'envisager sérieusement.

Je n'eus pas le temps de passer aux actes. Le 26 février 1957, une réunion était prévue, à laquelle je devais participer avec Ahmed Taleb, Salah Louanchi, Tayeb Boulharouf. Le lieu de rendez-vous était un appartement proche de l'Etoile. Un frère m'y accompagna qui, devant ignorer l'endroit, me quitta peu avant. En le laissant, je lui remis l'arme que je portais et je montai seul, au deuxième étage.

Sitôt la porte ouverte, sept ou huit policiers se jetèrent sur moi, me ceinturèrent et me poussèrent dans le salon où je reconnus Ahmed Taleb, arrêté quelques minutes avant. Consterné, je pensai que Salah Louanchi et Boulharouf n'allaient pas tarder à arriver à leur tour. Par chance, ils ne vinrent pas : et c'est avec un soulagement relatif que nous fûmes, Taleb et moi, emmené à la D.S.T. Pendant ce temps, comme je devais l'apprendre par la suite, de nombreuses perquisitions se déroulaient dans toute une série de locaux. Louanchi, malheureusement, s'y ferait prendre, Boulharouf, Boumendjel et Adnani en revanche parvenant à échapper aux recherches. Une fois de plus, la Fédération de France était décapitée. Mais rien, désormais, ne pouvait arrêter sa progression.

VI

Mutinerie à Fresnes

Je n'étais pas dégagé de l'atmosphère d'Alger. Tombé entre les mains de la police, je crus ma dernière heure arrivée. J'avais à cela quelque excuse. A ce moment même, la répression brutale déclenchée par les parachutistes commençait à s'abattre indistinctement sur les nôtres. Les ratissages, les arrestations massives, les tortures, les disparitions devenaient monnaie courante et allaient décimer toutes les familles musulmanes. Quelques-uns de nos éléments, par ailleurs, avaient réussi à recruter des membres de la police et nous connaissions les consignes données aux paras. Pour les responsables F.L.N. de premier rang, c'était, de toute façon, la mort, après les tortures destinées à les faire parler. Il n'était pas question de les livrer à la justice. Et l'on m'avait communiqué une liste des « chefs visés » : Krim, Abane, Ben M'hidi, Ben Khedda, H'didouche, moi-même.

Je m'attendais donc, soit à être torturé à Paris même, soit à être expédié à Alger sur demande des services de Massu. Car, dès mon second interrogatoire, je m'aperçus, non sans angoisse, que mon identité réelle et mes fonctions venaient d'être découvertes par la police. Or j'avais quitté Alger depuis peu et je ne connaissais pas seulement tout le fonctionnement de la Fédération de France, mais l'essentiel des secrets du Front en Algérie même.

Aussi une seule pensée m'obsédait : « Tiendrai-je le coup? » J'y avais souvent pensé, évidemment, comme tous ceux qui ont participé à une action clandestine. Et il est banal de dire

que nul ne peut répondre, d'avance, à ce genre de question. Je n'avais jamais été torturé. J'avais simplement subi, à dix-huit ans, un très violent passage à tabac dans un commissariat de police d'Alger. J'avais réussi à me taire et je me rappelais ce précédent pour m'encourager, — tout en sachant parfaitement qu'il y a loin de ce genre de matraquage brutal, mais sommaire, à un supplice méthodiquement conduit pour faire parler quelqu'un *dont on sait qu'il sait...*

C'est pourquoi, pensant, un peu naïvement, brusquer les choses et hâter une fin que je croyais proche, je fis aussitôt de violentes déclarations, justifiant toutes les positions et tous les actes du F.L.N., revendiquant ma part de responsabilité dans tous les aspects de la Révolution algérienne. Je voulais au moins partir en beauté...

Mais je ne partis pas. Après quelques heures d'interrogatoire, on m'enferma dans une pièce des locaux de la D.S.T. Et là, au bout d'une heure environ, j'entendis un bruit de clé dans la serrure. Un des commissaires qui avaient assisté à la séance entra, me remit cinq paquets de cigarettes et me serra très vite la main en me disant : « Bravo, vous êtes un homme », — puis repartit avant que, dans ma surprise, j'aie eu le temps de répondre un seul mot

Il y avait dans ce geste à la fois tant de sincérité et tant de vraie discrétion que j'ai pensé que cet homme, résistant, avait dû connaître la prison sous l'occupation nazie. Je ne l'ai jamais revu depuis mais, s'il lit par hasard ces lignes, qu'il sache que sa visite fut pour moi, dans les ténèbres et l'angoisse de ce premier jour, un véritable rayon de lumière.

Lorsque l'interrogatoire reprit, je remarquai la présence d'un nouvel assistant, muet, aux allures de haut fonctionnaire, que les policiers saluaient avec déférence. Je sus, beaucoup plus tard, qu'il avait été envoyé par le ministère de l'Intérieur afin de veiller à la « correction » des séances. La presse, en effet, s'était déjà emparée de l'affaire. Nos arrestations faisaient quelque bruit et le gouvernement ne tenait pas à avoir un scandale de tortures en plein Paris.

Au fur et à mesure que les heures passaient, d'ailleurs, je

reprenais confiance. Les interrogatoires se déroulaient sans que je fusse torturé le moins du monde, ni même bousculé une seule fois. Quand, finalement, on me conduisit chez le juge pour me signifier mon inculpation, je commençai à me dire que la fin n'était peut-être pas si proche. La logique du colonialisme, évidemment, eût dû le conduire à me torturer car ce que je savais était d'un prix inestimable. Mais le colonialisme a aussi ses contradictions que l'on peut exploiter. C'est à quoi je songeais tandis que le fourgon cellulaire, précédé de motards et suivi d'une voiture noire, m'emmenait à Fresnes où j'allais retrouver mes compagnons : Taleb, Louanchi, Hocine El Medhaoui, Ben Youcef Ben Siam, Yaker Layachi, Mohamed Essaghir, Hadj Hamou, Brahim M'barek, Harizi...

J'eus par la suite l'honneur d'inaugurer devant le juge d'instruction un nouveau système de défense qui, très vite généralisé, allait bouleverser les traditions judiciaires françaises.

« Je refuse de répondre à vos questions, quelles qu'elles soient. En ma qualité de combattant algérien, je considère comme un devoir sacré la lutte pour l'indépendance nationale. La justice française étant juge et partie, je ne lui reconnais, à aucun titre, le droit de me juger. »

Stupéfait, le juge leva la tête, croyant sans doute que je plaisantais et pensant que ce n'était pas le lieu. Mais tranquillement, je répétai mon discours, développant ce que je voulais dire. L'étonnement de mon interlocuteur n'était pas feint. C'est la première fois qu'il entendait une telle argumentation et elle le prenait au dépourvu. La légitimité de la justice française lui semblait si évidente qu'il n'avait jamais pensé qu'on pût remettre en question son principe même. Découragé, il referma son dossier...

Auparavant, les militants arrêtés avaient tendu, tout naturellement, à minimiser leur rôle, à nier parfois leur appartenance au F.L.N., ou au moins à justifier leur comportement par des motifs psychologiques, économiques ou sociaux. Ils acceptaient de s'expliquer, ils admettaient, si faux qu'il pût être, le dialogue, dans l'espoir, bien souvent vain, d'être libérés plus vite pour reprendre la lutte.

Par la suite, on le sait, le développement de notre lutte conduisit à généraliser ce nouveau « système de défense ». Les uns après les autres, on vit les détenus algériens se lever à leur banc, dans les prétoires, acclamant le F.L.N., chantant l'hymne national ou déployant le drapeau algérien pendant que le porte-parole du groupe déclarait aux juges militaires, scandalisés :

« Condamnez-nous si vous le voulez puisque vous avez la force. Mais vous ne pouvez pas nous juger. Nous ne répondrons à aucune de vos questions car nous sommes des combattants algériens et nous ne reconnaissons pas la justice française. »

Ainsi, peu à peu, se grippa la machine judiciaire, prise à son propre piège. Bientôt, les militants arrêtés ne furent même plus, dans bien des cas, renvoyés devant un tribunal. Pour notre part, nous ne fûmes jamais « jugés ». Comme le juge, un jour, me le déclara sans ambages :

« Nous ne sommes tout de même pas assez naïfs, monsieur Lebjaoui, pour vous offrir, à vous et à vos compagnons, une tribune à Paris pour ameuter l'opinion... »

Il restait pourtant un terrain où la lutte politique pouvait et devait se poursuivre : la prison elle-même.

Lorsque j'arrivai à Fresnes, en mars 1957, je fus d'abord mis au secret, en haute surveillance. Au bout de quelques jours, j'entendis à ma porte un bruit inhabituel, une sorte de grattement dans la serrure. Un déclic. Lentement, le lourd panneau tourna sur ses gonds.

Ce n'était pas l'un des gardiens, mais un détenu européen qui, avec une clé de sa fabrication, — un gros clou tordu — était parvenu à ouvrir ma porte. Sitôt entré, un doigt sur la bouche, il me tendit ce qu'il m'avait apporté : une serviette éponge, un gilet de corps et un pull de laine, car il faisait froid à l'époque et les cellules étaient très mal chauffées. Puis il se mit, à voix basse, à me donner quelques indications sur la vie intérieure de la prison, me situant notamment les différents gardiens, dont il parlait avec mépris.

Ma première réaction fut de penser qu'il s'agissait d'un

« mouton » chargé par l'administration pénitentiaire de capter ma confiance. Pour éviter toute équivoque, je lui répondis assez brutalement :

« Je ne vous connais pas, je ne vous ai jamais vu. Pourquoi vous intéressez-vous à moi? »

Sans se formaliser, il m'expliqua que, sans m'avoir vu, il me connaissait bien, plusieurs détenus de ses amis, « auxiliaires », lui ayant parlé de moi. L'administration, me dit-il, m'avait classé comme le détenu le plus dangereux de la prison, à surveiller tout particulièrement. Un de ces « auxiliaires » avait même subtilisé au réfectoire des gardiens, dans une poche de veste, un journal qui annonçait mon arrestation en publiant ma photo. Et, le sortant de son pantalon, il me tendit *France-Soir*.

Coupé de toute lecture comme je l'étais, ce journal était pour moi un événement dont je ne lui suis pas moins reconnaissant que du reste. Malgré son évidente sincérité, je restai néanmoins sur mes gardes jusqu'au moment, dix jours plus tard, où le secret fut enfin levé. J'appris alors que mon visiteur, nommé Eddy Dirand, était tenu pour le grand « caïd » de Fresnes. En prison depuis dix ans pour avoir commis avec sa bande, dite des « masques rouges », quelques hold-up sensationnels, il jouissait d'une autorité incontestée parmi les détenus de droit commun et ne pouvait être soupçonné de la moindre collusion avec l'administration.

Mais je constatai en même temps que le régime qui nous était appliqué, à nous militants du F.L.N., était celui du droit commun. Presque automatiquement, la justice française inculpait les combattants algériens pour des délits de droit commun, les mêlant ainsi à des gens avec qui ils n'avaient rien à voir. Comportement facilité à l'époque, il faut le dire, par le fait que nos militants détenus n'étaient pas très nombreux; et qu'il y avait, par ailleurs, un certain nombre de détenus M.N.A.

J'entrepris donc de prendre contact avec les nôtres, d'abord pour tenter d'organiser les éléments du F.L.N., puis pour entraîner dans l'action les Algériens détenus, même pour de vrais motifs de droit commun, enfin pour rallier autour de nous tous ceux qui avaient des revendications de simple dignité

humaine à faire valoir auprès de l'administration pénitentiaire.

Or, parmi les « droit commun » algériens, il y avait un véritable géant, doué d'une force herculéenne, qui disposait d'une grande influence sur tous les prisonniers, même européens. On le surnommait « l'Indien ». Conscient du rôle qu'il pouvait être amené à jouer, j'entrai en rapport avec lui et parvins à le convaincre de s'associer à l'action que nous pourrions décider. Je venais d'être désigné comme responsable du groupe par tous nos frères arrêtés. Et je demandai, à ce titre, à rencontrer le directeur de la prison.

Celui-ci, — cas rarissime — était un ex-gardien de prison, on l'appelait « le gros Bill ». Il me reçut sans chaleur excessive. Mais lorsque je lui expliquai que l'application du régime de droit commun aux militants du F.L.N. était une infamie et que nous réclamions le régime politique, sa froideur se mua en stupeur. Il parut tomber des nues, tant cette demande, à l'époque, semblait inimaginable.

Bien entendu, il refusa : le contraire m'eût surpris. Mais néanmoins, évidemment, il informa la direction de l'administration pénitentiaire, donc le gouvernement, ce qui était le premier but poursuivi.

Je ne doutais pas, quant à moi que, là comme ailleurs, — en prison comme en liberté — seule l'action permettrait d'obtenir la reconnaissance de notre statut. Je commençai donc sans délai à préparer une mutinerie accompagnée d'une grève de la faim.

Les militants, consultés, donnèrent aussitôt leur accord. J'en informai alors les meneurs, qui acceptèrent avec non moins d'enthousiasme. Les autres divisions furent informées. Une date fut arrêtée, un plan élaboré, dont le secret fut rigoureusement gardé jusqu'au moment choisi pour son application.

Ce matin-là, à 7 heures, lorsque les gardiens, comme à l'ordinaire, se présentèrent aux portes des cellules pour distribuer la boule de pain quotidienne, tous les détenus la refusèrent, disant : « Nous faisons grève. »

Quelques instants plus tard, je me mis à marteler ma porte de grands coups de poing. C'était le signal convenu. Immédiate-

ment, tous les prisonniers se ruèrent sur les portes de leurs cellules, réussissant, en quelques minutes, à les briser. Puis ils se répandirent, en hurlant, dans les couloirs, prenant littéralement possession de la prison, sous les yeux des gardiens débordés et terrorisés.

Même les détenus européens, entraînés par Eddy Dirand, avaient refusé leur boule de pain, et proclamé la grève de la faim, avant de briser leurs portes pour se joindre à la mutinerie.

Tout aussitôt, un immense manifestation se déroule dans la prison, avec un seul mot d'ordre : « Régime politique! » Parmi les détenus qui viennent de briser leur porte, à ma grande surprise, j'aperçois un homme arrêté peu avant : le lieutenant Rahmani, responsable des officiers algériens qui venaient de déserter l'armée française en proclamant leur volonté de rejoindre les rangs de l'A.L.N. Il se jette dans mes bras et se joint sans hésiter au cortège. Un peu plus tard, un gardien, effrayé, tombe à genoux en me suppliant : « J'ai une femme, des enfants, épargnez-moi. Ne me livrez surtout pas à l'Indien... »

Je le rassure : personne n'a rien à craindre. Notre seul but est d'obtenir le respect de notre dignité. Nous n'en avons pas à lui, ni à ses confrères, mais au système qui nous impose un régime inadmissible.

Les résultats, d'ailleurs, ne se font pas attendre. Quelques moments après, le directeur, le « gros Bill », demande à me parler. Je fais répondre à son émissaire que je n'ai pas le temps. Et je m'emploie à donner plus d'ampleur à la manifestation. Puis, bien entendu, je me rends à son invitation et je lui confirme les buts de notre action. Il essaie d'abord de discuter mais je le coupe :

— Vous n'avez rien d'autre à faire, lui dis-je, que de transmettre nos revendications au ministère. Après quoi, nous pourrons parler plus utilement.

Il réplique encore par des menaces : des gardes mobiles encerclent la prison et vont y entrer pour nous mater... De fait, des fenêtres, nous pouvons déjà apercevoir des C.R.S. en tenue de combat. Mais nous ne nous laissons pas intimider. L'action se poursuit et les C.R.S. n'entrent pas.

Quelques heures plus tard, le ministre de la Justice, alors François Mitterrand, informe le directeur de la prison que le régime politique nous est accordé.

Un quartier politique est immédiatement aménagé dans les locaux de l'infirmerie annexe de la prison de Fresnes. Nous y sommes conduits le jour même.

Quelques mois après notre détention à ce quartier politique de Fresnes et après des luttes incessantes pour l'amélioration continue de notre régime, la police arrête à Paris un militant F.L.N. sur lequel on trouve un projet d'évasion me concernant.

Inquiète, l'administration décide aussitôt le transfert de notre groupe à la prison de la Santé, considérée comme une forteresse inviolable et où étaient déjà détenus Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed et Mostefa Lacheraf. Nous nous retrouvons donc tous au quartier politique de la Santé où je reste détenu, avec mes compagnons, pendant près d'un an et demi.

La lutte contre l'administration pénitentiaire se poursuit là aussi et rien n'est négligé pour aboutir constamment au respect de notre dignité d'homme et de militant. C'est au cours de cette lutte quasi permanente que nous décidons, un jour, d'organiser une grève de la faim afin d'obtenir, notamment, le bénéfice du régime politique pour Rabah Bitat, officiellement condamné pour délit de droit commun.

Cette grève devait durer treize jours, et Michel Debré, alors ministre de la Justice, nous fait dire dès le premier jour, par le directeur de la prison :

— Si vous ne cessez pas immédiatement votre grève de la faim, le régime politique vous sera supprimé.

Nous expliquons calmement au directeur, venu transmettre cette injonction à Ben Bella et à moi-même, qu'il se trompe beaucoup s'il croit que ces menaces peuvent nous impressionner. Et nous l'informons de la poursuite de notre mouvement.

Mis au courant de notre résolution, Michel Debré, effectivement, donne des ordres formels pour supprimer le régime politique. La direction de la prison nous applique aussitôt, avec empressement, celui du droit commun. Sur demande du directeur de la Santé, les services du ministère précisent même qu'il s'agit là d'une décision définitive. Je suis moi-même jeté dans une cellule du quartier des condamnés à mort, dans le sinistre sous-sol de la prison.

La presse, cependant, s'empare de l'affaire. Les gouvernements arabes, émus, engagent une campagne. Le général de Gaulle enfin, mis au courant, considère la décision de son ministre comme une erreur et ordonne personnellement notre retour immédiat au régime politique, amélioré pour la circonstance, après satisfaction de nos revendications.

Quand nous nous retrouvâmes ainsi au quartier politique de la Santé, le directeur de la prison, Mariani, vint me trouver, assez embarrassé, pour me dire :

— Je ne croirai plus jamais en la parole d'un ministre français...

DEUXIÈME PARTIE

GUERRE ET DIPLOMATIE



VII

Bourguiba : pour ou contre?

Je ne le dissimulerai pas : il y eut au sein du F.L.N., pendant toute une période de la Révolution, un « problème Bourguiba ». Le définir, pourtant, est malaisé. D'abord parce que l'analyse politique y cède souvent le pas aux relations personnelles, voire aux simples questions de tempérament. Ensuite parce qu'il ne fut jamais posé rationnellement, ce qui ne cessa de favoriser toutes les ambiguïtés.

Quand, en 1954, éclata l'insurrection algérienne, ni le Maroc, ni la Tunisie n'avaient encore totalement conquis leur indépendance. L'idée était donc normale de tenter de coordonner la lutte dans les trois pays du Maghreb. De multiples liens, trop évidents pour avoir besoin d'être développés, militaient dans ce sens; et de tout temps, des contacts étroits avaient évidemment rapproché les responsables des différents mouvements nationalistes.

Mais, d'autre part, les aspects pratiques du combat pour l'indépendance ne se présentaient pas de la même manière dans les trois pays : tant à cause de leur différence de statut que de l'importance plus ou moins grande du peuplement européen et des caractères propres de leurs partis politiques. Tenus pour des « protectorats », la Tunisie et le Maroc conservaient leurs structures étatiques, même si celles-ci étaient vidées de leur contenu par l'administration coloniale. Considérée comme « trois départements français » (d'un modèle, il est vrai, très particulier), l'Algérie était administrée directement par la « métro-

pole ». La communauté française se trouvait beaucoup plus nombreuse ici (et d'un caractère différent) que dans les pays frères. Enfin les hommes et l'histoire avaient ammené le sultan du Maroc à prendre la tête du mouvement d'indépendance lancé par l'Istiqlal, tandis qu'en Tunisie le bey s'effaçait derrière le Néo-Destour et Habib Bourguiba, les deux partis, d'ailleurs, se bornant à réclamer le rétablissement effectif de la souveraineté nationale. A l'Algérie, au contraire, la qualité même de nation étant niée, le F.L.N. devait presque partir de rien.

Bref, les formes et les étapes de la lutte ne pouvaient que varier sensiblement d'un pays à l'autre : d'autant plus qu'à l'intérieur de chaque mouvement, comme il est naturel, les hommes s'opposaient souvent sur la tactique à suivre.

Deux attitudes, dès lors, étaient concevables : ou s'efforcer, à tout prix, de surmonter ces différences, afin d'unifier le combat; ou admettre ces divergences en recherchant, selon les circonstances, des formes plus souples de solidarité.

Plusieurs dirigeants du F.L.N., notamment dans la Délégation extérieure, tenaient pour la première. J'inclinais, personnellement, vers la seconde. Il m'apparaissait, en effet, plus réaliste de laisser chaque « exécutif national », à tout instant, maître de sa tactique que de l'enfermer dans les exigences d'un « front commun permanent ». Après tout, quand cet idéal n'est pas réalisable, une concession arrachée par l'un peut toujours, plus ou moins directement, profiter aux autres...

C'est dans cet esprit qu'en 1955, je suivais l'action de Habib Bourguiba, en qui je voyais, depuis longtemps, non seulement un homme d'une lucidité exceptionnelle, mais un grand patriote maghrébin. Bien que la question ne se posât pas encore, je pensais que le moment ne tarderait pas à venir, avec l'intensification de notre lutte, où l'aide tunisienne pourrait s'avérer précieuse. Il importait donc de ne pas attendre pour en jeter les fondements.

Or ceux-ci n'étaient pas assurés. Bourguiba connaissait mal, ou pas du tout, les dirigeants du F.L.N. Beaucoup des nôtres, pour leur part, lui reprochaient la souplesse de sa tactique, qu'ils taxaient légèrement d'opportunisme, sinon de compromission.

Pour clarifier les choses, je pris donc l'initiative d'une rencontre. N'étant pas encore, à l'époque, entré dans la clandestinité, je gagnai Paris sans encombre. J'entrai d'abord en contact avec le leader marocain Abderrahim Bouabid que le M.N.A. entreprenait beaucoup, pour tenter d'en faire un allié. Mais, comme on le sait, Bouabid soutint fermement le F.L.N. Puis un rendez-vous fut ménagé avec le combattant suprême tunisien. Etaient présents : à mes côtés, un autre responsable du F.L.N., Ahmed Taleb, leader des étudiants algériens en France, aujourd'hui ministre de l'Education nationale; auprès de Bourguiba, Bahi Ladgham, Mongi Silm, Mohamed Masmoudi et Béchir ben Yahmed, qui dirigeait l'hebdomadaire destourien *Action*.

Bourguiba nous accueille très amicalement et je lui expose la manière dont la direction du F.L.N. voit la situation. Nous commençons à nous implanter sur tout le territoire algérien, des couches toujours plus importantes de la population se rallient à nous. Nous sommes résolus, non seulement à tenir le temps qu'il faudra mais à intensifier le combat jusqu'à la réalisation de nos objectifs. Nous ne déposerons les armes qu'une fois reconnue l'indépendance de l'Algérie. Dans ces conditions, le problème de nouveaux rapports avec la Tunisie et le Maroc, également en lutte pour leur indépendance, se posera tôt ou tard.

Le grand mérite du peuple tunisien, dis-je, est d'avoir, le premier, commencé la lutte armée au Maghreb. L'une de nos fiertés est d'avoir, par notre lutte, contribué à amener le gouvernement français à jeter du lest en Tunisie et au Maroc. Il tente encore, dans ces deux pays, de maintenir ses prérogatives sous une forme différente. Mais, inéluctablement, il devra finir par leur accorder l'indépendance, ce qui ne pourra, en retour, que renforcer notre propre combat.

Bourguiba répond qu'en effet, tout ce qui se passe dans l'un des trois pays retentit aussitôt sur les autres. Et il enchaîne en expliquant sa politique qui, dit-il, est souvent mal comprise :

— Les conventions qui viennent d'être signées avec la France consacrent l'autonomie interne de notre pays. Elles ne doivent être considérées que comme une étape. Plus rapidement qu'on ne le pense, la Tunisie sera totalement indépendante.

Plusieurs de ses amis, précise-t-il, craignent que la signature de ces conventions ne soit une erreur, et ne remette à vingt ans le moment de l'indépendance :

— Quelle erreur! s'exclame-t-il. L'ampleur de la lutte au Maghreb est telle, l'évolution de la situation si rapide, que les conventions seront caduques avant six mois...

Puis, comme je reparle du F.L.N., et de nos objectifs politiques, il m'écoute longuement et il aborde alors un point qui, visiblement, lui tient à cœur :

— La propagande colonialiste, dit-il, ne cesse de répéter que le F.L.N. est un corps sans tête, qu'on ne sait ni qui le dirige, ni ce qu'il veut, que peut-être il ne le sait même pas lui-même. Alors, ce que vous me développez ici, pourquoi ne le dites-vous pas publiquement? Ce programme que vous m'esquissez, s'il était connu, vous renforcerait aux yeux de l'opinion, rendrait votre action plus efficace.

Et il me demande si j'accepterais de répéter ce que je viens de dire dans une interview, faite au nom de la direction du F.L.N., que publierait *Action*.

J'accepte. Et Bourguiba, de concert avec Béchir ben Yahmed, prépare une série de questions : précises et sans complaisance, je dois le dire, et qui témoignent, sans doute, autant des problèmes qu'ils se posent à notre égard que de leur souci d'éclairer l'opinion. Verbalement, j'ébauche les réponses que j'envisage. Mais étant donné l'importance du texte, ajouté-je, je dois évidemment retourner à Alger pour le soumettre aux autres responsables du F.L.N. Cela fait, j'adresserai à Tunis même le texte définitif.

Bourguiba, avant que nous partions, me réaffirme la solidarité totale de la Tunisie avec le combat de la Révolution algérienne. A tout moment, ajoute-t-il, nous pourrions faire appel à lui pour que cette solidarité se manifeste concrètement.

Je repars donc pour Alger où je fais un compte rendu détaillé de l'entretien aux autres responsables. En cette fin 1955, rappelons-le, la structure du F.L.N. n'avait pas encore été définie par le Congrès de la Soummam. Il n'y avait pas d'organe dirigeant national à proprement parler; et le partage

des responsabilités n'était pas net entre l' « intérieur » et l' « extérieur ». Mais l'évolution qui allait conduire à la Soummam se dessinait déjà; et la mise au point de cette interview peut être considérée, dans cette optique, comme la première initiative politique importante des dirigeants de l'intérieur.

Aux discussions, participent essentiellement Abane Ramdane, Amar Ouzegane, Ben Khedda, H'didouche, Moussaoui et Ahmed Ghermoul. Abane, personnellement, en parle avec Krim. Ainsi, le texte est-il finalement approuvé, et je le fais parvenir à Béchir ben Yahmed rentré, dans l'intervalle à Tunis. Celui-ci après l'avoir communiqué à Bourguiba, le publie intégralement, comme prévu, dans *Action* en avril 1956.

Je crois utile de reproduire ici ce texte. Avant le Congrès de la Soummam, il constitue le premier document public dans lequel le F.L.N. expose l'ensemble de sa politique. Les questions étaient précises, parfois « embarrassantes ». Elles portaient aussi bien sur les objectifs que sur la stratégie du mouvement. Les réponses, on peut le voir, ne furent pas moins nettes. D'où le retentissement qu'il eut, non seulement sur l'opinion mais sur nos militants eux-mêmes, notamment en France et au Maghreb. En l'absence, à ce moment, d'une forte organisation, donc de directives précises, il leur arrivait, en effet, d'hésiter sur l'attitude officielle de la direction du F.L.N. à l'égard de certains problèmes. Le texte d'*Action* leur fournissait cette base. Ce qui y était dit devenait une manière de loi pour tous les militants. Aucune réaction négative ne vint, d'ailleurs, de la Délégation extérieure. Ce qui confirma l'autorité d'un document dont les thèmes essentiels devaient d'ailleurs se retrouver tous dans l'ensemble des textes fondamentaux diffusés par le F.L.N. jusqu'au jour de l'Indépendance.

INTERVIEW ACCORDÉE AU JOURNAL « ACTION » LE 16 AVRIL 1956

Question 1 : La grande presse et des hommes politiques français ont présenté la résistance algérienne comme :

a) dépendante de l'étranger (Egypte notamment);

b) sans tête politique;

c) fuyant la négociation (par extrémisme ou manque de confiance en soi).

Pouvez-vous démontrer — au besoin par des exemples — le contraire?

Réponse : La Révolution algérienne est l'œuvre des Algériens eux-mêmes.

Il est vrai que la grande presse et des hommes politiques français présentent aujourd'hui la Révolution algérienne comme dépendant de l'Egypte.

C'est une calomnie.

En parlant de l'armement de la Résistance algérienne, l'état-major français lui-même a été obligé de reconnaître, qu'au départ, l'A.L.N. disposait de fusils de chasse, de matériel de récupération, d'armes automatiques prises à l'ennemi et des engins divers emportés par des patriotes désertant en groupes l'armée française.

Déjà, la même presse et les mêmes hommes, chacun selon son optique, avaient présenté la Résistance algérienne comme une machination artificielle montée de l'extérieur sous la direction de Washington, de Londres ou même de Moscou.

La Résistance française, pour ne citer qu'un exemple, n'était-elle pas accusée par les Nazis d'être un ramassis de métèques, d'apatrides, de hors-la-loi, d'assassins et de bandits, financés par les judéo-maçons de Londres, de Washington et de Moscou?

La Tunisie et le Maroc ont déjà connu eux aussi cette classique campagne de diffamation.

L'hospitalité fraternelle et désintéressée dont ont bénéficié, dans les pays du Congrès de Bandoeng et d'Extrême-Orient, les délégués algériens, n'est pourtant en rien comparable à celle accordée par Londres au Comité français du général de Gaulle.

Les gouvernants colonialistes seraient-ils eux-mêmes contre la Constitution française qui garantit le droit d'asile aux immigrés et proscrits politiques?

Ces vaines calomnies contre la Résistance algérienne sombreront inévitablement dans le ridicule comme ce fut le cas pour celles utilisées contre les libérateurs de la France.

Mais cela ne peut nous empêcher, en toute indépendance, de proclamer notre reconnaissance aux pays arabes, aux peuples du Congrès de Bandoeng et d'une manière générale à tous les Etats ou personnalités qui ont manifesté ou manifesteront concrètement leur solidarité à l'égard de l'Algérie martyre.

Sans tête politique?

Le fait même que la Révolution algérienne n'ait pas été décapitée, comme cela aurait été possible s'il s'était agi d'une révolte anarchique; le fait qu'elle s'est développée dans le sens d'une véritable unanimité nationale; le fait que le F.L.N. ait réussi en l'espace d'un an à supplanter tous les partis politiques existant depuis des dizaines d'années et dont les directions politiques ont fait faillite, y compris celle de Messali, sont des preuves suffisantes pour démontrer que l'Algérie qui se bat possède des têtes politiques lucides.

Fuyant la négociation (par extrémisme ou manque de confiance en soi)?

Il convient de rappeler que jusqu'à ce jour nous avons été les seuls à jeter les bases d'une éventuelle négociation sincère auxquelles les autorités françaises n'ont jusqu'ici répondu que par le renforcement accéléré des dispositifs de répression collective, des massacres monstrueux de dizaines de milliers d'Algériens innocents dont un grand nombre de femmes, de vieillards et d'enfants, de ratissages, de destruction de mechtas, de bombardement de douars par la marine de guerre et l'aviation, etc.

Nous considérons notre proposition d'ouverture de négociations comme toujours valable au moment où notre conviction en l'inéluctabilité de la victoire finale est devenue totale grâce au renforcement considérable de notre organisation militaire maintenant unifiée, indestructible, capable d'amener des généraux français à affirmer publiquement l'impossibilité absolue pour la France d'espérer résoudre la question algérienne par la solution militaire; l'appel à la solidarité de l'O.T.A.N. est, à ce titre, suffisamment éloquent.

Question 2 : L'essentiel pour l'Algérie est d'être un Etat, de se faire reconnaître comme tel par la France et par le monde. C'est le point de départ qui contient la solution, a écrit Bourguiba.

Etes-vous d'accord avec cette proposition?

Réponse : Le F.L.N. est d'accord pour affirmer, une fois de plus, qu'un éventuel « cessez-le-feu » ne saurait valablement intervenir que dans la mesure où la France reconnaîtrait, par la fin du régime colonial, l'indépendance de l'Algérie dont le libre gouvernement engagera les négociations avec le gouvernement français sur un pied d'égalité absolue afin de définir les rapports algéro-français.

Question 3 : Dans la lutte pour la libération de l'Algérie, comptez-vous seulement sur la force militaire et la foi qui anime la résistance algérienne, ou également sur l'appui d'une partie de l'opinion en France?

Réponse : Les Algériens comptent d'abord sur eux-mêmes, et l'expérience de la libération des peuples colonisés montre que l'utilisation de la lutte armée, à laquelle nous contraint le colonialisme français, est le moyen le plus efficace pour avancer dans la voie de l'indépendance nationale.

Mais l'action militaire doit être complétée par l'action politique.

Voilà pourquoi l'opinion publique française, favorable à la paix en Algérie pendant la campagne électorale en France, s'est durcie ces derniers temps, ayant subi une pression colonialiste sans précédent calomniant la Révolution algérienne présentée mensongèrement comme un mouvement xénophobe, raciste et théocratique.

Mais nous sommes heureux d'enregistrer en Algérie l'évolution timide encore de la prise de conscience d'un certain nombre d'Algériens d'origine européenne vers l'idée de négociation et de paix, en se détachant des chefs de file réactionnaires tels Borgeaud, Froger, Laquière et autres.

Des Algériens d'origine israélite comprennent de plus en plus la véritable fraternité qui anime le F.L.N. à leur égard, et nombre d'entre eux revendiquent dès maintenant, avec fierté, la nationalité algérienne.

Si donc nous comptons sur nous-mêmes, il est certain que nous attachons une grande importance à l'aide que peut apporter à notre juste cause la partie éclairée du peuple français, aujourd'hui insuffisamment informée des horreurs indicibles perpétrées en son nom en Algérie.

Il est certain que les représentants du mouvement libéral français constituent encore, quoique très faiblement, l'un des seuls liens capable de sauvegarder, s'il en est encore temps, l'avenir des relations franco-algériennes.

Question 4 : Pensez-vous que l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, obtenue séparement, peut-être utile pour l'Algérie?

Quelle est votre conception précise de la solidarité nord-africaine, du devenir nord-africain?

Réponse : Nous pensons que sans l'indépendance de l'Algérie, l'indépendance du Maroc et de la Tunisie est un leurre.

En effet, les Tunisiens et les Marocains n'ont pas oublié que la conquête de leurs pays respectifs par la France a suivi la conquête de l'Algérie.

L'Afrique du Nord est un tout.

C'est une aberration de l'esprit que de croire que le Maroc et la Tunisie peuvent être *totalement* indépendants alors que l'Algérie restera sous le joug colonial.

Si la France refuse d'accorder l'indépendance à l'Algérie, c'est qu'elle n'est pas sincère avec la Tunisie et le Maroc et songe à reconquérir ces pays dès que la conjoncture internationale, en particulier, lui sera favorable.

D'ailleurs, à ce sujet, les leaders marocains et tunisiens ont formulé le même point de vue que le F.L.N. dans des déclarations récentes.

Ceci dit, le F.L.N. considère que le devenir nord-africain ne pourra s'épanouir pleinement que dans le cadre d'une fédération des trois Etats nord-africains.

Nous pensons que cela est une nécessité pour les trois peuples du Maghreb qui, en plus de leurs affinités naturelles et multiples, seront étroitement liés par des intérêts communs hautement légitimes, sur un pied d'égalité fraternelle absolue.

Nous pensons que les trois peuples du Maghreb auraient intérêt, entre autres, à organiser une défense commune, une orientation et une action diplomatique communes, la liberté des échanges, un Plan commun et rationnel d'équipement et d'industrialisation, une politique monétaire commune, l'enseignement et l'échange concerté des cadres techniques, des échanges culturels maxima, l'exploitation en commun de nos sous-sols et de nos régions sahariennes respectives.

Nous Algériens, nous considérons que la conjonction de nos efforts au sein de la Révolution nord-africaine nous permettra aussi de jouer ensemble un rôle de premier plan pour hâter par tous les moyens l'affranchissement des peuples encore assujettis, notamment ceux de l'Afrique noire et contribuer ainsi réellement à l'instauration d'une véritable paix mondiale dans le cadre de l'Organisation des Nations unies.

Question 5 : Quel sera, dans un Etat algérien, le statut des Européens?

Réponse : Dans un Etat algérien libre, la minorité jouira pleinement de l'égalité des droits et des devoirs attachés à la qualité de citoyen algérien, sans discrimination d'aucune sorte.

Tous ceux qui auront librement opté pour la citoyenneté française seront considérés comme des étrangers avec les garanties découlant du respect de la dignité humaine.

La propriété privée honnêtement acquise sera entièrement garantie.

Question 6 : Pouvez-vous préciser, en quelques lignes, en une sorte de manifeste à l'intention de l'opinion mondiale, les raisons de votre combat, ses méthodes, ses objectifs et sa finalité?

Réponse : Le F.L.N. combat pour conquérir l'indépendance nationale qui seule mettra fin définitivement au régime colonial inhumain qui opprime l'Algérie captive.

Pour parvenir à ce but, le F.L.N. a tenu compte de l'expérience séculaire de la lutte du peuple algérien pour recouvrer sa liberté et sa souveraineté.

Les méthodes réformistes (pétitions, délégations, parlementarisme, etc.) ont fait faillite. Le colonialisme français, dont l'aveuglement irréductible l'amena jusqu'à s'opposer à l'application des lois votées par le Parlement français lui-même, a contraint le peuple algérien à utiliser l'ultime moyen : la lutte armée.

Le F.L.N. a pour cela entrepris la mobilisation de toutes les énergies nationales pour détruire la puissance de l'ennemi colonialiste dans son armature militaire, policière, administrative, économique, politique et diplomatique, et ce par tous les moyens révolutionnaires.

Les objectifs immédiats sont :

1. La création d'un Etat algérien souverain avec son gouvernement, son armée et sa diplomatie.
2. L'élection au suffrage universel d'une Assemblée nationale constituante.
3. La réforme agraire.

La limitation actuelle de ces objectifs indique le désir du F.L.N. de faire

ressortir que la Révolution algérienne a pour but d'obtenir d'abord le droit sacré du peuple à l'indépendance.

Il est clair qu'on ne peut préjuger dès maintenant sur le choix définitif et souverain du peuple algérien quant au contenu précis du concept indépendance.

Depuis le début de la Révolution algérienne, tous les écrits et toute l'activité du F.L.N. ont puissamment démontré l'absence totale de fanatisme, de racisme ou de xénophobie.

Les survivances du régime féodal, perpétuées par la colonisation, disparaîtront avec le prochain triomphe de la Révolution algérienne.

L'Etat algérien ne sera ni une monarchie ni une théocratie comme le prétendent, à seule fin d'effrayer l'opinion publique pour tenter de nous isoler, la grande presse et des hommes politiques français.

Cette position du F.L.N. est d'ailleurs le reflet exact du penchant naturel du peuple algérien vers une réelle démocratie et c'est ce qui peut nous permettre d'affirmer, dès maintenant, avec certitude, que l'Etat algérien sera une République moderne.

Dans ce texte, on le voit, la politique de rapprochement avec Bourguiba n'était pas encore développée. Elle était néanmoins implicite, du seul fait de la voie choisie pour la diffuser. Et rien, d'autre part, ne pouvait y donner à penser qu'une divergence grave existât entre les pays du Maghreb.

A quelque temps de là, cependant, un courant « antibourguibiste » commença de se manifester au sein du F.L.N. Dénonçant les conventions franco-tunisiennes comme une capitulation, il aboutissait à remettre en cause aussi bien la personne que la politique du futur chef d'Etat tunisien. En fait, à ce moment critique de l'histoire tunisienne, il appuyait vigoureusement les thèses jusqu'au-boutistes de Salah ben Youssef, alors secrétaire général du Néo-Destour, qui venait d'entrer en lutte ouverte contre Habib Bourguiba.

Rapidement, il devint évident que les frères de la Délégation extérieure du F.L.N. partageaient entièrement les vues de ce dernier; et, à Alger même, beaucoup de responsables s'y ralliaient. Leur thèse essentielle était simple : la lutte armée devait se poursuivre en même temps dans les trois pays du Maghreb, jusqu'à l'indépendance totale non point d'un seul d'entre eux, mais des trois ensemble. Dans ces conditions, toute « pause » dans la lutte commune, telle que celle entraînée par

les conventions franco-tunisiennes, prenait figure de trahison. Il faut d'ailleurs ajouter que cette thèse, loin d'être simplement théorique, avait été concrétisée par un accord précis : une convention secrète, par laquelle les frères de la Délégation extérieure pour le F.L.N., Salah ben Youssef pour le Néo-Destour, Allal El Fassi pour l'Istiqlal, s'étaient engagés à continuer la lutte jusqu'à l'indépendance effective de nos trois pays.

Bientôt, à l'initiative d'Abane, des tracts F.L.N. dénonçant Bourguiba commencèrent donc à être diffusés en Algérie.

Or, peu auparavant, j'étais parti pour la Tunisie, dans l'espoir, précisément, d'éviter une telle détérioration. Arrivé dans la capitale, je pris aussitôt contact avec Bourguiba qui, nommé Président du Conseil, venait de constituer le gouvernement. Il me reçut chaleureusement; et, pour obtenir une démonstration éclatante de sa solidarité à l'égard de la Révolution algérienne, je lui présentai, en vingt points environ, un certain nombre de demandes précises, dont beaucoup, en cette période décisive de son action politique, pouvaient lui poser de véritables problèmes. L'une d'elles visait à l'installation de l'organisation F.L.N. en Tunisie, de façon plus ou moins camouflée [1]; une autre à une aide très concrète à nos combattants; une autre encore, à son intervention personnelle auprès de la police française en vue de faire libérer des militants algériens arrêtés. (A l'époque, en effet, une partie des services de police en Tunisie, était encore aux mains des Français.) Il accepta tout, sans exception, avec une grande spontanéité et une sincérité émouvante.

Rentré à Alger, j'exposai ces résultats aux frères de la direction. Ils me félicitèrent :

— Tu as été très habile, me dirent-ils. La mission est réussie à cent pour cent.

Je protestai :

— Je n'ai pas eu besoin d'être habile. C'est Bourguiba qui est sincère. Il n'a vu en moi que le représentant du F.L.N. Ce

1. Avant même mon départ de Tunis, une Amicale des Algériens résidant en Tunisie fut constituée par mes soins, dont le premier responsable fut le militant F.L.N. Mohamed Dziri.

qu'il nous a accordé n'est pas le fruit de ma diplomatie, mais de sa solidarité réelle à notre égard.

C'était, évidemment, poser le problème de fond et je ne l'ignorais pas. J'avais eu connaissance, dans l'intervalle, des tracts publiés par Abane et, persuadé qu'il faisait erreur, j'étais décidé à vider l'abcès. Il était réel car ma réponse fut accueillie avec scepticisme :

— Bourguiba, me répondit-on, n'a pas dix personnes derrière lui en Tunisie.

L'un des objectifs de mon voyage avait été, précisément, de voir sur place ce qu'il en était. J'avais donc pris de nombreux contacts et ma conviction, rapidement, s'était confirmée : Bourguiba avait derrière lui l'immense masse du peuple tunisien.

J'expliquai cela en détail et abordai l'aspect politique :

— L'idéal, assurément, dis-je, eût été une révolution généralisée dans le Maghreb. Mais l'espérer serait poursuivre une chimère. Aucun gouvernement marocain ou tunisien n'acceptera de voir son pays en guerre le jour où l'indépendance, même assortie de réserves, lui aura été accordée.

Nous ne devons donc, en aucun cas, entrer en lutte ouverte avec les dirigeants tunisiens ou marocains. Nous devons comprendre, au contraire, que l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, même conquise séparément, ne pourra qu'aider au développement de notre lutte; celle-ci s'intensifiant, ces deux pays finiront par devenir les bases principales de notre action politique, diplomatique et militaire.

Engagée sur cette base, la discussion dura longtemps. Parmi les frères les plus réticents figuraient Ben M'hidi et H'didouche. Mais mon point de vue finit par être adopté et la campagne contre Bourguiba fut arrêtée.

Je savais, cependant, qu'elle pouvait reprendre d'un moment à l'autre et ce succès négatif, obtenu à huis clos, me parut insuffisant. Pour créer un fait accompli, je décidai donc de rendre cette position publique et irréversible. Et j'écrivis à Bourguiba une lettre ouverte conçue pour manifester à l'opinion, aussi bien algérienne que maghrébine et internationale, que le F.L.N. appuyait son action et celle du Néo-Destour.

Cette lettre, publiée aussitôt dans *Action*, était si chaleureuse que beaucoup d'Algériens, déjà sensibilisés par la campagne antibourguibiste du F.L.N., crurent qu'il s'agissait d'un faux fabriqué par les Tunisiens. A Alger même, des mises en garde circulèrent et de nombreux rapports nous parvinrent pour demander des éclaircissements. A tous, il fallut répondre que loin d'être un faux, cette lettre traduisait les positions officielles de la direction du F.L.N. En voici le texte :

Je tiens à vous écrire pour vous exprimer ma profonde gratitude d'Algérien et de Nord-Africain pour toutes les nobles attitudes solidaires du combat sacré pour l'indépendance de l'Algérie.

En qualité de militant responsable du F.L.N., j'avais eu l'insigne honneur de vous rencontrer la première fois à Paris, au siège de ce qui était « la délégation tunisienne » et une seconde fois pendant le dernier ramadhan près de l'Arlana, à Tunis.

Lors de chacun de ces entretiens, vous avez sans cesse renouvelé avec sincérité votre résolution de ne ménager aucun effort jusqu'à la satisfaction complète des aspirations légitimes du peuple algérien.

De mon côté, je ne vous avais pas caché la profonde admiration que j'avais et que je continuerai certainement à avoir toujours pour vous et votre intelligente action au service du peuple tunisien et de la paix. Si vous vous en souvenez, je m'étais alors senti en droit d'affirmer que malgré certaines incompréhensions passagères [1] et grâce à votre action personnelle, le sentiment respectueusement fraternel que j'exprimais à votre égard ne tarderait pas à devenir celui de tous les Algériens.

C'est aujourd'hui chose faite [2], et tout patriote ne pourrait que s'en réjouir. Car chacun se rend compte, de plus en plus, que vous constituez par vous-même et vos « galopantes réalisations », une précieuse partie de notre capital nord-africain.

Les Algériens, n'en déplaise à certains gouvernants français, savent désormais que Bourguiba est un homme de parole qui, avant tout, songe au respect de ses engagements envers quiconque et en particulier à l'égard du peuple algérien qui lutte aujourd'hui, comme un seul homme, sous la direction du F.L.N. contre les pires cruautés du colonialisme et de son armée. Et ce, jusqu'au jour où il arrachera son indépendance nationale, seule condition qui manque pour l'édification naturelle de la Fédération nord-africaine.

La France aurait tout gagné à vous écouter lorsque vous lui répétiez

1. Je faisais allusion aux quelques tracts antibourguibistes diffusés par le F.L.N. en Algérie.

2. Je venais d'obtenir l'arrêt définitif de la campagne antibourguibiste.

inlassablement, *et en ami*, que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable. A la reconnaissance de ce fait indéniable et à la recherche d'un règlement pacifique adéquat auquel nous étions toujours prêts, la France a choisi le meurtre collectif, les bombardements de douars, l'exécution d'otages, la torture et les procédés de l'immonde Gestapo; elle entreprend, en un mot, une véritable guerre d'extermination sans issue et vouée d'avance à l'échec.

Sur le plan psychologique, les responsables français tentent désespérément, mais bien souvent en vain, de gagner l'audience de l'opinion en déversant sur les Algériens et leur combat patriotique les mêmes calomnies déjà utilisées contre vous-même et les vaillants peuples frères de Tunisie et du Maroc.

Ils nous accusent d'être des xénophobes, alors que nous sommes réellement pour la cohabitation fraternelle de tous les citoyens algériens, sans distinction d'origine. Mais dans une Algérie indépendante.

Ils nous accusent d'être des théocrates fanatiques alors que nous sommes plutôt pour une vraie démocratie dans le respect naturel et permanent de la personne humaine.

Ils nous accusent d'avoir entrepris cette lutte sacrée uniquement parce que « antifrançais » alors que nous sommes, dans la paix, pour l'amitié fraternelle avec tous les peuples d'Europe et du monde sur la seule base du respect mutuel, de la dignité et de la souveraineté de chacun.

Ils accusent la Révolution algérienne d'être dirigée par l'étranger, alors qu'ils savent très bien qu'elle est entièrement l'œuvre des Algériens eux-mêmes, qui sont unanimement décidés, dans la certitude de la victoire prochaine, à la conduire jusqu'au bout.

D'autres calomnies tout aussi méprisables sont chaque jour démentics par des faits absolument indiscutables et le nombre de nos amis dans le monde continue à grandir, en même temps que diminue celui des partisans plus ou moins conscients du colonialisme français.

Le frère Mohamed Karma, digne représentant de l'économie tunisienne, venu participer aux travaux du 1er Congrès national de la nouvelle centrale, l'U.G.C.A. (Union Générale du Commerce Algérien) pourra vous expliquer avec plus de détails, les différents aspects que revêt aujourd'hui le combat de libération nationale.

Je voudrais également vous dire que les autorités françaises ont interdit une conférence sur un sujet strictement économique que devait tenir à Alger, sur la pressante demande de l'U.G.C.A., le frère Mohamed Karma.

Il paraît que la seule qualité de tunisien de M. Karma justifiait amplement une aussi stupide et aussi blessante décision.

En réalité, il y avait, outre la personnalité marquante de l'orateur, la volonté délibérée d'empêcher une manifestation concrète de la solidarité fraternelle du peuple tunisien avec le peuple algérien.

C'est pourquoi, je vous propose respectueusement de ne pas permettre

le succès de cette conspiration du silence en donnant, si possible, des instructions pour :

1. Consacrer une émission de la « Voix de l'Algérie » (pour l'organisation de laquelle nous ne vous remercierons jamais assez) au Congrès de l'U.G.C.A., y compris surtout la déclaration du délégué tunisien. Tous les Algériens seront à l'écoute.

2. La parution dans l'*Action* du principal discours prononcé au Congrès et une diffusion aussi large que possible dans les autres journaux tunisiens.

Je termine en souhaitant que Dieu me prête vie pour continuer le combat au service de mon pays, assister à sa prochaine accession au rang de pays libre et indépendant et à la naissance de la Fédération nord-africaine dont vous aurez été l'un des meilleurs artisans.

Alger, le 15 septembre.

Cette initiative, assurément, n'élimina pas, pour l'avenir, toutes les occasions de friction mineures entre le gouvernement tunisien et la direction du F.L.N. Elle engagea néanmoins leurs rapports sur une voie où l'Algérie et la Tunisie, je pense, n'eurent qu'à gagner : ce qui n'eût sans doute pas été le cas si nous avions, inconsidérément et injustement, contrecarré la politique de Bourguiba. Le repli sur Tunis du C.C.E., après la bataille d'Alger, l'installation du G.P.R.A. dans la capitale tunisienne, la création de la puissante « armée des frontières », qui pouvait, à chaque instant, attirer sur la Tunisie les représailles les plus brutales, ont démontré la justesse de cette politique. Malgré les divergences inévitables, et par-delà des difficultés qui, avouons-le, vinrent souvent des nôtres, la solidarité du Président tunisien à l'égard de la Révolution algérienne fut, jusqu'au bout, l'un de nos atouts les plus précieux.

VIII

Politique du F.L.N.
La Révolution et les juifs algériens

Y a-t-il eu une politique du F.L.N.? La question paraîtra incongrue, sinon sacrilège à beaucoup. Le mythe de l'unité indestructible, du bloc monolithique et de l'accord parfait a prévalu si bien pendant les années de guerre que la seule allusion à des différends possibles entre les dirigeants de la Révolution paraissait presque criminelle. Cela procédait peut-être d'une tactique normale, nos ennemis cherchant évidemment à jouer sur des divisions éventuelles. On ne tarda pas à voir, néanmoins, sitôt les accords d'Evian, ce qu'il en était. Mieux vaut donc prendre conscience que l'unité du temps de guerre, dans la mesure où l'on put la maintenir, fut le résultat — difficilement atteint — au mieux d'un équilibre fructueux entre diverses tendances, au pire de compromis plus ou moins bâtards entre les clans qui s'étaient formés. Nous verrons à plusieurs reprises, au cours des chapitres suivants (et notamment à propos de l'affaire Abane), quelles crises dissimula cette unité apparente. On vient d'en avoir un premier exemple à propos du « cas Bourguiba ». Il faut dire maintenant comment put être gagné, au cours de la seconde année de guerre, le combat initial pour l'unité du mouvement.

Le premier appel du F.L.N., tout entier tendu vers le déclenchement de l'action, ne fournissait qu'un cadre assez limité. Le remplir, ce fut la tâche que se proposa essentiellement un homme, Abane Ramdane, entouré d'un groupe de militants dont je m'honore d'avoir fait partie.

Au moment où Abane sortit de prison, l'organisation du F.L.N. était encore embryonnaire. J'ai déjà dit ce que furent nos premiers contacts, par l'intermédiaire de H'didouche, dans une maison de la Casbah, — et comment, après des heurts initiaux, se concrétisa notre amitié à travers un travail commun de tous les instants.

Cette collaboration s'étoffa rapidement, à Alger, avec la participation de Ben Youcef ben Khedda et de Sâad Dahlab. Abane ne les imposa pas sans mal. Leur qualité d'anciens dirigeants « centralistes » en effet, leur valait la méfiance sectaire des cadres issus de l'O.S. Quant à moi, sans les avoir connus personnellement, j'en avais suffisamment entendu parler par des amis sûrs pour connaître leur valeur, et notamment la parfaite honnêteté intellectuelle de Ben Khedda. Ainsi pus-je convaincre H'didouche et Ahmed Ghermoul, ancien chef syndicaliste, un des rares dirigeants de la C.G.T. à avoir adhéré dès le 1er Novembre à la Révolution, et qui était alors un des principaux responsables du F.L.N. à Alger.

Politiquement, un double problème se posait à nous. Du fait de l'existence du M.N.A. de Messali Hadj, beaucoup d'Algériens ne savaient pas qui, des messalistes ou du F.L.N., était la force prépondérante. Au sein même du F.L.N. d'autre part, du fait des conditions de recrutement et du cloisonnement de la clandestinité, accru par l'isolement des maquis, des initiatives très disparates et parfois contestables étaient prises, au nom du Front, par les uns et par les autres. Je fis donc une proposition à Abane : « Il faudrait que, le plus rapidement possible, un document approuvé et signé par tous les chefs de maquis fasse apparaître la représentativité du F.L.N. tout en précisant sa doctrine. Il est indispensable que, sur cette base, soit réalisée l'unité de direction politico-militaire de la Révolution. »

Abane, dont toutes les préoccupations allaient dans ce sens, se déclara immédiatement d'accord. Songeant à l'œuvre de Jean Moulin comme unificateur de la Résistance française, — à qui j'avais voué, plus jeune, un véritable culte — je suggérai de nommer C.N.R. l'organisme envisagé : en donnant au R le sens de Révolution et non plus de Résistance.

— Ajoutons A, répondit Abane : Conseil National de la Révolution Algérienne.

De ce jour, tous nos efforts furent tendus vers un seul but : la création et la réunion de ce C.N.R.A. Ce qui exigeait la rédaction de sa plate-forme politique et des mesures politico-militaires qui deviendraient la loi de tous les militants, avec ou sans uniforme, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Algérie.

Les contacts furent donc pris tant avec les chefs des différents maquis qu'avec la Délégation Extérieure du Caire, à laquelle il fut demandé d'envoyer, elle aussi, un projet de plate-forme. Tous approuvèrent cette initiative, ce qui était un premier succès. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque chaque maquis éditait et diffusait ses propres tracts, en exprimant souvent des idées politiques diamétralement opposées les unes aux autres. Quand ils parvenaient à Alger, cela donnait une idée alarmante de l'absence d'unité politique ou idéologique de la Révolution algérienne.

L'auteur de la plate-forme fut Amar Ouzegane. Deux autres responsables seulement participèrent à sa rédaction : Abane Ramdane et moi-même. Contrairement à ce qui a été parfois écrit, aucun autre élément n'a rédigé un seul mot de ce texte.

Cela fait, le Congrès fut convoqué et organisé au milieu des pires difficultés, en frôlant souvent la catastrophe, dans la fameuse maison forestière de la vallée de la Soummam. De notre groupe, Abane seul s'y rendit. Je restai à Alger avec Ben Khedda.

Dans l'intervalle, les frères de la Délégation Extérieure avaient envoyé un autre projet de plate-forme, d'un ton assez différent du nôtre, dont nous décidâmes, à l'unanimité, de ne pas tenir compte. Une seule phrase de leur texte fut intégrée dans le texte définitif.

A son retour à Alger, Abane m'informa en présence de Ben M'hidi, Ben Khedda et Dahlab que j'avais été, sur sa proposition, élu membre du C.N.R.A. sous le pseudonyme de Mourad. Je serais le seul membre du C.N.R.A. d'autre part, à participer aux réunions du C.C.E. dont la création avait été, en même temps, décidée. Ce Comité de Coordination et d'Exécution, sorte d'Exécutif de cette Assemblée qu'était le C.N.R.A., comprenait à l'époque, rappelons-le, cinq membres : Abane, Ben M'hidi, Krim Belkacem, Ben Khedda et Sâad Dahlab. Le texte de la plate-forme avait été adopté sans aucune modification sur simple lecture d'Abane.

La liste des membres du C.N.R.A. élus lors de ce congrès n'a jamais été publiée intégralement, beaucoup de militants n'étant alors désignés que par des pseudonymes. La voici donc, pour la première fois :

Ramdane Abane, Mostefa ben Boulaïd, Larbi ben M'hidi, Youcef Zighout, Idir Aïssat, Mohamed Khider, Ali Mellah, Mohamed Boudiaf, Ahmed ben Bella, Mohamed Lebjaoui, Hocine Aït Ahmed, Belkacem Krim, Amar Ouamrane, Saïd Mohamedi, Slimane Dehiles, Lakhdar ben Tobbal, Ben Mostefa Benaouada, Rabah Bitat, Ben Youcef ben Khedda, Sâad Dahlab, Ferhat Abbas, Tewfik El Madani, Brahim Mezhoudi, Ahmed Francis, Abdelmalek Temame, Abdelhafid Boussouf, Lamine Debaghine, colonel Lotfi, Ali Mahsas, Salah Louanchi, Abdelhamid Mahri, M'hamed Yazid, Tayeb Taalbi, Mohamed ben Yahia.

Pour certains frères, Ferhat Abbas, Ahmed Francis, Tewfik El Madani, ex-membres de l'U.D.M.A., et des Ouléma, n'étaient là que pour la forme et ne devaient en réalité, disposer d'aucun pouvoir réel. D'autres frères encore, aveuglés par le sectarisme des anciens de l'O.S. et du C.R.U.A., pensaient de même pour Ben Khedda, Dahlab, Ben Yahia et Yazid qui, « ex-centralistes », ne devaient avoir, à leurs yeux, que des responsabilités nominales.

Je m'insurgeai contre une telle conception : « On ne doit pas, dis-je, considérer des frères comme des potiches. Ou on ne leur confie aucune responsabilité ou si on leur en donne, il faut leur reconnaître aussi les prérogatives correspondantes. Il n'y a pas de militants de première ou de seconde zone. »

On verra par la suite que ce point de vue ne fut guère

respecté dans le fonctionnement du G.P.R.A. A cette époque c'est le triumvirat Krim, Boussouf, Ben Tobbal qui détiendra le pouvoir réel, les autres, malgré leurs titres, n'ayant aucune prise effective sur l'organisation.

L'état-major de la Révolution enfin constitué, le caractère relativement « progressiste » des décisions de la Soummam permit à Abane, parallèlement à la lutte armée, de développer considérablement l'action politique. Les premières réunions du C.C.E., auxquelles j'ai participé avec Abane, Ben M'hidi, Dahlab et Ben Khedda, se tinrent au cœur même d'Alger, chez le Dr Abdenour Tamzali, rue Michelet, puis chez Cherif Zahar, au parc de Galland.

C'est de même grâce à l'autorité morale incontestée d'Abane Ramdane que nous pûmes notamment réserver au problème de la communauté juive d'Algérie, la solution que nous dictait notre sens des responsabilités et notre devoir d'hommes.

La situation de celle-ci était paradoxale. D'une part, en effet, les milieux colonialistes n'avaient cessé, depuis la conquête, de considérer la minorité juive avec mépris. Les porte-parole de la « présence française » distillaient systématiquement le venin du racisme aussi bien contre les juifs que contre les musulmans. Pendant la période de Vichy, les israélites algériens subirent, de la part des gros colons et des milieux pétainistes, toutes les brimades et les humiliations possibles. Les musulmans, au contraire, en ces heures difficiles, manifestèrent à leur égard une réelle solidarité.

Mais d'autre part, fidèle à la politique classique du « diviser pour régner », la grosse colonisation ourdit régulièrement des provocations tendant à dresser l'une contre l'autre ces deux communautés méprisées : la juive et la musulmane.

Elle fit mieux. Par le fameux « décret Crémieux », elle accorda aux juifs d'Algérie la nationalité française, pour en faire des privilégiés aux yeux des musulmans et isoler les uns des autres.

Pour nous, cependant, au début de notre lutte, se posait

un problème de principe : rejeter résolument tout ce qui, de près ou de loin, pouvait rappeler ce hideux racisme dont nous souffrions tant. Nous pouvions condamner politiquement l'attitude de telle ou telle personnalité, voire de tel ou tel groupe. Nous ne devions, en aucun cas, le faire sur des bases religieuses ou « racistes ». Le juif, le musulman ou le pied-noir partisan de l'indépendance nationale était notre frère. Nos seuls adversaires étaient les partisans de la colonisation, qu'ils soient musulmans, juifs ou européens.

Prendre position sans équivoque était, à mon sens, d'autant plus urgent qu'une provocation pouvait éclater à tout instant. Dès le déclenchement de la Révolution, les officines colonialistes se mirent à accuser le F.L.N. d'être « théocratique », d'être dirigé par des fanatiques religieux. Et ils tentèrent d'exploiter dans un sens antijuif le conflit israélo-arabe, surtout au moment de l'affaire de Suez. Ces efforts furent vains. L'hostilité légitime de notre peuple contre le sionisme ne se transforma jamais en lutte fratricide opposant les Algériens de confession judaïque à ceux de confession musulmane.

Ils voulaient aller plus loin. Des renseignements sûrs me parvinrent faisant état d'un monstrueux projet. Il s'agissait d'habiller des hommes de main européens (parmi lesquels quelques policiers) avec des tenues arabes : gandouras, burnous, chèche, etc. Puis de les poster aux sorties de la Casbah un samedi, le jour de la prière à la grande synagogue de la place du Grand-Rabbin-Bloch. Ils auraient alors essayé, sur la foi de fausses rumeurs, d'exciter des musulmans, d'entraîner la foule vers la synagogue. Là ils se seraient chargés personnellement d'égorger trente ou quarante fidèles pour imputer ensuite au F.L.N. cette Saint-Barthélemy de juifs.

Si abominable qu'il fût, le plan n'était pas surprenant. Nous avions déjà déjoué des provocations, moins graves mais d'inspiration comparable, à l'égard d'une autre communauté : celle des Algériens mozabites, qui possédaient de nombreux commerces dans la capitale. Répandu par les services d' « action psychologique », le mot d'ordre de boycott des mozabites troubla quelques-uns des nôtres. Mais la manœuvre fut aussitôt dénoncée

officiellement par le F.L.N. dans un tract abondamment répandu. Les auteurs de cette machination devaient d'ailleurs étendre ce boycott à tous les commerçants juifs.

Mais le nouveau projet d'assassinat collectif était évidemment encore plus grave et, s'il réussissait, ses conséquences seraient tragiques. Quand je l'appris, je demandai donc à la direction l'examen immédiat de cette affaire. Et je proposai de saisir l'occasion pour rendre publique la position officielle du Front à l'égard de la communauté juive d'Algérie.

« Nous devrions, suggérai-je, rédiger un appel du F.L.N. aux Algériens de confession israélite. »

Sur le principe, tout le monde fut d'accord, et on me demanda de rédiger le texte. Ce que je fis sans tarder, en collaboration avec d'autres frères. Puis on se réunit de nouveau. Et, cette fois, une discussion assez vive s'engagea.

Il y avait là Ben M'hidi, Abane, Ben Khedda et moi-même. Ben M'hidi, notamment, commença par critiquer le ton, à son avis trop chaleureux, de l'appel.

Psychologiquement, je comprenais sa réaction. Parmi les groupes ultras figuraient des représentants de la communauté juive, ennemis déclarés du Front : et Ben M'hidi trouvait excessifs les termes « fraternels » que j'utilisais. Je défendis néanmoins mon texte :

— Dans les groupes qui luttent contre le F.L.N. et torturent nos militants, dis-je, il y aussi des musulmans. Nous les condamnons en tant qu'individus. Nous devons faire de même pour les juifs. Nous n'avons pas le droit d'apprécier l'ensemble de la communauté israélite à partir de l'attitude de quelques-uns de ses membres, qui se sont mis au service du colonialisme. Nous savons par ailleurs que des juifs algériens, certes moins nombreux, n'oublient pas le racisme dont ils ont été victimes de la part des ultras et sont favorables à notre combat.

— Mais, pourquoi ne s'engagent-ils pas comme nous et préfèrent-ils rester au-dessus de la mêlée?

— C'est à nous, dis-je, d'apaiser les craintes que le colonialisme a fait surgir chez eux à notre égard. Si nous réussissons

à gagner leur sympathie, nous aurons déjoué les manœuvres de la colonisation. Si nous échouons, nous aurons au moins fait la preuve de notre maturité politique en refusant de céder à une facilité indigne de nous. Un révolutionnaire authentique ne doit avoir aucune complaisance, même indirecte, pour l'antisémitisme. Par-là même, enfin, nous déjouerions toutes les provocations éventuelles, du genre de celle de la synagogue.

La discussion dura toute la nuit et, de tout le texte, je n'acceptai de changer qu'un seul mot : celui de *frère* israélite par celui de *compatriote* israélite.

Nous étions, ce jour-là, traqués. Notre vie ne valait pas un sou. Mais après avoir arraché la décision, je brandis mon « appel », écrit sur de pauvres pages de cahier d'écolier, en m'écriant :

« Je vous prédis que ce texte fera le tour du monde et qu'il donnera une idée réelle de la maturité politique de la Révolution algérienne! »

De fait, après mon arrestation et plusieurs années passées en détention, je pus le relire dans des journaux, des brochures, des livres, traduit en anglais, en arabe, en espagnol, etc. Lorsque je sortis de prison et que je rencontrai, à Tunis, un des dirigeants de notre délégation à New York, la première chose qu'il me dit fut : « Tu n'imagines pas combien ce texte nous a été utile auprès de toutes les délégations de l'O.N.U. Il tuait dans l'œuf toutes les accusations de racisme que certains répandaient mensongèrement contre nous. »

Avec le recul, je peux dire, sans fausse modestie, que c'est l'une des initiatives dont je reste le plus fier.

Avant de rédiger l'appel qu'on va lire maintenant, j'avais entrepris une série de consultations auprès d'amis juifs et de commerçants musulmans ayant des contacts avec des membres de la communauté israélite. Ces entretiens me confirmèrent dans la nécessité de clarifier la situation par un appel direct à tous les responsables de cette communauté. Parmi mes interlocuteurs je veux citer particulièrement un ami juif, Pistch, repré-

sentant de commerce, dont j'appris seulement quelques années plus tard qu'il était le cousin d'un des plus grands amis du peuple algérien, le regretté Me Pierre Stibbe, le premier avocat à avoir défendu, tant en Algérie qu'en France, avec un courage et un désintéressement sans limites, les détenus du F.L.N. Je découvris à cette occasion que même les juifs membres du « Comité du 8 novembre 1942 » étaient divisés en partisans du colonialisme et en anticolonialistes, solidaires de leur peuple, le peuple algérien.

Voici donc le texte de cet appel :

A M. le Grand Rabbin,
A MM. les Membres du Consistoire Israélite,
Aux élus et à tous les responsables de la Communauté Israélite d'Algérie,

Monsieur le Grand Rabbin,
Messieurs et chers compatriotes,

Le Front de Libération Nationale (F.L.N.) qui dirige depuis deux ans la Révolution anticolonialiste pour la libération nationale de l'Algérie estime que le moment est venu où chaque Algérien d'origine israélite, à la lumière de sa propre expérience, doit, sans aucune équivoque, prendre parti dans cette grande bataille historique.

C'est aujourd'hui un fait notoire que la guerre de reconquête imposée au peuple algérien s'est définitivement soldée par un double échec militaire et politique.

Les généraux français eux-mêmes avec, à leur tête, la maréchal Juin, ne cachent plus l'impossibilité de venir à bout de la Révolution Algérienne invincible.

Le Gouvernement français, dans sa recherche actuelle d'une solution politique devenue inévitable, veut encore voler sa victoire au peuple algérien en poursuivant la pratique insensée de manœuvres grossières, vouées dès maintenant à un échec retentissant.

L'essentiel de ces manœuvres consiste à tenter d'isoler même partiellement le F.L.N., en portant atteinte à l'unanimité nationale anticolonialiste désormais indestructible.

Vous n'ignorez pas, chers compatriotes, que le F.L.N., inspiré par une foi patriotique élevée et lucide, a déjà réussi à ruiner la diabolique politique de division qui s'est traduite dernièrement par le boycottage de nos frères commerçants mozabites, et qui devait s'étendre à l'ensemble des commerçants israélites.

Cette double tentative que nous avons étouffée dans l'œuf, était, comme

par le passé, ourdie par la haute administration et mise en application par une poignée d'aventuriers, au service de la police.

Les policiers mouchards et contre-terroristes assassins ont été exécutés non en raison de leur confession religieuse, mais uniquement parce que ennemis du peuple.

Le F.L.N., représentant authentique et exclusif du peuple algérien, considère qu'il est aujourd'hui de son devoir de s'adresser directement à la communauté israélite pour lui demander d'affirmer d'une façon solennelle son appartenance à la nation algérienne.

Ce choix clairement affirmé dissipera tous les malentendus et extirpera les germes de haine entretenus par le colonialisme français. Il contribuera en outre à recréer la fraternité algérienne, brisée par l'avènement du colonialisme français.

Depuis la Révolution du 1er novembre 1954, la communauté israélite d'Algérie, inquiète de son sort et de son avenir, a été sujette à des fluctuations politiques diverses.

Au dernier congrès mondial juif de Londres, les délégués algériens, contrairement à leurs coreligionnaires de Tunisie et du Maroc, se sont prononcés, à notre grand regret, pour la citoyenneté française.

Ce n'est qu'après les troubles colonialo-fascistes du 6 février au cours desquels ont réapparu les slogans antijuifs, que la communauté israélite s'est orientée vers une attitude neutraliste.

Par la suite, à Alger notamment, un groupe d'Israélites de toutes conditions a eu le courage d'entreprendre une action nettement anticolonialiste, en affirmant son choix raisonné et définitif pour la nationalité algérienne.

Ceux-là n'ont pas oublié les troubles antijuifs colonialo-fascistes qui, sporadiquement, se sont poursuivis en pogroms sanglants jusqu'au régime infâme de Vichy.

La communauté israélite se doit de méditer sur la condition terrible que lui a réservé Pétain et la grosse colonisation : privation de la nationalité française, lois et décrets d'exception, spoliations, humiliations, emprisonnements, fours crématoires, etc.

Avec le mouvement Poujade et le réveil du fascisme qui menace, les Juifs risquent de connaître de nouveau, malgré leur citoyenneté française, le sort qu'ils ont subi sous Vichy.

Sans vouloir remonter très loin dans l'histoire, il nous semble malgré tout utile de rappeler l'époque où en France, les Juifs, moins considérés que les animaux, n'avaient même pas le droit d'enterrer leurs morts, ces derniers étant enfouis clandestinement la nuit, n'importe où, en raison de l'interdiction absolue pour les Juifs de posséder le moindre cimetière.

Exactement à la même époque, l'Algérie était le refuge et la terre de liberté pour tous les Israélites qui fuyaient les inhumaines persécutions de l'Inquisition.

Exactement à la même époque, la communauté israélite avait la fierté

d'offrir à sa patrie algérienne, non seulement des poètes, mais aussi des consuls et des ministres.

Si le peuple algérien a regretté votre silence, il a apprécié la prise de position anticolonialiste des prêtres catholiques, comme ceux notamment des zones de guerre de Montagnac et de SoukAhras, et même de l'Archevêché qui pourtant, dans un passé récent, s'identifiait encore avec l'oppression coloniale.

C'est parce que le F.L.N. considère les Israélites algériens comme les fils de notre Patrie qu'il espère que les dirigeants de la communauté juive auront la sagesse de contribuer à l'édification d'une Algérie libre et véritablement fraternelle.

Le F.L.N. est convaincu que les responsables comprendront qu'il est de leur devoir et de l'intérêt bien compris de toute la communauté israélite de ne plus demeurer « au-dessus de la mêlée », de condamner sans rémission le régime colonial français agonisant, et de proclamer leur option pour la nationalité algérienne.

Salutations patriotiques.

Quelque part en Algérie, le 1er octobre 1956.

Le Front de Libération Nationale.

Dès mon arrivée à Paris, je n'oublierai pas cet aspect important de notre action. Et après avoir pris contact avec des Algériens de confession israélite résidant à Paris, je créai avec eux le « Comité des Algériens israélites pour la négociation » qui publia l'appel suivant, que je rédigeai avec eux. Puis je chargeai Mohamed Harbi d'aider au travail de ce comité au nom du F.L.N.

UN COMITÉ D'ALGÉRIENS ISRAÉLITES POUR LA NÉGOCIATION

Algériens d'origine israélite, nous avons pris connaissance dans la presse française de l'appel du Front de Libération Nationale (F.L.N.) aux Israélites d'Algérie. Touchés par cet appel qui déclare notamment :

« ... le peuple algérien considère qu'il est aujourd'hui de son devoir de s'adresser directement à la communauté israélite pour lui demander d'affirmer d'une façon solennelle son appartenance à la nation algérienne.

« Ce choix clairement affirmé dissipera tous les malentendus et extirpera les germes de haine entretenus par le colonialisme français »

nous approuvons son contenu et les perspectives politiques qu'il ouvre.

Nous condamnons avec force la politique de reconquête coloniale dite de « pacification ».

(Paru dans *Résistance Algérienne*, Edition B, n° 21-22 du 28 février 1957.)

J'étais déjà en prison depuis dix mois lorsque j'appris que dans l'*Action*, hebdomadaire tunisien, un ingénieur de confession juive avait publié une lettre, adressée au Président de la République française, qui illustrait parfaitement la réponse que pouvait faire un patriote juif à l'appel lancé par le F.L.N. en 1956 :

JE NE RÉPONDRAI PAS

Monsieur le Président de la République Française,

Le sursis qui m'avait été accordé par l'autorité militaire pour terminer mes études venant à expiration, je dois être appelé incessamment pour accomplir le service militaire. J'ai le devoir de vous informer que je ne répondrai pas aux convocations qui pourraient m'être adressées et de vous expliquer en détail les raisons de mon attitude :

Je suis né à Tiaret en Algérie, le 11 juin 1931 et j'y ai vécu plus de vingt ans de ma vie. Très tôt j'ai eu l'occasion de vérifier personnellement la fausseté de l'affirmation des gouvernements français selon laquelle l'Algérie serait une province française.

C'est pourquoi je vins en France pour la première fois et c'est en liant connaissance avec des démocrates français que j'ai commencé à prendre conscience qu'il y avait des causes profondes aux maux dont souffrait ma Patrie.

J'acquis la conviction, qui ne s'est nullement démentie par la suite, qu'il était possible de construire une Algérie libre, heureuse, à condition d'abattre l'odieux régime colonial qui lui avait été imposé voilà plus de cent vingt ans. Il m'apparut que mon devoir était d'œuvrer à hâter la venue de cet heureux événement. Il n'en fallut pas plus au ministre de l'Air en exercice pour m'exclure sous un prétexte futile, dû à mon inexpérience, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Aéronautique où j'avais été admis après trois années de préparation à un concours difficile.

Je suis retourné dans mon pays où j'ai exercé pendant un an le métier de maître auxiliaire d'enseignement au collège de Tiaret. Aujourd'hui quelques-uns parmi les meilleurs de mes élèves musulmans sont militaires dans l'Armée de Libération Nationale. L'année suivante, j'ai suivi les cours de la faculté des Sciences d'Alger : c'est là, à la Maison des Etudiants musulmans, que j'ai

lié quelques-unes de ces amitiés qui comptent dans la vie d'un homme; de mes amis, les uns sont déjà glorieusement tombés pour leur Patrie, les autres dans la lutte.

C'était pour moi la première fois que je me trouvais mêlé aussi intimement aux masses profondes de mon peuple sur la seule base où la rencontre était possible, sur la base de l'anticolonialisme. En deux ans, je fis dans cette voie des progrès extraordinaires : cette carapace d'incompréhension qu'on avait accumulée entre deux communautés sœurs fondait comme neige au soleil de l'action réciproque; je redécouvrais les multiples affinités qu'un siècle d'une politique d'assimilation forcenée n'avait pu faire disparaître, je découvrais, et cela, croyez-le bien, sera porté au terrible dossier d'accusation du colonialisme français, que j'avais une Patrie, que je n'en avais jamais eu qu'une et que j'avais été incapable de l'avoir pendant plus de vingt ans.

En septembre 1954, en application d'une loi d'amnistie (qui d'ailleurs avait été votée principalement en vue de réhabiliter certains collaborateurs), je fus réadmis à l'Ecole Nationale Supérieure de l'Aéronautique. Dans les conditions qui étaient celles de l'Algérie à cette époque, il était de mon devoir de revenir en France pour y étudier afin de préparer à ma Patrie un de ces cadres techniques dont elle aura un si urgent besoin dans un proche avenir. Comme des millions d'Algériens, j'ai accueilli les nouvelles du 1er novembre 54 avec un indicible sentiment de joie et de fierté : il me semblait que j'attendais ce jour depuis la défaite d'Abd el-kader. En vérité, il ne s'y mêlait qu'une seule appréhension : celle de voir ces hommes valeureux se faire massacrer jusqu'au dernier (comme cela est déjà arrivé tant de fois) avant d'avoir pu grouper derrière eux l'ensemble du peuple algérien.

Je n'ai jamais dissimulé ces sentiments dans la mesure où j'estimais que leur manifestation contribuait à approcher l'heure où cesserait cette tuerie « imbécile et sans issue » pour la France.

C'est ce qui me valut, sans doute, les dernières mesures des services de la Sécurité-Air : annulation de mon contrat de travail à la S.N.E.C.M.A. et radiation de la liste des promus au grade de sous-lieutenant de réserve sanctionnant les cours d'instruction militaire obligatoire où j'avais obtenu des notes suffisantes.

Si je vous ai exposé en détail toutes les raisons personnelles de mes actes, Monsieur le Président de la République, c'est qu'il se trouve en France des gens pour dénier aux Algériens non musulmans tout sentiment de patriotisme : ils trouvent plus commode de les affubler du nom de traîtres alors que, comme il ressort clairement de ce que je vous ai exposé, la véritable traîtrise serait pour moi d'agir d'une autre façon. C'est aussi parce que, Algérien de culture française, j'ai toute raison de m'inquiéter de la détérioration croissante des rapports franco-maghrébins. Je désire passionnément une collaboration amicale et fructueuse dans tous les domaines entre la France et l'Algérie, mais ni moi, ni aucun patriote algérien n'acceptera jamais plus que cette association soit celle du cavalier et du cheval. C'est pourquoi, avant qu'il ne soit trop tard, dans l'intérêt du peuple français, aussi bien que dans celui du peuple algérien, dans l'intérêt même des Français qui vivent de leur travail en Algérie, il faut reconnaître l'Indépendance de l'Algérie et négocier avec le Front de Libération Nationale.

JOSEPH SIXOU,
Ingénieur de l'Aéronautique.
Lettre parue le 2 décembre 1957
dans *L'Action*, hebdomadaire tunisien.

CITATION DE PIERRE ADDA

La condition des juifs algériens

Conformes à la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, elles s'inscrivent dans le cadre de la plate-forme politique, adoptée en août 1956 par le congrès de la Soummam, que le comité de coordination et d'exécution du F.L.N., dans une lettre adressée aux consistoires israélites d'Algérie, a traduite en ces termes : « C'est parce que le F.L.N. considère les israélites algériens comme les fils de notre patrie qu'il espère que les dirigeants de la communauté juive auront la sagesse de contribuer à l'édification d'une Algérie libre et fraternelle... »

Cette profession de foi est capitale : Les juifs algériens sont, il est vrai, fixés en Algérie de temps immémorial. Mais, pour la première fois dans l'histoire, des juifs sont revendiqués par un gouvernement composé de fidèles d'une autre confession comme les fils d'une même patrie.

Le Monde du 30 mars 1961.

IX

Armer la Révolution

Ben Bella agent égyptien, les « fellagha » algériens téléguidés par Le Caire, sinon par Moscou, etc. : ces légendes, complaisamment répandues, à l'époque, par la propagande colonialiste, ne mériteraient pas d'être rappelées si elles n'avaient influencé les meilleurs esprits (Camus, par exemple) ; et si cette influence n'avait pas témoigné d'une méconnaissance totale, non seulement de la réalité algérienne, mais aussi des véritables rapport entre les pays du Maghreb et les pays arabes.

En fait, loin d'être les instruments de qui que ce soit, les premiers militants de la révolution algérienne restèrent longtemps des individus isolés, s'efforçant péniblement, dans l'indifférence ou le scepticisme, de rassembler les moyens dérisoires qui allaient leur permettre d'engager la lutte.

Leur seule force était leur détermination. Et surtout leur conviction que, le combat une fois déclenché, sa logique même lui apporterait les appuis qui, au départ, lui faisaient défaut. L'essentiel était de partir : de même que l'insurrection devait trancher — en la dépassant — la crise du mouvement national, de même elle balaierait les réticences des pays frères en les mettant en face de leurs responsabilités. Loin d'avoir été « manœuvrés » par des capitales étrangères, on pourrait presque dire, en forçant un peu, que les révolutionnaires algériens les ont mises devant le fait accompli en les amenant où ils voulaient. Dans cette entreprise, et notamment dans la fourniture des armes

qui alimentèrent les premiers combats, Ben Bella joua un rôle décisif que certains ont voulu minimiser, et qu'il importe d'autant plus d'exposer maintenant, au prix d'un bref retour en arrière.

La préparation matérielle de l'insurrection commença, en fait, vers 1952. Cette année-là, six mois après son évasion de la prison de Blida, Ben Bella quittait clandestinement Alger en prenant le bateau pour Marseille. Arrivé peu après au Caire, il y trouve le « Bureau du Maghreb » dirigé par Allal El Fassi pour le Maroc, Salah ben Youssef pour la Tunisie et Mohamed Khider pour l'Algérie. L'Egyptien Fathi Dib, collaborateur direct de Nasser, a été chargé par celui-ci des affaires nord-africaines et entretient des rapports amicaux avec Khider. Mais l'Algérie, à l'époque, n'est pas au premier rang de ses préoccupations. L'attention se concentre sur la Tunie où le premier coup de feu a été tiré en décembre 1951, rue de l'Eglise à Tunis [1]. Un militant du Néo-Destour, a abattu Chadly Kastali, directeur du journal *Nahda,* financé par la Résidence. Après la rupture, le 15 décembre, des négociations franco-tunisiennes cet attentat a été le signal d'une action qui n'a cessé, depuis, de s'amplifier. Mouvement exemplaire pour les trois pays du Maghreb, il fixe évidemment l'intérêt tout en indiquant aux autres la voie où ils devront, tôt ou tard, s'engager.

En attendant, Ben Bella, au Caire, vit difficilement. Son arabe étant encore incertain, il s'exprime généralement en français. Il est peu connu et ses démarches ne rencontrent guère

1. En 1951, rappelons-le, le gouvernement tunisien présidé par M'hamed Chenik avait engagé avec la France des pourparlers qui avaient suscité quelque espoir. Pour la première fois, d'ailleurs, un responsable du Néo-Destour figurait dans ses rangs : Salah ben Youssef, nommé ministre de la Justice. L'échec de ces négociations entraîna la fuite de Salah ben Youssef et de Mohamed Badra qui allèrent au Caire rejoindre le Bureau du Maghreb. Peu après, Bourguiba tenant un meeting à Bizerte, la police et l'armée françaises intervinrent, faisant de nombreux morts et blessés. Revenu à Tunis, Bourguiba fut arrêté et transféré à l'île de la Galite. Une grève générale de quinze jours suivit, observée par tout le peuple tunisien. Au cours d'une manifestation à Sousse, le 18 janvier 1952, le colonel Durand fut tué à coups de gourdin. Le Néo-Destour ordonna à ce moment-là l'arrêt des manifestations de masse et le recours aux attentats individuels. Un policier, Abdelkader Lakdari, fut abattu à Sousse, un poste de gendarmerie attaqué à Moknine, quatre gendarmes tués au poignard par Ben el Ghali.

d'échos. En vain s'adresse-t-il à la Ligue Arabe pour demander des armes, pour réclamer une aide matérielle des pays frères en faveur des militants algériens. On ne l'écoute pas.

La crise du Maghreb cependant, prend brusquement une ampleur nouvelle, mais en atteignant son autre extrémité : le Maroc. Le 20 août 1953, le sultan Mohamed V est destitué par les autorités françaises. La résistance commence aussitôt à s'organiser, le terrorisme fait son apparition. Mais là aussi, les armes manquent. Pour en chercher, dès le 27 août, un responsable de l'Istiqlal, Al Kebir Al Fassi, prend contact à Madrid, avec le Dr Hafed Ibrahim. Les perspectives ne tardent pas à se montrer favorables. A Rabat, lors de la prière du vendredi, un militant héroïque, Allal ben Abdallah, a attaqué au poignard le sultan fantoche Ben Arafa, installé par le général Juin. L'attentat a échoué et son auteur y a laissé la vie. Mais son geste a renforcé la croyance en la résistance marocaine et incité les sceptiques à la soutenir.

Kebir al Fassi, Hafed Ibrahim et Abderrahmane Yousfi entreprennent donc, à travers l'Europe (Espagne, France, Belgique, Allemagne, Suisse, Italie), une vaste tournée destinée à collecter et à acheminer les armes. Les premiers achats sont payés grâce notamment à la contribution personnelle de Hafed Ibrahim. Par la suite, heureusement, l'aide matérielle des pays arabes et les collectes dans le peuple procureront des moyens plus importants.

Ben Bella, lui, qui ne songe plus qu'à compléter l'embrasement du Maghreb par le déclenchement de la lutte en Algérie, prend contact avec les élèves officiers marocains en Egypte et, par leur intermédiaire, avec Fathi Dib et Azzet Soliman qui s'occupent des résistants tunisiens et marocains. Réussissant à les convaincre, il gagne Tripoli, puis les camps d'entraînement que possèdent en Libye les « fellagha » tunisiens et que dirige alors, avec Zlitni, Abdelaziz Chouchane.

Un autre Algérien l'y a précédé : Kamel Essaker, de Tebessa, envoyé dans le même but par un émissaire de Ben Boulaïd, Ami el Hadj. Mais ils ne seront pas trop de deux, on va le voir, pour essayer de mettre sur pied un approvisionnement

efficace. La situation en Libye, en effet, tient un peu, à ce moment-là, du roman d'aventures. Les révolutionnaires tunisiens y sont admis, les Algériens, officiellement, non.

Les premiers disposent de deux fermes : l'une à Zanzour, à quatorze kilomètres de Tripoli, l'autre à Benghachir. Toutes deux servent de dépôt d'armes, de centre d'entraînement, d'hôpital pour les blessés et de relais sur la route du Caire. La base principale, toutefois, se trouve à El Assa à douze kilomètres de la frontière tunisienne.

Un autre poste, enfin, sera utilisé ultérieurement pour des transports directs en Algérie. Installé à Triji, il est situé sur la route montagneuse Naoult-Ghadamès. Les armes y sont entreposées dans une vieille ferme prêtée par un Libyen. De là, elles gagneront le vieux port de pêche de Zouara où elles seront chargées sur des barques en provenance de Djerba et de Zarzis. La base d'embarquement sera l'îlot de Farona, à la limite des eaux territoriales libyennes et tunisiennes.

Dans l'immédiat, cependant, les militants algériens n'ont pas droit de cité en Libye, où la police est encore truffée d'éléments étrangers, notamment britanniques. Mais un de ses membres, un arabe, est un agent du commandant français Nizard, du 2e Bureau, détaché à la mission française de Tripoli. Les révolutionnaires qui viennent d'Algérie doivent donc être pris en charge par Abdelaziz Chouchane qui les présente, éventuellement, aux autorités, comme des Tunisiens. La liaison à travers la Tunisie se fait par toute une série de relais où chaque étape est assurée par des éléments sûrs :

A Médénine, d'abord, on contacte Mesbah Chelouf. Puis on gagne Ben Ghardane où deux notables, Bachir Grissigha et Hassan assistés d'un guide, Nasser Echine, dit Lazrag, organisent le passage. L'étape suivante est la plus délicate. Si les conditions atmosphériques sont « favorables », c'est-à-dire si l'on « bénéficie », au lieu de clair de lune, d'un vent de sable avec brouillard, le trajet peut se faire à pied, de 19 heures à 7 heures du matin, en s'efforçant d'éviter les patrouilles. On traverse le lac (Sahba) et on arrive à la frontière libyenne où un soi-disant berger, Ould Tounès, vous accueille. Il vous restaure et l'on

peut se reposer jusqu'à l'arrivée d'une jeep de l'organisation, pilotée par l'Algérien Bachir el Kadi, assisté d'éléments tunisiens. Après toutes les vérifications nécessaires, celle-ci peut enfin vous conduire à la base d'El Assa, dirigée par Mabrouk Zénati, un ancien contrebandier recruté par Chouchane et devenu révolutionnaire désintéressé.

Quand le temps, en revanche, n'est pas propice, il faut diviser cette dernière étape : 1. Chez Hadj Grissigha. 2. Chez Hassan Chendoul, qui promène ses troupeaux aux abords de la frontière.

Kamel Essaker, ainsi arrivé à Tripoli, y rencontre donc Ben Bella venu, lui, du Caire, sous le nom de Si Messaoud. Ce n'est que le premier d'une série de contacts qui permettront d'organiser, à travers la Libye et la Tunisie, l'acheminement des armes destinées à la Révolution algérienne.

En 1954, cinq mois avant le déclenchement de l'action, Ben Bella est à Berne. Une réunion a lieu, à laquelle participent, avec lui, Ben Boulaïd et Al Kebir Al Fassi. Confirmé dans ses fonctions de responsable de l'extérieur, Ben Bella est chargé, en outre, d'assurer la coordination avec la résistance marocaine.

Al Kebir Al Fassi retourne aussitôt à Madrid pour informer le Dr Hafed Ibrahim que l'union des trois mouvements maghrébins est en bonne voie et que la lutte va être déclenchée en Algérie. Quelques temps plus tard, le premier peut présenter au second « des gars gonflés à bloc ». Il s'agit de Ben Bella et Boudiaf qui portent respectivement à ce moment-là les noms de Saâdi Mazouni et Mohamed Dridi.

On se répartit les tâches : à l'ouest du Maghreb Boudiaf, à l'est, Ben Bella. Celui-là prend immédiatement la direction des affaires du F.L.N. au Maroc et s'installe à Tétouan, 15 rue Mandri. Il met également en place un P.C. à Nador et noue des rapports étroits avec les responsables marocains, notamment Laraki Ghani, Moussaâdi Abbes, Belhadj Latabi et Abdallah Sanhaji. Son premier souci, bien entendu, est de trouver des armes. Il en achète d'abord à des Espagnols. Le général Garcia Valino, haut commissaire du Maroc dit espagnol, n'ignore pas ces opérations, mais les tolère (sa fille vient de se marier avec le Marocain Boulaïche).

Ben Bella, de son côté, a rencontré Bitat en Suisse, pour faire une dernière fois le point avant le déclenchement de la Révolution. Puis il a gagné Tripoli afin d'améliorer l'organisation du F.L.N. et l'approvisionnement en armes. Al Kebir Al Fassi, enfin, au retour de Berne, a pu avoir un premier entretien avec Gamal Abdel Nasser. L'entrevue a été arrangée par un ami du Dr Hafed, Hassan Abou Saoud, professeur de droit pénal à la faculté de Droit d'Alexandrie, qui fait souvent office de conseiller juridique de la Ligue arabe. Elle a permis au président égyptien de prendre une vue précise de l'ensemble de la situation au Maghreb : ce qui le décide, en août 1954, à amplifier considérablement son aide aux mouvements de résistance. Il désigne Abdelmoumen Naggar, attaché militaire égyptien à Madrid, et le colonel Smaïl Saddek, attaché militaire à Tripoli, pour se mettre à leur disposition.

Les conséquences ne se font pas attendre. Ben Bella, en Libye, commence à récupérer toutes les armes qu'il peut, — datant en général de la Seconde Guerre mondiale et provenant des anciens stocks de l'Afrika Korps ou de la VIII[e] armée britannique. Puis il les achemine péniblement, par le sud, vers les Aurès et les Nemenchas.

Mais il faut améliorer les liaisons et Mostafa ben Boulaïd, à cette fin, quitte un moment l'Algérie pour se rendre à Tripoli et y rencontrer Ben Bella. Il est pris en charge, comme d'habitude, par Abdelaziz Chouchane qui, à la demande des deux leaders, envoie aussitôt à Tunis un émissaire, Amar Touwer, pour contacter Abdelhamid, un des responsables de la résistance tunisienne. Message : « Révolutionnaires algériens demandent contact avec maquisards tunisiens. Qu'Abdelhamid, si possible, vienne à Tripoli. »

Dans l'intervalle, en effet, un événement important s'est produit. Un projet de « conventions franco-tunisiennes » a été élaboré, sur lequel les militants tunisiens sont divisés. Les uns, comme Bourguiba, sont d'accord pour les signer; d'autres avec Salah ben Youssef, alors secrétaire général du Néo-Destour, y

sont résolument hostiles. Même désaccord chez les maquisards, dont certains acceptent et d'autres refusent de déposer les armes. Quelles peuvent être les incidences de cette situation sur le développement de la Révolution algérienne? C'est un des sujets de l'entretien de Tripoli.

Abdelhamid vient donc et y assiste avec Ben Bella, Ben Boulaïd et Abdelaziz. Tous sont d'accord pour critiquer le projet de conventions franco-tunisiennes et pour condamner l'attitude de Bourguiba. Leur sympathie va à Salah ben Youssef, qui échouera, on le sait, à faire prévaloir son point de vue. Mais des contacts fructueux sont amorcés, à cette occasion, avec les maquisards tunisiens. La réunion de Tripoli se solde, dans l'immédiat, par un accident grave. A son retour en Algérie, Ben Boulaïd est blessé à la frontière et fait prisonnier : interné à la prison de Constantine, il s'en évadera quelques mois plus tard.

Ben Bella, lui, accompagné d'Abdelaziz Chouchane, gagne Le Caire où se trouvent Salah ben Youssef et Allal el Fassi, le leader de l'Istiqlal. Il reprend aussitôt contact avec Azzet Soliman, Fathi Dib et Brahim Niyal, d'origine soudanaise, qui représente d'importantes fabriques d'armes européennes. Les événements, dès lors, vont se précipiter.

En juin 1955, c'est d'abord la signature des conventions franco-tunisiennes. Elles marquent la défaite politique de Salah ben Youssef mais ont une conséquence immédiate : tous les camps d'entraînement et les stocks d'armes de la résistance tunisienne sont remis à Ben Bella.

Nasser, d'autre part, décide d'aider à fond la Révolution algérienne. Par le canal de la Ligue Arabe, un premier versement de 80 000 livres est fait au F.L.N. Ben Bella en laisse 30 000 à la délégation du Caire et part avec 50 000 à Tripoli pour se procurer des armes. Il en achète un certain nombre à des particuliers, qui avaient récupéré des stocks de guerre. Il reçoit aussi d'Abdelaziz Chouchane les stocks des maquisards tunisiens en Libye : environ 1 450 fusils anglais, 500 mitraillettes anglaises, 2 000 pistolets belges, allemands, espagnols, 5 000 grenades, de grosses quantités de dynamite et des munitions de différents calibres.

Les Egyptiens, en même temps, mettent à la disposition du F.L.N. deux bases : Siwa et Inchass, ex-propriétés du roi Farouk. Elles serviront de camp d'entraînement pour les sabotages, attaques nocturnes, etc.

Reste à expédier les armes en Algérie. Ben Bella y parvient par un coup d'audace. En rade d'Alexandrie est ancré le yacht *Dina*, propriété de la reine Dina de Jordanie. Sans demander l'avis de l'intéressée, Ben Bella, aidé d'un commando algérien, s'en empare, recrute un équipage grec et embarque un important stock d'armes : fusils mitrailleurs, mitraillettes, fusils, grenades et munitions. Deux responsables sont désignés pour les convoyer : le Soudanais Brahim Niyal et l'Algérien Mohamed Boukherouba qui deviendra plus tard colonel et célèbre sous le nom de Houari Boumediene. Destination : Nador, au Maroc encore dit « espagnol », où Boudiaf, on le sait, a installé une base. Le yacht est déjà en pleine mer quand Ben Bella reçoit un télégramme d'Al Kebir Al Fassi : « Surseoir à l'envoi du bateau. » Motif : il n'a pu obtenir l'accord des autorités espagnoles au déchargement des « marchandises ».

Mais il est trop tard pour reculer, et surtout, les maquisards ont trop besoin de ces armes pour tenir compte de considérations diplomatiques. Ben Bella décide d'aller de l'avant. Boudiaf, averti, s'est rendu à Nador avec Larbi ben M'hidi et des responsables marocains (notamment Mohamed ben Saïd, Saïd Bouanaïlat, Abbès). Lui-même pour suivre de près l'opération, gagne Tetouan en compagnie du Dr Abdelkrim Khatib. Celui-ci, qui deviendra un de ses plus fidèles amis personnels, arrivait de France pour prendre la présidence du Comité Marocain de la Résistance et le commandement de l'Armée de Libération Nationale marocaine qui se constituait alors dans le Rif [1].

N'ayant pas l'autorisation d'entrer dans le port, le *Dina* longe la côte marocaine près de Nador, en quête d'une crique propice, mais s'échoue. On attend la nuit et les caisses peuvent être débarquées à dos d'hommes. Quelques-unes seulement tom-

1. On peut rappeler la composition de ce Comité de Libération. *Président :* Abdelkrim Khatib. *Membres :* Hassan Safi Iddine, Abderrahmane Yousfi (trésorier), Belhadj Lahabi, Abbas Moussaïdi. Abdallah Sanhaji, Mohamed Al Maknassi.

bent à la mer et ne peuvent être récupérées. L'aventure, en définitive, se solde par un succès complet : Larbi ben M'hidi réussit à acheminer toute la cargaison vers la wilaya 5, où elle jouera un rôle majeur dans les actions en cours.

Comme dans le cas de la Tunisie, cependant, l'évolution de la situation au Maroc se lie directement, dans les deux sens, au développement de la Révolution algérienne. Attaqué sur ce nouveau front, le gouvernement français (qui avait déjà reconnu l'autonomie de la Tunisie, avant d'accepter son indépendance) engage avec les Marocains, les pourparlers d'Aix-les-Bains.

Du coup, comme en Tunisie encore, les divergences apparaissent entre les responsables de la Résistance. Certains, malgré ces pourparlers, sont d'avis de poursuivre et même d'intensifier la lutte armée. Ben Bella, qui partage leur point de vue, leur remet 160 mitraillettes et des munitions prélevées sur la cargaison du *Dina*.

Avec ces armes, et celles déjà envoyées par les réseaux d'Al Kebir Al Fassi, Khatib, Yousfi et Hafed, l'Armée de Libération marocaine attaque le 5 octobre 1955, à partir de minuit, les postes avancés de l'armée française à Aknoul, Tizi Ougli, Bourad. La décision a été prise par le Dr Khatib et ses compagnons, en accord avec Ben Bella. Les opérations sont commandées par Abbès, Sanhaji, Hajaj et Belhadj. Beaucoup de combattants viennent de la farouche tribu de Gueznaya. Et, dans cette région accidentée, au cœur du Rif, que la grande presse nommera le « triangle de la mort », les combats sont d'une extrême violence. Ni l'aviation, ni les tanks français ne peuvent intervenir efficacement contre les 2 000 maquisards marocains.

Les effets ne se font pas attendre. Impressionnés par cette démonstration de force de l'A.L.N. marocaine, suivie d'ailleurs d'autres actions importantes, les négociateurs français précipitent les choses : Mohamed V, le 15 novembre 1955, est replacé sur son trône.

Le même jour, Larbi ben M'hidi rencontre à Tétouan Hafed Ibrahim en présence d'Abbès et du Dr Khatib. Il venait du Rif pour assister avec Boudiaf, aux réunions du Comité de la Résistance marocaine. A l'ordre du jour : les perspectives de la lutte

au Maghreb après l'indépendance, désormais imminente, du Maroc. Le Dr Hafed n'hésite pas : il met à la disposition du F.L.N. tous les réseaux qui fonctionnaient jusqu'alors au service de la résistance marocaine.

Ben M'hidi gagne Madrid, où il habite pendant une dizaine de jours chez le Dr Hafed, avant de se rendre au Caire. Là, il retrouve Ben Bella, Boudiaf, Khider, ainsi que Lamine Debaghine, qui vient d'être désigné par Alger pour prendre la direction de la « Délégation Extérieure ». Boudiaf, dans l'intervalle, a organisé à Barcelone un réseau efficace pour acheter des armes et les acheminer vers le nord du Maroc dans des barils de peinture.

Ben Bella, pour sa part, repart pour Tripoli où il va échapper de peu à la mort. Certains services spéciaux français, en effet, désormais très inquiets de son activité, ont décidé de le supprimer. Comme Ben Bella entre dans sa chambre à l'hôtel Excelsior, un homme lui bondit dessus, l'assomme à coups de crosse et tente de l'achever sans bruit au poignard. Mais Ben Bella, quoique sérieusement touché, réussit à sortir son revolver et à ouvrir le feu contre son agresseur. (Les traces de balles se voyaient encore en 1962, tout le long de l'escalier de l'hôtel Excelsior à Tripoli.) Celui-ci riposte, sans succès, et, voyant son coup manqué, ne songe plus qu'à s'enfuir.

Il sort de l'hôtel, prend sa voiture. Mais la police libyenne, et surtout les commandos algériens et tunisiens basés en Libye, aussitôt alertés, se lancent à sa poursuite. Finalement localisé puis cerné à proximité de la frontière tunisienne qu'il tentait de franchir, l'assassin vide sur ses poursuivants trois chargeurs de mitraillette. Mais il est blessé à la jambe, fait prisonnier et embarqué dans une Land Rover à destination de l'hôpital de Zouara. En route, il tente de s'emparer de l'arme d'un policier. Un autre de ses gardiens tire et le tue, à l'intérieur même de la voiture.

L'enquête menée par la suite permettra de l'identifier en précisant ses tenants et ses aboutissants. Il s'agit d'un Français, Henri-Louis David, colon à Khanguat, près de Grombaldia, en Tunisie. Les papiers codés qu'on trouve sur lui indiquent que

l'opération a été montée par la « Main Rouge » de Tunis : organisation créée et dirigée par quelques gros colons et des hommes d'affaires européens de Tunis disposant de gros moyens financiers et d'une réelle influence politique [1].

On découvre par la même occasion qu'un dépôt d'armes de la Main Rouge se trouve dans la ferme de David à Khanguat. Et on identifie un lieu de réunion des conspirateurs : un magasin de chaussures, rue de Rome, à Tunis. Un militant tunisien de Mellassine se charge aussitôt de dynamiter le magasin. Puis d'autres militants se rendent à la ferme David, où ils récupèrent 7 mousquetons, plus de 5 000 balles de différents calibres, une caisse de grenades et une quinzaine de pistolets.

Ben Bella et la Délégation Extérieure espéraient encore à ce moment-là que les maquisards tunisiens, repoussant les conventions franco-tunisiennes, poursuivraient le combat sous la direction de Salah ben Youssef. Le Congrès du Néo-Destour, tenu à Sfax, les détrompe. La majorité absolue approuve les thèses de Bourguiba. Et l'indépendance de la Tunisie, proclamée le 20 mars 1956, justifie, du point de vue tunisien, cette politique. Comme l'indépendance du Maroc, de son côté, a été proclamée dix jours avant, une importante conséquence s'ensuit : sur le plan militaire au moins, les révolutionnaires algériens vont être seuls, désormais, à poursuivre la lutte. Cet isolement que Ben Bella, — on l'a vu — a tout fait pour éviter, a néanmoins une contrepartie. Désormais indépendants, les deux pays frères du Maghreb vont pouvoir servir, non seulement de refuge sûr, mais de base politique et logistique à la lutte du F.L.N.

En ce qui concerne le Maroc, notamment, les résultats ne se font pas attendre. Le 10 avril 1956, accompagné de Lamine

1. Ce sont les hommes de la Main Rouge, rappelons-le, qui avaient notamment assassiné les leaders tunisiens Ferhat Hached et Hedi Chaker. Ils plastiquaient aussi les magasins, les pharmacies, les cafés, les maisons appartenant à des militants nationalistes tunisiens. Les révolutionnaires tunisiens rendaient d'ailleurs coup pour coup. Pour venger Ferhat Hached, ils abattirent le colonel de la Payoune, responsable militaire de la place de Tunis. Et après le meurtre d'Hedi Chaker, le café du *Grand Relais* à Sousse, lieu de rencontre des gros colons, fut mitraillé.

Debaghine et par l'entremise du Dr Khatib, Ben Bella rencontre pour la première fois, à Séville, le roi Mohamed V, qui vient signer avec l'Espagne le protocole d'indépendance. Le roi lui promet toute son aide pour soutenir la Révolution algérienne.

Entre-temps, Ben Bella a confié à M'hamed Yousfi la responsabilité des réseaux logistiques du F.L.N. en Espagne. Détenteur d'un faux passeport français assez grossier, celui-ci reçoit du Dr Khatib et d'Hafed Ibrahim un passeport marocain au nom de Mostefa Malek avec la mention spéciale « au service de Son Excellence l'Ambassadeur du Maroc en Espagne [1] ».

Peu après, au cours d'une entrevue avec Khatib, Hafed Ibrahim et Ghali Laraki, le roi du Maroc demande à ce dernier, ancien trésorier de la Résistance marocaine, de remettre au F.L.N. la somme d'argent offerte par le gouvernement irakien à cette Résistance, qui n'avait pas eu le temps de l'utiliser. Il donne aussi à son président du Conseil, Si Bekkaï, l'ordre de faciliter par tous les moyens la tâche des Algériens au Maroc.

Tout, il est vrai, ne dépend pas encore complètement de lui. En mai 1956, le yacht *Dina* qui, entre-temps, a été « offert gracieusement » au F.L.N. par la reine Dina, fait un nouveau voyage Alexandrie-Nador, avec le même genre de marchandise. Mais Nador est toujours contrôlé, pour un temps, par les autorités espagnoles. Et le yacht, une nouvelle fois, doit longer la côte pour débarquer sa cargaison. Des barques de pêcheurs marocains font la navette et 46 caisses tombent à la mer. Mais l'essentiel est récupéré.

Le Dr Khatib, pour sa part, décide de remettre au F.L.N. une bonne partie des armes dont disposait l'A.L.N. marocaine. Un bureau officiel du Front est installé rue Témaza à Rabat, avec Cheikh Khereddine comme responsable. Ce bureau central s'ajoute à ceux qui existent déjà à Tétouan, Nador, Oujda, etc., l'ensemble fonctionnant sous l'autorité de Mohamed Boudiaf.

Enfin, par une autre décision de Mohamed V, un bateau

1. Il faut d'ailleurs souligner que, jusqu'à son départ d'Espagne, en juin 1957, l'ambassadeur Abdelhalek Torrès mettra toutes les ressources de ses services à la disposition du F.L.N.

acheté en Italie à un Anglais pour servir aux transports d'armes de la Résistance marocaine est remis au F.L.N. Baptisé alors le *St Briavals* il va devenir célèbre sous le nom de l'*Athos*.

Le F.L.N., en effet, a provisoirement décidé de rassembler toutes les armes dont il dispose ou pourra disposer dans la zone Nord du Maroc. C'est de là que l'acheminement vers l'intérieur est le plus facile : on les dirige à travers la frontière, vers la wilaya 5 et, partiellement, vers la wilaya 6.

Mais une grande quantité de ces armes doit venir d'Egypte. Car, ici aussi, des événements importants sont intervenus. La nationalisation du Canal de Suez a ouvert une grave crise franco-égyptienne. En juin 1956, Ben Bella, pour la première fois, a rencontré Nasser. Une grande amitié, faite de confiance mutuelle, est née entre les deux hommes. Et le Président égyptien a promis au leader algérien toutes les armes dont la Révolution a besoin. Ce sont ces armes qui seront chargées sur l'*Athos*, en même temps que 500 mitraillettes Beretta offertes par les Marocains. A la mi-octobre, le navire quitte Alexandrie à destination de Nador. Mais, repéré par les autorités française, il est contraint par elles de gagner Oran, où la cargaison est déchargée. Brahim Niyal, qui une fois de plus la convoyait, est arrêté.

500 autres mitraillettes Beretta, offertes aussi par les Marocains, auront un meilleur sort. Bourguiba ordonne à Ahmed Tlili de les faire transporter dans les camions de la garde nationale et, à travers la Tunisie, elles entrent en Algérie sans encombre. Mais la capture de l'*Athos* a une autre conséquence inattendue, plus grave pour le développement de la Révolution algérienne.

Le 16 octobre 1956, en effet, Khider et Aït Ahmed arrivent à Madrid, se rendant au Maroc, où ils vont expliquer à Mohamed V la position du F.L.N. à la veille de la Conférence maghrébine qui doit se réunir à Tunis.

Le 19, Ben Bella à son tour part pour Madrid avant de gagner lui aussi le Maroc, en vue de réceptionner l'*Athos* avec ses compagnons.

Or, à l'escale de Rome, il apprend la perte du navire. Il change aussitôt ses plans et, jugeant que la conférence de Tunis peut avoir une importance exceptionnelle, il décide de se rendre à Rabat pour y rejoindre la délégation.

Le 20 octobre, de Madrid il gagne donc Tétouan en compagnie du Dr Hafed Ibrahim et de M'hamed Yousfi. Il y retrouve Boudiaf, qui lui annonce que le prince Hassan insiste pour que la délégation aille au complet à Rabat. Khatib et Abderrahmane Yousfi le confirment quelques instants plus tard.

Vers 15 h 30 l'avion du prince arrive en effet à Tétouan, prend la délégation à son bord et l'amène vers 17 heures à Rabat. Recevant aussitôt les leaders algériens dans son palais de Souissi, Hassan les informe du désir du Roi de les voir sans délai.

A 18 heures, la délégation est donc au palais. Elle comprend Ben Bella, Mohamed Khider, Boudiad, Aït Ahmed, auxquels s'est joint Mostefa Lacheraf, jeune professeur qui vient d'arriver de France. Le prince Hassan, le Dr Hafed Ibrahim et Abderrhamane Yousfi assistent à l'entrevue.

Répondant à un exposé de Khider, Mohamed V, en termes très affectueux, confirme sa solidarité avec l'Algérie en lutte, et demande si le F.L.N. désire être présent à la Conférence de Tunis. Dans le cas contraire, il est prêt à se faire son porte-parole. La délégation algérienne résume son point de vue : poursuite de la lutte du peuple algérien, dans le cadre de la solidarité maghrébine, jusqu'à l'indépendance. Et elle formule son intention de l'exprimer directement à la Conférence.

Le roi accepte et l'on sait la suite : le 22 octobre à 10 h 30 l'avion de Mohamed V quitte Rabat et arrive sans encombre à Tunis. A 12 heures, la délégation algérienne s'envole à son tour, fait escale aux Baléares..., puis se retrouve à Alger, détournée en plein vol par les services spéciaux de l'armée française.

Ainsi se clôt l'histoire de la « Délégation extérieure ». Elle comporte un épilogue : du fait de l'arrestation de Boudiaf, Boussouf devient le responsable F.L.N. au Maroc et prend aussitôt contact avec le Dr Hafed et le Dr Khatib. Le roi du Maroc, ulcéré par l'affront que vient de lui infliger le gouvernement français, décide d'intensifier son aide au F.L.N. Dès novembre

il remet à Khatib et Hafed 250 millions d'anciens francs destinés à des achats d'armes pour la Révolution algérienne. Ces 250 millions permirent l'achat de 2 750 fusils Mauser et de leurs munitions, qui seront débarqués en février 1957 à Tanger et remis entre les mains des représentants de Boussouf (notamment Cheikh Allal et Gadiri). Le Dr Hafed remettra ensuite 100 000 dollars à Belkacem Krim, tandis que Me Chérif, conseiller du roi, donnera 117 millions à M'hamed Yousfi pour étoffer, à Madrid, son organisation des réseaux d'armes. Quant au Dr Khatib, devenu en 1960 ministre des Affaires africaines, il assurera au F.L.N. jusqu'à l'indépendance le plus efficace et le plus fraternel des appuis. Par son intermédiaire, le prince Hassan donnera même aux Algériens des armes en provenance directe des arsenaux de l'armée royale...

X

Pour l'évasion de Ben Bella

Le détournement, le 22 octobre 1956, de l'avion qui transportait Ben Bella, Khider, Boudiaf et Aït Ahmed, auxquels s'était joint Mostefa Lacheraf, a joué dans la Révolution algérienne un rôle qu'il est malaisé d'apprécier.

Dans l'immédiat, évidemment, il tranchait de manière inattendue le conflit latent entre l'Intérieur et l'Extérieur que venait de révéler le Congrès de la Soummam. Mais il privait aussi la Révolution de quatre dirigeants d'envergure, tout en accroissant leur prestige et en leur évitant d'être mêlés de trop près aux difficultés internes qui allaient déchirer, parfois tragiquement, le F.L.N. Ce qu'on ne manquera pas de ressentir quand la direction du Front s'installera, en fait, à l'extérieur, — mais avec une équipe assez différente de celle de la Soummam; puis quand l'Algérie accédera à l'indépendance.

Sur le plan diplomatique, d'autre part, l'enlèvement des « Quatre » (qui se rendaient à la conférence maghrébine organisée par le président Bourguiba et le roi du Maroc) anéantissait tout espoir de médiation des pays frères et mettait fin aux « contacts » qu'avait établis, malgré tout, le gouvernement Guy Mollet [1]. Il marquait, à Alger, la victoire des ultras et traduisait, à Paris, la faiblesse d'un gouvernement qui, mis devant le fait

1. Khider, ne l'oublions pas, avait été le principal interlocuteur des envoyés de Guy Mollet lors des rencontres organisées en juillet, août et septembre 1956 à Belgrade et à Rome. Et il portait sur lui, lors de son arrestation, le compte rendu de ces entretiens.

accompli, n'avait pas osé désavouer les chefs militaires. Bref, il a joué, sans doute, un rôle non négligeable dans la prolongation et l'aggravation de la guerre.

Or, il s'en fallut de peu que les conséquences de ce coup de main ne fussent effacées par un autre coup de main, plus audacieux encore que le premier. Dès le transfert à la Santé de Ben Bella et de ses compagnons, en effet, le président Nasser décida personnellement de tout tenter pour organiser l'évasion des leaders algériens.

Le chef du S.R. de l'aviation égyptienne, Issam Khalil, fut chargé d'étudier l'opération. D'ordre de Nasser, tous les moyens, sans exception, devaient être mis à sa disposition, à commencer, bien entendu, par ceux, très considérables, que les services égyptiens pouvaient avoir à travers le monde.

Après quelques semaines d'études, un plan détaillé fut ainsi mis au point, qui reçut, sans tarder, un commencement d'exécution.

Les agents égyptiens recrutèrent une vingtaine d'Allemands qui avaient servi dans la Légion étrangère française. Ces hommes ne se connaissaient pas entre eux et furent constitués en équipes de trois, provisoirement basées en Allemagne fédérale. Seul, leur chef était au courant de l'objectif poursuivi. Homme de confiance des services égyptiens, on l'appelait simplement Hans et on le surnommait parfois Barberousse, parce qu'il avait effectivement une barbe rousse, qu'il devait d'ailleurs raser la veille de l'opération.

Tous ces légionnaires reçurent des uniformes de gardes mobiles français et des mitraillettes, acheminées, avec leurs munitions, d'Egypte vers l'Allemagne.

Le plan était le suivant : au jour J, Hans et ses hommes, déguisés en gardes mobiles et en fonctionnaires de police, devaient se présenter à la Santé avec tous les papiers nécessaires en vue d'effectuer un transfert de prisonniers. Le lieu des destination officiellement prévu était une prison du nord-est de la France. En fait, une fois pris en charge Ben Bella et ses compagnons, le cortège se fût dirigé vers un lieu sûr, non loin de la frontière allemande, afin de la faire franchir le plus rapidement possible aux leaders algériens. En territoire allemand attendait un petit avion qui, piloté par Issam Khalil luimême, devait voler en rase-mottes jusqu'en Allemagne de l'Est.

Pour tout prévoir, les services égyptiens s'étaient assuré le concours d'une importante personnalité française qui avait donné des conseils techniques et facilité la fabrication des fausses pièces destinées à authentifier le transfert. Hans « Barberousse » lui-même avait habité plusieurs jours à proximité de la Santé pour étudier les lieux. Muni de grosses jumelles et de plans détaillés, il avait observé, de jour et de nuit, les allées et venues autour de la prison, le mouvement de la circulation, les éventuels endroits critiques. Accompagné de trois éléments de son groupe, il avait longuement étudié, sur place, la manière dont se faisait l'entrée et la sortie des fourgons cellulaires, chronométrant les temps d'arrêt, l'ouverture et la fermeture des portes de la prison, etc. L'opération devait se faire de nuit, ce qui exigeait, bien entendu, une excellente pratique des lieux. Les fourgons cellulaires, les voitures et tout le matériel destiné au transfert avaient d'ailleurs été réunis plusieurs semaines à l'avance, afin que tous les membres de l'équipe pussent se familiariser avec leur emploi et effectuer à loisir toutes les « répétitions » nécessaires.

Quand les préparatifs furent assez avancés, le président Nasser en confia l'application à l'un de ses collaborateurs les plus sûrs, le commandant Fathi Dib. Officier du S.R., alors âgé d'une quarantaine d'années, celui-ci était spécialisé dans les affaires du Maghreb et chargé plus spécialement des relations avec les dirigeants de la Révolution algérienne. Ami personnel de Ben Bella, son premier soin fut évidemment de faire informer celui-ci, par un intermédiaire sûr, du projet d'évasion, et de lui demander son avis. Ben Bella mit Khider au courant et tous deux donnèrent leur accord. Mais, pour éviter des discussions et tout risque de fuites, ils s'abstinrent d'aviser leurs compagnons, se réservant de leur révéler le plan un ou deux jours seulement avant le moment de son exécution.

Maintenant, l'heure de la décision définitive approchait. Une date de principe fut fixée : pendant que Nasser, invité

par le maréchal Tito, se trouverait sur son yacht, en route pour la Yougoslavie.

Toutes les dispositions prises furent passées en revue. Un point inquiétait les services égyptiens : la personnalité française, dont le concours était capital, ne risquait-elle pas de flancher, voire de trahir, au dernier moment? Pour prendre toutes garanties, on lui suggéra d'envoyer au Caire sa femme et ses enfants, qui y resteraient pratiquement comme otages jusqu'à la fin de l'opération. L'homme accepta.

On décida alors de tenir une ultime réunion avec tous les responsables pour reprendre, point par point, l'ensemble du plan, en évaluer les risques à chaque étape et choisir finalement de le mettre, ou de ne pas le mettre à exécution.

Nasser, qui achevait ses préparatifs pour son voyage en Yougoslavie, donna à Fathi Dib des instructions formelles : s'il y a la moindre inquiétude pour la sécurité et la vie de Ben Bella, le projet devra être abandonné. L'opération ne doit être tentée qu'à coup sûr.

Quelques jours avant le jour J, Fathi Dib se rendit donc en Allemagne pour y retrouver Issam Khalil. Celui-ci, qui était accompagné d'un membre des services secrets, se faisait passer pour un riche commerçant, malade, accompagné de son médecin. Son compagnon était d'ailleurs un vrai médecin.

La réunion eut lieu dans un Grand Hôtel de Mannheim entre Fathi Dib, Issam Khalil et un militant arabe, ami de Ben Bella. Pour assurer la réalisation du plan, Fathi Dib avait apporté avec lui une mallette contenant, en dollars, une somme de plusieurs centaines de millions d'anciens francs. Près de cinq cents millions d'anciens francs avaient déjà été dépensés, à ce moment-là, pour la préparation du projet.

Afin d'éviter des « indiscrétions » toujours possibles, la chambre d'hôtel n'avait été réservée qu'à la dernière minute. Trois hommes se réunirent dans la salle de bains, minutieusement inspectée au préalable. Et pour couvrir leur conversation, ils branchèrent un transistor, tout en ouvrant les robinets de la baignoire.

Tout fut ainsi revu, dans les moindres détails. Mais, au vu de ces données, Fathi Dib et ses compagnons finirent par conclure que l'opération ne pouvait pas exclure entièrement un danger éventuel pour Ben Bella et ses compagnons.

L'une des principales raisons d'inquiétude tenait à la personnalité des membres du commando, Hans mis à part, bien entendu. Il s'agissait, on l'a dit, d'Allemands, ex-légionnaires, recrutés uniquement pour de l'argent et dont les réactions n'étaient pas sûres. Craignant leurs bavardages, Hans ne les avait pas mis au courant du but réel de l'opération, — leur disant qu'il s'agissait de faire évader un chef de bande disposant d'importants moyens financiers. Mais la plupart d'entre eux, ayant servi en Algérie, pouvaient reconnaître Ben Bella et être tentés, soit de lui faire un mauvais sort, soit, plus probablement, de s'en emparer à titre personnel, pour le « revendre » aux autorités françaises. Bref, tout imprévu ne pouvait être écarté; et compte tenu des ordres très stricts de Gamal Abdel Nasser, les trois hommes décidèrent, la mort dans l'âme, de renoncer au projet.

Il avait été décidé, antérieurement, d'informer Nasser, sur son yacht, des résultats de l'opération, par un télégramme : « L'état du malade a nécessité une opération chirurgicale, qui s'est bien passée. »

C'est un autre message qui lui parvint : « L'état du malade ne le permettant pas, les médecins ont décidé de renoncer à toute intervention chirurgicale. »

Et voilà pourquoi, aujourd'hui, quelque part dans le Rhin, doivent se trouver une trentaine de mitraillettes venues d'Egypte...

XI

Diplomatie parallèle

Que le général de Gaulle ait suivi de près l' « affaire algérienne », bien avant 1958, nul évidemment n'en doute. Qu'il ait pris, très vite, des contacts relativement audacieux en vue de former son opinion et, sans doute, de se préparer à agir, est peut-être moins connu.

Je puis, à cet égard, porter un témoignage qui date de mon bref séjour à Paris (en liberté du moins) les premiers mois de 1957.

Il y avait à Paris, à cette époque, un journaliste autrichien nommé Artur Rosenberg. Bien introduit dans les milieux politiques français, il connaissait notamment Gaston Palewski [1], ancien directeur de cabinet du général de Gaulle, au temps de la Libération. Or celui-ci, un jour, vint le trouver et, sans ambages, lui demanda s'il pouvait établir le contact avec Ahmed Boumendjel : « Je désire, ajouta-t-il, m'entretenir avec lui. Au nom du général de Gaulle. »

Boumendjel, je l'ai dit, était alors membre du Comité fédéral de la Fédération de France du F.L.N. Palewski l'ignorait probablement. Mais il ne doutait sans doute pas des sentiments de l'avocat qu'on « soupçonnait » déjà, dans certains milieux, d'appartenir au F.L.N. Il y avait une autre raison à ce choix : Boumendjel, pour Palewski, n'était pas un inconnu. Il avait fait sa connaissance à Alger en novembre 1944, comme collabo-

1. Actuellement Président du Conseil constitutionnel.

rateur du général et s'était longuement entretenu avec lui au domicile algérois d'une importante personnalité de la communauté juive, le Dr Loufrani. Une certaine sympathie s'était manifestée entre les deux hommes.

Rosenberg, donc, joignit sans peine Ahmed Boumendjel qui, avec mon accord, accepta la rencontre. Celle-ci eut lieu au domicile parisien du journaliste, 17 bis rue Erlanger (16ᵉ). Et tout de suite, les deux hommes procédèrent à ce qu'on est convenu d'appeler un « tour d'horizon » de la situation en Algérie.

Puis Palewski, insistant pour montrer combien le général de Gaulle était préoccupé par tous les aspects de cette question, cita soudain cette réflexion que, dit-il, le général lui avait faite, fort récemment :

— Pourquoi les Algériens demandent-ils l'arbitrage de Nehru ou de telle ou telle autre personnalité, alors que ce serait si simple de s'adresser directement à de Gaulle?

Boumendjel demanda aussitôt à son interlocuteur de préciser sa pensée. Quel était exactement le but de la démarche de Palewski?

— Dans un premier temps, répondit Palewski : est-il possible d'obtenir de la direction du F.L.N. qu'elle cite le nom du général de Gaulle dans une déclaration officielle ou un autre document public?

Boumendjel, bien entendu, observa qu'il n'était pas qualifié pour répondre, mais promit de transmettre le message.

Il vint aussitôt me trouver, me raconta l'entretien, cita les phrases de Palewski et me demanda ce que j'en pensais, s'attendant visiblement à un refus. Je réfléchis un moment :

— Pourquoi pas? lui dis-je.

Dès cette époque, en effet, j'avais nettement conscience qu'aucun homme politique de la IVᵉ République n'aurait jamais l'autorité suffisante pour oser régler la question algérienne. Je n'envisageai pas pour autant, bien entendu, l'arrivée au pouvoir — surtout si rapidement — du général de Gaulle. Mais je pensais que son prestige, s'il le mettait dans la balance, pouvait permettre de rapprocher la solution.

Quelque temps plus tard, de Gaulle prononça au Val d'En-

fer un discours dans lequel, parlant de la Résistance française, il évoqua le sacrifice des Algériens tombés au combat dans ses rangs.

Presque au même moment, Guy Mollet fit une déclaration reprenant son sempiternel « triptyque » : cessez-le feu, élections, négociation.

Je saisis cette double occasion et publiai un texte dans lequel figurait un paragraphe où je rendais hommage au général de Gaulle pour n'avoir pas oublié, contrairement aux autres dirigeants français, la part prise par les Algériens à la libération de la France.

Peu après cette déclaration, la première où un dirigeant national du F.L.N. citait le nom du général, Palewski fit part de sa joie à Boumendjel. Les deux hommes eurent une nouvelle entrevue. Ils discutèrent, cette fois, de l'organisation d'une rencontre, évidemment secrète, entre le général de Gaulle et moi-même. Mon arrestation, peu après, empêcha ce projet d'aboutir.

Je ne peux donc dire à quoi il correspondait exactement dans la pensée du général, plus d'un an avant que les conditions ne fussent réunies pour son retour au pouvoir.

Il appartenait d'ailleurs à Boumendjel d'être « l'homme des contacts » puisque c'est lui, on le sait, sous de Gaulle maintenant, trois ans plus tard, qui mena la première négociation de Melun.

C'est Jean Amrouche qui, de concert avec Olivier Guichard, organisa pratiquement cette entrevue. De notre côté, figuraient Boumendjel, Mohamed ben Yahia et Hakiki. Du côté français, De Leusse, Morris et le général de Gastigne.

Dès le départ, il apparut qu'un malentendu fondamental existait à la base. Boumendjel, en effet, indiqua tout de suite que son seul rôle consistait à proposer une rencontre entre les deux présidents, de Gaulle et Ferhat Abbas. La délégation française n'en rejeta pas le principe, mais réclama une trêve préalable :

— Le général de Gaulle, expliqua son porte-parole, ne pourrait accepter de rencontrer M. Ferhat Abbas au moment où tombent des soldats français.

Boumendjel observa que les soldats algériens tombaient aussi et qu'une trêve ne pourrait être que le résultat d'un accord. Chacun restant sur ses positions, l'échec était inévitable.

Les contacts ainsi établis, cependant, ne cessèrent pratiquement pas jusqu'à la négociation d'Evian. Et c'est à Boumendjel encore, à la fin de 1960, qu'il revint de les nouer, plus sérieusement, cette fois. Son interlocuteur fut Georges Pompidou, délégué spécialement et dans le plus grand secret (à la différence de Melun) par le général de Gaulle.

Préparée par une importante personnalité suisse, Me Long, la rencontre eut lieu à Lucerne. Et, d'emblée, la négociation s'amorça, jusque sur le plan géographique, sur un pied d'entière égalité. Trois chambres avaient été réservées à l'hôtel Terminus, qui se suivaient en enfilade. A une extrémité, les délégués algériens : Ahmed Boumendjel et Tayeb Boulharouf. A l'autre, les Français : Georges Pompidou et Hubert de Leusse. La chambre du milieu était affectée aux entretiens.

Après exposé par Boumendjel et Pompidou des points fondamentaux de la « doctrine de paix » des deux parties, Pompidou fit une déclaration capitale :

— Le gouvernement français, dit-il, admet l'indépendance pour ce que nous appelons l' « Algérie utile », c'est-à-dire le Sahara exclu. C'est nous qui avons inventé le Sahara et il n'est pas question de vous le donner.

Boumendjel protesta :

— Le Sahara, exposa-t-il, en substance, est partie intégrante de l'Algérie et nous ne saurions transiger à cet égard.

Pompidou revint à la charge :

— Les départements sahariens, affirma-t-il, sont des départements français. Les populations sahariennes sont d'ailleurs absentes de votre mouvement. Ce territoire représente trois fois la France. Nous l'avons mis en valeur de toutes pièces et nos projets économiques en ce qui le concerne sont de première importance. D'ailleurs en restant français, les Sahariens, en plus de bien des avantages, ne paieront jamais d'impôts.

A nouveau, Boumendjel développa la position du F.L.N., assurant que jamais la Révolution algérienne n'accepterait de compromis sur ce point.

Poursuivi pratiquement sans interruption de 9 heures à 19 heures, l'entretien achoppa ainsi sur ce point de principe fondamental.

Restait à dîner un peu, car tout le monde avait faim. On s'avisa alors que les cuisiniers étaient partis et qu'on pouvait seulement servir un « buffet froid ». Même là, d'ailleurs, le choix était restreint et l'on apporta un grand plateau composé entièrement de charcuterie et de viande séchée.

Boulharouf, en bon musulman, refusa d'y toucher. Cette première concession algérienne ravit Pompidou. Il entreprit de dévorer la charcuterie avec un appétit qui faisait plaisir à voir. Ce qui excita à son tour la faim de Boumendjel, lequel se jeta finalement sur les dernières tranches de viande séchée.

Quant à la négociation, elle se révéla finalement plus fructueuse qu'il n'avait paru. De Gaulle, en réalité, s'était engagé de façon irréversible sur la voie de la paix. Et ce que Pompidou, en son nom, avait déclaré impossible, — « donner le Sahara à l'Algérie » — il l'accorda quelque temps plus tard, au détour d'une phrase, comme la chose la plus évidente du monde.

Ainsi se traduisait le réalisme du Président de la République française. Car, avant d'en arriver là, il avait tout tenté, par tous les moyens, de l'offensive militaire à outrance aux manœuvres politiques de division, pour réduire la Révolution algérienne. Mais quand il se rendit compte que c'était impossible, et que l'indépendance était inéluctable, il eut l'intelligence d'aller dans cette direction avec une détermination qui lui fit lever, un à un, tous les obstacles.

TROISIÈME PARTIE

TRAGÉDIE ET VICTOIRE

XII

L'assassinat d'Abane Ramdane, le Jean Moulin algérien

Le 29 mai 1958, *El Moudjahid*, organe central du F.L.N., publiait son numéro 24, la première page entièrement encadrée de noir. En titre, au-dessus d'une grande photo : « Abane Ramdane est mort au champ d'honneur. »

Et voici le texte : « Le Front de Libération Nationale a la douleur d'annoncer la mort du frère Abane Ramdane, décédé sur le sol national des suites de graves blessures reçues au cours d'un accrochage entre une compagnie de l'Armée de libération nationale chargée de sa protection et un groupe motorisé de l'armée française.

« C'est en décembre 1957 que le frère Abane Ramdane s'était chargé d'une mission importante et urgente de contrôle à l'intérieur du pays. Il réussissait à franchir avec beaucoup de difficultés les barrages de l'ennemi pour parvenir aux lieux qu'il s'était assignés. Sa mission se déroulait lentement et sûrement. Avec cette conscience et cette minutie que nos djounouds ont eu si souvent l'occasion d'apprécier, Abane poursuivait sa tâche journellement. Contactant inlassablement l'Armée et les commissaires politiques, il parcourait les zones dans tous les sens, entouré de l'affection et de l'admiration de tous ses frères. Une compagnie de djounouds était spécialement chargée de sa protection et rien ne laissait prévoir l'accident brutal qui devait l'arracher à la ferveur de l'Algérie combattante.

« Malheureusement, dans la première quinzaine d'avril, un violent accrochage entre nos troupes et celles de l'ennemi devait

mettre la compagnie de protection de notre frère Abane dans l'obligation de participer à l'engagement. Au cours du combat qui dura plusieurs heures, Abane fut blessé. Tout laissait espérer que ses blessures seraient sans gravité. Entouré de soins vigilants, nous espérions que la constitution robuste de Abane finirait par l'emporter. Pendant des semaines nous sommes restés sans nouvelles, persuadés cependant qu'il triompherait une fois encore de l'adversité. Hélas! une grave hémorragie devait lui être fatale.
« C'est la triste nouvelle qui vient de nous parvenir.
« La belle et noble figure de Abane Ramdane, son courage et sa volonté ont marqué les phases essentielles de la lutte du Peuple algérien.

« Né en 1919, ancien élève du collège de Blida, doué d'une solide culture, il était dès 1946, membre du M.T.L.D. Il se distinguait rapidement par ses qualités d'organisateur, devenait membre du Comité Central et chef de la willaya de l'Est (à l'époque du Nord constantinois). Impliqué dans le " complot " dit du Constantinois, il était arrêté et condamné à six ans de prison, fin 1950. Son comportement courageux au cours de sa longue détentation devait entraîner pour lui des déplacements continuels. Commençait alors un long périple dans les prisons centrales de France et d'Algérie.

« Libéré en février 1955, il entrait immédiatement au Front de Libération Nationale dont il devenait rapidement un membre dirigeant. A ce titre, il participera à l'organisation du Congrès de la Soummam (août 1956). Désigné comme membre du Comité de Coordination et d'Exécution, il s'installait à Alger. Avec les autres frères, il menait "la bataille d'Alger " de décembre 1956 à mars 1957. Echappant de justesse au général Massu, il quittait l'Algérie pour participer à la conférence du Caire en août 1957.

« Le Front de Libération Nationale perd un de ses meilleurs organisateurs. L'Algérie combattante un de ses enfants les plus valeureux.

« Nous pleurons un frère de combat dont le souvenir saura nous guider. »

J'ai tenu à reproduire intégralement ce texte historique. Mise à part la biographie finale, autant de lignes, autant de mensonges. De toutes les tragédies qui ont marqué la Révolution algérienne, la mort d'Abane est l'une des plus atroces : mais non pour les raisons que donne la fraction dirigeante du C.C.E., inspiratrice de l'article.

Car il est temps de dire tout haut ce que quelques-uns savent, ce que beaucoup pressentent, et qui empoisonne encore, onze ans après, l'atmosphère de bien des milieux politiques algériens. Abane Ramdane n'est pas mort au champ d'honneur. Il a été, de la manière la plus lâche, attiré dans un guet-apens et assassiné, de sang-froid, par ceux qu'il croyait « les siens ».

Seuls, probablement, peuvent mesurer toute la gravité de cette perte ceux qui, comme moi, eurent la chance difficile de travailler avec lui. Mais nul ne restera insensible au destin d'un homme qui, après avoir été le principal organisateur des combattants de l'intérieur, tombera, en réalité, pour avoir voulu leur rester fidèle.

Militant du M.T.L.D., on l'a dit, et l'un des clandestins de l'Organisation Spéciale (O.S.), Abane était en prison lorsque éclata l'insurrection du 1er Novembre. Mais dès sa sortie, en 1955, il rejoignit évidemment le F.L.N. où il joua très vite le rôle principal.

L'organisation du Front, à ce moment-là, était encore embryonnaire. Il y avait des maquis en Kabylie, dans les Aurès; dans d'autres régions, ils commençaient de s'étendre. Mais le M.N.A. de Messali Hadj existait aussi et une grande confusion régnait dans beaucoup d'esprits. C'est elle qu'Abane entreprit de faire cesser dès qu'il assuma, à Alger, des responsabilités politiques.

Je l'ai rencontré pour la première fois en 1955. Il savait le travail accompli par notre réseau et il me fit demander de le voir. Ce qui se fit par l'intermédiaire de H'didouche, dans une maison de la Casbah. Nous eûmes alors une très longue conversation au cours de laquelle nous nous heurtâmes vivement.

Ma conception de la Révolution algérienne, telle que je la lui exposai, était claire : nous devions rallier au F.L.N. le plus

grand nombre possible d'Algériens, d'une part, et d'autre part tenter d'isoler la grosse colonisation de la masse des Européens d'Algérie qu'on pouvait, sinon gagner à notre cause, au moins neutraliser. Il convenait aussi de mener une action politique conséquente au Maghreb, puis en France et enfin dans le monde.

Abane lui-même avait une autre thèse. Toute action auprès de la communauté européenne était, à ses yeux, inutile; et non moins vains les efforts d'explication visant l'opinion française. Une seule chose comptait : le langage des armes.

Nous nous rendîmes compte par la suite qu'il s'agissait surtout, de part et d'autre, d'une différence d'accent. La lutte armée, pour moi, ne se suffisait pas à elle-même, mais elle était évidemment décisive. Et il était loin, quant à lui, de négliger la lutte politique. Ainsi naquit entre nous une grande amitié qui ne cessa de s'approfondir : car nous travaillâmes de ce jour en liaison très étroite. Il fut, je l'ai dit, en collaboration avec moi, le grand organisateur du Congrès de la Soumman. Et après le Congrès, je fus, sur sa proposition, adoptée à l'unanimité, le seul membre du C.N.R.A. à participer, à part entière, aux réunions du C.C.E. J'eus ainsi toute latitude d'observer comment cet homme, qu'on jugeait parfois, quand on le connaissait mal, autoritaire et cassant, était en réalité accessible à la discussion si l'on était capable d'en mener une.

Il n'est pas douteux, cependant, que son action à Alger lui avait valu une autorité considérable dont certains avaient fini par prendre ombrage. La question ne se posa guère tant que le C.C.E. resta à Alger, la personnalité d'Abane s'imposant par la force des choses. Elle ne tarda pas à surgir quand cet organisme dirigeant du Front dut, traqué par les parachutistes, quitter le territoire national, en été 1957, pour s'installer en Tunisie.

Cette installation même, en fait, fut obscurément la première source du conflit. Exigée par les circonstances, la « sortie » du C.C.E. n'était vue par Abane que comme un pis-aller provisoire. Il fallait, pensait-il, revenir en Algérie le plus rapidement possible afin d'assumer, sur place, la direction du combat. Les premiers mois passés en Tunisie ne firent que renforcer, chez lui, cette conviction. Il ne tarda pas à constater, en effet,

que la vie à l'extérieur pouvait mener facilement un dirigeant à se couper des réalités de la lutte et à perdre une vision saine des choses, quand elle ne le conduisait pas tout simplement à un mode de vie incompatible avec ses responsabilités.

Il ne manqua pas, dès lors, une occasion de le rappeler, et de fustiger publiquement l'attitude de certains responsables. Comme il ne mâchait pas ses mots, il indisposa rapidement ceux qu'il prenait pour cible. Mais son autorité était telle que nul n'osait l'affronter ouvertement. Arriva ainsi, un jour, où, recevant plusieurs hauts responsables, il entra dans une violente colère, les menaçant de les dénoncer publiquement. « Puis je rentrerai en Algérie, ajouta-t-il, pour mener la lutte au milieu des djounouds et des militants. »

Abane, tous le savaient, était homme à le faire, et une véritable panique s'empara des intéressés. Nul doute qu'il n'en mesura pas l'ampleur : cette témérité et ce franc-parler allaient précipiter les choses.

A quelque temps de là, en effet, des messages en provenance des services de liaison du F.L.N. commencèrent à arriver du Maroc. Ils faisaient état de graves frictions entre le gouvernement marocain et les autorités locales du Front. On parlait de militants arrêtés, séquestrés, de stocks d'armes saisis, etc.

Au début, Abane n'y attacha pas une importance excessive, laissant à d'autres responsables le soin de régler des différends qu'il pensait mineurs. Mais, petit à petit, les télégrammes se firent plus pressants. La situation, disaient-ils, était devenue très grave. Seul le roi Mohamed V, désormais, pouvait régler le problème. Il y était disposé, mais il tenait à en discuter directement, au préalable, avec le principal dirigeant du F.L.N., Abane Ramdane. Krim, Boussouf et Ben Tobbal intervinrent alors : « Tu dois te rendre à Rabat », conseillèrent-ils à Abane.

Abane se laissa convaincre. Une date fut retenue. Quelques jours auparavant, Boussouf, responsable des liaisons, gagna le Maroc pour préparer l'arrivée de son compagnon. Et le 22 décembre 1957, Abane, accompagné de Krim Belkacem et de Mahmoud Cherif, tous deux membres du C.C.E., s'envolait, à son tour, via l'Espagne.

Sur ce qui suivit, je dispose de trois versions principales. On verra qu'elles coïncident très largement quant aux faits essentiels et même à beaucoup de détails. Elles ne diffèrent que sur quelques points, et surtout sur le partage des responsabilités entre les trois grands acteurs du drame : Belkacem Krim, Abdelhafid Boussouf et Lakhdar ben Tobbal.

La première version est celle de Mᵉ Ahmed Boumendjel, à l'époque l'un des plus proches collaborateurs d'Abane, qui suivit le développement de la crise au sein du C.C.E. et fit une enquête personnelle sur ce qui se passa au Maroc le 22 décembre 1957.

Après la « sortie » du C.C.E. à l'extérieur, confirme-t-il d'abord, Abane, effectivement, critiquait de façon ouverte et souvent très dure, le comportement de Krim, Boussouf et Ben Tobbal. Ceux-ci avait trop tendance, proclamait-il, à se considérer comme des chefs inamovibles devant échapper à tout contrôle, alors que leurs « possibilités » politiques eussent dû les incliner à plus de modestie. Cela les amena à se trouver solidaires contre lui, surtout lorsque Abane les menaça de rentrer à l'intérieur pour les dénoncer auprès des combattants. De ce jour, ils commencèrent à se réunir sans lui et même sans qu'il fût informé. Ils cherchaient le moyen de diminuer son autorité et de l'isoler au sein des cercles dirigeants. Mais la personnalité d'Abane, son prestige et son autorité rendaient la chose presque impossible. C'est alors que le complot fut tramé. Les messages prétendument envoyés du Maroc étaient des faux fabriqués par les services de Boussouf. Les enlèvements de militants F.L.N. par la police marocaine, les refus de transit d'armes et les autres difficultés qu'ils montaient en épingle finirent d'ailleurs par intriguer Boumendjel, alors adjoint d'Abane au département de l'Information.

Pour en avoir le cœur net, il rendit visite à son ami Alami, alors ambassadeur du Maroc à Tunis, et lui dit sa surprise du comportement attribué aux autorités marocaines. Alami tomba des nues :

— Je n'ai connaissance d'aucun fait de cet ordre, lui affirma-t-il catégoriquement.

— Pourrais-tu en demander confirmation? suggéra, pour plus de sûreté, Boumendjel.

Alami adressa un télex à Rabat et reçut immédiatement un démenti formel des plus hautes autorités marocaines. Boumendjel, de plus en plus méfiant, fit part de ses craintes à Abane. Mais les services de Boussouf continuant à adresser au C.C.E. des messages de plus en plus pressants, parlant d'une situation aggravée et réclamant l'intervention directe d'Abane, celui-ci, pour éclaircir l'affaire, finit par décider de partir quand même pour le Maroc. Il pensait que, peut-être grossis, les incidents signalés par les télégrammes pouvaient avoir un fond de vérité, même si les autorités marocaines les démentaient officiellement.

Comme il commençait, néanmoins, à perdre un peu confiance en ses trois collègues du C.C.E., il convint avec un de ses amis demeuré à Tunis, *R.G.*, de lui envoyer un message à l'escale de Madrid si quelque chose lui semblait anormal.

De fait, un message de Madrid parvint à *R.G.* : selon le code convenu, il signalait des « choses bizarres » remarquées par Abane avant même qu'il fût parvenu à destination.

Quelques heures plus tard, l'avion atterrissait au Maroc. Aussitôt Boussouf, qui l'attendait, mit à exécution la décision prise en commun avec Krim et Ben Tobbal : Abane, conduit dans une villa, y fut étranglé par des hommes de main...

J'ai demandé à Belkacem Krim ce qu'il pouvait répondre à ces accusations. Et voici, très fidèlement rapportée, la version des faits qu'il m'a donnée :

Abane, dit-il, faisait un « travail fractionnel » et tentait de dresser aussi bien les maquisards que les militants contre les autres membres du C.C.E. Plusieurs démarches furent faites auprès de lui pour le convaincre de modifier son attitude. En vain : on constata qu'Abane, loin de se modérer, persistait dans la même voie en aggravant ses attaques.

— Nous décidâmes alors — continue Krim — Ben Tobbal, Boussouf, Mahmoud Cherif, Ouamrane et moi-même, de le mettre en état d'arrestation en vue de le juger par la suite.

— Cette décision, ai-je demandé, a-t-elle été prise au cours d'une réunion régulière du C.C.E., en présence des autres membres de cet organisme?

— Non, m'a répondu Krim. Ni Ferhat Abbas, ni Ben Khedda, ni Sâad Dahlab, ni Mehri n'ont été tenus au courant.

— A l'aérodrome, raconte donc Krim, Boussouf nous accueillit avec quelques-uns de ses hommes et, tout aussitôt, me prit par le bras pour m'entraîner à part un bref instant. A brûle-pourpoint, il me dit : « Il n'y a pas de prison assez sûre pour garder Abane. J'ai décidé sa liquidation physique. » Indigné, je refusai, répliquant que ce serait un crime auquel je ne m'associerais jamais. Puis, sur l'aérodrome même, j'informai Mahmoud Cherif qui, bouleversé, eut la même réaction que moi.

Boussouf, selon Krim, était terriblement surexcité. Il avait les yeux hagards et ses mains tremblaient :

— Nous ne pouvons plus parler ici, dit-il, nous reprendrons cette discussion plus tard.

Tous s'engouffrèrent dans les voitures qui les attendaient. Celles-ci roulèrent assez longuement, avant de pénétrer dans la cour d'une ferme isolée. Abane, Boussouf, Krim, Mahmoud Cherif et leurs compagnons descendirent, pénétrèrent dans le bâtiment.

Arrivés dans la première pièce, un groupe d'hommes les attendait. Sitôt Abane entré, ils se jettent sur lui à six ou sept et le ceinturent. L'un d'eux lui presse de son poignet la pomme d'Adam, dans une prise souvent baptisée « coup dur ». Ils l'entraînent dans une seconde pièce dont la porte est aussitôt refermée.

— Voyant cela, assure Krim, j'eus un mouvement pour aller au secours d'Abane. Mais Mahmoud Cherif m'arrêta et me prit par le bras en disant à voix basse : « Si tu bouges, nous y passerons tous. »

Krim n'avait pas d'arme. Mahmoud Cherif non plus. Mais celui-ci mit la main dans la poche de son veston, pour donner le change aux autres hommes de Boussouf présents dans la pièce.

De la pièce voisine montaient les râles d'Abane, qu'on étranglait. Puis le silence se fit. Boussouf revint brusquement et, raconte toujours Krim, « il avait à ce moment-là la tête d'un monstre ». Il se mit à proférer des injures et des menaces indirectes contre tous ceux qui voudraient agir un jour comme l'avait fait Abane. Il allait et venait d'un pas rapide, saccadé, et Krim eut la certitude qu'il se demandait s'il n'allait pas les liquider eux aussi sur-le-champ.

Au bout d'un moment, néanmoins, Boussouf se calma un peu et donna l'ordre de repartir. Tous reprirent place dans les voitures, qui partirent en direction de Tétouan. Mais elles ne tardèrent pas à s'arrêter près d'une autre villa du F.L.N., déserte, comme si, à la dernière minute, Boussouf hésitait encore sur le sort à réserver à Krim et à Mahmoud Cherif. A l'intérieur, toujours fébrile, il se remit à arpenter la pièce en grognant des menaces. Et chaque fois qu'il arrivait devant Krim, il le regardait longuement avant de reprendre sa marche.

Finalement, le cortège des voitures repartit à nouveau pour retourner, cette fois, à l'aérodrome, où l'avion était prêt au décollage. Avant d'embarquer, assure Krim, lui-même et Mahmoud Cherif condamnèrent à nouveau le crime de Boussouf, lui disant qu'il en porterait seul la responsabilité. Dès leur arrivée à Tunis, les deux hommes informèrent Ben Tobbal, qui cria, lui aussi, son indignation. Tous trois, néanmoins, décidèrent de garder provisoirement le silence. Bien entendu, cela ne tarda pas à les mettre dans une situation délicate. Tout le monde, à commencer par leurs autres collègues du C.C.E., réclamait en effet des nouvelles d'Abane. Krim, Ben Tobbal, et Boussouf, rentré un peu plus tard du Maroc, décidèrent de répondre qu'il poursuivait une mission délicate au Maroc.

Cela dura plusieurs mois : jusqu'au jour où les trois hommes annoncèrent que leur compagnon, pris dans un engagement au cours d'une inspection en Algérie, avait été tué.

Tel est le récit de Krim. Sur les faits essentiels, on le voit, il confirme entièrement la version d'Ahmed Boumendjel. Une seule différence : selon Krim, il avait été décidé seulement d'emprisonner Abane, non de le tuer. Mais nul ne peut contester le caractère tout à fait illégal de cette décision, ni l'organisation du guet-apens.

Sur ce point je dispose de précisions fournies par un collaborateur direct de Boussouf :

— Boussouf, dit-il, m'informa un jour, en présence de trois de ses collaborateurs personnels, que la décision de tuer Abane avait été prise par Krim, Ben Tobbal, Mahmoud Cherif, Ouamrane et lui-même. Et il nous montra un document en ce sens, portant la signature de ces cinq hommes.

Mais mon interlocuteur précise que rien ne permet d'affirmer l'authenticité de ce document, montré très rapidement par Boussouf et que personne d'autre n'a eu entre les mains. Il ajoute qu'à l'arrivée au Maroc, Boussouf était accompagné à l'aérodrome par Abdeljlil Mâachou, alors responsable du Maroc oriental. Mais rien n'autorise à dire qu'il était au courant de l'opération. Quant au commando de tueurs, à l'intérieur de la ferme, il était dirigé par un homme de Boussouf, nommé H.P. Mais il est possible que celui-ci, comme les autres « exécuteurs », ait ignoré qu'il avait affaire à Abane.

A titre personnel, néanmoins, mon interlocuteur pense que jamais Boussouf n'aurait pris seul l'initiative d'un tel acte, s'il n'avait eu l'accord formel, au moins de Krim et Ben Tobbal. Et c'est aussi l'avis d'Ahmed Boumendjel.

Il est vrai, d'autre part, qu'à plusieurs reprises, Ben Tobbal a reconnu avoir participé à la décision d'emprisonner Abane mais en ajoutant que, ni de près ni de loin, il n'avait envisagé de le tuer : n'ayant appris le crime qu'au retour du Maroc de Belkacem Krim et de Mahmoud Cherif.

Ouamrane enfin, que j'ai questionné moi-même à Tunis, dès ma sortie de prison, m'a donné une version identique : consulté sur le projet d'emprisonnement d'Abane, il avait donné son accord mais il laissait à d'autres l'entière responsabilité du crime. Il me fit même un rapport écrit à ce sujet.

Il importe cependant de ne pas se laisser égarer. Quelle que soit l'atrocité du crime, le pas décisif a été accompli non lorsque les mains d'un tueur borné se sont refermées sur le cou d'Abane, mais lorsque ses compagnons l'ont attiré dans un guet-apens. Que quatre ou cinq membres du C.C.E., hors de toute réunion de cet organisme, sans que l'intéressé ait eu la moindre

possibilité de s'expliquer, aient « décidé », à titre personnel, ne fût-ce que l'emprisonnement d'un de leurs pairs, voilà le scandale majeur et le crime essentiel.

Or, aucun des cinq responsables ne nie le fait. Il y a plus : si seul Boussouf s'était rendu coupable du meurtre, pourquoi les autres ne l'ont-ils pas mis en accusation devant le C.C.E. et le C.N.R.A. ?

Au lieu de cela, les uns et les autres n'ont eu qu'un seul souci : dissimuler le forfait. A chaque réunion du C.C.E., pendant des mois, les membres non informés de cet organisme, et notamment Ferhat Abbas, relevaient avec stupéfaction l'absence d'Abane et demandaient de ses nouvelles. Chaque fois Krim, Boussouf et Ben Tobbal multipliaient les apaisements, c'est-à-dire les mensonges. Cela, jusqu'à l'aveu final de la mort, masqué par un dernier mensonge.

Une autre conséquence doit être soulignée. C'est de l'assassinat d'Abane que date le pouvoir de fait, au sein du C.C.E. puis du G.P.R.A., du triumvirat Krim, Boussouf, Ben Tobbal.

C'est de ce moment aussi que date, si l'on ose dire, leur seule volonté commune : celle de ne laisser aucun d'eux prendre le pas sur les deux autres. Lorsque se posa la question de la présidence du G.P.R.A., Ferhat Abbas, puis Ben Khedda, ne furent désignés qu'à la faveur de cette méfiance réciproque des membres du triumvirat. Krim, normalement, fût devenu président. Mais ni Boussouf, ni Ben Tobbal ne pouvaient l'accepter.

Ainsi se trouvèrent-ils liés par l'acte qu'ils venaient d'accomplir ou, pour certains peut-être, de tolérer. Et cet aspect politique de l'affaire n'est pas moins grave. Si j'ai choisi aujourd'hui, après mûre réflexion, de la soulever, ce n'est pas pour m'ériger en justicier, ni pour faire œuvre de vengeance. Bien des pages dramatiques de la Révolution algérienne ont été tournées et celle-ci le sera aussi. Mais elle doit l'être en connaissance de cause. Les militants, les combattants, ont droit à la vérité. En la publiant, je rends d'abord hommage à la mémoire d'Abane, dont je fus, aux heures tragiques, l'un des compagnons les plus proches. Je veux contribuer ensuite, et surtout, à débarrasser nos mœurs politiques de pratiques qui ont fait trop de mal.

Si l'affaire Abane, comme beaucoup de militants l'ont demandé à plusieurs reprises, avait été éclaircie plus tôt, on en eût évité le renouvellement : je veux dire qu'il n'y eût peut-être pas eu à déplorer la liquidation physique de nombreux autres patriotes ni, bien plus tard, la mort tragique de Mohamed Khider.

XIII

Le G.P.R.A. contesté

Comme ces crimes secrets qui pèsent, de génération en génération, sur le destin des familles, faute d'être jamais venus à la lumière, le meurtre d'Abane infléchit tout le destin des organismes dirigeants du F.L.N.

Il consacra d'abord la plus regrettable des divisions entre le pouvoir légal et le pouvoir de fait. L'œuvre unificatrice d'Abane, que j'ai comparée à celle de Jean Moulin pendant la Résistance française, tendait à empêcher ce qu'on appela plus tard le « wilayisme », qui dérivait de la tendance naturelle de certains chefs de maquis à considérer leur région comme un fief. Lui disparu, ce féodalisme spontané reprit le dessus. Krim tenait son pouvoir de la Kabylie, Ben Tobbal de ce qu'il contrôlait la Base Est, Boussouf de ce qu'il tenait la Base Ouest. Les autres membres du C.C.E. n'avaient guère que des fonctions de représentation, sans pouvoir réel. Le principe de la collégialité, pour les décisions importantes, ne fut jamais entièrement respecté. Les « Trois » décidaient, les autres suivaient.

Aucun des Trois, en même temps, n'ayant de véritables qualités de chef d'Etat, chacun se méfiant des deux autres, ils convinrent de donner la présidence à des personnalités qui, sans attaches « féodales », ne pouvaient les inquiéter : Ferhat Abbas, d'abord, puis Ben Khedda.

Le C.N.R.A., enfin, qui, en principe, devait se réunir chaque année, resta plus de trois ans sans le faire. Sa seconde assemblée, tenue au Caire en été 1957, avait décidé le remaniement

et l'élargissement du C.C.E., où entrèrent Ferhat Abbas, Lamine Debaghine, Ben Tobbal, Boussouf, Mahmoud Cherif et Abdelhamid Mahri. On vient de voir dans l'affaire Abane, le degré d'autorité dont il pouvait disposer.

Après ce drame, plusieurs dirigeants se soucièrent donc de retrouver une certaine « légitimité ». Abbas, notamment, proposa de tenir une réunion des principaux responsables, pour dégager une nouvelle direction.

Cette réunion se fit, mais sous une forme plus contestable. Faisant fi des décisions de la Soummam et de l'existence même d'un C.N.R.A. élu, dix colonels se réunirent à Tunis : Lotfi, Boumediene, Saddek (Dhilés), Yazourene (Brérouche), Lamouri, Hadj Lakhdar, Ben Tobbal, Boussouf, Mohamedi Saïd, et Belkacem Krim.

A l'ordre du jour : 1. Compte rendu de chaque colonel. 2. Proposition pour une nouvelle stratégie. 3. Désignation d'une équipe dirigeante restreinte devant rentrer à l'intérieur pour diriger le combat sur le sol national.

Des divergences graves apparurent tout de suite sur le choix des hommes de la nouvelle équipe. Coupée de heurts, d'esclandres, de ruptures, de réconciliations, d'accusations mutuelles, la réunion ne dura pas moins de 99 jours sans le moindre résultat. Devant l'impasse, Krim, fou de colère, s'adressa au « concile » : « Je donne un délai de huit jours à chaque colonel avant de rejoindre son poste de combat, sinon j'agirai. »

Une nouvelle réunion des Dix se tint alors, qui décida de désigner, par cooptation, de nouveaux membres du C.N.R.A. Etrange procédure. Etrange cooptation, d'ailleurs, puisque ce n'est pas le C.N.R.A. lui-même qui fut appelé à y procéder. Mais chacun des colonels eut droit à proposer un certain nombre de noms : la liste totale étant alors proclamée, en bloc, membre du C.N.R.A.

De nombreux militants, il faut le dire, furent effarés et scandalisés par cette opération, lorsque qu'ils en apprirent les circonstances, et tinrent son résultat pour entièrement illégal. Non seulement en effet, il faut le noter, on « coopta » de cette manière des membres destinés à remplacer ceux qui avaient été

tués, mais on décida d'augmenter l'effectif du C.N.R.A. : un peu comme si dix parlementaires, membres d'une Assemblée, procédaient, eux seuls, à son élargissement, en désignant par la même occasion les nouveaux députés...

C'est pourtant ce nouveau C.N.R.A. qui, en été 1958, décida de constituer le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (G.P.R.A.). Abbas, on le sait, fut nommé président. Krim devint vice-président, ministre des Armées, Boussouf prit l'Armement et les liaisons générales, Ben Tobbal l'Intérieur. Mohamedi Saïd, qu'on voulait écarter des postes de commande de l'armée, devint ministre d'Etat.

Mais ces affectations risquaient de rompre l'équilibre entre les « Trois ». On décida donc de former un « Comité Interministériel de Guerre », composé de Krim, Boussouf et Ben Tobbal.

Ces divers compromis n'intervinrent pas sans mal. Krim, en effet, commença par démissionner de toutes ses responsabilités nationales. Il espérait, visiblement, être nommé président. Une interruption de huit jours s'ensuivit, que marquèrent des tractations innombrables. Boumediene en particulier exhorta Krim à revenir sur sa décision. « Il ne peut y avoir, proclama-t-il, de gouvernement algérien sans toi ! »

Un autre problème se posa lorsqu'on résolut, en même temps, de créer un Etat-major général. A l'époque, il existait pratiquement deux chefs d'état-major. L'un, à l'Est : Mohamedi Saïd; l'autre, à l'Ouest, Boumediene.

Constituer un état-major unique, impliquait de choisir entre eux. C'est pour l'éviter que Boussouf et Ben Tobbal proposèrent de désigner Mohamedi Saïd comme ministre d'Etat. Boumediene, de ce fait, toujours sur leur proposition, fut nommé chef d'état-major et obtint le droit de choisir lui-même ses collaborateurs. Ainsi nomma-t-il Ali Mendjeli, Kaïd Ahmed et Azzedine.

De ce jour date sans doute l'ascension du colonel Boumediene. Etudiant au Caire, il avait rejoint la Révolution en 1956 et fut intégré à la wilaya 5 par Boussouf dont il devint vite l'un des espoirs. Il ne resta d'ailleurs pas longtemps sur le ter-

rain et partit pour le Maroc, prenant le titre de chef de la wilaya dès le départ de Boussouf.

Mendjeli, élément du 1er Novembre, avait été l'adjoint de Zighout Youcef avec Ben Tobbal. Il entra ensuite en Tunisie où il devint commandant des forces armées de l'Est.

Kaïd Ahmed, dit commandant Slimane, venait de l'U.D.M.A.

Azzedine, combattant de l'intérieur, avait été blessé plusieurs fois et fait prisonnier, avant de réussir à s'évader en paraissant se prêter au jeu des « services psychologiques » de l'armée française, — lesquels avaient espéré naïvement monter, grâce à lui, une opération où ils ne réussirent qu'à se ridiculiser.

Cette création de l'Etat-major général visait à mettre un peu d'ordre dans une situation relativement confuse. Initialement, en effet, toutes les questions militaires dépendaient du C.C.E. Lorsque les opérations prirent de l'ampleur, un Comité des Opérations Militaires (C.O.M.) fut créé, dont le coordinateur était Mohamedi Saïd. Il comprenait en outre : Boumediene, Amara Bouglase, le colonel Amouri, Slimane Dhilés et le colonel Benaouda. Les deux premiers avaient la responsabilité de l'Ouest, les trois autres de l'Est. Mais le fonctionnement du C.O.M. n'ayant pas été satisfaisant, ses membres furent expédiés dans les capitales arabes, à l'exception de Boumediene et Dhilés, maintenus aux frontières Ouest. Plus tard, fut instaurée la division Est/Ouest, avec Boumediene et Mohamedi Saïd, à laquelle mit fin la création de l'Etat-major général.

Cette décision permit l'organisation d'une puissante et homogène « armée des frontières » qui allait jouer un rôle décisif au moment de l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Mais elle suscita rapidement aussi de nouvelles difficultés, que doublèrent, il faut le dire, les difficultés politiques.

Car le nouveau C.N.R.A., qui s'était réuni à nouveau en 1959 à Tripoli, ne se réunit plus jusqu'en août 1961. A ce moment-là avaient déjà eu lieu la conférence de Melun, la reprise de contact de Lucerne et la première partie des pourparlers d'Evian.

L'indépendance, désormais, semblant acquise, il s'agissait de désigner non plus une équipe chargée de l'effort de guerre, mais celle qui devrait assumer le pouvoir dans l'Algérie nouvelle. La crainte alors se fit jour que si Ferhat Abbas rentrait au pays après avoir négocié l'indépendance, son prestige n'éclipse celui de tous les autres. Le triumvirat, Krim, Boussouf, Ben Tobbal unit donc ses efforts à ceux des ex-centralistes, tels Ben Khedda et Dahlab, pour l'amener à se retirer. Il le fit avec une grande dignité et Ben Khedda fut désigné à sa place.

Mais à ce moment-là, un conflit latent avait déjà commencé de se développer entre le G.P.R.A. et l'Etat-major. Celui-ci reprochait à celui-là de ne pas appliquer les décisions du C.N.R.A. Le premier retourna la critique en accusant Boumediene de ne pas faire pénétrer ses troupes en Algérie, comme l'avait décidé le C.N.R.A. Boumediene, il faut le dire, l'avait tenté, mais l'affaire s'était soldée par un échec sanglant, des centaines de djounouds ayant été tués par l'armée française, dont les « barrages » avaient acquis une efficacité certaine.

Les rapports s'envenimèrent définitivement lorsqu'un avion français, à la suite d'une attaque aérienne, fut abattu à la frontière Est, dans la région de Mellague, et son pilote fait prisonnier.

Le gouvernement français réclama au gouvernement tunisien, sur le territoire de qui s'était produit l'accident, la restitution du pilote. Tunis intervint dans ce sens auprès du G.P.R.A. et celui-ci auprès de l'Etat-major. Mais l'Etat-major refusa :

— Les soldats de l'A.L.N., déclara-t-il, ne comprendraient pas qu'un pilote venu les bombarder puisse être libéré sans contrepartie.

La pression française s'accentuant sur le gouvernement tunisien, Boussouf et Ben Tobbal, en personne, insistèrent à nouveau auprès de l'Etat-major :

— Le pilote est mort, fit répondre Boumediene.

On informa le gouvernement français :

— Dans ce cas, rendez-nous le corps, répliqua-t-il.

A nouveau, l'Etat-major opposa une fin de non-recevoir. Devant la situation inextricable qui se créait entre le G.P.R.A.,

le gouvernement tunisien et le gouvernement français, Boussouf et Ben Tobbal prirent alors l'initiative d'une rencontre personnelle avec Boumediene seul. Après plusieurs heures de discussion, celui-ci céda et livra le prisonnier. Mais, en même temps, pour marquer son désaccord, il remit aux deux hommes sa démission de chef d'Etat-major.

Puis il informa ses camarades Mendjeli et Kaïd Ahmed. Tous deux, mécontents que cette double décision ait pu être prise sans même avoir été consultés, la reprochèrent, en privé, à Boumediene. Mais pour lui permettre quand même de sauver la face, ils décidèrent de donner au G.P.R.A. leur démission collective.

Le G.P.R.A. la refusa. Mais, les rapports continuant de se dégrader, on commença, pour la première fois, à parler de sanctions graves à l'égard des trois chefs militaires. Une réunion se tint à Mohamedia (Maroc) à l'automne 1961 et Krim, ayant fait le tour de la question, envisagea deux solutions possibles : 1. Relever de leurs fonctions les trois membres de l'Etat-major; 2. Elargir immédiatement cet Etat-major en y faisant entrer de nouveaux membres.

Puis chacun prit la parole pour formuler son avis. Ce qui donna ceci :

Krim : « Je vote pour l'une des deux solutions, quelle qu'elle soit. »

Ben Khedda, Dahlab, Yazid : « Nous rejetons les deux solutions. »

Boussouf, Ben Tobbal : « Pas de position. »

Mohamedi Saïd : « Qu'on les envoie tous au poteau. »

Bref, rien ne fut décidé. Mais ni le G.P.R.A., ni l'Etat-major, par ailleurs, ne tenaient, en pleine négociation d'Evian, à rendre leur conflit public. Ainsi s'installa-t-on, de part et d'autre, dans cette situation fausse et tout resta en suspens, tout en empoisonnant l'atmosphère.

Dans un premier temps, l'Etat-major parut très isolé au sein de l'équipe dirigeante. Lorsque le C.N.R.A. délibéra sur le projet d'accord élaboré à Evian, celui-ci fut adopté à l'unanimité, à la seule exception de Boumediene, Mendjeli et Kaïd Ahmed. Azzedine lui-même, en désaccord avec ses trois compagnons, vota pour le texte.

Krim, désigné comme chef de la délégation, avait pris la précaution de se faire « couvrir » par les cinq dirigeants détenus en France : Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Khider et Bitat. Dans le plus grand secret, les autorités françaises lui permirent de franchir la frontière et l'amenèrent au château d'Aulnoy où il put rencontrer les prisonniers. Ceux-ci confirmèrent, par écrit, qu'ils étaient d'accord sur les dossiers de négociations et sur la désignation de Krim comme chef de la délégation algérienne. Mendjeli et Kaïd Ahmed, qui avaient participé à la première phase des pourparlers, s'étaient, bien entendu, exclus d'eux-mêmes par leur refus d'un texte auquel ils ne voulaient pas donner leur caution.

Dès ce moment-là, cependant, en prévision de l'indépendance, certains regroupements commençaient à se dessiner en fonction de nouvelles lignes de partage.

Les détenus d'Aulnoy, dont les conditions d'emprisonnement avaient été, quant aux visites, très assouplies, se mettaient à recevoir beaucoup.

Il y avait les amis de toujours, bien entendu : le Dr Khatib, le bâtonnier Youssefi, puis un Syrien, Atef Danial, l'un des nationalistes arabes du Moyen-Orient qui avait soutenu le F.L.N. et avait même accompli la première mission à Pékin au nom de la Révolution algérienne.

Il y en eut d'autres. Boumediene, notamment, réussit à établir une première liaison avec Ben Bella en lui envoyant Bouteflika. Les liens se resserrèrent à la libération des « cinq » et les contacts entre Ben Bella et l'Etat-major se firent plus fréquents, chacun, lors des discussions, soutenant l'autre.

Ainsi arriva-t-on au C.N.R.A. de mai 1962, le premier à se tenir, dans la paix retrouvée, avec la participation de tous les militants jusqu'alors détenus. Non point sur le territoire national, cependant. On se souvient que les accords d'Evian, en mars de la même année, avaient prévu une période transitoire avant l'indépendance, qui interviendrait le 5 juillet. En attendant, un Exécutif Provisoire, présidé par Abderrahmane Farès, s'était

installé à Rocher Noir, près d'Alger, d'où il s'efforçait, dans les pires conditions, de lutter contre l'action de l'O.A.S. Parallèlement, pour le compte du G.P.R.A., Azzedine et Omar Oussedik tentaient, grâce à une nouvelle « Zone autonome d'Alger » de prendre en main la capitale.

Le C.N.R.A. se réunit donc, comme les précédents, à Tripoli.

L'atmosphère était extrêmement tendue. Pour éviter toute indiscrétion, l'aéroport de la capitale avait été fermé et les autorités libyennes interdirent toute entrée de journalistes ou d'étrangers dans la ville.

Au conflit entre l'Etat-major et le G.P.R.A. se surimposait désormais une hostilité, plus lourde encore de conséquences, entre Ben Bella, Khider et Bitat d'une part, le G.P.R.A. d'autre part, plus ou moins soutenu par Boudiaf et Aït Ahmed.

Deux sujets fondamentaux étaient à l'ordre du jour : 1. L'adoption d'un nouveau programme du F.L.N. pour l'Algérie indépendante. 2. La désignation de la nouvelle équipe dirigeante qui serait chargée de l'appliquer.

Le programme avait fait l'objet de discussions préalables dans un cercle restreint. Il avait été rédigé, pratiquement, sous la direction de Ben Bella, par Mohamed Harbi, M'hamed Yazid et Mostefa Lacheraf, et sera connu, désormais sous le nom de Programme de Tripoli.

En fait, la plupart des délégués ne l'avaient pas lu et ne se soucieront pas de le lire. Soumis au C.N.R.A., il est aussitôt adopté à l'unanimité, sans la moindre modification.

Les choses changent lorsqu'on aborde les problèmes de personnes, c'est-à-dire la désignation du Bureau Politique prévu par le Programme de Tripoli. En un sens, évidemment, la meilleure solution eût été que le G.P.R.A. lui-même, mais sensiblement remanié, rentrât en Algérie. Cela eût évité la regrettable atmosphère de crise qui, pour beaucoup de militants, ternit la joie de la victoire. Mais le problème, on le comprend bien, était aussi celui des « Trois ».

L'hostilité contre le G.P.R.A. n'était pas suscitée par Ben Khedda, mais par l'action du triumvirat.

Dès que la question de l'équipe dirigeante se pose ainsi au C.N.R.A., la crise éclate. Des discussions interminables s'ensuivirent, des accrochages, parfois violents, se produisent, les positions se durcissent. Pour essayer d'y voir plus clair on décide alors de désigner une commission qui se chargerait de consulter personnellement chaque membre du C.N.R.A. Elle lui demanderait de dresser la liste des sept noms (c'est le chiffre qui avait été retenu) des responsables qu'il souhaiterait voir composer le futur Bureau Politique.

Cette consultation officieuse voit le triomphe de la tendance Ben Bella. La liste qui obtient l'écrasante majorité des délégués comprend : Ben Bella, Khider, Bitat, Boudiaf, Aït Ahmed, Hadj Benala et Mohamedi Saïd.

L'équipe du G.P.R.A., et principalement le triumvirat dirigeant, essuie une défaite d'une ampleur inattendue. Boussouf obtient une voix, Krim une ou deux, Ben Tobbal quatre au cinq.

Le vote en séance plénière ne pourra, évidemment, que confirmer ce résultat. C'est alors qu'une manière de coup de théâtre intervient. Pour empêcher précisément le vote qui consacrerait leur élimination, une partie du groupe du G.P.R.A. décide de quitter le Congrès. Ben Khedda le premier, monte en voiture avec quelques amis et quitte Tripoli pour regagner Tunis. Boudiaf qui, bien que figurant sur la nouvelle liste, ne tient pas à favoriser Ben Bella, imite Ben Khedda... Sans qu'aucune décision officielle ne soit prise, le Congrès prend fin dans la confusion totale.

Nous sommes maintenant à la veille de l'entrée en Algérie prévue par les accords d'Evian et la rupture entre les deux tendances se consomme. Khider, le premier, quitte le G.P.R.A. Puis Ben Bella, craignant des mesures contre lui, prend impromptu, à Tunis, un avion à destination de Tripoli. De là, il gagne Le Caire puis Berne, enfin le Maroc où il rejoint Khider.

Ben Khedda, lui, prend une décision grave. Au moment où les frontières s'ouvrent, il dénonce publiquement, de Tunis, l'Etat-major de l'A.L.N., destitue ses membres, et lance un appel aux djounouds, leur demandant de ne plus obéir aux ordres qui pourraient leur être donnés.

Mais les unités de l'armée ne répondent pas à l'appel, ce qui donne la mesure de l'autorité dont dispose le G.P.R.A. Le processus, dès lors, est engagé, qui conduira rapidement à son élimination.

Non sans troubles, on le sait, qui feront malheureusement des victimes. Trois groupes, à ce moment-là, sont en compétition pour le pouvoir :

— Le groupe dit de Tlemcen, qui regroupe tous les partisans du Bureau Politique. Animé par Ben Bella, Khider, Bitat, Benala, il a l'appui, qui se révélera décisif, de l'Etat-major général et de l'armée des frontières, comme des wilayas 1 (avec Zbiri), 5 (Othman) et 6 (Chaabani). Ferhat Abbas, Ahmed Francis et les Oulema se sont ralliés à lui.

— Le groupe dit de Tizi Ouzou, formé par Krim et Boudiaf, avec l'appui des wilayas 3 et 4, plus le comité fédéral de la Fédération de France.

— Le G.P.R.A., enfin, qui s'installe à Alger mais, complètement isolé, ne peut asseoir son autorité sur un pays qui lui échappe.

Pour essayer de forcer la décision en jouant un rôle politique, les forces de la wilaya 4 du colonel Khatib (Hassan) occupent Alger. Mais dans le même temps, Yacef Saadi mobilise la Casbah autour de ses propres groupes armés et du bataillon qu'il a formé en Oranie. L'armée des frontières, en marchant sur la capitale, achève de faire pencher la balance. Le Bureau Politique, dirigé par Ben Bella, prend en main l'avenir de l'Algérie.

XIV

Actions F.L.N. en « métropole »

Cinq cent mille hommes... Jamais, sans doute, pays en guerre ne disposa, au cœur même du pays qu'il combattait, d'une pareille masse de manœuvre. Tel fut l'apport capital de la Fédération de France à la lutte de libération nationale. Rôle paradoxal, d'ailleurs, puisqu'il résultait de la contradiction même de la politique coloniale. Etant légalement Français, les Algériens de France ne pouvaient, au moins théoriquement, faire l'objet de mesures discriminatoires. Etant, en réalité, Algériens, ils étaient encadrés par le F.L.N. et subissaient, à ce titre, la répression policière. Bref, ils faisaient éclater à chaque instant le mensonge des rapports officiels entre l'Algérie et la France, mensonge d'où était né, précisément, le mouvement révolutionnaire.

On a vu la difficile naissance de la Fédération. Au moment de mon arrestation, cependant, le problème du M.N.A. était virtuellement réglé, la représentativité du Front était acquise. Malgré l'inévitable période de flottement qui suivit, la logique de la lutte allait faire le reste : se développant parallèlement au combat qui, en Algérie, passait à un niveau supérieur, notre organisation en France allait prendre une nouvelle ampleur en inventant des formes inédites, adaptées à la situation.

C'est au milieu de 1957 seulement que fut constitué un nouveau Comité fédéral. La direction en fut confiée à un responsable venu du Maroc, Omar Boudaoud, qui devait rester chef de la Fédération jusqu'à l'indépendance. Il était assisté de Saïd

Bouaziz, pour les groupes de choc de l'Organisation spéciale (O.S.), d'Ali Haroun (Alain) pour l'Information, d'Ali Adnani (Pedro) pour l'Organisation, d'Abdelkrim Souissi pour les Finances. Pour échapper à la répression, ce Comité, très rapidement, sortit de France et dirigea la Fédération à partir des pays limitrophes, essentiellement Belgique et Allemagne : ce qui n'empêcha pas, bien entendu, plusieurs de ses membres, Pedro et Saïd Bouaziz le plus souvent, de se rendre régulièrement dans une région ou une autre pour prendre contact avec les principaux responsables.

La première initiative de cette nouvelle direction fut la mise en place de ce qu'on appela le « quadrillage » de la France par le F.L.N. La structure générale, considérablement étoffée, était celle que j'ai indiquée plus haut. Mais pour assurer l'encadrement rigoureux de la communauté algérienne, on décida, partout où résidaient nos compatriotes, de créer sur place des cellules du F.L.N. Dans les hôtels aux nombreux effectifs, il y eut même parfois jusqu'à une cellule par étage. Ce système permettait à la fois de contrôler étroitement notre émigration, de la mobiliser en permanence et de faire échec à la police : car les militants n'avaient plus besoin de se déplacer pour tenir des réunions.

On institua en même temps la pratique du « bayane ». C'était un papier officiel de l'organisation, délivré aux Algériens qui avaient besoin de se déplacer d'une région, d'une ville, ou même d'un arrondissement à un autre. Seuls, en fait, les militants « permanents » du F.L.N. avaient le droit de se déplacer sans autorisation préalable. Mais le « bayane » permettait de les confondre avec les autres.

Cette procédure répondait à trois préoccupations :

— Elle limitait les risques d'arrestation, en égarant la police. Celle-ci, en effet, avait l'habitude d'arrêter les Algériens qui se déplaçaient d'un lieu à un autre. Elle les cataloguait automatiquement comme militants du F.L.N. en mission, — ce qui était souvent vrai.

— Elle faisait participer tous les nôtres à la lutte, à partir de structures locales qui, seules, permettaient un encadrement effectif.

— Elle facilitait la détection des éléments suspects : harkis, mouchards, membres du M.N.A., etc.

Sur cette base fut ainsi organisée une véritable administration parallèle qui finit par se substituer, en fait, pour tout ce qui concernait la communauté algérienne, à l'administration française officielle. Elle était dirigée par une série de commissions dépendant du Comité fédéral et qui se ramifiaient, le cas échéant, à tous les échelons.

— *Commissions de Justice.*

Chargées aussi bien de l'état civil que du règlement des litiges, elles fonctionnèrent, pendant toute la guerre, avec une efficacité remarquable. Elles enregistraient les naissances, les décès, les divorces, les mariages. D'une inspiration « progressiste », elles constituaient souvent un barrage efficace contre la pratique de la répudiation. Grâce à elles, des différends nés en Algérie purent être réglés sur place, en France. Des cas qui traînaient depuis des années devant la justice française furent, parfois, « jugés » en moins de deux heures, à la satisfaction des parties. Ces commissions, bien entendu, prenaient aussi des sanctions pour manquement à la discipline et, éventuellement, traduisaient les traîtres devant les tribunaux du Front.

— *Commissions d'hygiène.*

Leur objectif était d'obtenir pour les Algériens des logements décents, de supprimer les caves, les greniers comme lieux d'habitation, de lutter contre l'exploitation de certains tenanciers d'hôtels, de garnis, ou de « foyers » qui méritaient à peine ce nom.

— *Commission de l'A.G.T.A. pour les travailleurs, et de l'A.G.C.A. pour les commerçants.*

Elles permirent à certaines organisations démocratiques françaises de soutenir le F.L.N. en se couvrant d'une activité syndicale légale.

— *Commission de l'U.G.E.M.A.* (Union générale des étudiants algériens).

Interdite en 1957, l'U.G.E.M.A. se transforma en section universitaire, la section de Paris assurant, en fait, un rôle de coordination.

— *Commission de soutien aux détenus* (C.S.D.).

Sorte de Croissant-Rouge destiné à venir en aide aux prisonniers et à leurs familles.

— *Commission de l'O.S.*

Le « choc », comme on l'appelait, fut structuré de façon autonome à partir de la fin de 1957. Chaque wilaya fournissait un certain nombre d'éléments de choc sélectionnés, qui étaient placés sous la responsabilité directe de Saïd Bouaziz.

— *Collectif des avocats.*

Pris initialement en main par Pierre et Renée Stibbe (au dévouement desquels on ne saurait trop rendre hommage), la défense des militants du F.L.N. arrêtés ne tarda pas, vu leur nombre, à réquérir un appareil important. Ainsi fut organisé ce qu'on appela le « collectif ». Sous la direction d'Abdessamad Benabdallah, assisté de Mourad Oussedik et Jacques Vergés, il rassembla nombre d'avocats, parmi lesquels il faut citer Michèle Beauvillard, Michel Zavrian, Maurice et Janine Courrégé, Claudine Nahori, Nicole Rein, Marie-Claude Radziewski, Jacqueline Jaeger, Henri Likier, etc. Extérieurs à ce groupe, d'autres ne furent pas moins efficaces, notamment : Roland Dumas, Marcel Manville, Madeleine Lafue-Véron, Braun, Douzon, Matarasso...

— *Commission financière.*

Ce fut, d'un certain point de vue, l'une des plus importantes : tant parce que le système des cotisations concrétisait le lien de chaque Algérien avec le F.L.N., que parce que l'importance des sommes collectées finit par représenter une part non négligeable du budget de la Révolution. Au cours des dernières années de guerre, c'est environ un milliard par mois, soit douze milliards par an que les Algériens de France versèrent, très régulièrement, pour soutenir la lutte de libération nationale.

Retracer en détail ce que fut, pendant les cinq dernières années de la guerre, l'activité de la Fédération de France, exigerait, à soi seul, bien des pages. Dans un second volume, actuellement en préparation, je compte lui réserver, documents inédits à l'appui, une partie essentielle.

Nous pouvons toutefois rappeler ici quelques-unes des actions principales qui marquèrent à l'époque la vie de la Fédération.

D'abord une série d'opérations de caractère militaire : l'attentat contre les dépôts d'essence de Mourepiane, près de Marseille, le sabotage des dépôts de carburant du Havre et de Bordeaux, l'attentat contre la caserne de Nantes, des prélèvements d'armes dans les dépôts de l'O.T.A.N., généralement grâce à l'appui de soldats noirs américains.

Puis un certain nombre d'actions dirigées contre des collaborateurs qui affichaient publiquement leur appui à la politique colonialiste. Exécution d'Ali Chekkal en plein stade de Colombes, lors d'une manifestation sportive présidée par René Coty par un militant du F.L.N., Ben Saddok. Attentat à Vichy contre le sénateur Benhabylès. Attentat manqué contre Robert Abdesselam, un des représentants de la France à l'O.N.U.

Ensuite, l'attentat manqué contre Jacques Soustelle, les attaques contre certains commissariats de police, contre des gardiens de la paix, parfois, mais surtout les postes de harkis.

Enfin, pendant la dernière période, des manifestations de masse contre la répression et le couvre-feu. Les autorités de police, en effet, avaient voulu imposer un couvre-feu à toute la communauté algérienne. Pour déjouer cette mesure, le Comité fédéral demanda au contraire à tous les Algériens de sortir. Le 17 octobre 1961, cent mille d'entre eux défilèrent sur les Champs-Elysées et les grands Boulevards, ce qui ne s'était jamais vu, et qui provoqua une répression dont la brutalité bouleversa l'opinion française. Ce qui entraîna aussi, bien entendu, la faillite complète des décisions concernant le couvre-feu.

Au moment de la crise qui suivit l'indépendance, après la dernière réunion du C.N.R.A. à Tripoli, le Comité fédéral prit position contre le Bureau Politique. Estimant, quant à moi, que les erreurs commises par le triumvirat, l'usure du pouvoir, et l'hostilité manifestée à l'égard de cette direction par la majorité des militants, exigeaient un changement de politique, de méthode et d'hommes, je me rangeai au contraire du côté du Bureau Politique. Celui-ci avait d'ailleurs obtenu, non seulement la majorité à l'assemblée de Tripoli, mais un large soutien popu-

laire. Malgré le caractère parfois hétéroclite de sa composition et des forces rassemblées derrière lui, il pouvait, grâce à la ferveur qui l'entourait, réaliser la large union nécessaire. A sa tête, Ahmed Ben Bella jouissait d'un immense prestige et il regroupait largement, autour de lui, les anciens détenus qui, n'ayant pas eu de part à toutes les fautes de la direction, disposaient d'un crédit inentamé.

Je pris donc l'initiative d'engager l'action contre les membres du Comité Fédéral dont certaines décisions, pendant et après la lutte, avaient d'ailleurs été fort discutables. Et je créai dans toutes les régions, avec Aït El Hocine, des « Comités de soutien au Bureau Politique ». Après plusieurs mois de lutte incessante et de multiples péripéties, le Comité Fédéral se trouva complètement isolé et les Comités de soutien au Bureau Politique finirent par rassembler l'immense majorité de la communauté algérienne en France.

Auparavant, j'avais fait part de mon plan à Ben Bella qui, venant du Caire, s'apprêtait à gagner le Maroc. Je lui télégraphiai de s'arrêter au passage, à Berne, pour me rencontrer à l'ambassade d'Egypte dont le titulaire, à l'époque, était Fathi Dib. Ce qu'il fit. Nous nous mîmes d'accord et il approuva entièrement mes projets.

Nous nous revîmes ensuite à Tlemcen, où s'était installé le Bureau Politique. La Fédération de France, à ce moment-là, était pratiquement entre nos mains. Je quittai Tlemcen pour regagner Paris muni d'une lettre de Ben Bella me confiant la responsabilité des affaires extérieures, que je n'avais acceptée qu'à titre provisoire, en attendant l'installation du Bureau Politique à Alger. La voici :

Très cher... [1]

Ta lettre m'est parvenue. Je ne suis pas étonné par la position patriotique que tu as prise.

Ces derniers événements sont pleins d'enseignements pour nous. Nous saurons nous en souvenir :

1. On ne peut encore aujourd'hui révéler le nom du destinataire de cette lettre.

Le frère Lebjaoui, responsable des affaires extérieures, te transmettra nos directives.

Fraternellement,

Pour le Bureau Politique,
BEN BELLA.

La situation en Algérie était moins claire puisque le Bureau Politique se heurtait, non seulement au groupe dit du G.P.R.A., mais au « groupe de Tizi-Ouzou », dirigé par Krim, Boudiaf et Mohand Oul Hadj. Le Bureau Politique ne tarda cependant pas, après l'échec complet de cette dernière tentative, à s'installer à Alger où le G.P.R.A. ne fit guère de difficultés pour lui céder la place. Ben Bella, prenant le pouvoir, sut éviter le drame principal : la congolisation de l'Algérie. C'est l'un de ses mérites historiques essentiels.

C'est alors que, de retour à Paris, je fondai l'Amicale des Algériens résidant en France, en utilisant, pour sa structure originale, les militants des Comités de soutien au Bureau Politique. Les membres de l'ancien Comité Fédéral acceptèrent alors la situation et engagèrent la dernière poignée de militants qui leur étaient restés fidèles, à remettre les locaux et le matériel encore à leur disposition, à la nouvelle direction de la communauté algérienne en France. Je veillai à installer des structures solides, et le frère Aït El Hocine, qui y avait pris une grande part, devint le premier président de l'Amicale. Cette Amicale, que j'ai créée en 1962, existe toujours et continue — aujourd'hui sous le régime de Boumediene — à représenter officiellement la communauté algérienne en France.

Alger, le 24.7.62

Mon cher [redacted]

La lettre m'est parvenue. Je ne suis pas étonné par la position patriotique que tu as prise.

Ces derniers événements sont pleins d'enseignement pour nous. Nous saurons nous en souvenir.

Le frère Lebjaoui, responsable des affaires extérieures te transmet nos directives.

Fraternellement
Pour le Bureau Politique
Ben Bella

QUATRIÈME PARTIE

HIER ET AUJOURD'HUI

XV

Sur le Congrès du F.L.N.

Sans vouloir retracer ici l'histoire détaillée de l'Algérie au cours de ses trois premières années d'indépendance, je crois utile d'évoquer l'un de ses épisodes principaux, celui qui eût pu en être — mais malheureusement n'a pas été — l'événement majeur : le Congrès du F.L.N.

Dès après l'installation du Bureau Politique, la préparation de ce Congrès fut à l'ordre du jour. Une commission de préparation fut constituée. Je me trouvais alors à Paris et, les conditions de sa convocation ne me paraissant pas satisfaisantes, je refusai d'y entrer. A quelque temps de là, les noms des membres de cette commission préparatoire furent publiés à Alger. Le mien y figurait sans que j'en eusse été informé. Benala, par téléphone, me confirma qu'il ne s'agissait pas d'une erreur et me pressa de venir à Alger.

J'y allai et trouvai réunis, au Bureau Politique, tous les membres de la commission préparatoire : sauf Boumediene qui, quoiqu'en faisant partie, ne participa à aucune de ses réunions, sans d'ailleurs jamais expliquer le pourquoi de ses absences.

Prenant la parole, Ben Bella expose que la Commission préparatoire a un rôle très important à jouer, puisqu'elle doit mettre au point ce qui sera la Charte du F.L.N. dans l'Algérie indépendante. Son travail, précise-t-il, devra se baser sur le programme de Tripoli adopté par le dernier C.N.R.A.

« A mon avis, dis-je, ce programme serait, à lui seul, très insuffisant pour un travail sérieux. Il faudrait lui ajouter au

moins le texte de la plate-forme de la Soummam, mais, surtout, faire un réexamen d'ensemble de la situation car ces deux documents sont, en partie au moins, dépassés. »

La proposition est finalement retenue et, au cours d'une deuxième réunion, on procède à l'élection du secrétariat de la commission, dont les membres devaient pouvoir lui consacrer tout leur temps. La commission, décide-t-on, travaillerait sous la présidence de Ben Bella. Son travail le plus important devait être de rédiger un canevas détaillé, destiné à servir de cadre aux décisions politiques.

Composé notamment de Ben Bella, Harbi, Zerdani, Louanchi et Omar ben Mahjoub, le secrétariat travaille donc une dizaine de jours et nous présente un texte, au cours d'une réunion générale.

Ben Bella ouvre la discussion. Je laisse passer un long moment, pour apprécier les interventions éventuelles. Comme personne ne prend la parole et que Ben Bella annonce que, tout le monde étant d'accord, le texte va être adopté, je lève la main :

« Pour ma part, dis-je, je ne suis pas d'accord avec le canevas... » Et j'expose, dans ses grandes lignes, un contre-projet qui, point par point, en prend pratiquement le contre-pied.

La discussion, du coup, s'engage vraiment. Un participant, timidement, suggère qu'on pourrait peut-être faire une synthèse des deux textes. Un autre, Djilani M'barek, observe qu'il est difficile de fusionner deux projets qui se contredisent en tout. Il faut choisir l'un ou l'autre. Boumaza, à son tour se lève :

« Le contre-projet que vient de présenter Lebjaoui, dit-il, devrait être ronéotypé et distribué à chaque membre de la commission afin qu'on puisse en discuter sérieusement, en même temps que du texte du secrétariat. »

Il en est ainsi décidé et la discussion, à nouveau, reprend. Mais comme il se révèle impossible de trancher, la commission propose que Harbi (principal rédacteur du canevas) et moi-même nous nous rencontrions directement pour essayer de rédiger un texte nouveau qui serait à nouveau soumis à la commission.

Nous nous rencontrons donc le lendemain dans les bureaux de *Révolution Africaine*, dont il était alors le directeur. Nous préparons ensemble un nouveau canevas qui, plus proche du mien que du sien, est soumis à la Commission, laquelle, soulagée, s'empresse de l'adopter avec la même unanimité que le précédent.

Deux ou trois autres réunions se tiennent et je ne tarde pas à me rendre compte que les véritables problèmes, en fait, sont plus ou moins systématiquement escamotés. La commission compte une cinquantaine de membres, dont la plupart n'ouvrent jamais la bouche et toutes les fois qu'une question un peu délicate est posée, le silence devient général. Ainsi s'évanouissent, l'une après l'autre, la définition de la « contre-révolution », l'affaire Abane, l'étude de la situation économique du pays, la liberté de critique, les règles d'un fonctionnement démocratique des institutions, les problèmes de l'émigration algérienne, etc.

Je décide donc de quitter la Commission, de ne plus accepter de responsabilité officielle et de ne pas assister au Congrès, à moins qu'une révision complète, très improbable, de l'attitude officielle ne se fasse jour. Puis je regagne Paris où Ben Bella m'adresse d'abord le docteur Nekkache pour me demander de revenir sur ma position. Je la maintiens.

C'est alors Hadj Smaïn, ministre de la Justice, qui vient me trouver, porteur d'une lettre personnelle du Président, tandis que Hadj Benala, pour sa part, fait appel à notre amitié pour me presser dans le même sens.

Voici ces deux lettres :

Le frère Hadj Smaïn vient de ma part, chargé de t'entretenir de ta participation aux travaux du Congrès du Parti.

Je juge cette participation indispensable. C'est au nom de l'amitié qui nous lie, pour l'intérêt de notre Pays, que je te demande de répondre affirmativement à ma démarche.

A bientôt fraternellement.

BEN BELLA.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le frère Hadj Smaïn vient de ma part, chargé de t'entretenir de ta participation aux travaux du Congrès du Part.

Je juge cette participation indispensable. C'est au nom de l'amitié qui nous lie, pour l'intérêt de notre Pays, que je te demande de répondre affirmative-ment à ma demande.

A bientôt

Fraternellement

Ben Bella

Cher frère Mohamed,

A la suite de la décision que tu as prise de te consacrer désormais à une activité purement subalterne dans l'organisation, tu ne pouvais ignorer que cela provoquerait, tant auprès de moi, que dans les rangs de tous ceux qui t'ont connu, un navrant désappointement.

Le militant plein de sincérité et d'abnégation que tu fus durant toute la lutte de libération, ne peut ignorer la tâche immense qui reste à réaliser, non seulement pour consolider les bases de notre jeune Révolution, mais encore la nécessité d'affermir les principes, les méthodes et les hommes qui doivent la régir et la faire triompher.

Il est des moments où chacun d'entre nous peut, sur la base de son analyse, de sa vision politique, à la lumière des faits et des données politiques, choisir de continuer l'œuvre commune entreprise ou de se soustraire à ses obligations.

Il est des moments où l'on peut sentir que sa contribution à cette œuvre n'est plus déterminante à ce point, pour accepter de renoncer à assumer les charges éminentes que le Droit et la Légitimité nous imposent malgré nous.

Je ne pense pas pour ma part que cette faculté puisse encore s'exercer.

Les frères Bouadjadj et Hadj Smaine que je charge de te transmettre le présent message, te diront mon appréciation des faits ainsi que celle du Président.

Mon estime et ma profonde amitié ne sont nullement mises en cause dans ce raisonnement, bien que leur intensité me dicte encore de te demander de réviser ta position, ne serait-ce que momentanément.

Le Premier Congrès du F.L.N., qui repose sur un seul fondement qui est celui de la légitimité révolutionnaire et dont les activités et l'essentiel de ses attributions est un débat bilan de sept années et demie de guerre doit voir se réunir en son sein tous ceux qui furent à la charnière de la Guerre de Libération.

Le débat qui sera placé ainsi dans le contexte humain et politique ne pourrait refléter toute son authenticité sans la présence de quelques-uns parmi lesquels tu comptes le plus.

Je ne veux pas ajouter le poids énorme que ton autorité a su accumuler durant les heures difficiles de notre combat libérateur afin d'expurger cette lettre de tout élément à caractère subjectif, susceptible d'effacer sa portée.

Je te demande une chose, qui te sera très difficile, mais je faillirais à mon devoir si je ne la faisais, c'est d'être présent parmi nous ce jour-là.

Tout ceci ne préjugera pas du tout de la position définitive que tu estimeras devoir prendre, néanmoins on ne pourra pas dire que tu as négligé un des derniers moments où la clarification devait se faire entre tous et irrémédiablement.

Le Président t'écrit, par ailleurs et je puis croire que les raisons qui l'animent sont aussi sincères que mes sentiments à ton égard.

Je t'embrasse bien fort.

HADJ BENALA

J'accepte donc finalement de rentrer pour assister au Congrès : Ben Bella et Hadj Benala, que je vois aussitôt, m'informent que je suis prévu dans la nouvelle liste du Comité Central et dans celle du Bureau Politique et que je devrais accepter un ministère dans le gouvernement. Je refuse :

— Je ne peux admettre, dis-je, de m'engager dans une voie que je n'approuve pas et que je juge pleine de périls.

Mais Ben Bella, au premier jour du Congrès, revient à la charge :

— Tu n'as pas le droit, me dit-il, de parler ainsi. Y a-t-il une autre voie que nous ayons refusé de suivre? Si tu en connais une, indique-la.

Je conviens qu'il n'a pas tort et je lui fais deux premières remarques :

— Il y a dans ce Congrès, dis-je, des gens qui sont présents et qui ne sont pas à leur place. Et il y a des gens qui sont absents alors qu'ils devraient y être. Cela étant, ajouté-je, il est probablement possible, parmi ces deux mille militants, de dégager une direction valable. Mais cela doit se faire d'une façon démocratique, sur la base de critères précis, à savoir : 1° participation réelle à la Révolution; 2° compétence et intégrité. Aucune équipe valable ne peut être choisie sur la base d'un dosage douteux avec des cadavres politiques qui ne représentent plus rien. On élira un Bureau Politique et il y aura beaucoup d'applaudissements, mais ce sera, à terme, une véritable calamité pour le pays. La voie que j'indique, puisque tu me demandes d'en indiquer une, est claire. Le problème essentiel est de dégager une direction véritable, c'est-à-dire de trouver, sur les deux mille militants ici présents, une cinquantaine de responsables ayant les qualités requises. Pour cela, chacun des candidats doit se présenter individuellement aux suffrages des congressistes. Ainsi seulement, on pourra donner à l'Algérie une équipe de dirigeants absolument incontestée et, partant, efficace.

J'ajoute que j'ai la conviction que les choses vont se dérouler autrement et que cette méthode démocratique, seule susceptible de garantir l'avenir et d'effacer les quelques aspects

négatifs de la préparation de ce Congrès, ne serait malheureusement pas suivie.

Ben Bella insiste à nouveau pour que je fasse partie du Comité Central, du Bureau Politique et du gouvernement. Je maintiens fermement mon refus chaque fois qu'il me fait demander de revenir sur ma décision. On me demanda, par la suite, de prendre la parole à la tribune du Congrès, ce que je refusai de même, arguant que je ne pourrais dire que ce que je croyais juste et non pas les « vérités » officielles, pour vanter les aspects démagogiques et irréalistes de la Charte d'Alger (qui en comportait beaucoup) ou les vertus imaginaires de certains de ceux qui avaient déjà été choisis pour composer la nouvelle direction du pays.

La suite des événements devait malheureusement confirmer mes craintes et prouver l'inadaptation de la Charte d'Alger et l'incapacité de la plupart des nouveaux dirigeants à promouvoir une véritable politique nationale.

XVI

Le « *Trésor de Khider* »

Le 3 janvier 1967, quelques coups de feu claquent dans une rue de Madrid. Un homme court, s'effondre. L'assassin s'approche. Mohamed Khider, l'un des « chefs historiques » du F.L.N., l'ancien compagnon de prison et de pouvoir de Ben Bella, devenu l'une des personnalités les plus marquantes de l'opposition, meurt d'une dernière balle...

Le tueur a été identifié. C'est un truand, Dakmouche, emprisonné à Maison Carrée et sorti prématurément de sa cellule bien avant la fin de sa peine. L'affaire paraîtra si sérieuse aux autorités espagnoles qu'elles n'hésiteront pas — fait exceptionnel — à faire perquisitionner dans des locaux dépendant de l'ambassade d'Algérie et à arrêter Rabah Boukhalfa couvert par l'immunité diplomatique. C'est en vain, cependant, que des compagnons de lutte du disparu, Aït Ahmed, Boudiaf et moi-même, tenteront ensemble à Madrid, pour l'éclaircir, de se constituer partie civile. L'enquête n'aboutira pas. L'affaire sera finalement classée, non sans protestation de certains magistrats espagnols. Et ne voulant apporter que des certitudes, je m'abstiendrai, sur ce point, de formuler ici une opinion.

Nul doute, néanmoins, que ce meurtre froid ne soit, en grande partie, lié à l'une des affaires les plus compliquées auxquelles ait donné naissance la révolution algérienne : celle du « trésor de Khider », comme l'avait baptisé la grande presse; des fonds du F.L.N., vaudrait-il mieux dire, ou mieux encore, tout simplement, l'affaire Khider. Or, il se trouve que j'ai parti-

cipé directement aux négociations secrètes menées entre le gouvernement Ben Bella et Mohamed Khider pour essayer de lui trouver une solution. Et comme beaucoup d'inexactitudes, souvent offensantes pour la mémoire de Khider, ont été colportées à plaisir sur ce différend où des milliards étaient en jeu, je crois utile, document officiel à l'appui, de dire exactement ce qu'il en fut. L'histoire, on le verra, comporte des moralités à plusieurs niveaux.

Lorsque, à l'automne de 1962, le Bureau politique du F.L.N. eut décidément installé son pouvoir à Alger, il chargea son trésorier, Mohamed Khider, de récupérer les fonds qui, pendant la guerre, avaient été déposés pour le compte de l'organisation, dans diverses banques étrangères.

Il s'agissait essentiellement des sommes que possédait le G.P.R.A. [1], dans certains Etats arabes et de celles que détenait encore la Fédération de France du F.L.N. La chose se fit sans difficulté, les responsables financiers de ces deux organisations ayant décidé de remettre ces fonds au Bureau Politique, reconnu désormais comme seule direction légale du pays. Une tournée dans les pays arabes permit ainsi à Khider de réunir environ trois milliards d'anciens francs, qu'il déposa à l'Arab Bank de Beyrouth. Quant aux fonds de la Fédération de France, ils lui furent remis, en Suisse, par deux membres du dernier Comité fédéral, Souissi Abdelkrim et Saïd Bouaziz : soit un milliard et demi d'anciens francs, qu'il déposa à la Banque commerciale arabe de Genève [2]. Au total, donc, quatre milliards et demi se trouvaient portés au compte de Khider, agissant comme trésorier du Bureau politique.

On pourra évidemment, dès ce stade, s'étonner d'une telle procédure. Il eût été normal que ces fonds, remis par leurs détenteurs au pouvoir légitime, fussent aussitôt versés au Trésor algérien. Les déposer sous la signature d'un seul homme, fût-ce

1. Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.
2. La B.C.A. a son siège rue Bonivard à Genève. Son président est M. Zouheir Mardam, fils d'un ancien Président du Conseil syrien.
M. François Genoud, ami personnel de nombreux dirigeants F.L.N., notamment Ben Bella, Khider, Boudiaf et Bitat, en est l'un des administrateurs.

ès qualité, relevait davantage des habitudes de la clandestinité que d'une pratique financière orthodoxe. Mais on admettra qu'en cette fin de 1962, et pour de multiples raisons, l'Etat algérien n'avait pas encore un fonctionnement « régulier ». Et tout fût probablement rentré dans l'ordre si, très vite, un différend n'avait pas surgi entre les deux têtes du Bureau politique, les deux compagnons jusque-là inséparables, celui qui, maintenant, détenait la première place et celui qui l'ambitionnait : Ben Bella et Khider. Ebauché quelques mois à peine après l'installation à Alger de l'ex « groupe de Tlemcen », ce différend ne tarda pas à s'étendre à l'ensemble des problèmes qu'affrontait le nouveau pouvoir. Qu'il s'agît de la conception du parti, du rôle de l'armée, et finalement des options politiques fondamentales, les positions de Khider, jour après jour, s'opposèrent à celles de Ben Bella. Celui-ci souhaitait un parti de cadres, celui-là un parti de masse. Celui-ci rêvait d'une armée au contact du peuple, travaillant avec les ouvriers, les paysans; celui-là se méfiait de ses chefs et préférait la maintenir dans les casernes. Ben Bella parlait de socialisme, d'internationalisme, de révolution. Khider réclamait une orientation plus nationaliste, plus arabe et même plus islamique. Le premier enfin voulait doter l'Algérie d'une constitution avant le congrès du F.L.N. Le second réclamait que le congrès se réunisse d'abord afin qu'il élabore lui-même les nouvelles structures de l'Algérie.

Assez ironiquement, peut-on dire avec le recul, c'est à propos de l'armée que le conflit s'aggrava. Khider ne pouvait admettre les efforts de Ben Bella pour donner plus d'autorité à Boumediene et aux membres de son équipe, qu'il présentait, en privé, comme de dangereux comploteurs. Lorsqu'il fut question en 1963 de faire participer Boumediene aux délibérations du Bureau politique, Khider protesta avec tant d'indignation que Ben Bella y renonça. Mais les deux hommes finirent pas se heurter si systématiquement sur toutes les décisions importantes que la situation devint bientôt intenable.

En ami, l'ambassadeur égyptien les réunit en sa présence pour tenter de les réconcilier. En vain. Mais Ben Bella fit une proposition à Khider : « Donne-moi six mois, lui dit-il, pour mener la politique que je crois juste. Ce délai passé, nous ferons le bilan et si tu n'es toujours pas d'accord, nous examinerons ensemble toutes les révisions possibles. »

Khider accepta, démissionna du secrétariat général du parti et se rendit en Europe. C'était en avril 1963.

En un sens, Khider a donc respecté l'espèce de pacte provisoire de non-agression conclu avec Ben Bella. Le problème des fonds, cependant, n'avait pas été évoqué. Et Ben Bella, parallèlement, mais un peu plus tard, donnait instruction à l'Arab Bank de bloquer les sommes déposées par Khider en tant que trésorier du F.L.N. : ce qui fut fait.

Sur ces entrefaites, les six mois écoulés, Khider se disposa à regagner Alger. Ben Bella l'apprit et, par l'intermédiaire d'un ami commun, le citoyen suisse François Genoud, lui fit demander d'attendre un peu. Genoud était d'ailleurs porteur, en même temps, d'un message de Rabah Bitat recommandant au contraire le retour immédiat de Khider en Algérie. Khider accepta finalement de retarder son retour, mais, quelques jours avant l'élection présidentielle, décida de rentrer, et ne cacha pas à son entourage que son désaccord avec la politique de Ben Bella, loin de diminuer, s'était encore accru depuis son départ. La « trêve » étant finie, il avait l'intention, fit-il savoir, de tenir une conférence de presse pour en informer l'opinion algérienne. Ben Bella, à nouveau, intervint, dépêchant plusieurs militants à son ancien compagnon pour le prier d'y renoncer. Celui-ci s'inclina et tint la conférence sans parler de rupture; mais le conflit entre les deux hommes, que nul ne pouvait ignorer, recommençait évidemment d'empoisonner l'atmosphère politique.

Le premier Congrès du F.L.N., alors en préparation, eût pu la clarifier, en offrant l'occasion d'un grand débat politique où, par-delà les querelles de personnes, eussent été publiquement débattus les problèmes qu'affrontait le pays.

Ce ne fut pas le cas, on l'a dit; et en ce qui concerne Khider, ce Congrès ne fit qu'achever la rupture. Une commission politique ayant été élue, plusieurs frères étaient allés le trouver pour lui demander d'assister au Congrès.

— Je participerais certainement, répondit-il, à des assises vraiment démocratiques. Celles-ci ne le sont pas.

Il se rendit néanmoins devant la commission politique, réunie au complet sous la présidence de Ben Bella. Très dur, presque méprisant :

— J'aurais beaucoup de choses à dire, déclara-t-il. J'ai des comptes à rendre, d'autres à réclamer. Mais je ne parlerai pas devant votre commission, à laquelle je ne reconnais aucune validité.

Khider n'assista pas au Congrès et ne cacha guère, dès lors, son intention de prendre la tête de l'opposition à Ben Bella.

Ainsi resurgit, bien entendu, la question des fonds qui, dans l'intervalle, avaient presque tous été transférés à la Banque commerciale arabe de Genève.

— Il faut les restituer, lui dit Ben Bella.

— Je n'ai jamais songé à me les approprier, répliqua Khider, et tu le sais mieux que personne...

Mais il avait appris, évidemment, que notamment son compte à l'Arab Bank avait été bloqué sur ordre de Ben Bella.

— C'est un coup bas, protesta-t-il, une manœuvre calomnieuse, une atteinte à mon crédit. Tu n'avais pas le droit de jeter ainsi la suspicion sur moi, comme sur un débiteur malhonnête.

Un accord fut conclu. Khider partirait avec Aït El Hocine, nouveau trésorier du Bureau politique, afin de lui remettre les fonds à l'étranger. Mais pour rétablir son crédit, Ben Bella débloquerait les comptes et lui remettrait une procuration sans mettre au courant les membres du B.P.

Aït et Khider gagnèrent donc Tunis, première étape... pour s'entendre dire que les fonds jadis détenus ici par le G.P.R.A. avaient déjà été, le plus régulièrement du monde, récupérés par le Bureau politique. Khider, en fait, ne l'ignorait pas et avait choisi cette escale en conséquence. Mais il feignit de s'en indigner, proclamant qu'une fois de plus on cherchait à le discréditer. Sur quoi, plantant là Aït El Hocine, il prit le premier avion pour Genève : et, tout aussitôt, disposa comme il le voulait des autres fonds, bien réels ceux-ci, sous sa seule signature, — en faisant ainsi, de ce jour, le « trésor de guerre » de son opposition à Ben Bella.

A ce point, il convient de s'arrêter à nouveau sur le comportement des deux protagonistes.

Les motivations de Khider étaient claires, et il ne me les cacha pas, lorsque je le rencontrai par la suite. Son premier objectif avait été de sortir d'Algérie : il venait d'apprendre qu'il était « fiché » à la police des frontières et qu'on lui interdirait de quitter le territoire national. Le second était, très délibérément, d'engager la lutte contre le régime de Ben Bella en utilisant, comme arme principale, cette somme, fort confortable, de plus de quatre milliards et demi.

Persuadé d'une « légitimité » qui, à ses yeux, ne le cédait en rien à celle de Ben Bella, conscient du rôle qu'il avait joué, non seulement dans la lutte pour l'indépendance, mais dans l'accession au pouvoir de ce même Ben Bella, convaincu que ce dernier engageait l'Algérie sur une mauvaise route, désireux enfin — il faut bien le dire — de jouer le premier rôle, Khider, à aucun moment, ne tint cet acte pour un « détournement de fonds ».

Assurément discutable, au regard des critères politiques habituels, cette attitude trouve, à sa manière, un écho dans celle de Ben Bella. Remettre un pouvoir personnel pour débloquer des fonds qu'on avait cru utile de bloquer, à un homme avec qui l'on vient de rompre, n'était peut-être pas le meilleur moyen de les récupérer. Ben Bella, d'ailleurs, ne consulta pas, à ce propos, le Bureau politique, — lequel, par la suite, ne manqua pas de s'en étonner timidement. Tout se passa comme s'il s'était agi d'une affaire personnelle entre Khider et Ben Bella : celui-ci n'ignorant pas ce qu'il devait au premier, se sentant peut-être vaguement coupable à son égard, mais songeant avant tout à l'éloigner, comme le plus dangereux des opposants, surtout à la veille de l'élection présidentielle.

Cette ombre de mauvaise conscience, une confiance excessive, ou des arrière-pensées plus complexes... qu'est-ce qui joua le rôle déterminant dans la décision de Ben Bella? Il est difficile de le dire. Toujours est-il que — sauf dans un discours, qu'il rétracta par la suite, sur mon intervention — il n'accusa jamais

Khider de vol. Et Khider, pour sa part, eut à cœur d'échapper à l'accusation. Il fit savoir, autour de lui, qu'il ne prélevait sur ces fonds, pour son usage personnel, que son traitement de membre du Bureau politique. Il subventionna certaines organisations de résistance palestinienne, jugeant que c'était son devoir. Il consacra aussi des sommes considérables à la rébellion en Kabylie et à celle de Chaabani, dont les suites furent tragiques; il subventionna un mouvement armé dans le Constantinois; il procéda à d'importants achats d'armes. Mais toute idée de profit lui était étrangère, comme elle l'était d'ailleurs à Ben Bella. Pour l'un et l'autre, seuls comptaient les objectifs politiques, et leur morale, un peu particulière, restait à leurs yeux une morale.

Ben Bella, néanmoins, tenta de récupérer les fonds en engageant contre Khider, et à l'égard des banques intéressées, une action en justice.

A la demande du gouvernement algérien, les tribunaux suisses décrétèrent, en juillet 1964, le séquestre des fonds que pouvait posséder Khider dans les banques de la Confédération. Mais ces fonds, tels qu'ils apparurent à la justice suisse se révélèrent anormalement maigres : 100 000 F.S. à la Banque commerciale arabe de Genève et 2 millions de F.S. à l'Arab Bank de Zurich.

Le gouvernement algérien s'en étonna. En mai 1963, en effet, le montant du compte Khider à la B.C.A. s'élevait à environ 40 millions de francs suisses. Une controverse s'éleva donc entre Alger et la B.C.A.

— Nous avons, affirma la banque, remis à Khider, en juin 1964, *une semaine avant la notification du séquestre*, les sommes déposées par lui sous sa seule signature.

— La B.C.A., réplique Alger, s'est faite complice de Khider. En réalité, elle lui a permis, *après le séquestre*, de disposer des fonds. Et le gouvernement algérien d'assurer que la B.C.A. possédait toujours cet argent dans ses coffres. Mais précisait-il, par un simple jeu d'écritures, elle a soldé le compte Khider, pour en reporter le montant sur trois nouveaux comptes numérotés, ouverts pour la circonstance à la dernière minute. C'est ce qui explique que son Président, Zouheir Mardam, ait refusé, même après injonction de la justice suisse, de lever le secret bancaire sur ces trois comptes.

Un mois environ après le séquestre, ajoutait le gouvernement algérien, la B.C.A. a fait un virement — en utilisant ces nouveaux comptes numérotés — sur Düsseldorf au bénéfice d'un nommé Houdhoud. Or ce Houdhoud, détenteur d'un passeport marocain, n'est autre que l'Algérien B..., ami personnel de Khider.

Mais il faut dire aussi que Ben Bella accepta mon initiative de négociations directes, et discrètes, avec son ancien compagnon. J'étais soucieux, en effet, d'éviter que ces fonds ne continuent d'alimenter des luttes armées fratricides, et de mettre fin, d'autre part, à un procès public international très dommageable au prestige de l'Algérie. Ayant fait part de ces sentiments à Aït El Hocine et à Zoubir Bouadjadj, ceux-ci acceptèrent aussitôt de s'associer à cette initiative.

Les négociations, conduites donc par Aït El Hocine, Zoubir Bouadjadj et moi-même, durèrent jusqu'au coup d'Etat du 19 juin 1965 et venaient presque d'aboutir à un accord lorsque le putsch, évidemment, le rendit caduc en bouleversant l'échiquier politique. Mais cette phase des pourparlers ayant fait l'objet d'un procès-verbal circonstancié, approuvé par les deux parties, je ne peux mieux faire que de reproduire ici, dans son texte intégral, ce document inédit.

PROCÈS-VERBAL DES POURPARLERS AVEC MOHAMED KHIDER AU SUJET DES FONDS DU F.L.N.

En vue d'aboutir à un règlement amiable de ce que l'on appelle l'affaire Khider, les frères Mohamed Lebjaoui, Aït el Hocine et Zoubir Bouadjadj ont décidé, *sur la base de leur seule initiative,* d'engager une série de démarches susceptibles de permettre la réalisation d'un tel objectif.

A cet effet, ils ont d'abord pris contact avec Ben Bella pour l'informer de leur intention et lui demander de ne pas s'opposer au développement de leur effort. En dépit du fait que lui-même possédait déjà une opinion bien arrêtée sur l'aspect global de toute cette affaire, Ben Bella a accepté de ne pas contrarier la poursuite de cet effort. Il a, toutefois, été précisé que cet effort n'aurait à s'inscrire que dans le cadre du règlement de l'affaire des fonds et absolument en dehors de toute négociation de caractère politique.

Après ce premier contact, Lebjaoui, Aït et Bouadjadj, par l'intermédiaire de Genoud, ont aussitôt rencontré Khider et ont présenté et défendu auprès de celui-ci la thèse de la nécessité d'un règlement amiable.

Khider s'est immédiatement déclaré d'accord avec le principe d'un tel règlement. Il a tenu, néanmoins, à préciser que le règlement final éventuel du problème des fonds n'aliénerait en rien sa liberté d'action contre le régime et que ses prises de position politique demeureraient inchangées à l'égard de ce dernier.

Il a ensuite énuméré les composantes de sa position par rapport à l'ensemble de cette affaire, à savoir :

1. Ben Bella doit laver publiquement Khider de l'accusation d'escroquerie.

2. Règlement de tous les problèmes annexes, à savoir :

a) Cas François Genoud [1].

Khider réclame l'annulation des poursuites judiciaires engagées en Algérie contre Genoud. Il précise que Genoud n'a été en butte à ces poursuites que parce qu'il s'est refusé à intervenir dans le différend qui opposait deux de ses amis : Ben Bella et Khider.

Khider indique que cette mesure ne serait donc que la réparation d'une grave injustice et qu'elle est à ses yeux primordiale car il ne peut oublier que Genoud, en plus de services éminents rendus à l'Algérie, n'a jamais accepté de trahir son amitié et sa confiance. Khider ajoute que Genoud, en choisissant de rester fidèle à l'amitié, n'ignorait pas qu'il agissait au détriment de sa sécurité et de tous ses intérêts, sécurité et intérêts qu'une attitude contraire à l'honneur aurait, par contre, entièrement sauvegardés.

b) Cas Banque commerciale arabe de Genève (B.C.A.).

Khider déclara que la B.C.A. est l'objet de poursuites judiciaires uniquement parce que sa direction est restée loyale à son égard. Khider déclare qu'il ne tient pas à ce que cette banque arabe, dont la correction vis-à-vis de lui a été totale, puisse subir, à cause de cela, les pires inconvénients et ce comme conséquence d'une situation politique qui la dépasse et qui lui est complètement étrangère. Il réclame l'arrêt des poursuites engagées contre cette banque.

c) Cas Banque populaire arabe d'Alger (B.P.A.).

Khider affirme que toutes les difficultés rencontrées à Alger par la B.P.A., placée sous contrôle des autorités algériennes, trouvent leur explication dans les mêmes motifs que ceux déjà développés au sujet de la B.C.A.

Khider demande que le gouvernement algérien n'intervienne plus pour

1. Si les autorités suisses faisaient arrêter pour quelques jours M. Zouheir Mardam, Président de la B.C.A. pour refus de lever le secret bancaire sur des comptes numérotés soupçonnés d'appartenir à Khider, les autorités algériennes faisaient également arrêter pour plus longtemps M. François Genoud, administrateur de la B.C.A. de Genève et président de sa filiale à Alger, la Banque populaire arabe.

empêcher la B.P.A. d'effectuer le paiement des créances dues par elle à la Banque commerciale arabe de Genève. Khider précise qu'après le paiement de ces créances et s'agissant là d'une banque de statut algérien, le gouvernement peut même, s'il le désire et ainsi qu'il en a d'ailleurs parfaitement le droit, procéder à la nationalisation de la Banque populaire arabe d'Alger.

d) Cas Djil El Djadid [1].

Khider développe alors l'idée que chaque partie doit s'acquitter intégralement de ses dettes et mettre un point final au règlement définitif de tous ces problèmes annexes qui, selon lui, n'auraient jamais dû se poser. Khider déclare que pour ce faire la Banque Commerciale Arabe (B.C.A.) devra procéder au transfert en Algérie des fonds «Djil El Djadid», soit la somme de 500 000 livres sterling (en NFF 7 000 000) au moment même où la Banque Populaire arabe (B.P.A.) effectuera, de son côté, le paiement des créances dues par elle à la Banque commerciale arabe (B.C.A.), soit la somme de 10 000 000 NFF environ [2].

Pour ce cas précis, une autre solution peut également être envisagée. En effet, la Banque populaire arabe peut effectuer elle-même à Alger le paiement de 500 000 livres sterling de « Djil El Djadid » en les prélevant sur les sommes qu'elle doit à la Banque commerciale arabe et, après cette opération, adresser à cette dernière le solde de sa créance, soit environ 300 millions d'anciens francs.

3. Après l'accord, les fonds ne seront pas restitués dans l'immédiat au gouvernement ou au Bureau politique.

4. Les fonds seront restitués au prochain congrès du F.L.N. avec présentation d'un compte rendu détaillé de gestion financière.

5. En attendant la tenue du congrès, gel de tous les fonds — hors d'Algérie — sous la signature de Khider, Lebjaoui.

— Mohamed Lebjaoui refuse et propose que le gel des fonds soit effectué sous les seules signatures de Khider, Aït et Bouadjadj;

— Khider accepte.

Khider indique ensuite que le préalable qu'il pose à la déclaration de Ben Bella doit être réalisé sur la seule base de sa parole d'honneur et sous la seule garantie morale de Lebjaoui, Aït et Bouadjadj, qui se porteront garants de cette parole auprès de Ben Bella.

Khider s'engage sur l'honneur à procéder au gel des fonds avec Aït et Bouadjadj dès que Ben Bella aura fait sa déclaration.

De retour à Alger, Lebjaoui, Aït et Bouadjadj rencontrent Ben Bella, défendent auprès de lui la thèse d'un règlement amiable, lui demandent de

1. Djil El Djadid, organisation créée après l'indépendance pour s'occuper pincipalement des orphelins de guere, avait, à ce titre, collecté dans les pays arabes une somme de 500 000 livres sterling, qui avaient été déposée à la B.C.A. de Genève.

2. Cette somme de 1 milliard d'anciens francs due par la Banque populaire arabe d'Alger à la B.C.A. de Genève comprenait les créances de l'Etat algérien auprès de la B.P.A.

faire une déclaration publique lavant Khider de l'accusation d'escroquerie et se portent garants de la parole d'honneur qui leur a été donnée.

Ben Bella accepte et donne sa parole qu'il fera prochainement une telle déclaration publique. Il précise que cela peut honnêtement être fait car, connaissant Khider mieux que quiconque, il est convaincu que ce dernier n'a jamais songé à utiliser ces fonds à des fins personnelles.

Un peu plus tard, un article de la presse algérienne accusant mensongèrement Khider d'avoir des contacts avec Tshombe, ainsi qu'une condamnation à mort prononcée par le tribunal d'Alger pouvant assombrir l'atmosphère, il est demandé à Ben Bella et à Khider de confirmer leurs positions respectives. Réponse positive des deux côtés. Du côté Khider, cette confirmation est communiquée par l'intermédiaire de Genoud.

Quelques jours plus tard, Ben Bella tient parole et respecte son engagement d'honneur en lavant publiquement Khider de l'accusation d'escroquerie.

Khider répond d'Allemagne par des attaques et non par la réunion des conditions devant permettre le gel promis des fonds.

En dépit de ce fait très grave, les frères Lebjaoui, Aït et Bouadjadj décident de ne tirer aucune conclusion définitive avant une nouvelle rencontre avec Khider.

Toujours par l'intermédiaire de Genoud, une rencontre a lieu à Francfort entre Lebjaoui et Khider, en présence de Genoud.

Lebjaoui demande à Khider le respect absolu des engagements pris et l'explication d'une attitude généralement interprétée comme une véritable volte-face.

Khider entreprend alors de justifier sa dernière prise de position par les nombreuses contradictions qui lui sont apparues depuis nos dernières rencontres entre, d'une part, notre volonté indiscutable d'un règlement amiable et, d'autre part, une série de mesures officielles agressives comme, par exemple, sa condamnation à mort par un tribunal d'Alger et surtout sa toute récente inculpation par la justice suisse.

Il déclare que, selon lui, le retrait de la plainte et le règlement des problèmes annexes devraient, en toute bonne foi, intervenir avant le gel des fonds.

A la fin de l'entrevue, Khider réaffirme, toutefois, sa volonté de respecter ses engagements et déclare qu'il faut, au préalable :

1. Le retrait de plainte.
2. Le règlement des problèmes annexes.
3. Discuter ensemble de garanties supplémentaires éventuelles en vue du gel des fonds.
4. Pas de déclaration publique des deux côtés en attendant la prochaine rencontre.
5. Ceci obtenu, l'engagement sera tenu immédiatement.

Rendez-vous Khider, Lebjaoui, Aït et Bouadjadj fixé à Madrid pour le samedi, 15 mai 1965, à 22 heures.

L'entrevue a lieu finalement à Madrid le vendredi 14 mai.

Après discussion, Khider fait des propositions précises. Il lui est demandé de bien vouloir faire ces propositions par écrit. Khider accepte et remet à Lebjaoui, Aït et Bouadjadj un document signé de sa main afin qu'il soit transmis à l'autre partie intéressée.

Par écrit, Khider s'engage, une fois réglé le problème du retrait de plainte, le cas Genoud et les autres problèmes annexes, à procéder ainsi :

1. Gel de 48 % de la totalité des sommes qu'il détient encore, sous sa signature et celles des frères Aït et Bouadjadj jusqu'à l'ouverture du congrès du F.L.N.

2. 32 % de la totalité de la même somme seront utilisés par lui-même en paiement à la B.C.A. d'une partie des créances dues par la B.P.A.

3. Les 20 % qui restent de la somme globale seront déposés dans un coffre sous sa seule signature et ce jusqu'à l'ouverture du congrès du F.L.N.

Khider indique que ces dépôts se feront chez la Banque commerciale arabe de Genève.

Khider indique également que les fonds seront restitués dès l'ouverture du congrès du F.L.N.

Lebjaoui, Aït et Bouadjadj déclarent que si les fonds doivent finalement être déposés à la B.C.A., cette banque se devra d'assurer ce dépôt contre tout risque éventuel et fournir à cet égard des garanties indiscutables.

Khider accepte et considère qu'un tel souci serait parfaitement légitime.

Lebjaoui, Aït et Bouadjadj demandent alors à Khider de leur communiquer le chiffre du montant des fonds qu'il détient.

Khider accepte et déclare que la somme globale actuellement en sa possession s'élève à environ 2 milliards 500 millions d'anciens francs.

A l'issue de cette entrevue, il est décidé que Lebjaoui, Aït et Bouadjadj transmettront à Ben Bella les résultats de la rencontre.

Dans le cas d'une réponse positive de Ben Bella, il est entendu que la mise en application des termes de l'accord interviendra, au plus tard, une semaine après. Dans le cas d'une réponse négative de Ben Bella, le document écrit et signé de la main de Khider devra être restitué à ce dernier.

Mis au courant, Ben Bella estime inacceptables les dernières conditions posées par Khider, mais exprime l'espoir que la poursuite des discussions dégagera finalement une solution plus raisonnable et acceptable pour tous.

Immédiatement informé, Khider accepte la poursuite des discussions et exprime sa ferme intention de contribuer à la recherche et à l'application immédiate d'une solution entraînant l'accord des deux parties en présence. Un nouvelle rencontre est décidée.

Survenue quelques jours plus tard, la prise du pouvoir par le colonel Boumediene modifia aussitôt les perspectives. Sur le plan technique, la justice suisse décida d'accorder trois mois

aux nouvelles autorités d'Alger pour décider l'arrêt ou la poursuite de la procédure engagée par le gouvernement Ben Bella. Passé ce délai, le gouvernement Boumediene ne s'étant pas manifesté, les autorités judiciaires ordonnèrent la levée du séquestre, en se fondant à la fois sur le silence du nouveau pouvoir et sur la déclaration antérieure de Ben Bella lavant Khider de l'accusation d'escroquerie.

Khider, dès le début de 1966, put donc à nouveau disposer légalement des deux millions de francs suisses placés sous séquestre à l'Arab Bank de Zurich et des 100 000 francs suisses bloqués à la B.C.A.

Sur le plan politique, à peu d'exceptions près, les anciens opposants ne se rallièrent pas au nouveau pouvoir dont ils avaient précisément reproché à Ben Bella de négliger le danger. A cette ancienne opposition, en revanche, se joignirent de nouveaux éléments, plus ou moins liés (fût-ce avec des réserves) à Ben Bella. Mais les divergences, qui avaient séparé antérieurement des hommes comme Boudiaf, Aït Ahmed, Khider et moi-même, n'avaient pas disparu comme par enchantement.

Pouvaient-elles s'effacer devant l'intérêt d'opposer un front uni au pouvoir militaire? Khider le pensait et fit une proposition précise :

Si vous acceptez d'unifier l'opposition et de constituer un Comité de libération nationale ou un Gouvernement provisoire, j'annoncerai publiquement que je remets intégralement à cet organisme les sommes que je détiens, pour lutter contre la dictature militaire et (paradoxalement) libérer Ben Bella.

Pour lui, précisa-t-il, l'union signifiait d'abord un accord entre Aït Ahmed, Lebjaoui et Boudiaf, auxquels devrait se joindre Krim Belkacem, lequel, à l'époque, n'était pas officiellement dans l'opposition.

Un tel accord, à l'époque, ne put se faire et Khider tomba, assassiné, sans pouvoir assister à la réalisation de son rêve. Khider a disparu, Ben Bella est en prison. Et ce qui reste des fonds du F.L.N. risque d'être perdu pour le peuple algérien, au moins pour un temps indéterminé.

Khider, il est vrai, a maintes fois affirmé, par-devant

témoins, qu'il avait pris toutes dispositions pour que, s'il disparaissait, les fonds soient sauvegardés mais remis seulement à la direction politique qui serait, un jour, élue démocratiquement à Alger. Jamais, ajoutait-il, une dictature n'en bénéficierait.

Mais qui a reçu les instructions nécessaires? C'est le dernier secret de Mohamed Khider.

La mort du frère Khider ne devrait pourtant pas se traduire pour le peuple algérien par la perte définitive de cet argent au profit des banques ou de tout autre dépositaire.

Un certain nombre de militants ont déjà fait savoir, avec moi, que la seule manière d'essayer de régler ce problème serait de créer une « Commission algérienne pour la sauvegarde des fonds du F.L.N. ». Cette commission serait composée de militants non engagés politiquement dans la période présente, mais dont l'honnêteté et l'intégrité, reconnues par tous, seraient absolument indiscutées.

Sa tâche essentielle consisterait à rechercher, à retrouver et à garantir la sécurité de cet argent, sous sa seule responsabilité, jusqu'à la tenue d'un congrès authentique de la Révolution, d'où aucun artisan de l'indépendance de l'Algérie ne serait exclu.

En attendant ce congrès, elle aurait donc à geler ces fonds, qui ne seraient remis ni à l'opposition ni au régime actuel. Elle devrait pour ce faire prendre contact avec les proches de Khider, ses amis personnels, ses collaborateurs, ses avocats et les membres de l'opposition d'avant et d'après le coup d'Etat du 19 juin 1965. Elle pourrait enfin consulter les dossiers personnels laissés à sa famille par le défunt et faire alors, éventuellement, toutes les démarches utiles auprès des banques.

Les résultats des travaux de cette commission devraient, bien entendu, être rendus publics.

XVII

Pour sauver la vie d'Aït Ahmed

Ce jour de 1964, dans mon domicile d'Alger, comme je rassemblais quelques photos du temps de guerre, je tombai en arrêt devant un cliché un peu jauni : c'était Aït Ahmed, auprès de moi, sur un fond de mur gris. La photo datait de 1957, elle avait été prise à la Santé, à l'un des moments les plus sombres de notre détention.

J'en reçus un choc. Le jour même, Aït Ahmed, fait prisonnier les armes à la main dans une grotte de Kabylie, venait d'être condamné à mort par le tribunal d'Alger...

En un éclair, je revis ces sept ans qui venaient de s'écouler : les vicissitudes de la lutte, les alternatives d'espoir et d'inquiétude, la joie folle de l'indépendance. Et Aït Ahmed, le jeune responsable de l'O.S. en 1952, devenu membre du Bureau Politique de l'Algérie nouvelle. Puis le même Aït Ahmed entrant dans l'opposition, s'engageant dans la révolte armée, essayant en vain de soulever sa région natale, la Kabylie, contre le gouvernement national, avant d'être, vaincu, capturé par l'armée.

Je n'avais jamais approuvé cette folle aventure qui, au lendemain de l'indépendance, n'avait abouti qu'à mettre à feu et à sang cette Kabylie déjà si éprouvée par la guerre, et à faire tuer inutilement, de part et d'autre, les meilleurs militants.

Mais je savais aussi qu'il existait en Kabylie de véritables problèmes qu'on avait parfois tendance à négliger à Alger. Tout en condamnant, donc, le recours à la lutte armée, je déplorais cette indifférence gouvernementale. Enfin, je ne pouvais qu'être

ému par le destin d'un homme que son hostilité à Ben Bella et à sa politique avait jeté dans cette entreprise sans espoir et qui risquait, aujourd'hui, d'y perdre une vie qu'il avait pourtant consacrée, courageusement, à son pays.

A quelque temps de là, une jeune femme vint chez moi et demanda à me parler. C'était Mme Aït Ahmed. Je l'accueillis chaleureusement et elle en parut surprise. Elle semblait infiniment lasse.

« J'ai tenté, m'expliqua-t-elle tristement, de rencontrer toute une série de responsables. Plusieurs étaient des amis personnels de mon mari. Mais dès qu'on apprend qui je suis, les portes restent fermées. »

Elle était digne, sans un mot de blâme ou de récrimination, et je la sentis infiniment heureuse d'avoir enfin, simplement, quelqu'un à qui pouvoir parler.

Je lui dis qu'elle pouvait compter sur moi comme sur un frère, que ma maison était la sienne et que n'épargnerais rien pour sauver la vie de son époux.

En fait, sans attendre sa visite, j'avais déjà entrepris des démarches en vue d'obtenir la grâce d'Aït Ahmed. Quelle que fût la condamnation politique que l'on pouvait porter contre son action, et bien qu'il fût en effet responsable de cette tragique entreprise, il me semblait insupportable qu'on pût, dans la froideur d'une exécution capitale, tuer cet homme. L'Algérie nouvelle ne devait pas commencer sous la loi du talion.

De ce jour, accompagné de la sœur d'Aït Ahmed, la jeune femme revint très souvent chez moi. Ma famille, bouleversée par le drame qu'elles vivaient les avait totalement adoptées. Et dans l'isolement où elles se trouvaient à Alger, elles trouvaient là un réconfort qui leur faisait, peu à peu, reprendre espoir.

J'étais décidé, pour ma part, à ne pas les décevoir. Et au fur et à mesure des démarches que je multipliais auprès de Ben Bella et des autres responsables, je me mis moi-même à espérer.

Je pris une meilleure conscience, surtout, des données du problème. Ben Bella, en fait, par tempérament, était porté à faire grâce. Rien ne lui répugnait davantage que les luttes fratricides et l'idée de faire exécuter, de sang-froid, son ancien

compagnon, quelle que pût être l'étendue de leurs divergences, lui était étrangère. Mais, certains dans son entourage, invoquaient la raison d'Etat pour l'y pousser.

Ce groupe qui, en réalité (la suite devait nous l'apprendre), voulait perdre Ben Bella en lui faisant commettre des gestes irréparables, venait d'obtenir un premier et triste succès. Il avait « enlevé » l'exécution du colonel Chaabani, capturé lui aussi après sa rébellion dans le Sud, et qui venait d'être fusillé, quand il avait à peine vingt-sept ans.

Cette première exécution, du coup, devenait un argument supplémentaire pour décider la seconde :

— Beaucoup de gens, expliquaient-ils à Ben Bella, ne comprendraient pas qu'on exécute un responsable d'origine arabe et qu'on en épargne un autre, uniquement parce qu'il est d'origine kabyle.

Argument deux fois détestable qui tentait, une fois de plus, de réveiller une « question kabyle » en la posant, plus ou moins hypocritement, en termes ethniques. Est-il besoin de le dire : ceux qui, comme moi, réclamaient la grâce d'Aït Ahmed, ne le faisaient pas *parce qu'il était kabyle*, mais pour des raisons plus simplement humaines, — et aussi politiques.

« Le cas de Chaabani et celui d'Aït Ahmed sont différents, expliquai-je néanmoins. Le premier était membre du Bureau Politique quand il est entré en dissidence armée. Aït Ahmed au contraire n'était membre ni de cet organisme, ni du gouvernement. »

Cela ne m'empêchait pas d'ajouter que je regrettais *aussi* terriblement, pour ma part, l'exécution de Chaabani. Mais l'une, en tout cas, ne devait pas servir de prétexte pour accepter l'autre.

Dans ces efforts, je dois le dire, trois hommes m'apportèrent un concours sans défaillance : Hadj Benala, Aït El Hocine et Zoubir Bouadjadj. Petit à petit, nous pûmes ainsi progresser, d'autres militants se mirent à ma disposition. Et quand je vis que la décision était presque acquise, alors seulement j'en parlai à la femme et à la sœur d'Aït Ahmed. Je les tenais informées jour après jour de mes démarches.

— Le jour où le décret de grâce sera signé, me dirent-elles, il faut célébrer cet événement chez vous, autour d'un grand couscous.

J'approuve chaleureusement, bien entendu, et nous convenons d'associer à la fête la mère d'Hocine et son avocate, notre amie commune, Meriem Bel Mihoub. La mère de Hocine, me dit-elle, a hâte de faire ma connaissance.

Quelques jours plus tard, au cours d'un ultime entretien avec Ben Bella, j'arrache enfin la décision.

Avec une immense satisfaction, je constate qu'il paraît lui-même soulagé de cette issue, — et intimement heureux de n'avoir pas cédé à ceux qui voulaient rééditer l'exécution de Chaabani.

Comme toujours, lorsqu'il s'agit de décisions importantes, je pense qu'il faut les concrétiser au plus vite :

— Pourrais-tu, lui dis-je, l'annoncer aujourd'hui même, dans un communiqué officiel?

— Cela peut quand même attendre quelques jours, objecte-t-il.

J'en conviens. Mais, songeant à la femme et à la sœur d'Aït Ahmed, j'insiste encore : à quoi bon faire durer le malaise, permettre peut-être d'autres manœuvres...?

— D'accord, finit par me dire Ben Bella. Un texte sera lu avant ce soir, à la radio.

Aussitôt, j'en informe les deux jeunes femmes, leur conseillant de se mettre à l'écoute à partir de telle heure. Moi-même, évidemment, je suis chez moi, anxieux encore malgré tout. Mais Ben Bella tient parole. Une déclaration officielle de la Présidence annonce la grâce. Moins de trente secondes plus tard, le téléphone sonne. Sanglotant de joie, c'est Mme Aït Ahmed. Ma mère et mes sœurs pleurent aussi. J'espère qu'Aït Ahmed, dans sa cellule, ne tardera pas à être, lui aussi, informé.

Le lendemain, comme prévu, un grand couscous est préparé par ma mère. Depuis qu'elle a atteint un certain âge, elle fait rarement la cuisine. Mais pour rien au monde, ce jour-là, elle n'aurait laissé quelqu'un d'autre le faire à sa place, et ce fut sans doute l'un des meilleurs qu'elle ait réussi.

La mère d'Aït Ahmed, que je ne connaissais pas encore, vint

avec sa fille et sa belle-fille. Et cette femme, si digne, si courageuse à travers toutes les épreuves de son existence, était partagée entre le rire et les larmes. Au cours du repas, elle se leva plusieurs fois pour venir m'embrasser. Il y avait aussi Meriem Bel Mihoub, la jeune avocate du condamné. Je n'ai pas besoin de décrire l'atmosphère dans laquelle se déroula ce couscous. Mais ce fut certainement l'un des meilleurs moments de mon existence.

De mon point de vue, cependant, il ne s'agissait encore que d'une étape. Il fallait, pensais-je, non seulement savoir faire grâce, mais tirer un trait sur la rébellion kabyle et tourner la page. Ce qui impliquait à la fois qu'Aït Ahmed ne croupirait pas indéfiniment en prison, et qu'une solution soit trouvée aux problèmes que posait la Kabylie.

A quelque temps de là, je reçois la visite de plusieurs militants kabyles, qui me demandent de m'engager personnellement dans la recherche d'une telle solution. Il ne s'agit d'ailleurs pas de membres du F.F.S. mais de simples militants kabyles, indignés par la persistance, dans leur région, d'une situation qu'ils jugent inadmissible.

— Je ne suis pas un personnage officiel, dis-je. Mieux vaudrait s'adresser au gouvernement, ou directement à Ben Bella.

— Nous avons voulu, me répondent-ils, choisir un responsable de la Révolution pour qu'il prenne l'affaire en main, personnellement. Après en avoir discuté entre nous, longuement, il nous est apparu que ton nom seul faisait l'unanimité.

La famille d'Aït Ahmed, de son côté, m'informe que lui-même souhaite que je prenne l'affaire en main. Il a, m'assure-t-elle, entière confiance en moi et si j'apporte ma caution morale, il donnera son complet accord.

Je décide alors d'associer à mes efforts Aït El Hocine et Zoubir Bouadjadj : ils acceptent. Je rencontre Ben Bella. Celui-ci ne manifeste aucun empressement. Les rapports qu'il reçoit, me dit-il, indiquent que la lutte armée en Kabylie est entièrement terminée. Il ne reste plus que quelques fuyards isolés.

Aït Ahmed, discrédité, n'a plus de partisans même dans son propre village.

Je lui rétorque que mon initiative a des motifs plus profonds. Même s'il n'y a plus de « maquisards » en Kabylie, le problème subsiste. Et c'est le moment, précisément, de lui trouver une solution politique. Avoir stoppé la rébellion est bien. Mais cela doit frayer la voie à la réconciliation, non à l'humiliation des vaincus.

Après deux ou trois entrevues, Ben Bella accepte ainsi de ne pas contrarier mes efforts. Aït Ahmed, de son côté, écrit de sa prison pour confirmer qu'il base tout règlement sur ma caution morale, et celle d'Aït El Hocine et Zoubir Bouadjadj. Puis la direction du F.F.S., repliée en France, entre en contact avec moi : Je me rends à Paris et, Mourad Oussedik, avocat d'Aït Ahmed, servant d'intermédiaire, je rencontre le colonel Saddok (Slimane Dhilès), Ben Younès, Roujé et Si Mohamed.

Après plusieurs semaines de pourparlers, ceux-ci expriment le vœu qu'un de leurs responsables en Kabylie, Abdelhafid, chef maquisard, puisse se joindre aux discussions. Je fais aussitôt le nécessaire pour qu'il puisse, sans être inquiété, prendre l'avion pour Paris et je vins en personne l'attendre à Orly avec les autres dirigeants du F.F.S.

C'est ainsi qu'un texte put, finalement, être élaboré et communiqué à Aït Ahmed, dans sa prison d'Alger. Il l'accepte. Soumis à Ben Bella, celui-ci l'accepte à son tour.

Mis au point, au nom du F.F.S., par le colonel Saddok, Abdelhafid, Ben Younès, Si Mohamed et Roujé, ce document prévoit essentiellement :

— la fin immédiate de toute action armée en Kabylie;

— la libération des détenus du F.F.S.;

— la libération d'Aït Ahmed, trois mois au plus tard après la signature de l'accord;

— la fin de toutes les poursuites, la restitution des biens confisqués, une assistance de l'Etat algérien pour les familles des morts;

— la remise des armes à Lebjaoui, Aït El Hocine et Bouadjadj.

L'accord fut immédiatement appliqué de part et d'autre. La direction du F.F.S. rentra librement à Alger et fit annoncer dans le *Moudjahid* la fin de son action. Je fis procéder moi-même à la libération de douze cents détenus qui reçurent la faculté, s'ils le désiraient, de réintégrer le F.L.N.

Un groupe s'insurgea particulièrement contre l'accord : celui de Boumediene, qui lança immédiatement une campagne contre Ben Bella. Celui-ci, il faut le dire, avait fait au moins une faute tactique : il n'avait informé de sa décision ni le bureau Politique, ni le Comité Central. Or, le jour même où *Le Peuple* publiait le texte officiel de l'accord F.L.N.-F.F.S., le Comité Central était réuni : ses membres apprirent la nouvelle dans ses colonnes...

C'était plus qu'il n'en fallait, évidemment, pour accuser Ben Bella de mener une politique personnelle. Des amis de Boumediene vinrent me trouver :

« Ben Bella t'a dupé, me dirent-ils. Il veut réintégrer des éléments contre-révolutionnaires. Réaliser un accord avec ce cadavre politique qu'est le F.F.S. ne réglera rien. Demain, il se réconciliera avec Khider pour mieux nous éliminer... »

Quant aux responsables du F.F.S., beaucoup d'entre eux décidèrent, dès la signature de l'accord, de se retirer de toute activité politique. Ce fut notamment le cas d'un des meilleurs militants de la Révolution, Ben Younès, et du colonel Saddok. Le premier dirige actuellement une agence de voyages à Alger; le second exploite un restaurant au bord de la mer, près de la capitale.

Bien, auparavant Aït Ahmed lui-même nous avait communiqué sa décision d'abandonner définitivement toute activité politique et de quitter l'Algérie, pour un temps, dès les premiers jours de sa libération.

XVIII

Coup d'État

Au début de 1965, il n'y avait en réalité que deux forces politiques en Algérie. D'une part, Ben Bella, seul. D'autre part, les dirigeants de l'Armée.

Apparemment, certes, des masses importantes soutenaient le premier, encadrées par un appareil impressionnant : le parti F.L.N., les syndicats, les organisations nationales. En fait, cette structure n'était guère plus qu'une façade : des directions parachutées, modifiées arbitrairement au gré des circonstances « structuraient » très mollement des militants chez qui l'enthousiasme des commencements avait trop souvent fait place à l'indifférence.

Ben Bella n'en constituait pas moins, personnellement, une réalité politique : la seule capable de maintenir ce cadre encore vide qui portait l'espoir de l'Algérie, d'incarner aux yeux du peuple les idéaux de la Révolution, et de tenter de les réaliser.

L'armée, auprès de lui, ne représentait aucune orientation définie. Mais elle avait la force qui lui manquait, étant, en fait, la seule organisation solide du pays. Cette unité lui venait, à la base, de sa situation relativement privilégiée, dans un pays qui comptait vingt-cinq pour cent de chômeurs, et, au sommet, de la solidarité qui rassemblait, autour de Boumediene, un état-major de fidèles : Bouteflika, Medeghri, Chérif Belkacem, Kaïd Ahmed. Quelques officiers les soutenaient résolument, comme Chaabou, Slimane Hoffman, Zerghini, beaucoup d'autres chefs militaires demeurant dans un prudent attentisme.

Dès les premiers mois de l'indépendance, une lutte sourde, coupée de quelques crises plus graves, se développa entre Ben Bella et ces chefs militaires. Jusqu'au moment du Congrès où le premier, pour faire face à ses difficultés politiques, crut habile de s'appuyer plus encore sur les seconds. Outre Boumediene, Medeghri et Bouteflika réussirent à entrer au Bureau Politique. Kaïd Ahmed et Chérif Belkacem, en même temps, devenaient membres du Comité Central. Plusieurs postes ministériels revenaient aux hommes du groupe.

Rapidement, néanmoins, Ben Bella commença à s'inquiéter des ambitions de Boumediene et, dans le jeu de bascule qui lui était habituel, s'efforça de mettre ses hommes à l'écart. Il rogna d'abord les prérogatives de Medeghri au ministère de l'Intérieur, l'amenant à démissionner de son poste. Puis il s'en prit à Bouteflika à qui il finit par annoncer sa décision de lui enlever les Affaires étrangères. Boumediene, évidemment, ne pouvait que se sentir visé et il réagit vivement.

Mais Ben Bella, parallèlement, attaquait la base même du pouvoir de Boumediene : l'Armée. Sans le consulter, et profitant d'un voyage au Caire de son ministre de la Défense, il nomma brusquement un chef d'état-major de l'A.N.P. en la personne de Tahar Zbiri, ancien colonel de la wilaya 1 (Aurès), qu'il croyait fidèle.

La menace, cette fois, n'était plus voilée. Et, dès son retour à Alger, Boumediene entreprit d'orchestrer une véritable campagne contre ce qu'il appelait le « pouvoir personnel » de Ben Bella. Des critiques de plus en plus hargneuses se mirent à circuler dans les milieux les plus divers. Elles parvinrent, évidemment, à la connaissance du Président qui en discuta directement avec plusieurs membres du Bureau Politique. Puis, comme la campagne, loin de cesser, semblait se développer, il tenta de vider l'abcès.

« S'il y a des problèmes, déclara-t-il, il faut les poser franchement devant le Bureau Politique. Puisque Boumediene parle de pouvoir personnel, je demande que ce problème soit débattu au B.P. Mais il faudra soulever en même temps le problème de l'Armée. Quant à moi, je suis prêt à accepter la décision du B.P., quelle qu'elle soit, j'accepte même qu'il se réunisse en mon absence. Et s'il me donne tort je me démets de mes fonctions, et je retournerai immédiatement dans mon village de Marnia. »

Cependant, beaucoup de responsables, inquiets de la crise, allaient de Boumediene à Ben Bella pour tenter de réconcilier les deux hommes. Des rumeurs de coup d'Etat, en même temps, se mettaient à circuler. Mais on ne les prenait pas très au sérieux, ce genre de bruits, à Alger, se répandant périodiquement. Par ailleurs, la préparation de la grande Conférence afro-asiatique, qui devait se réunir fin juin et qu'on saluait déjà comme le « Second Bandoeng », accaparait l'attention.

Invoquant précisément l'importance de cet événement pour l'Algérie et la cause du tiers monde. Boumediene demanda que la réunion du Bureau politique réclamée par Ben Bella se réunisse après la Conférence et non avant : « Tous les responsables, affirma-t-il, doivent concentrer leurs efforts pour la réussite de la Conférence. »

Convaincu de sa loyauté, pensant aussi que l'événement renforcerait son propre prestige, Ben Bella accepta la trêve.

J'arrivai à Alger au milieu de toute cette agitation. Je commençai aussitôt à m'informer de tous côtés. Et le 15 juin, je crois [1], vers 20 heures, je me rendis à l'improviste au domicile de Boumediene, — sans même avoir téléphoné au préalable, comme cela m'arrivait de temps à autre.

Immédiatement introduit, j'entre, et j'aperçois, autour de l'immense table de la salle à manger, outre Boumediene, qui préside : Bouteflika, Chaabou, Medeghri, Chérif Belkacem, Kaïd Ahmed, Tahar Zbiri, Saïd Abib, Ben Salem, Guennez, le colonel Benchérif et deux ou trois autres.

Ils viennent juste, avec la chorba, d'entamer le repas. Boumediene, en m'apercevant, se lève, m'embrasse. Un peu de remue-ménage s'ensuit. Puis mon hôte se tourna vers ses amis : « Excusez-moi, dit-il, nous avons à parler, Lebjaoui et moi. »

Il me conduit dans sa chambre, on apporte du thé. Et tout de suite, il se met à évoquer l'atmosphère pénible qui, dit-il, règne en ce moment à Alger. Il se pose en victime. Ben Bella,

1. Je ne peux, actuellement, garantir la date exacte.

dit-il, agit en despote. Sa volonté de pouvoir personnel est désormais évidente. Ni lui, Boumediene, ni personne n'est consulté sur quoi que ce soit d'important.

Ben Bella, poursuit-il, ne s'entoure pas seulement de béni-oui-oui. Il veut maintenant se réconcilier avec ceux que nous avons combattus au cours de ces dernières années, Khider, Aït Ahmed, etc.

— Je sais, me dit-il, que c'est toi qui as pris l'initiative de ce genre de réconciliations. Tu fais une erreur. Tu es sincère, sans doute. Mais Ben Bella a d'autres intentions. Il veut s'appuyer sur des forces différentes pour mieux se renforcer, avec l'intention de nous éliminer.

De temps à autre, tout en parlant, il me regarde droit dans les yeux. Puis il me dit :

— Tu sais que nous sommes des amis, que j'ai pour toi une grande affection, que je te considère comme un de nos meilleurs militants. C'est pourquoi je veux te demander ton avis : Que faut-il faire? Crois-tu que je doive démissionner, — car je ne peux assumer plus longtemps la responsabilité d'une politique à laquelle je ne suis pas associé...

Comme je le lui déconseille, il me regarde à nouveau fixement :

— Crois-tu, demande-t-il, qu'il y a une autre solution?

Je tarde un peu à répondre et j'ai le sentiment qu'il attend avec un immense intérêt ce que je vais dire. Je le déçois, sans doute :

— S'il y a des problèmes importants à débattre, dis-je, il faut le faire devant les instances régulières du Parti et à l'Assemblée nationale. Il faut que chaque responsable puisse dire réellement ce qu'il pense, et amener ainsi Ben Bella à avoir raison quand il a raison, et tort quand il a tort.

Le même échange de répliques, en substance, se reproduit plusieurs fois. Chaque fois, je sens chez lui, après ma réponse, une sorte de déception, qui l'amène à reprendre l'exposé de ses griefs contre Ben Bella. La discussion se prolonge ainsi jusqu'à minuit, sans conclusion. Et lorsque nous retournons enfin dans la salle à manger, tout le monde est déjà parti.

Quelques jours plus tard, je compris évidemment que Boumediene avait espéré, ce soir-là, m'entraîner dans sa conjuration. Il l'avait fait, en un sens, avec le maximum de franchise, me parlant sans ambages des choses les plus secrètes (sauf le complot lui-même, bien entendu), et de ses positions personnelles sur tous les points, sans la moindre réserve. Il avait pu se rendre compte maintes fois que rien n'avait jamais transpiré de ce qu'il avait pu être amené à me confier. Il n'en était pas de même pour d'autres : et il déplorait volontiers que certains responsables à qui il avait lancé quelque boutade, dans un moment de colère ou d'ironie, l'eussent immédiatement rapportée à Ben Bella.

Ce qui le portait à tenter de me rallier à ses plans, c'est qu'il m'avait vu à plusieurs reprises, seul et sans fonctions officielles, me dresser contre des décisions de Ben Bella que j'estimais injustes.

Ce qui le faisait se méprendre, c'est précisément que je ne m'étais pas élevé contre certains actes arbitraires de Ben Bella pour cautionner l'arbitraire encore plus grand et plus dangereux d'un coup d'Etat militaire.

Un ou deux jours plus tard, un membre du B.P., informé par plusieurs sources de ce qui se prépare, va trouver Ben Bella :

— Un coup de force est imminent, lui dit-il. Prends des dispositions tout de suite. Boumediene et sa clique ont compris qu'ils sont éliminés de l'armée, ils ne représentent plus rien. Ils sont décidés à agir.

— Des histoires comme ça, réplique Ben Bella, j'en entends tous les jours. Si tu y crois, c'est que tu es surmené. Prends quelques jours de repos. Ce ne sont pas des marionnettes comme ça qui sont capables de faire un coup d'Etat.

Le secret, en fait, avait été bien gardé. En dehors de son petit groupe proprement dit, plus Tahar Zbiri, chef d'état-major et le colonel Ben Chérif, commandant en chef de la gendarmerie, Boumediene n'avait avisé que vingt ou trente officiers indispensables à la réussite de l'opération.

Même avec eux, il avait pris ses précautions. Les ayant

réunis à la région militaire de Blida, il les avait seulement mis au courant des grandes lignes du projet. Puis, une fois parti, il s'était arrangé pour qu'ils ne pussent sortir ou communiquer avec l'extérieur avant le jour J.

Ce jour fut fixé au 19 juin, avec deux objectifs immédiats, essentiels : l'enlèvement de Ben Bella, de Hadj Benala, président de l'Assemblée nationale et responsable du Parti, ainsi que de quelques personnalités considérées comme des soutiens inconditionnels de Ben Bella, tels Nekkache et Abderhamane Chérif.

Ben Bella, on le sait, habitait très modestement dans un petit appartement, au dernier étage de la villa Joly, siège du Bureau Politique.

Le 19 juin, donc, à 20 heures, au moment de la relève de la garde, des militaires habillés en C.N.S. (Compagnies Nationales de Sécurité) remplacent, sans qu'on y prête attention, les faibles effectifs qui protègent le bâtiment. Ben Bella ne se doute pas qu'à ce moment il est déjà prisonnier.

Vers 1 heure du matin, les tanks commencent à ébranler les chaussées d'Alger. Objectifs principaux : la villa Joly, la Radiodiffusion algérienne, le Palais du Gouvernement, la Préfecture, la Mairie, les grands carrefours, les points stratégiques, les approches de la Casbah.

A la villa Joly, trois officiers supérieurs sont chargés de capturer le Président : Tahar Zbiri en personne, le colonel Abbas et le commandant Saïd Abid.

Lorsqu'ils font irruption, entourés de soldats, les standardistes de la villa comprennent immédiatement ce qui se passe et, avant d'être maîtrisés, ont le temps de réveiller Ben Bella pour le prévenir.

Celui-ci passe une robe de chambre sur son pyjama, sort de sa chambre et commence à descendre l'escalier intérieur. A mi-chemin, il se trouve face à face avec Zbiri, Abid et Abbas qui montent, revolver à la main. Zbiri, précipitamment, l'arme pointée, lui jette :

— Il y a un Conseil de la Révolution qui vient d'être constitué. Tu n'es plus Président de la République.

Ben Bella a tout son sang-froid :

— C'est une action nuisible aux intérêts du peuple algérien, réplique-t-il calmement. Ceux qui agissent ainsi prennent une très lourde responsabilité.

Mais il sait qu'une discussion ne servirait à rien. Il demande à pouvoir s'habiller. Ses agresseurs l'y autorisent; et, au moment où il rentre dans sa chambre, des rafales de mitraillettes éclatent tout autour de la villa. Il n'y a pas eu d'accrochage, en réalité : mais on veut intimider Ben Bella en lui ôtant toute idée de résistance.

Ben Bella s'habille, sort de sa chambre et comme on vient lui passer les menottes, il a un haut-le-corps :

— Pas ça, tout de même! s'exclame-t-il.

— On te mettra les menottes, répond Abbas, et n'oublie pas que tu n'es plus qu'un simple prisonnier.

C'est donc menottes aux poignets que Ben Bella sort de la villa, pour être immédiatement amené dans une caserne placée sous la responsabilité directe de Saïd Abid.

Presque en même temps, la villa de Hadj Benala, à Hydra, est encerclée par les chars. Le vacarme est tel que toute la famille se réveille. Benala, pour voir ce qui arrive, s'habille, descend dans le jardin et s'approche des deux gardes chargés d'assurer sa protection. Ils ont été changés, et les deux faux C.N.S. dont il s'approche sautent sur lui pour le ceinturer, tandis qu'un groupe de militaires fait irruption dans la maison.

De la villa Salambô, située non loin de là, et qui appartient au ministère des Affaires étrangères, Medeghri supervise l'opération.

Moi-même, à 1 heure du matin, je suis réveillé par le téléphone. Un ami, brièvement, m'informe d'une voix hachée :

— Il y a un coup d'état militaire. La villa Joly est déjà investie.

Je saute du lit et appelle immédiatement tous ceux qui risquent d'être visés par l'opération. Hadj Benala, d'abord :

— « Ils » sont déjà là, me dit précipitamment sa femme, Hadj a les menottes...

La communication est coupée : un militaire vient de lui arracher l'appareil des mains.

Puis Aït El Hocine, trésorier du Bureau Politique. Il s'échappe aussitôt : dix minutes avant l'arrivée des policiers militaires.

Hadj Smaïn, maintenant, l'ex-ministre de la Justice, Zoubir Bouadjadj... A chacun, je demande d'aviser pour son compte les victimes éventuelles. Tous sont sidérés par l'événement.

Deux heures plus tard, plusieurs d'entre eux se retrouvent chez moi, non sans difficultés, en raison des barrages militaires. Il y a là Zoubir Bouadjadj, Aït el Hocine, Hadj Smaïn, Mustapha Fettal, Mohamed Merzougui... Nous sommes encore sous le choc, les informations sont rares; et bien que chacun prévoie les graves conséquences du putsch, nous ne pouvons encore en apprécier la signification exacte. Y a-t-il eu des accrochages, du sang versé, des morts? Nous ne le savons pas encore. Aussi notre première préoccupation est-elle la sécurité physique des prisonniers, — la seconde étant d'éviter, si possible, que le pays ne sombre dans l'illégalité totale, pour ne connaître plus d'autre loi que la guerre civile.

Nous décidons donc de contacter immédiatement Boumediene : bien que sans information précise, nous ne doutons pas qu'il soit à l'origine du coup. Aussi pensons-nous à le mettre devant ses responsabilités, par rapport à ce que nous considérons comme les véritables intérêts de l'Algérie. Nous décidons en même temps de toucher, sans considération partisane, le plus grand nombre de frères susceptibles de penser comme nous quant à l'impossibilité d'admettre un coup d'Etat militaire ou un affrontement fratricide.

Cela nous mène jusqu'au matin. Nous avons appris, dans l'intervalle, que la police était allée aussi chez Zoubir Bouadjadj, où elle avait coupé les fils du téléphone. Sans tarder plus longtemps, j'appelle Boumediene. Il semble heureux de m'avoir au bout du fil :

— Je désire te voir, lui dis-je. Vers quelle heure peux-tu?

— Tout de suite, répond-il.

Je précise que je serai accompagné de Hadj Smaïn et de Zoubir Bouadjadj :

— Et comme, ajouté-je, la police militaire a voulu arrêter Zoubir, je voudrais ta parole d'honneur qu'il pourra venir et repartir librement.

— Si la police, dit-il, est allée chez Zoubir, il ne peut s'agir que d'une erreur : à un patriote comme lui, aucun autre patriote ne peut souhaiter faire un mal quelconque.

Je prends note, mais j'insiste pour sa parole d'honneur. Il me la donne. Une demi-heure plus tard, nous arrivons en voiture au ministère de la Défense nationale, sur les hauteurs d'Alger.

Immédiatement introduits, nous trouvons Boumediene en compagnie de Tahar Zbiri, Saïd Abid et Medeghri. Après les accolades habituelles, nous nous asseyons et je prends la parole :

— Après ce qui vient de se passer, nous nous inquiétons d'abord de la sécurité physique des prisonniers. On dit que Hadj Benala, notamment, a été grièvement blessé...

— Il n'en est rien, affirme-t-il (ce qui était vrai). Je suis moi-même de ceux qui considèrent Benala comme l'un des hommes les plus respectables de ce pays. Nous ne l'avons arrêté que parce qu'il est le second personnage de l'Etat. Mais je te donne ma parole qu'il sera libéré le plus tôt possible.

J'aborde un autre problème concernant Aït Ahmed :

— Tu sais, dis-je, que j'ai pris l'initiative de régler le problème posé par le F.F.S. Un accord a été signé, aux termes duquel les militants F.F.S. emprisonnés devaient être libérés. Cela a été fait et j'y ai veillé personnellement. Mais l'accord prévoyait aussi la libération d'Aït Ahmed, au plus tard trois mois après la signature de l'accord. C'est pour moi un point d'honneur...

— Je te donne ma parole, répond-il, que l'accord sera respecté et Aït Ahmed libéré.

Puis il enchaîne, à brûle-pourpoint :

— Maintenant, venons-en à l'essentiel. Je désire que tu me donnes ton avis sur l'opération de salubrité que nous venons d'accomplir.

Je réplique sur le même ton :

— Pour moi, il s'agit tout simplement d'un coup d'Etat militaire et cet acte, à mon avis irresponsable, portera gravement atteinte, non seulement au prestige de l'Algérie, mais aux intérêts bien compris de notre peuple.

Boumediene blêmit un peu mais, se dominant, recommence à énumérer ses griefs contre Ben Bella :

— Ce n'est pas un coup d'Etat militaire, insiste-t-il, avec force, car nos militaires ne sont pas d'abord des militaires. C'était la seule façon de sauver l'Algérie en éléminant Ben Bella, afin de substituer au pouvoir personnel une concertation démocratique à tous les niveaux.

Comme nous restons sur nos positions, la discussion s'arrête là. Visiblement, ils ont autre chose à faire que d'essayer de nous convaincre.

Les jours suivants, la situation reste, à sa manière, fluide. La confusion règne dans tous les milieux. Beaucoup, parmi les plus inattendus, se rallient plus ou moins prudemment au nouveau régime. Mes amis et moi, pour notre part, entrons rapidement en contact avec beaucoup de militants qui partagent notre angoisse.

Nous sommes une trentaine qui nous réunissons, ainsi, quelques jours plus tard, au Quartier Montpensier. Devant le désarroi des milieux politiques, l'effondrement des structures que Ben Bella croyait avoir mises en place, la crainte d'un affrontement fratricide, nous décidons de nous battre sur le principe de la légalité. Puisque les auteurs du coup prétendent que ce putsch n'en est pas un, qu'ils le prouvent. Nous décidons, quant à nous, d'éviter que de telles mœurs ne s'implantent en Algérie. Nous nous fixons donc un objectif tactique immédiat : restaurer au moins une certaine légalité; pour cela, amener Boumediene et son équipe à accepter une réunion du Comité Central, la convocation de l'Assemblée nationale, la préparation, enfin, d'un Congrès extraordinaire du F.L.N. Quels que soient les griefs de chacun, si tout le monde est sincère, cela peut fournir un terrain d'entente. J'avais moi-même, à plusieurs reprises, critiqué la composition des organismes dirigeants : avec tous leurs défauts, ils représentaient néanmoins une amorce de démocratie, que le putsch risque maintenant d'anéantir.

Une délégation de cinq militants est donc désignée pour s'entretenir, en notre nom, avec Boumediene. Elle comprend : Zoubir Bouadjadj, responsable de la Fédération d'Alger du F.L.N., Mouloud Oumeziane, secrétaire général de l'U.G.T.A., Abdelmajid ben Naceur, responsable de la J.F.L.N., Mohamed Mazouzi, responsable des organisations nationales, Mohamed Lebjaoui.

Tous les participants à la réunion s'engagent, en même temps, à ne jamais participer à aucune combinaison gouvernementale avec les auteurs du putsch : décision adoptée à l'unanimité sur ma proposition.

Je téléphone à nouveau à Boumediene pour lui donner la liste de la délégation et lui demander rendez-vous.

— Tout de suite, dit-il.

Ainsi nous retrouvons-nous au ministère de la Défense où il nous reçoit, entouré de Tahar Zbiri, Saïd Abid, Benchérif, Medeghri et Ben Salem. Désigné comme porte-parole du groupe, je fais un long exposé : condamnant à nouveau le coup d'Etat militaire et précisant nos revendications :

— ... c'est-à-dire, dis-je, un débat démocratique, avec la participation de tous les militants de la Révolution algérienne, dans un Congrès précédé de réunions du C.C. et de l'Assemblée nationale. Puisque vous dites avoir voulu lutter contre le pouvoir personnel, il s'agit avant tout, maintenant, de rétablir la démocratie.

— Ce n'est pas un coup d'Etat militaire, affirme à nouveau Boumediene. Le pays allait vers une véritable catastrophe. Il fallait arrêter coûte que coûte ce processus, dont le symbole était Ben Bella. Il n'y avait pas d'autre moyen que de faire intervenir l'armée. S'il avait fallu attendre que Ben Bella soit mis en minorité et démis par le Parti, la situation n'aurait jamais changé. Il ne s'agit pas de changer le régime, mais simplement de remplacer le Président de la République. Après quoi, les militants pourront s'exprimer librement et décider, en connaissance de cause, d'élire les responsables sur la base de critères valables.

Oumeziane me relaie pour souligner l'inquiétude des travailleurs devant le coup de force. Il évoque le risque d'un chaos économique, si certains droits essentiels viennent à être menacés.

Boumediene répond en protestant de ses bonnes intentions, sans s'engager à rien de concret. Je reprends alors la parole pour demander s'il accepte, ou non, une réunion du C.C., la convocation de l'Assemblée nationale et l'organisation rapide d'un Congrès extraordinaire.

Sans rejeter la proposition, sans l'accepter non plus expressément, il repart dans des explications évasives. Puis, comme j'évoque à nouveau les conséquences désastreuses de l'introduction dans nos mœurs de la pratique du pronunciamiento, il semble piqué au vif :

— Tu n'as pas le droit de dire cela! me jette-t-il vivement.

— Je n'ai pas l'habitude, répliqué-je, de demander des autorisations pour exprimer mon point de vue.

Nous élevons la voix des deux côtés. La discussion devient tendue, presque violente. J'arrête une conversation désormais dans l'impasse et nous repartons, persuadés que la rupture est consommée.

A ma surprise, le soir même, Boumediene me fait dire qu'il souhaiterait une rencontre en tête à tête. Mes amis, informés, me demandent d'accepter. Je téléphone une fois de plus et rendez-vous est fixé le lendemain à 23 heures, toujours au ministère de la Défense.

Quand j'arrive, je trouve Boumediene m'attendant, en faisant les cent pas devant la porte. Il me prend par le bras, m'entraîne à l'intérieur, dans un petit salon. Un serveur à veste blanche apporte des jus de fruits et nous laisse seuls. Aussitôt mon hôte attaque :

— Hier, tu as été trop dur avec moi. Ce n'est pas juste. Si nous avions été seuls, cela n'aurait eu aucune importance. Mais me parler ainsi devant X... (ici, l'un des membres de notre délégation), c'est inadmissible. J'étais exaspéré parce que, figure-toi, parmi les personnes à qui j'ai pensé en procédant à cette action, il y avait Mohamed Lebjaoui. Et c'est toi que je retrouve à la tête de ceux qui se dressent contre moi!

— Mon souci, poursuit-il, c'est que, sur des bases saines, des hommes comme toi prennent part à l'activité gouvernementale et assurent avec de vrais militants les premières responsabilités de ce pays. J'étais certain de ton accord parce que je savais comment, dans le passé, sollicité par Ben Bella, tu as toujours refusé. Tu sentais probablement qu'on ne pouvait travailler avec un homme uniquement soucieux de pouvoir personnel.

Je réponds que si j'ai été dur, la veille, c'est parce que j'ai adapté mon ton au sien. Quant aux responsabilités politiques si j'avais des raisons, hier, de les refuser, j'en avais bien davantage aujourd'hui pour ne pas changer d'attitude.

Il a un geste de lassitude :

— Réfléchis encore, dit-il, et ne te détermine que plus tard, à tête reposée. Et puisque nous parlons franchement, d'homme à homme : crois-tu vraiment que, connaissant la valeur très discutable de beaucoup de ceux qui composent le C.C. et l'Assemblée nationale, je puisse songer un seul instant à remettre le destin du pays entre leurs mains? La plupart d'entre eux, d'ailleurs, prennent déjà contact avec moi pour faire leur soumission, et brûler ce qu'ils adoraient hier...

— Je sais, dis-je, que certains ciraient hier les chaussures de Ben Bella et qu'ils s'attellent aujourd'hui au travail plus ardu de cirer tes bottes. Mais tu commettrais une grave erreur si tu les assimilais au peuple algérien.

— Ne t'inquiète pas, réplique-t-il; beaucoup de ceux qui semblent me soutenir, je ne serai pas leur dupe comme Ben Bella. Au moment opportun, ils seront tous éjectés.

Je profite de l'occasion pour lui reparler de la sécurité physique des prisonniers et des promesses qu'il a faites. Il me donne à nouveau sa parole d'honneur que Hadj Benala et Aït Ahmed ne tarderont pas à être libérés.

Ce fut notre dernier entretien. Quant aux trois chefs militaires qui, en ralliant son camp, avaient assuré l'arrestation de Ben Bella : Saïd Abid s'est suicidé, le commandant Abbas est mort dans un accident de voiture, et Tahar Zbiri, condamné à mort par le tribunal militaire d'Oran vit en exil, à l'étranger.

XIX

Que sont devenus les leaders algériens?

AHMED BEN BELLA :

— Membre du C.N.R.A.
— Vice-président du G.P.R.A.
— Après l'indépendance, Président de la République.
— Actuellement en prison (depuis le 19 juin 1965, date du coup d'Etat de Boumediene).

BELKACEM KRIM :

— Membres du C.C.E. et du C.N.R.A.
— Ministre des Armées du G.P.R.A., puis des Affaires étrangères, puis de l'Intérieur.
— Négociateur à Evian.
— Après l'indépendance, commerçant associé dans l'exploitation d'une bijouterie à Alger et d'un restaurant à Paris.
— Actuellement dans l'opposition.

MOHAMED KHIDER :

— Membre du C.N.R.A.
— Ministre d'Etat du G.P.R.A.
— Après l'indépendance, secrétaire général du F.L.N.
— Entre dans l'opposition contre Ben Bella, puis contre Boumediene.
— Assassiné à Madrid le 3 janvier 1967.

BENYOUCEF BEN KHEDDA :

— Membre du C.C.E. et du C.N.R.A.

— Président du G.P.R.A.
— Après l'indépendance, se retire de l'activité politique.
— Actuellement pharmacien à Hydra (Alger).

FERHAT ABBAS :

— Membre du C.N.R.A. puis du C.C.E.
— Président du G.P.R.A.
— Après l'indépendance, Président de l'Assemblée nationale.
— Actuellement pharmacien à Sétif (Constantinois).

HADJ BENALA :

— Membre du C.N.R.A.
— Après l'indépendance, membres du Bureau politique du F.L.N., puis Président de l'Assemblée nationale.
— Actuellement en résidence surveillée à Biskra (Sud algérien).

MOHAMED BOUDIAF :

— Membres du C.N.R.A.
— Ministre d'Etat du G.P.R.A.
— Après l'indépendance, membre du Bureau politique du F.L.N.
— Entre dans l'opposition contre Ben Bella puis contre Boumediene.
— Actuellement en exil dans l'opposition.

ABDELHAFID BOUSSOUF :

— Membre du C.N.R.A., puis du C.C.E.
— Ministre de l'Armement et des Liaisons générales du G.P.R.A.
— Sans fonction politique après l'indépendance.
— Actuellement commerçant en Algérie et représentant d'un armateur grec dans les pays arabes pour la vente de bateaux.

LAKHDAR BEN TOBBAL :

— Membre du C.N.R.A. puis du C.C.E.
— Ministre de l'Intérieur du G.P.R.A.

— Après l'indépendance exploite à Alger une entreprise commerciale de déménagement.
— Actuellement président-directeur général de la Société nationale de Sidérurgie.

HOUARI BOUMEDIENE :
— Membre du C.N.R.A.
— Chef d'état-major général de l'A.L.N.
— Après l'indépendance ministre de la Défense nationale du gouvernement Ben Bella.
— Actuellement et depuis le coup d'Etat du 19 juin 1965, chef de l'Etat algérien.

HOCINE AÏT AHMED :
— Membre du C.N.R.A.
— Ministre d'Etat du G.P.R.A.
— Après l'indépendance député à l'Assemblée nationale.
— Entre dans l'opposition contre Ben Bella puis contre Boumediene.
— Actuellement en exil dans l'opposition.

SAADI YACEF :
— Chef de la zone autonome d'Alger (guérilla urbaine).
— Après l'indépendance, député à l'Assemblée nationale.
— Actuellement président de la Société Casbah-Films qui a produit notamment *La Bataille d'Alger* (Lion d'Or de Venise).

SÂAD DAHLAB :
— Membre du C.C.E. et du C.N.R.A.
— Ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A.
— Après l'indépendance, ambassadeur au Maroc.
— Actuellement président-directeur général de la Société Berliet (Algérie) et directeur adjoint de la Société nationale de Constructions mécaniques (SONACOME).

AHMED FRANCIS :
— Membre du C.N.R.A.
— Ministre des Finances du G.P.R.A.

— Après l'indépendance, ministre des Finances du gouvernement Ben Bella.
— Décédé à Genève en 1969 des suites d'une longue maladie.

AHMED BOUMENDJEL :
— Membre du Comité fédéral de la Fédération de France du F.L.N.
— Membre du C.N.R.A.
— Négociateur à Evian.
— Après l'indépendance, ministre des Travaux publics du gouvernement Ben Bella.
— Tout récemment fonctionnaire de l'O.N.U. à Genève.

M'HAMED YAZID :
— Membre du C.N.R.A.
— Ministre de l'Information du G.P.R.A.
— Après l'indépendance, député à l'Assemblée nationale.
— Actuellement chargé de mission du gouvernement Boumediene, notamment auprès des délégations de l'O.N.U. à New York.

MOSTEFA LACHERAF :
— Membre du C.N.R.A.
— Après l'indépendance, sans fonctions politiques.
— Actuellement ambassadeur en Argentine.

AMAR OUAMRANE :
— Membre du C.N.R.A., puis du C.C.E.
— Après l'indépendance, député à l'Assemblée nationale.
— Actuellement propriétaire d'une pompe à essence à Alger.

SAÏD MOHAMEDI :
— Membre du C.N.R.A.
— Ministre d'Etat du G.P.R.A.
— Après l'indépendance membre du Bureau politique du F.L.N. et vice-président du Conseil du gouvernement Ben Bella.

— Après le coup d'Etat du 19 juin 1965, membre du Conseil de la Révolution.
— Actuellement en résidence surveillée.

RABAH BITAT :

— Membre du C.N.R.A.
— Ministre d'Etat du G.P.R.A.
— Après l'indépendance membre du Bureau politique du F.L.N. et vice-président du Conseil du gouvernement Ben Bella.
— Actuellement ministre des Transports du gouvernement Boumediene.

RAMDANE ABANE :

— Membre du C.C.E. et du C.N.R.A.
— Coordinateur du C.C.E.
— Assassiné par les siens au Maroc en décembre 1957.

TEWFIK EL MADANI :

— Membre du C.N.R.A.
— Après l'indépendance, ministre des Habous du gouvernement Ben Bella.
— Actuellement chargé de mission du gouvernement Boumediene dans les pays arabes.

LARBI BEN M'HIDI :

— Membre du C.C.E. et du C.N.R.A.
— Assassiné par les paras à Alger en 1957.

ABDELHAMID MAHRI :

— Membre du C.N.R.A., puis du C.C.E.
— Ministre des Affaires sociales du G.P.R.A.
— Après l'indépendance se retire de l'activité politique.
— Actuellement directeur de l'école normale d'instituteurs de Bouzareah (Alger).

MAHMOUD CHERIF :

— Membre du C.N.R.A., puis du C.C.E.
— Sans fonction politique après l'indépendance.
— Actuellement chef du personnel de la S.N. Répal.

MOHAMED BEN YAHIA :

— Membre du C.N.R.A.
— Après l'indépendance, ambassadeur à Moscou puis à Londres.
— Actuellement ministre de l'Information du gouvernement Boumediene.

TAYEB BOULHAROUF :

— Militant de la Fédération de France du F.L.N.
— Négociateur à Evian.
— Après l'indépendance, ambassadeur à Rome.
— Actuellement ambassadeur à Belgrade.

REDHA MALEK :

— Militant de la Fédération de France du F.L.N.
— Porte-parole du G.P.R.A.
— Après l'indépendance, ambassadeur à Belgrade.
— Actuellement ambassadeur à Paris.

LAMINE DEBAGHINE :

— Membre du C.N.R.A.
— Membre du C.C.E.
— Après l'indépendance sans fonction politique.
— Actuellement médecin en Algérie.

SALAH LOUANCHI :

— Membre du C.N.R.A.
— Après l'indépendance, directeur du journal *Le Peuple*, puis directeur de l'Information.
— Actuellement sans fonction politique.

ZOUBIR BOUADJADJ :

— Membre du comité des 22. Arrêté dès les débuts de la Révolution.
— Après l'indépendance, député à l'Assemblée nationale, membre du Comité central et responsable de la Fédération F.L.N. du Grand Alger.
— Actuellement à la direction de la Société Casbah-Films avec Yacef Saadi.

BOUALEM MOUSSAOUI :
— Militant responsable du F.L.N. dans l'Algérois.
— Après l'indépendance, député à l'Assemblée nationale puis ambassadeur à Paris.
— Actuellement commerçant à Alger.

AHMED TALEB :
— Membre du comité fédéral de la Fédération de France du F.L.N.
— Sans fonctions politiques après l'indépendance.
— Actuellement ministre de l'Education nationale du gouvernement Boumediene.

LAREDJ SEKKIOU :
— Militant de la Fédération de France du F.L.N.
— Après l'indépendance directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, puis ambassadeur adjoint à Paris, puis ambassadeur au Pakistan.
— Le seul ambassadeur qui ait démissionné après le coup d'Etat.
— Actuellement en exil.

XX

En guise de conclusion :
Dialogue avec un ami français

1re question : Vous parlez très peu, dans votre livre, de l'origine sociale des dirigeants de la Révolution. N'a-t-elle, à votre avis, joué aucun rôle dans leur action?

Réponse : Il serait facile de s'en tenir aux schémas classiques et d'expliquer la Révolution et ses hommes sur une base sociologique. J'ai voulu éviter ce qui est devenu un lieu commun. Une guerre de libération nationale c'est d'abord l'affirmation de soi-même par rapport à l'occupant; c'est une soif de liberté et de dignité. Dans un contexte ou l'arbitraire et la misère sont évidemment le lot quotidien de tout un peuple.

Il est des conditions historiques où l'origine sociale et la situation personnelle du moment ne jouent pas un rôle primordial.

Ce fut le cas en Algérie à partir de 1954.

Certes, les facteurs économiques et sociaux ont leur importance, mais ils restent sous-jacents, tout au moins lors de la préparation et du déclenchement de l'action.

Certains responsables en sont plus conscients que d'autres, mais ces problèmes ne deviennent l'objet de discussions réelles qu'au fur et à mesure du développement du combat.

Après la libération nationale, au contraire, ils surgissent presque tous en même temps. Un nouveau clivage s'opère alors assez vite.

Les uns espèrent que l'indépendance leur permettra de

conserver et même d'étendre leurs privilèges. D'autres, de formation socialiste ou non, désirent faire de l'indépendance un outil décisif pour l'émancipation politique et économique du peuple. Certains, enfin, visent à supplanter une partie des anciennes couches nationales aisées : sous le couvert du socialisme et d'une phraséologie envahissante, ils se taillent une place considérable dans les sphères supérieures de l'Etat et de la nation.

Les premiers, au début, agissent discrètement et se consacrent à investir une partie des postes clés de l'Etat (administration, armée, presse, parti, etc.). Ils nouent et renforcent des liens économiques avec l'ancien colonisateur.

Les seconds, armés le plus souvent d'une bonne foi naïve, ne s'attardent même pas à analyser les nouveaux rapports de force qui s'établissent. Ils commettent la faute majeure de croire que tout est devenu possible dans la voie du progrès et du bonheur des masses. Ils veulent brûler les étapes et transforment en ennemies des couches sociales décidées à être les alliées du pouvoir révolutionnaire. C'est ainsi que les conditions de l'échec sont réunies et que le socialisme, notamment, est caricaturé.

Mais ce sont les démago-socialistes — en Algérie et dans la plupart des pays du tiers monde — qui déconsidèrent le plus l'idéal socialiste, surtout dans l'esprit des ouvriers et des paysans.

Ne connaissant pas leur peuple, ignorant les réalités nationales, ils prônent l'austérité et vivent comme des nantis. Ils choisissent pour eux-mêmes les meilleures villas, perçoivent des mensualités multiples, disposent de nombreux domestiques et de plusieurs voitures. Se déclarant marxistes, sans d'ailleurs rien connaître d'essentiel de la doctrine de Marx, si ce n'est quelques brochures de vulgarisation, ils ne produisent rien sinon des discours vides assortis de menaces fréquentes contre telle ou telle catégorie de la population. Ce ne sont en réalité que des incapables, des imposteurs et des parasites.

Le paradoxe — pour les gens non avertis — est que ces révolutionnaires apparemment jusqu'au-boutistes, finissent par s'allier à certains de ceux qu'ils fustigeaient comme des « bourgeois-réactionnaires » afin de s'épauler mutuellement pour

conquérir de nouveaux postes ou de plus fortes positions économiques. Même les mariages deviennent le moyen de renforcer ces alliances finalement naturelles. Un démago-socialiste, en effet, considère comme une véritable mésalliance un mariage avec la fille d'un ouvrier ou d'un paysan.

2e question : Mais comment ces gens-là ont-ils pu, si rapidement après l'indépendance, conquérir de telles positions?

Réponse : En dernière analyse, c'est l'existence du parti unique qui permet à ces démago-socialistes de masquer leur jeu et de nuire impunément pendant longtemps.

Cela dit, il est évident que ce sont les intérêts des ouvriers et des paysans qui s'identifient le plus intimement avec ceux de la nation. En dépit des exceptions notoires que l'on relève en Algérie et ailleurs, la bourgeoisie nationale, prise dans son ensemble, après l'indépendance est, en tant que couche sociale, potentiellement conservatrice.

La situation n'en est pas moins différente de ce qu'elle est dans un pays industrialisé où les classes sociales sont nettement différenciées et où leurs intérêts sont le plus souvent antagonistes.

En Algérie, les grands moyens de production étaient entre les mains de l'occupant colonialiste (terres fertiles, mines, banques, usines, etc.).

A la fin de la guerre, en 1962, l'Etat algérien devint le seul détenteur de ces grands moyens de production.

C'est pourquoi, ici, comme dans bien d'autres des pays du tiers monde, prôner comme premier objectif la lutte de classes est aussi aberrant que de vouloir déclencher celle-ci au moment du combat.

Il faut au contraire comprendre — à l'exemple de la Chine notamment — qu'une partie de la bourgeoisie nationale peut jouer, longtemps après l'indépendance, un rôle important et bénéfique pour l'ensemble de la nation sous la direction d'un pouvoir populaire démocratique, vigilant et efficace.

Il faut se dire qu'une des premières difficultés que ren-

contre un pays nouvellement indépendant c'est l'absence de cadres dans tous les domaines, économique aussi bien que politique.

A mon avis, le premier objectif après l'indépendance, c'est la lutte acharnée de tout un peuple pour sortir le pays du sous-développement.

Dans cette lutte, il n'est pas superflu d'utiliser tous les cadres disponibles et, par exemple, d'amener l'épargne nationale à investir pour augmenter les possibilités de réalisation concrètes du jeune Etat souverain.

Les grands moyens de production étant devenus la propriété de la nation, l'initiative privée peut et doit être encouragée dans de nombreux domaines de l'économie nationale (petite industrie, hôtellerie, tourisme, commerce, etc.). Cela peut contribuer à la prospérité générale sans nuire le moins du monde à la nécessaire politique de progrès social.

La multiplication de ces petites et moyennes entreprises devrait même être stimulée par des exonérations d'impôts au prorata, par exemple, du nombre d'emplois nouveaux ainsi créés.

Bref, la situation qui a permis de réaliser une large unité nationale dans la lutte de libération devrait se maintenir sous une forme nouvelle au lendemain de l'indépendance. Là aussi, l'origine sociale des dirigeants ne joue pas encore le rôle déterminant.

De fait, si nous considérons ceux qui ont mené le combat, nous voyons qu'ils sont d'origine sociale très diverse; Ben Boulaïd, par exemple, était un propriétaire foncier et un grand commerçant, Zighout Youcef un forgeron, Mourad Didouche un fils de la bourgeoisie aisée, Ben M'hidi aussi, Rabah Bitat, un ouvrier dans une manufacture de tabac, Mohamed Boudiaf, un employé des contributions, Abane, un secrétaire de mairie, Khider, d'origine ouvrière, Ben Bella, Krim Belkacem et d'autres, d'origine paysanne.

Beaucoup de ces dirigeants avaient fait leurs études en français, mais ils étaient très attachés à leur peuple. Moi-même, fils de commerçant, j'ai créé plus tard une affaire commerciale à Alger : ce qui me permit de mettre à la disposition de la Révolution tout ce que je possédais comme l'avaient fait, notamment Ben Boulaïd, Didouche, Yacef Saadi. J'avais commencé par l'école coranique avant d'entrer à l'école française, sans me dépersonnaliser parce que je suis né dans la Casbah d'Alger (en 1926), que j'y ai grandi et vécu jusqu'à l'âge d'homme. La Casbah, c'est une sorte de condensé de notre histoire et de nos traditions. Le vrai creuset dans lequel se refaisait sans cesse l'unité de notre peuple. Marcher dans ses rues, dans ses ruelles, au milieu des Chaouïas, des Biskris, des Kabyles, des Oranais, des Constantinois, des Mozabites, des Sahariens, des Tlemcéniens, des Chaâmbas, des Blidis, des Aurésiens qui se mêlaient aux Algérois, aux Israélites et même aux Européens, c'était faire un voyage quotidien à travers l'Algérie.

3e question : Vous mettez l'accent sur la nécessité de l'unité nationale. N'exige-t-elle pas le maintien de ce parti unique, que vous semblez critiquer?

Réponse : De mon point de vue, l'expérience du parti unique n'a pas été vraiment faite en Algérie. J'entends par là un parti où les règles de la démocratie sont scrupuleusement observées, où chaque militant peut exprimer librement son opinion, où les dirigeants sont élus au scrutin secret, où diverses tendances ont le droit de se manifester. Il faut, bien entendu, qu'après libre discussion, la minorité s'incline devant la loi de la majorité. Mais celle-ci conserve la possibilité de défendre ses thèses au sein du parti, avec l'espoir réel de les faire éventuellement triompher.

L'inobservation de ces principes a malheureusement entraîné, dans les pays du tiers monde, la faillite totale du système de parti unique, aujourd'hui totalement discrédité. La désignation arbitraire des responsables par une poignée de dirigeants, que personne n'avait librement élus, a abouti presque partout à la dictature d'équipes médiocres, peu scrupuleuses, appliquant une politique à l'élaboration de laquelle les militants n'avaient pas réellement participé.

Dans un pays nouvellement indépendant, un parti unique est théoriquement plus efficace que le multipartisme, qui amène une déperdition des efforts, l'épanouissement des surenchères et le regroupement d'intérêts particuliers plus ou moins contradictoires à ceux du pays.

Aujourd'hui, néanmoins, à la lumière de l'expérience, il faut dire qu'en Algérie comme dans la plupart des pays du tiers monde, le multipartisme posséderait moins d'inconvénients que ceux révélés par le pseudo-parti unique.

La véritable unité nationale — c'est-à-dire l'unité du peuple et non cette « Union nationale » de caractère éphémère et électoraliste qu'on identifie abusivement avec elle — loin d'être assurée par le parti unique, est au contraire menacée par lui. On voit des tendances régionalistes se manifester brutalement jusqu'à constituer un danger sérieux de désagrégation. Car les clivages se font sur la base de clans et de clientèles bureaucratiques, au lieu de s'opérer sur de véritables options politiques. Et ce que le colonialisme n'avait pas réussi à obtenir — l'éclatement des tendances particularistes — se fait quelquefois jour après l'indépendance.

4e question : Quel rôle a tenu l'Islam dans la conduite de la Révolution et quelle place, à votre avis, doit-il occuper dans l'Algérie indépendante?

Réponse : Dans un combat de libération nationale, un militant révolutionnaire se doit d'abord de ne pas se couper des masses. Pour ce faire, il doit avant tout respecter les valeurs auxquelles est traditionnellement attaché son peuple. L'Islam est la religion du peuple algérien.

Depuis la conquête française, la ferveur islamique des masses n'a pas cessé de se manifester, surtout parce que le colonialisme voulait bafouer et détruire cette religion. Le sentiment religieux des Algériens s'est donc confondu avec un véritable réflexe d'autodéfense. L'Islam a constitué pour eux un des éléments majeurs de la préservation de leur personnalité contre les tentatives d'assimilation accompagnées d'évangélisation.

C'est pourquoi, dans la lutte de libération, la plupart des paysans membres de l'A.L.N. allaient au combat et au sacrifice suprême, non pas au nom de Marx, d'Engels ou du socialisme, mais au nom de l'Islam et de la nation algérienne. Un certain nombre d'hommes se prétendant de gauche n'ont pas compris le rôle libérateur qu'a joué l'Islam dans cette période. Mais les dirigeants de la Révolution ont eu raison de l'utiliser comme un levier extraordinaire dans le combat pour l'indépendance. En agissant ainsi, ils ont su éliminer le fanatisme religieux et poser le problème algérien sur un plan strictement national, et non racial ou étroitement religieux.

Après l'indépendance, on a assisté, et l'on assiste, à deux tendances contradictoires. D'un côté, les réactionnaires utilisent la religion pour tenter de parvenir à leurs fins. De l'autre, des éléments gauchisants tiennent l'Islam pour un des principaux dangers immédiats. Et les seconds suscitent la méfiance des masses dans la mesure même où les premiers, malheureusement, conservent quelque audience.

Dans un pays comme l'Algérie, des dirigeants avertis et lucides peuvent réussir à utiliser ce qu'il y a de progressiste dans l'Islam pour faire triompher une politique de progrès social avec l'adhésion enthousiaste des masses rurales et citadines. On peut s'appuyer sur l'Islam pour liquider le chômage, assurer le plein emploi, amener ouvriers et paysans à participer à la direction politique et économique du pays, réaliser l'enseignement pour tous, garantir la justice et les libertés fondamentales.

5e question : L'accent mis sur les valeurs traditionnelles n'aboutit-il pas, entre autres, à freiner l'émancipation de la femme, qu'avait commencé de réaliser la lutte de libération?

Réponse : Je parle de valeurs traditionnelles par ce que la tradition comporte un certain nombre de valeurs. Mais d'autres aspects, assurément, jouent un rôle de frein. Et il est honnête de dire que jusqu'ici l'émancipation de la femme algérienne n'est pas réalisée.

Elle ne le sera, à mon sens, que par deux moyens : l'instruction et le travail. Ainsi seulement la femme accédera à la coresponsabilité dans la conduite des affaires de la société.

Certains excès, qu'on déplore aujourd'hui dans les mœurs, masquent le vrai problème : car leur première cause est le blocage de structures familiales et sociales qui n'offrent pas à la femme la possibilité d'une promotion suffisamment rapide.

Il faut que l'on comprenne que la véritable émancipation ne réside ni dans la suppression du voile ni dans la pratique du whisky et de la débauche.

6e question : Comment sont venues au F.L.N. les premières militantes?

Réponse : La toute première, à Alger, se nommait Zémiti Fétouma, Malika de son nom de guerre. Mariée, mère de deux enfants, elle travaillait comme infirmière chez Mme Moutte, sage-femme à Alger, rue Henri-Martin, et habitait la Redoute. Recrutée par Rebbah Lakhdar dès décembre 1954, elle s'occupait surtout des médicaments et des transports d'armes. Arrêtée et torturée, elle ne dit jamais un mot. Grâce à ses relations dans les milieux européens, Mme Moutte parvint à la faire libérer. Mais les tortures avaient trop éprouvé Malika. Elle mourut en 1959; elle avait trente-cinq ans.

Une autre fut Nassima Hablal, qui travailla sous la direction de Fellous Mohamed, dit Abdelkader, chargé d'organiser la région Hussein-Dey-Maison-Carrée. Devenue son véritable adjoint, elle fit tout, depuis les liaisons jusqu'au convoiement des armes. Elle fut elle aussi arrêtée et torturée; et elle non plus ne parla pas. Elle entra, à la libération, à la direction de l'U.G.T.A.

La troisième était la doctoresse N'fissa Hamoud, qui avait son cabinet rue Henri-Martin, dans l'immeuble Borgeaud. Militante nationaliste depuis plusieurs années, vice-présidente de l'Union des Femmes Algériennes du M.T.L.D., elle proposa elle-même son adhésion à Arezki dit « le Maquis », qu'elle soupçonnait être membre du Front. D'accord avec Abane, Rebbah Lakhdar (Farid) prit contact avec elle. Elle lui remit aussitôt une valise de médicaments qu'elle avait déjà préparée et, sur sa demande, son second acte de militante fut de passer immédiatement quinze jours au maquis kabyle pour y former des infirmières. Elle est aujourd'hui mariée au Dr Laliam et dirige le service de la maternité de l'hôpital d'Alger.

Par la suite, on le sait, de nombreuses autres femmes, citadines ou paysannes s'engagèrent résolument dans la lutte, faisant aussi courageusement que les hommes, leur travail de militantes et, éventuellement, le sacrifice de leur vie.

7e question : Et le premier militant français du F.L.N. en Algérie?

Réponse : Ce fut Pierre Chaulet et sa femme. Jeune médecin, fils du grand syndicaliste chrétien Alexandre Chaulet, il faisait partie du groupe Mandouze à Alger. En 1955, lorsque Francis Jeanson terminait son livre *L'Algérie hors la loi,* il voulut y inclure une déclaration d'un dirigeant national du F.L.N. Il demanda à ses amis Chaulet de se charger de l'interview. Ceux-ci, par l'intermédiaire de Salah Louanchi, fiancé à Anne-Marie, sœur de Pierre, obtinrent une rencontre avec Abane, chez Rebbah Lakhdar et en présence de ce dernier. Dans l'appartement était caché ce jour-là un autre militant, premier responsable F.L.N. des étudiants algériens, Rachid Amara, qui devait mourir au maquis les armes à la main, ayant refusé de se rendre.

Chaulet recueillit donc les déclarations d'Abane et lui déclara en même temps qu'il se considérait lui-même comme un militant du F.L.N.

Abane, suffisamment informé de la personnalité de Chaulet pour ne pas mettre sa sincérité en doute, accepta aussitôt. De ce jour, Pierre Chaulet, sa femme et Anne-Marie commencèrent leur travail politique dans certains milieux européens, animant eux aussi le groupe Mandouze et assumant sous toutes leurs formes les responsabilités du militant (liaisons, refuges, armes, etc.). Ils se chargèrent notamment des soins aux maqui-

sards blessés au combat et amenés à Alger. C'est Pierre qui, avec le Dr Stoppa, opéra le commandant Azeddine, des blessures qu'il avait reçues au maquis. Et pendant toute la lutte de libération, il ne cessa de remplir avec honneur toutes ses obligations de militant algérien.

Comme on le sait, bien d'autres Algériens d'origine européenne se joignirent ensuite à notre lutte.

Parmi ceux qui s'engagèrent dans la Révolution, j'aimerais aussi citer le cas d'un Algérien d'origine juive, le frère Emile Scekroun. Militant exemplaire, il fut pris les armes à la main et passa de longues années en prison, d'abord en Algérie, puis à Fresnes. Au cours de sa détention, avec l'accord de tous, il fut élu au comité F.L.N. responsable de cette dernière prison. Transféré ensuite au quartier politique, il y devint mon compagnon de détention, en même temps que de Hadj Benala, Ahmed Benchérif, Mostefa Fettal, Yacef Saâdi, Amar Ouzegane, Salah Louanchi, Boualem Moussaoui, Ahmed Doum, Abderrahmane Guerras, Mohamed Méchati, Foudil ben Salem, Ahmed Hadj Ali, Benyoucef Bensiam, Moussa Kebaïli. Sa femme, fille du grand militant anticolonialiste d'Oran, le Dr Larribère, fut elle aussi une magnifique militante. Arrêtée et torturée, sa santé est restée définitivement compromise. Il vit et travaille à Paris, où sa femme, jusqu'à ce jour, doit suivre un traitement médical régulier.

8e question : Ben Bella, dès sa sortie de prison, ne tarda pas à devenir le principal leader du F.L.N. et fut consacré comme tel par le Congrès de Tripoli en 1962. Pourquoi lui et pas un autre?

Réponse : En partie d'abord, pour des raisons négatives. L'usure du pouvoir, des fautes et des erreurs parfois inhérentes à l'action avaient marqué le G.P.R.A. et conduit beaucoup de militants à le contester : surtout, bien entendu, le triumvirat.

En revanche, leur longue détention avait accru le prestige des « cinq ». Et ils avaient fini par apparaître, dans les dernières années, comme le recours espéré d'un changement positif de la situation.

Or, parmi les cinq, Ben Bella jouissait, dès la prison, d'un prestige populaire et international plus grand que les autres. La presse française aussi bien que mondiale, concentrait l'attention sur lui, parlant toujours de « Ben Bella et ses compagnons » : ce qui en prison même ne manquait pas de créer des heurts avec Boudiaf et Aït Ahmed.

Un autre élément renforçait cette tendance. *La Voix des Arabes* et la presse du Caire, imitées par les autres radios et journaux du monde arabe ne cessaient de présenter Ben Bella comme le chef suprême de la Révolution algérienne.

Si l'on ajoute que Khider, à la sortie de prison, lui apporta un soutien très efficace, que Bitat se rallia aussi à lui, que bien des responsables, anciens détenus, dont l'autorité était restée intacte, choisirent de le soutenir, il est facile de comprendre qu'il ait rapidement occupé le devant de la scène.

L'appui tactique que lui apporta l'état-major fit le reste. Sans oublier d'ailleurs l'appui des willayas 1, 5 et 6 et même, au Congrès de Tripoli, de la willaya 4, qui avait donné sa procuration à Ahmed Bencherif.

Tous ces élements se cristallisèrent enfin grâce à la personnalité même de Ben Bella, humaine, chaleureuse, qui en faisait un authentique tribun populaire. Il donnait l'impression de concilier des idées d'avant-garde, des thèmes révolutionnaires avec le respect des composantes essentielles de la personnalité algérienne. Ce qui lui assura indéniablement, au cours des premiers mois de l'indépendance, une adhésion populaire massive.

Comme je l'ai déjà dit, cela ne le préserva pas de nombreuses erreurs, qui finirent par causer sa perte. Mais si le temps lui avait été laissé, je suis sûr que son intelligence, sa faculté de compréhension, sa parfaite intégrité, son amour sincère du peuple, auraient fini par en faire un grand homme d'Etat.

9e question : En ce qui concerne la Fédération de France du F.L.N., votre livre fait état de nombreuses données inédites. On a cependant l'impression que, sur certains points, vous ne dites pas tout ce que vous savez...

Réponse : C'est vrai. Plusieurs chapitres sont d'ailleurs d'importance inégale, selon les épisodes évoqués. Dans un seul livre, on ne peut pas tout dire : surtout sur un sujet comme la Fédération de France qui en mériterait un à lui seul. Mais surtout, je me suis astreint à ne publier que des faits soigneusement vérifiés et dont les témoins, d'ailleurs, sont généralement en vie. Sur l'histoire de la Fédération de France, je dispose de nombreux documents que, malheureusement, je ne peux consulter dans les circonstances actuelles. Plutôt que de donner des informations imprécises, ou involontairement inexactes, j'ai préféré m'abstenir. J'en parlerai dans un second ouvrage, déjà en préparation.

10e question : Y mentionnerez-vous d'autres tragédies qui, comme l'affaire Abane, ont pu marquer la Révolution algérienne?

Réponse : Certes. Comme toute Révolution, malheureusement, la nôtre a eu ses pages sombres. Par ses conséquences politiques, celle de l'assassinat de Abane fut la plus noire. Mais il en est d'autres : l'histoire de Mélouza, par exemple, ce village du Constantinois où des groupes avaient été armés pour combattre le Front. Un haut responsable du F.L.N., au lieu de répliquer uniquement, comme cela eût été légitime, par une action contre ces traîtres, voulut faire un exemple terrible capable de décourager toute entreprise de ce genre. En guise de représailles, il décida de massacrer, sans exception, tous les habitants du village. Hommes, femmes, vieillards, enfants, nul ne fut épargné. Le crime était si atroce que la plupart de nos militants l'attribuèrent aux forces coloniales. Ce fut le cas, notamment de Yacef Saâdi, à Alger qui, lui-même en représailles, organisa dans la capitale un de ses attentats les plus meurtriers.

Je parlerai aussi de cet autre village du Guenzet (Petite Kabylie) dont les habitants, pour la même raison, furent massacrés injustement par le colonel Amirouche.

Je n'oublierai pas la « bleuïte », cette extraordinaire entreprise d'intoxication réussie par le colonel Godard, sur l'initiative de son subordonné Léger. Sur des cadavres de maquisards, il glissait de faux documents tendant à prouver que les plus proches lieutenants d'Amirouche étaient des espions au service de la France. Amirouche, saisi d'une véritable folie de la persécution, finit par faire égorger ses compagnons les plus fidèles et des centaines de jeunes et d'étudiants qui, à l'époque, gagnaient le maquis pour combattre dans les rangs de l'A.L.N.

L'opération avait commencé à Alger avec ce qu'on appelait les « bleus de chauffe ». C'étaient souvent d'anciens militants du F.L.N. qui, affreusement torturés, avaient fini par parler et qui, compromis par des dénonciations multiples, avaient été totalement pris en main par les parachutistes. A partir de là, ceux-ci avaient pu obtenir les premiers organigrammes de l'organisation et des renseignements précis sur les maquis de Kabylie.

Mais j'évoquerai d'autres épisodes importants. Telles la prodigieuse affaires de l'Oiseau Bleu : comment le maquis F.L.N. de Krim Belkacem, en Kabylie, fut ravitaillé en armes, en munitions et en finances, pendant des mois par l'armée française dont les chefs croyaient avoir affaire à des groupes de combattants algériens partisans de la France, alors qu'il s'agissait, en réalité, de maquisards de l'A.L.N., obéissant directement aux ordres de Krim. Contrairement à ce qui a pu être dit, cette opération a été réussie de bout en bout, et, j'en ferai la démonstration.

Sur le plan politique, je dirai aussi comment ont été prises les principales options du jeune Etat algérien, en politique intérieure comme en politique étrangère, après l'indépendance.

11e question : Le groupe de militants qui prit l'initiative de déclencher l'insurrection du 1er Novembre était, numériquement, assez restreint. Il prétendait néanmoins représenter le peuple algérien.

Réponse : Le 1er novembre 1954, ce petit groupe ne représentait pas vraiment, au sens strict, la totalité du peuple algérien.

Il traduisait la volonté d'action de ce peuple. C'est pourquoi, par la suite, il devint réellement le porte-parole authentique de la volonté populaire en rassemblant autour de lui la plupart des militants représentatifs (Ouléma, Ferhat Abbas et l'U.D.M.A., Benkhedda et les ex-centralistes du M.T.L.D., communistes, syndicalistes, sans-parti) et en entraînant dans la lutte les masses algériennes.

12e question : Quand et comment Ben Khedda et les autres « centralistes » sont-ils entrés dans le F.L.N.?

Réponse : En mai 1955. Il y eut d'abord un contact entre Rebbah Lakhdar, responsable F.L.N. et le dirigeant centraliste Ahmed Boudâa, qui venait de sortir de prison. Le lendemain, Rebbah, à son domicile, faisait rencontrer Abane à Boudâa. Celui-ci dit sa volonté de s'engager ainsi que celle de plusieurs autres membres du comité central du M.T.L.D. Benkhedda, Louanchi et Souyah Houari. Quelques jours plus tard, toujours chez Rebbah, Abane les reçut tous, en présence de Rebbah, et de Rachid Amara, responsable des étudiants.

Les « centralistes », tout en confirmant leur adhésion, indiquent qu'une autre tendance du C.C. du M.T.L.D., animée par Kiouane, souhaitait elle aussi, adhérer, mais en tant que force organisée et en participant d'emblée à la direction. Abane répliqua que le Front, seul, affecterait les uns et les autres aux postes qu'il jugerait utiles.

Les intéressés se réunirent tous chez Ahmed Rouïdjali, conseiller municipal d'Alger. Mais tandis que Benkhedda et ses compagnons confirmaient leur décision d'adhérer sans condition au F.L.N., Kiouane et ses amis ne purent se résoudre à faire le pas. En décembre 1955, Kiouane rencontre personnellement Abane, rue Hélène-Boucher, au Ruisseau, toujours par l'intermédiaire de Rebbah, en présence de Touati Hachemi, et voulut faire admettre ses conditions. Abane les repoussa une fois de plus et ce n'est que plusieurs mois plus tard que Kiouane et ses amis rejoignirent le Front, en renonçant à poser des conditions. Ils accomplirent alors toutes leurs tâches en militants efficaces et disciplinés.

Pour avoir travaillé personnellement dans la clandestinité avec Benkhedda, je dois dire qu'il fut l'un des meilleurs militants de la Révolution par sa sagesse, son courage, sa modestie et son désintéressement.

13e question : On a beaucoup parlé des terroristes de la Casbah. Qui a organisé le premier groupe?

Réponse : Le premier groupe de trois a été constitué par Bouzrina Arezki dit H'didouche, mon premier responsable à Alger, un homme dont on n'a pas suffisamment souligné les mérites exceptionnels. Le chef de ce premier commando se nommait Ahmed Loghrab. A l'époque, Yacef Saâdi était en prison. Lorsqu'il sortit, il prit la direction de tous les groupes armés de la Casbah.

14e question : Avez-vous connu personnellement Ali la Pointe, dont la presse a tant parlé?

Réponse : Je l'ai rencontré pour la première fois à la Casbah, en compagnie de Yacef Saâdi, rue des Abderramanes. Nous venions d'apprendre que Rabah Bitat, déjà arrêté, devait être conduit à la prison de Barberousse au Palais de justice, chez le juge d'instruction. Nous voulions organiser son enlèvement, au cours de ce transfert, en attaquant le fourgon cellulaire. Yacef et Ali, bien entendu, se montrèrent enthousiastes. Mais le juge changeant d'avis, ayant renoncé à son audition pour mesure de sécurité, l'opération ne put se faire.

15e question : L'Algérie s'affirme comme un pays socialiste. Un véritable socialisme est-il possible, selon vous, en Algérie?

Réponse : Il faudrait d'abord définir le « véritable socialisme ». Comme le disait je crois, Lénine, ce n'est pas le nom dont on baptise une politique qui compte, mais son contenu et les résultats qu'elle obtient. Il est facile aujourd'hui de se dire

socialiste et personne ne s'en fait faute, à commencer par les pires réactionnaires. Ce qui importe, après l'indépendance, c'est de définir une politique nationale authentique capable non de servir les intérêts étroits de telle ou telle catégories sociale, mais ceux de la majorité du peuple.

Pour cela, il faut, en priorité, donner à manger à tous ceux qui ont faim, fournir du travail à tous, permettre l'éducation à tous les niveaux, et maîtriser la technique moderne. Une réforme agraire, en particulier, qui ne se bornerait pas à frapper les propriétés de plusieurs milliers d'hectares possédées par quelques dizaines d'Algériens seulement, mais enlèverait au petit paysan le champ sur lequel il vit difficilement, irait à l'encontre du but poursuivi. Cela dit, il est évidemment nécessaire de moderniser l'exploitation agricole. Mais il faut le faire en démontrant concrètement au paysan où est son intérêt, et non par des mesures autoritaires dont on a vu l'échec dans tous les pays du monde socialiste.

Dans un pays comme l'Algérie, le problème de la paysannerie est évidemment au premier plan.

Elle a constitué, pendant toute la Révolution, un réservoir d'hommes, de soldats intrépides, dont les sacrifices ne peuvent même pas se mesurer. Mais son évolution plus lente que celle des ouvriers, par exemple, ne lui permet pas de jouer immédiatement un rôle déterminant contrairement aux théories du regretté Frantz Fanon. Nier, comme certains marxistes bornés, le rôle révolutionnaire de la paysannerie dans une guerre de libération nationale n'est pas moins absurde que de lui attribuer le rôle de moteur incomparable dans la construction du socialisme après l'indépendance.

Pour en revenir à une saine vision des choses, nous devons définir une politique intérieure et extérieure en fonction non seulement de nos ambitions mais de nos possibilités. Industrialisation sur la base de plans, même grandioses mais qui ne négligent jamais les priorités sur le plan social et humain; modernisation de l'agriculture, enseignement généralisé pour liquider l'analphabétisme, formation professionnelle, préparation véritable de la jeunesse aux responsabilités de demain, promotion

de la femme, tolérance religieuse, respect des minorités, épanouissement des valeurs régionales comme source permanente d'enrichissement culturel et de cohésion nationale authentique; ce devrait être les grandes lignes d'une vraie politique nationale.

Son corollaire sur le plan extérieur serait l'indépendance nationale, la communauté maghrébine en premier lieu, la solidarité totale avec les peuples en lutte pour leur liberté et leur indépendance, notamment palestinien et sud-africain, la coopération avec la France dans l'intérêt réciproque des deux pays; le refus de l'impérialisme et du néo-colonialisme de quelque côté qu'il vienne, de type vietnamien ou grec, la coopération pour l'amitié et pour la paix avec tous les pays du monde qui respectent notre souveraineté et notre indépendance.

Une politique qui se doit aussi, malgré notre gratitude envers l'U.R.S.S. pour l'aide apportée à notre guerre de libération, de condamner tous les actes de nature impérialiste, tels que l'agression militaire contre la Tchécoslovaquie.

Mais dans cette nouvelle phase, comme dans la première, le principal acteur sera, à nouveau, le peuple algérien.

ANNEXE

LE PREMIER ATTENTAT « TERRORISTE » EN ALGÉRIE

Le hasard des rencontres, au cours de la lutte de libération nationale, m'a permis d'élucider ce qui fut probablement le premier attentat « terroriste » en Algérie contemporaine : Le meurtre, en 1937, du grand mufti d'Alger, cheikh Kahoul. Et bien que l'épisode n'ait pas de rapport direct avec la Révolution de 1954-1962, il n'est peut-être pas sans intérêt de le rapporter ici.

Cheikh Kahoul, donc, dans les années trente, était considéré par la Fance comme un des principaux soutiens de sa domination : dans ses prêches du vendredi, à la mosquée, il évitait soigneusement tout propos risquant de mettre en cause la présence française et l'oppression coloniale. Ce qui n'était pas surprenant, puisqu'il avait été choisi précisément pour sa compréhensive

modération. Théoriquement élu par la communauté des fidèles, le grand mufti était, en fait, désigné par l'administration.

Or un grand réformateur de l'Islam se trouvait, à l'époque, à Alger : le cheikh Tayeb El Okbi. Tribun extraordinaire, jouissant d'une audience et d'une popularité considérables, ses prêches à la mosquée avaient fini par être interdits par les autorités françaises : car il ne manquait pas, lui, de les orienter plus ou moins directement, selon les circonstances, contre le système colonial. Il avait eu le temps, cependant, par la force de son éloquence, de convertir un certain nombre de mauvais garçons qui avaient suivi ses prêches avec une véritable vénération. Devenus des musulmans authentiques, ils n'en avaient pas moins conservé leur aptitude à des actions très temporelles. Ce qui permit à El Okbi de recruter parmi eux, à toutes fins utiles, des groupes de choc très déterminés.

Un jour, le cheikh crut le moment venu de passer à l'action. Et, comme première mesure, il décida, tant pour frapper l'opinion que pour défier la puissance coloniale, de liquider physiquement le grand mufti d'Alger.

Un petit commando dont le chef était seul en contact avec El Okbi prépara soigneusement l'attentat. Un militant fut désigné pour son exécution. A cette époque, quand le grand mufti traversait une rue de la capitale, beaucoup de gens, en le reconnaissant, se précipitaient sur lui pour lui baiser la tête, l'épaule, la main, ou même un pan de son burnous. On savait d'autre part qu'il avait l'habitude de passer rue de la Lyre. Et c'est là qu'au jour dit, l'attendait le militant chargé de son exécution.

Lorsque Kahoul parut, il bondit au-devant de lui comme s'il était un de ses fidèles. Mais, au lieu de lui donner le baiser de la dévotion, il le frappa en plein cœur d'un poignard qu'il dissimulait. Puis il s'enfuit par la rue Médée vers la rue de Chartres. Au passage, il glissa son poignard à un commerçant, lui-même partisan d'El Okbi et membre du complot, qui devait faire disparaître l'arme; et il se perdit dans la foule.

Le grand mufti mourut sur le coup et sa mort provoqua dans toute la ville une émotion extraordinaire. Cela, d'autant plus qu'elle survenait le jour même où un meeting monstre, organisé par les dirigeants du Congrès musulman, se tenait au Stade municipal d'Alger, — avec la participation du cheikh El Okbi, du cheikh Ben Badis, et de Messali Hadj, qui venait à peine d'arriver de France.

Les milieux colonialistes, aussitôt, sans le moindre indice, soupçonnèrent (ou affectèrent de soupçonner) El Okbi d'être à l'origine du meurtre. Il avait à plusieurs reprises, dans ses prêches, attaqué violemment Kaboul; et celui-ci, pour sa part, ne le ménageait pas, le traitant d'agitateur et de révolutionnaire.

Un homme, un certain Akacha, fut ainsi arrêté et accusé d'être l'assassin. Il ne l'était pas. Mais ce qui intéressait le Gouvernement Général, c'était, à travers lui, d'atteindre El Okbi, — et de saisir cette occasion d'éliminer un adversaire devenu extrêmement dangereux. On « pressa » donc Akacha, entièrement innocent, d'accuser le cheikh. Le malheureux, pensant pouvoir racheter ainsi sa liberté, accepta. El Okbi fut arrêté, emprisonné et traduit devant un tribunal qui, faute de preuves, l'acquitta. Akacha, entre-temps, contacté à la prison de Barberousse par les fidèles du cheikh, était revenu sur ses premières déclarations.

L'affaire ne fut jamais élucidée. Et c'est pendant la Révolution seulement qu'en ma qualité de dirigeant j'eus droit à ces confidences exceptionnelles. J'appris ainsi qu'El Okbi avait bien été l'instigateur du meurtre. J'ai connu personnellement le chef du commando, qui devait jouer dans le F.L.N., par son courage et son efficacité, un rôle très important. J'ai connu aussi l'auteur de l'attentat et le commerçant qui reçut le poignard, lequel me confirma dans tous ses détails le récit que je viens de faire. Tous trois sont encore en vie et je ne sais si, trente ans après, ils accepteraient de révéler leurs noms. J'examinerai cela, avec eux, à mon retour en Algérie.

Akacha, lui, l'innocent, qui n'eut que le malheur de passer rue de la Lyre quelques instants après l'attentat, fit plus de quinze ans de prison avant d'être libéré.

Quant au cheikh El Okbi, cet attentat réussi et son acquittement triomphal marquèrent, paradoxalement, la fin de sa carrière de leader national. Il avait cru que l'exécution de Kahoul provoquerait une vague d'attentats et un soulèvement généralisé du peuple algérien. Très surpris de voir que rien ne se passait, il eut en outre la déception de voir beaucoup de ses amis, pris de peur, se détourner de lui et l'abandonner dans l'épreuve.

Du coup, il crut habile de changer de tactique et, de révolutionnaire qu'il était, passa au réformisme et au « dialogue », pensant sans doute mieux servir ainsi son pays. Son prestige, parallèlement, diminua de plus en plus au profit du cheikh Ben Badis, du cheikh Bachir Ibrahim et de Messali Hadj.



En prison à fresnes avec ses compagnons
Mohamed LEBJAOUI, Amar OUZEGANE, H'med TALEB et d'autres.



Mohamed LEBJAOUI quittant l'URSS en compagnie de
Mohamdi Saïd et l'Hadj BEN ALLA.



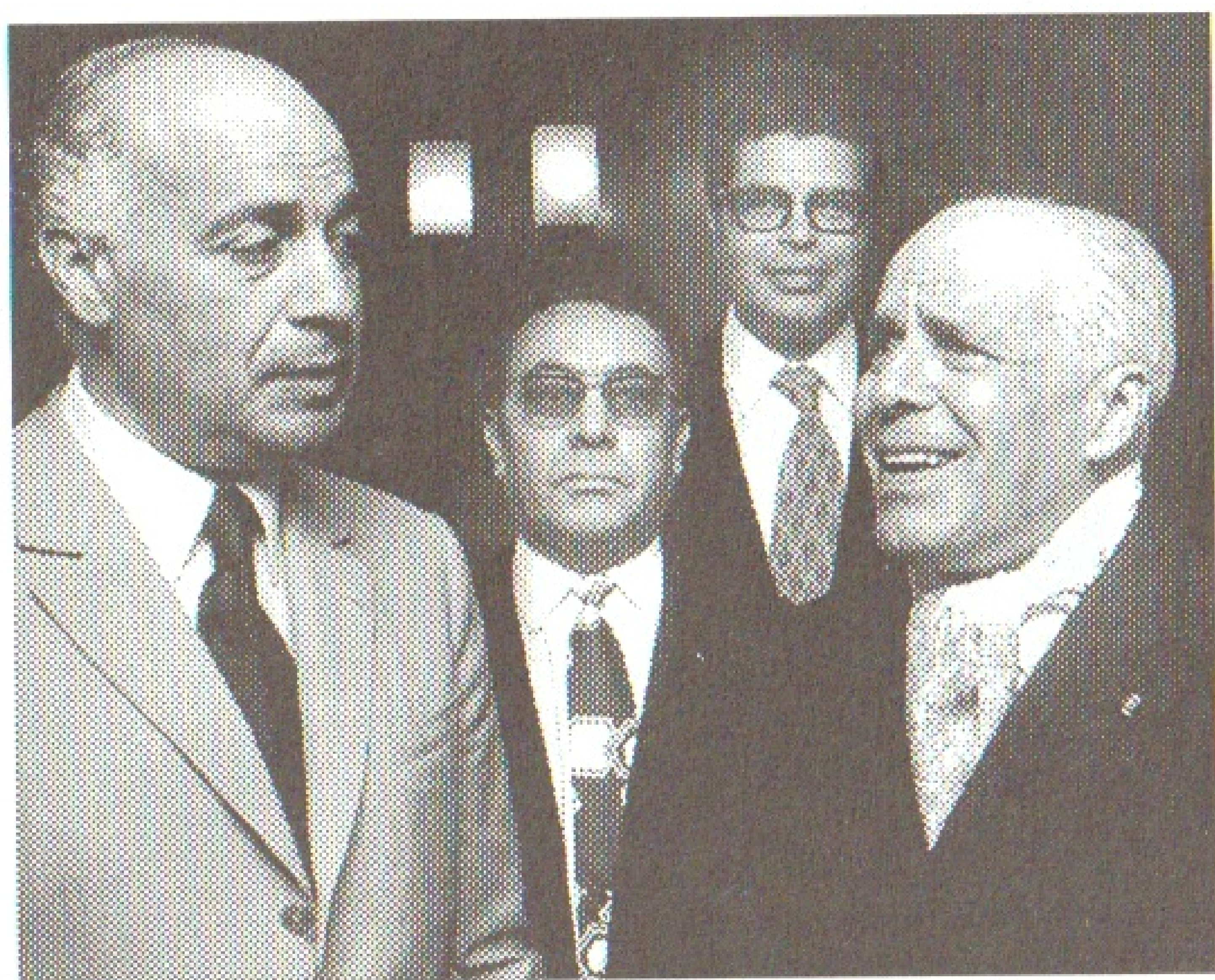
En prison à la santé
Mohamed LEBJAOUI, Boualem MOUSSAOUI, Yacef SAADI,
AÏT AHMED, AÏT L'HOUCINE et d'autres...



Mohamed LEBJAOUI en prison à la santé dans sa cellule en compagnie
de Droite à Gauche son neveu Rachid SOUADKI, Yacef SAADI et d'un ami
en visite, Réda KASBADJI



Mohamed LEBJAOUI en URSS en compagnie de MOHAMDI Saïd et l'Hadj BEN ALLA.



Mohamed LEBJAOUI, ici en compagnie de, HABIB BOURGUIBA, Président de la République de Tunisie.



Mohamed LEBJAOUI avec son fils LARBI et son petit fils NASSIM.